

SOCIETAS

1997 Volume n° 1

Présentation	5
<i>CHAOUL (Melhem)</i>	
La difficulté de penser "statistique" et "Liban"	7
<i>ZABLITH (Salem)</i>	
Le consommateur libanais : motivations, tendances et prospective	21
<i>KHOURY (Joseph)</i>	
L'impact de la violence télévisée sur les enfants	39
<i>SOTIRY (Georges)</i>	
Complexe d'Abraham et éducation au Liban: de la main mise à la main tendue	49
<i>KHOURY (Marie)</i>	
L'Armée et la politique : une relation à revoir	69
<i>DAGHER (Sami)</i>	
Enquête auprès des villes libanaises: document de synthèse	82
<i>SALIBA (Gaby)</i>	
L'homme africain devant la mort	100
<i>ABOU ZEID DEFOOR (Agnes)</i>	
Comptes rendus	114
Politics of difference: the unresolved dilemmas	124
<i>CHARTOUNI (Charles)</i>	
Postmodern culture or the "comfort in the womb"	170
<i>HAJJ (Camille)</i>	
L'orientation professionnelle et technique: entre le théorique et la pratique.....	7
<i>RIZK ATALLAH (Thérèse)</i>	(à droite)

PRÉSENTATION

L'Institut des Sciences Sociales a désormais sa propre publication, SOCIETAS, qui couronne des efforts multiples et vingt ans d'enseignement et de travaux sur le terrain. Cette revue scientifique lancée par la II ième section de l'ISS se veut à la fois reflet et incitateur à la recherche sociologique.

Ce premier numéro est issu des travaux individuels du corps enseignant, menés dans un cadre extra-universitaire, suivant les objectifs et les motivations de chacun. L'ambition du Centre de Recherches et par suite de cette revue, est d'encadrer dorénavant la recherche au sein même de notre Institution et de déclencher une dynamique de conception collective et de recherche en groupe.

Les sujets de ce premier numéro nous conduisent dans les labyrinthes du tissu social libanais avec S. Zabliith qui ouvre le débat sur la difficulté de "penser statistiques au Liban", suivi par trois études traitant des conduites psycho-sociales et éducatives des libanais: J. Khoury qui examine le comportement du consommateur Libanais, G. Soutiry l'impact de la violence télévisée sur les enfants et Marie Khoury "le complexe d'Abraham et l'éducation au Liban". Deux articles suivent traitant de l'espace public et des institutions: S. Dagher analyse l'articulation de l'armée et de la politique au Liban, G. Saliba les "problèmes et les besoins des villes". Dans la même perspective, en section arabe, Thérèse Atallah dresse le bilan de l'enseignement technique au Liban. Agnès Defoor, clôture la partie française par une réflexion sur l'attitude de l'Autre, l'homme Africain, devant la mort. La partie anglaise nous propose deux études à vocation théorique: C. Chartouni traite de "Politics of difference" et C. Hajj de "Postmodern Culture".

Puisse cette revue constituer un espace de réflexion, d'échanges et de débats sur notre société et le monde arabe.

MELHEM CHAOUL

LA DIFFICULTÉ DE PENSER STATISTIQUE ET LIBAN

Salem ZABLITH*

A l'occasion de la publication des données statistiques sur la population et le logement au Liban, 1994-1996 (**), nous nous sommes surpris avec un certain picotement de plaisir. A l'exploitation à peine amorcée de ces statistiques, nous rendons compte de ce plaisir en milieu libanais. Notre méditation est marquée par quatre arrêts: l'approche statistique, les statistiques de base, les résultats statistiques et les relations statistiques.

1-L'approche statistique

Il y a longtemps déjà, un professeur d'économie à la Sorbonne prenait soin d'introduire son cours de statistique en précisant l'intitulé. En substance pensait-il, le mot statistique s'utilise avec trois sens différents: au singulier avec l'article indéfini, une statistique est une collection de faits de même nature; au singulier avec l'article défini, la statistique est une méthode quantitative d'analyse et d'observation des faits; au pluriel et quelque soit l'article désigné, (des) ou (les) statistiques sont un ensemble de faits consignés, dénombrés et proprement ordonnés.

Le propos était d'ordre scientifique sur les trois façons complémentaires d'opérer et sans doute fonction d'une société qui se situe en droite ligne du progrès. A l'époque, il n'était nullement question de procédés sur la manoeuvre à entreprendre dans une société autrement articulée. Depuis lors, à l'adresse des pays du tiers-monde, un quatrième usage tend à se préciser; et l'on parle de statistiques incomplètes pour apprendre comment les aborder. Le qualificatif d'incomplet renvoie au manque de données plutôt qu'à l'imperfection des indications chiffrées.

Au Liban, le contexte est encore plus particulier, puisqu'un cinquième usage s'entrevoit à l'imperfection des données. En toute modestie scientifique, ce sont les statistiques fournies sur mesure sans doute imparfaites, généralement tronquées ou

(*) Institut des Sciences Sociales II - Université Libanaise

(**) Ministère des Affaires Sociales - (en coopération avec le fond des Nations Unies pour la population) : Résultats de l'enquête sur la population et l'habitat - 1994-1996.

صائية لمسح المعطيات الإحصائية للسكان

وزارة الشؤون الاجتماعية - بالتعاون مع صندوق الأمم المتحدة للسكان

والمساكن ١٩٩٤-١٩٩٦: القسم الأول والقسم الثاني، بيروت، ١٩٩٦

tout simplement truquées. L'absence de données cède la place à une inquiétude de l'équilibre, partout et dans tous les domaines si difficile à maintenir. A l'avant-garde des responsabilités, ou à grand tapage de publicité, les effets médiatiques des statistiques (s') accordent quelque crédibilité. Quand ces statistiques ne sont pas publiées, elles restent néanmoins en un clin-d'oeil finement figuées. Les sources les plus diverses s'imposent ainsi en notoriété.

Tout de même, dans ce microcosme de petit pays, tout se sait ! Tristement aussi, les effectifs de la population qui avoisinent un total d'une ville de moyenne portée, ne permettent pas tant de se tracasser ! Et au nombre impressionnant d'Universités, on ne finit plus de compter !

Les questions fusent de partout: les libanais, qui sont-ils, combien sont-ils, où vivent-ils, dans quelle case inscrivent-ils leur célibat, les gens mariés, les personnes en rupture de banc conjugal, les déplacés, les disparus, les proprement enterrés ? La litanie se poursuit aux indicateurs de l'existence: la propriété, le logement, la voiture, l'eau-courante, le revenu,... ? Et pour finir, cette préoccupation de survie: la ligne de pauvreté, doctement déclarée toute relative, comment donc la tracer et déterminer ainsi la proportion de ceux qui plafonnent au-dessous, puis ne pas mécontenter les en-dessus ?

A toutes ces questions, nous prenons soin de distinguer entre les statistiques de base et les résultats statistiques. La distinction n'a rien de sorcier: dans les premières, ce sont les indications de la comptabilité, de l'enregistrement continu entendons-nous, du fait au moment où il se produit; dans les seconds, ce sont les estimations de l'enquête, comme suite évidemment à une certaine stratégie de recherche.

2- Les statistiques de base

Les statistiques de base existent au Liban et, croyons-nous, en quantité suffisante pour aller de l'avant. Après tout, il y a bel et bien un enrégistrement à l'Etat-civil, au ministère de la Santé, au service de la Mécanique, à l'office des eaux et de l'électricité. Pour l'avoir vécu, il y a aussi un registre foncier, une règlementation pointilleuse du logement et de l'urbanisme en général, des entrées et des sorties aux postes frontaliers, une imposition douanière. Devrons-nous également ajouter le souci de la Sécurité sociale, de la Sécurité intérieure, des ordres professionnels, des Syndicats ouvriers et patronaux, des différents groupes constitués dans la société ? Tout ce monde fonctionne tant et d'une façon si imposante, que la quasi totalité des résidents craint de se faire remarquer autrement.

La réplique est alors au mépris: avec cette " pourriture" de l'administration en général et de l'enregistrement en particulier, les erreurs se comptent par milliers ! Il y aurait, certes, à faire état d'une réflexion critique sur ces erreurs, tant auprès des préposés à l'enregistrement qu'auprès des pouvoirs publics. Il y aurait surtout à s'interroger sur les causes inhérentes à la société.

Mais la question pour nous se pose d'une façon autrement formulée: accordez-nous les données comme vous voulez et nous disposons de méthodes de correction et d'estimation des faits. Comme avec une balance fausse on peut faire des pesées exactes, il est courant d'obtenir des indications probables en éliminant les impuretés. Preuve en est en démographie, les travaux remarquables de deux chercheurs avant la guerre, Youssef COURBAGE et Philippe FARGUES (1), qui ont su si bien s'en sortir avec les données de l'Etat-civil et du Ministère de la santé.

Qu'il n'en soit pas ainsi ou que l'on décide autrement, il ne reste pas moins vrai que la statistique procède aussi à l'accord collectif. Nous pensons tout bonnement à la méthode du jury, qui réussit l'accord inter-subjectif: n'avons-nous pas quand même notre miss beauté?

Et si le Liban était plus qu'un pays, c'est surtout un message (lettre d'accalmie du pape Jean-Paul II), serait-ce si compliqué de réduire les obstacles en se retrouvant dans un simple processus de communication? La même unité statistique étant différemment relevée par les sources différentes, toutes séparément et au nom de la science disposant de sa seule vérité, les écarts enregistrés se réduisent au petit calcul de la moyenne ou de la médiane.

A moins que, encore une fois, on ne veuille la contre-vérité en procédant à une vaste offensive de mise au point définitive. En rétrospective, l'expérience ne nous semble pa plus réussie.

Quand vers les années 60, la mission Irfed conclut ses statistiques de base: quelque minorité s'accorde l'aisance nationale et une bonne moyenne s'exclut de l'existence proprement humaine, ce fût le tollé général et un haro sur le baudet ! A l'appui de son grand budget, de sa méthodologie adaptée et surtout de la force de l'Etat présent ou d'un consensus spontané, nous pensions que tout s'équilibre dans l'oubli. Mais la violence inégalée de nos guerres intestines a marqué par le feu et le sang notre presbytie nationale.

3-Les résultats statistiques

Aux plus réalistes, cependant, la solution reste dans les résultats statistiques; et ce sont les produits de la recherche qui ne s'observent pas sans crédit et partant

sans une certaine stratégie.

Plus précisément avec le budget disponible, ces résultats procèdent de l'enquête statistique. Comme dans toute enquête, il y a alors une attitude de manœuvre, disons un choix, en tout premier celui des dimensions et des indices. Car de quoi nous parlons: la population et le logement au liban(2), est dit objectif général. Il s'ensuit d'autres choix: le nombre total ou partiel des unités à observer; dans ce dernier cas, la méthode d'échantillonnage probabiliste ou par choix dit raisonné; auquel s'ajoute le choix de la technique de l'échantillon; sur le terrain, le problème des enquêteurs; et ainsi de suite selon le propre code de l'enquête statistique.

Or de tout cela dans le choix, rien n'est dit dans les résultats publiés. En détaillant les deux volumes du Ministère des Affaires Sociales en collaboration avec le Fonds de Population des Nations-Unies, nous apprécions certes le travail COLOSSAL: près de 500 pages de données statistiques, quelques 100 pages d'avant- propos, d'intitulés de tableaux statistiques dans les deux langues arabe et anglaise, une numérotation qui rend la manipulation malaisée et une précision sur le coût global de 1 million 300 mille dollars U.S. Il n'empêche que la source est autrement fiable. Les compétences aux noms familiers et une instance internationale crédible, imposent le respect.

Pourtant, nous restons inquiet de quelque transparence, qui puisse rendre l'exploitation un peu plus aisée. En particulier, nous pensons à la méthodologie, qui n'est pas seulement l'usage des méthodes et des techniques. Après tout dans le contexte libanais, il y a des urgences, des ordres de priorité, quelques obstacles à la recherche statistique et des attentes de résultats à obtenir. Serait-ce trop demander, par exemple, qu'un lexique des mots et désignations, qui témoigne d'un certain regard sur soi et la société?

Pour donner deux illustrations seulement sur la nécessité d'un lexique, nous prenons les désignations de types de famille et celles de l'état matrimonial des résidents libanais. Bien que nous ne savons pas grand-chose sur la définition de l'unité statistique, que nous supposons le ménage (en anglais household et en arabe, الأسرة) que nous supposons aussi l'ensemble de personnes vivant sous le même toit dans un logement, nous relevons dans le ménage trois types de famille (p. 20). Dans le premier, l'indication est de nucléaire (en anglais nucleus et en arabe نواتية) et nous supposons le père, la mère et leurs descendants biologiques. Dans le second type, nous relevons nucléaire avec des parents (en anglais nucleus with relatives et en arabe نواتية مع أقارب). Nous supposons aussi que c'est l'ajout au premier de parents proches ou éloignés aux père et mère. Encore que l'ajout avec la précision de l'état matrimonial des parents provoque une situation toute particulière; deux

frères mariés par exemple, cohabitant dans le même logement, secrètent une unité familiale complexe et composite. Enfin, nous relevons le type de la famille étendue (en anglais extended family et en arabe أسرة ممتدة) ; et c'est le type de famille que nous ne connaissons pas au Liban.

Plus loin, en examinant l'état matrimonial des deux sexes à partir de l'âge de 10ans (p. 52), nous relevons également une curiosité d'ordre linguistique. Sous la désignation de personnes mariées, nous remarquons trois statuts possibles: légalement marié (en anglais legally married et en arabe كاتب كتابه) ; monogame (en anglais monogamus et en arabe متزوج) ; et polygame (en anglais polygamus et en arabe متعدد الزوجات). Nous nous posons alors la question : le statut de légalement marié, que devient-il au cas où le mariage ne réussit pas, passe-t-il par exemple sous la rubrique de personne divorcée? Et l'homme observé en situation polygame a-t-il le droit ou peut-il cohabiter avec ses épouses dans le même logement? Comment donc a-t-on fait le décompte de l'observation?

Le travail colossal des résultats statistiques devient ainsi CONTROVERSE ; et ce sont les conséquences du comment a-t-on procédé. A plus d'un niveau et en quelques endroits, les impressions se bousculent et nous nommons la représentativité, l'étonnement, le doute, voire même le rejet. A titre d'illustration, nous retenons deux indications : le report de l'information chiffrée et la faiblesse des effectifs relevés.

Le report de l'information chiffrée, comme suite supposons-nous à l'opération de l'électronique, contient de petites erreurs de dernier chiffre. Il n'est pas de tableau statistique qui ne comprenne un surplus ou un en-moins d'effectif; par exemple le nombre total d'unités étant généralement le même de 641.998 ménages libanais, s'observe en reprenant l'addition, ici 641.997 et là-bas 641.999 L'analyse secondaire étant une analyse de seconde main, s'impatiente et s'agace en nervosité, du fait qu'elle ne dispose pas des toutes premières données.

Notre regard se porte sur la faiblesse des effectifs relevés. Dans le caza de JBAYL par exemple, seulement 31.013 hommes et 31.163 femmes enregistrés d'après la carte d'identité (p.29) ? Et nous qui croyions, d'après le recensement d'un peu plus de 2.600 lieux dits habités, que le caza au Liban avoisine la moyenne de 100 localités ? Nous prenons un autre exemple sur lequel nous avons opéré : le nombre des étrangers, rien que 132.121 non libanais (p. 17) alors que chacun de nous compte dans son quartier une bonne trentaine? Nous reprenons donc le comptage en suivant de près les données.

Au bas du tableau de la page indiquée se détache une ligne qui n'est pas difficile à retracer :

Distribution des ménages selon la nationalité et le sexe du chef de ménage

Nationalité	Libanaise	Non Libanaise	Total
Sexe chef ménage			
HOMME.....	550.867	23.393	574.260
FEMME.....	91.131	3.515	94.646
TOTAL...	641.998	26.908	668.906

Seulement le contenu du tableau ne contient plus ces chiffres, mais le résultat obtenu au recoupement des variables: nationalité et sexe du chef de ménage, nationalité et sexe des personnes dans le ménage (soit 4 variables en même temps). En conséquence, nous extrayons le statut de la femme chef de ménage et nous entreprenons un tableau croisé : la nationalité et celle des personnes dans le ménage selon le sexe. Pour ne pas compliquer la présentation, nous reportons l'information en distinguant les sexes.

Nationalité de la femme chef de ménage et nationalité des HOMMES dans le ménage

Femme chef	Libanaise	Non Libanaise	Total
Nationa.			
HOMMES			
Libanaise	86.281	580	86.861
Non Libanaise....	1.692	3.007	4.699
TOTAL...	87.973	3.587	91.560

Nationalité de la femme chef de ménage et nationalité des FEMMES dans le ménage

Femme chef	Libanaise	Non Libanaise	Total
Nationa.			
FEMMES			
Libanaise...	182.393	536	182.929
Non Libanaise...	3.106	7.143	10.249
TOTAL...	185.499	7.679	193.178

Ainsi donc, sur un total de 91.131 femmes chefs de ménage de nationalité Libanaise dégagé au premier tableau, nous disposons, au second et au troisième, de 1.692 hommes et de 3.106 femmes de nationalité non Libanaise. La même opération donne aux 550.867 hommes chefs de ménage et de nationalité Libanaise, un effectif de 1.537 hommes et de 16.651 femmes de nationalité non Libanaise. Au vu du seul nombre de personnel domestique au Liban, n'est-ce pas quand même une sous-estimation?

4- Les relations statistiques

A condition toutefois de s'oublier dans les représentations de la vraisemblance, nous trouvons ces résultats REMARQUABLES; et ce sont les relations statistiques qui s'observent au tournant. Tout au long du parcours, en s'arrêtant à chaque tableau pris dans sa totalité spécifique, puis en poursuivant entre les tableaux les retrouvailles respectives, nous obtenons des suites logiques. L'information se dynamise et se rejoint dans l'ordre du proprement vécu.

En particulier, les indications chiffrées ressortent à l'enregistrement multiple et à la présentation variée. Le chercheur au Liban se plaît et se retrouve en terrain rêvé. Dans l'offre aux usagers, les statistiques se donnent généralement au grand public; et ce sont des tableaux simples, à une seule entrée ou variable, qui détaillent l'information recherchée. Occasionnellement aussi, à l'adresse de l'utilisateur en moyenne plus concerné, des tableaux à double entrée et à deux variables en même temps, font le relevé des inter-dépendances. La consultation se conclut ainsi en conjectures sur les significations dégagées.

Présentement, la complexité du réel est un peu plus scrupuleusement respectée.

Les tableaux statistiques s'offrent sans doute à deux variables, le plus souvent cependant, nous les consultons à trois, quatre variables et plus. La lecture des chiffres devient certes plus compliquée au nombre croissant de variables, mais c'est quand même conforme à la réalité. Nous disposons aussi de points de repère, pour examiner et vérifier ce qui arrive dans l'après, nous entendons évidemment les tableaux statistiques qu'il est possible de relier. Ainsi, la logique implicite des résultats de l'enquête se dégage à la reprise de l'exploitation chiffrée.

Nous n'en sommes pas encore à cette reprise des résultats publiés. Qu'il nous suffise cependant de remarquer que la résidence des ménages libanais se poursuit d'une façon orientée: l'actuelle et par rapport à l'origine selon la carte d'identité; l'actuelle et selon le type de logement, la propriété, le nombre et le sexe des personnes dans le ménage; l'actuelle et le rythme des déplacements par rapport à l'avant guerre et tout lentement ou conséquemment après.

Nous remarquons aussi un certain arrêt, le mariage des individus à partir de 10 ans et au fil de l'âge, le premier échec de vie conjugale et le second, puis le recommencement jusqu'à quatre mariages ou plus, bien notés; le tout étant relié au sexe, au niveau d'instruction et à l'état matrimonial au singulier.

Toujours au personnel de la consultation mais comme dans un enchaînement d'idées, nous remarquons surtout le secteur de l'emploi et, tout particulièrement, le travail de la femme en train de s'émanciper. Car à elle seule, avec ses nombreuses charges et corvées indiquées, la femme reçoit le gros lot des données sur la population et le logement au Liban.

Nous nous arrêtons et concluons: tout cela et encore dubitatif? De ce qui a été dit, la réponse devient: rien que cela et c'est à prendre ou à laisser.

**Rabieh, le 28/12/1996, I.S.S.,
Section II, Université Libanaise**

Notes :

- (1) cf. Notamment y. COURBAGE et P. FARGUES, *La situation démographique au Liban*, 2 tomes, Publications du Centre de Recherche de l'Institut des Sciences Sociales, 12-13 Université Libanaise, Beyrouth, 1973-1974
- (2) cf. *Supra* la référence en introduction. Par la suite, nous nous limitons à cette référence en indiquant la page d'ordre statistique que nous reprenons en ANNEXE. Nous sommes reconnaissant à Merwan HOURY de nous avoir offert les données.

DISTRIBUTION OF POPULATION AND LEBANESE HOUSEHOLDS
BY NATIONALITY OFMHOUSEHOLD HEAD, NATIONALITY OF PERSON, AND SEX
LEBANON

توزيع السكان والأسر المعيشية اللبنانية
حسب جنسية رب الأسرة و جنسية الفرد والجنس
لبنان

Nationality of Person & Sex	المجموع TOTAL			Nationality of Household Head & Sex						جنسية رب الأسرة و جنسه			Nationality of Person & Sex
				رب الأسرة لبناني LEBANESE HOUSEHOLD HEAD			رب الأسرة غير لبناني NOT LEBANESE HOUSEHOLD HEAD						
	رب أسرة مجموع TOTAL	رب أسرة ذكور MALES	رب أسرة إناث FEMALES	رب أسرة مجموع TOTAL	رب أسرة ذكور MALES	رب أسرة إناث FEMALES	رب أسرة مجموع TOTAL	رب أسرة ذكور MALES	رب أسرة إناث FEMALES	المجموع العام ذكور إناث مجموع	الفرد لبناني ذكور إناث مجموع	الفرد غير لبناني ذكور إناث مجموع	
GRAND TOTAL MALES FEMALES TOTAL	1,542,767 1,569,061 3,111,828	1,451,207 1,375,884 2,827,090	91,561 193,178 284,738	1,481,641 1,511,661 2,993,302	1,393,688 1,326,162 2,719,830	87,973 185,499 273,472	61,126 57,400 118,526	57,539 49,721 107,260	3,587 7,697 11,266				
LEBANESE PERSON MALES FEMALES TOTAL	1,480,150 1,499,557 2,979,708	1,393,289 1,316,628 2,709,917	86,862 182,929 269,791	1,478,422 1,491,905 2,970,327	1,392,141 1,309,511 2,701,652	86,281 182,393 268,674	1,728 7,653 9,381	1,148 7,117 8,264	580 536 1,116				
NOT LEBANESE PERSON MALES FEMALES TOTAL	62,617 69,504 132,121	57,918 59,256 117,173	4,699 10,248 14,948	3,219 19,756 22,975	1,527 16,651 18,177	1,692 3,106 4,798	59,398 49,748 109,146	56,391 42,605 98,996	3,007 7,143 10,150				
HOUSEHOLDS	668,906	574,260	94,646	641,998	550,867	91,131	26,908	23,393	3,515				

DISTRIBUTION OF POPULATION AND LEBANESE HOUSEHOLDS
BY TYPE, AND SIZE OF HOUSEHOLD
LEBANON

توزيع السكان والأسر المعيشية اللبنانية
حسب نوع الأسرة المعيشية وحجمها
لبنان

TYPE OF HOUSEHOLD	المجموع TOTAL	HOUSEHOLD SIZE (NUMBER OF PERSONS)										نوع الأسرة المعيشية
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 +	
GRAND TOTAL												
HOUSEHOLDS	641,998	43,504	74,699	86,177	115,312	117,887	88,606	49,737	28,017	16,884	21,177	المجموع العام
POPULATION	2,993,302	43,504	149,399	258,530	461,247	589,433	531,635	348,158	224,136	151,952	235,310	عدد الأسر عدد السكان
NUCLEUS												
HOUSEHOLDS	500,462	-	67,432	77,960	104,262	101,857	70,664	36,169	19,058	11,333	11,729	نواتية
POPULATION	2,354,183	-	134,863	233,879	417,047	509,283	423,983	253,180	152,467	101,996	127,485	عدد الأسر عدد السكان
NUCLEUS WITH RELATIVES												
HOUSEHOLDS	24,674	-	325	2,844	3,342	4,720	4,596	3,395	2,227	1,340	1,884	نواتية مع أقارب
POPULATION	148,389	-	649	8,531	13,370	23,602	27,578	23,763	17,816	12,063	21,017	عدد الأسر عدد السكان
EXTENDED FAMILY												
HOUSEHOLDS	60,573	-	222	2,605	6,433	10,567	13,089	9,886	6,607	4,097	7,066	أسرة ممتدة
POPULATION	404,686	-	445	7,816	25,732	52,833	78,533	69,204	52,853	36,872	80,397	عدد الأسر عدد السكان
OTHER												
HOUSEHOLDS	56,290	43,504	6,721	2,768	1,274	743	257	287	125	113	498	غير ذلك
POPULATION	86,044	43,504	13,441	8,304	5,097	3,715	1,540	2,012	999	1,021	6,411	عدد الأسر عدد السكان

DISTRIBUTION OF POPULATION AND LEBANESE HOUSEHOLDS
BY MARITAL STATUS, AGE, AND SEX
LEBANON

توزيع السكان والأسر المعيشية اللبنانية
حسب الحالة الزوجية والعمر والجنس
لبنان

AGE & SEX	HOUSEHOLD HEAD PLACE OF CIVIL REGISTRATION								محل قيد نفوس رب الأسرة		العمر والجنس					
	المجموع TOTAL	أعزب SINGLE	كاتب كتابه LEGALLY MARRIED	متزوج MONOGAMOUS	متعدد الزوجات POLYGAMOUS	هاجر SEPARATED	مطلق DIVORCED	أرمل WIDOW								
GRAND TOTAL MALES FEMALES TOTAL	1,193,815 1,241,093 2,434,853	626,084 561,768 1,187,853	5,166 4,031 9,197	538,429 558,181 1,096,610	4,261 - 4,261	810 1,708 2,518	3,798 9,749 13,546	15,266 105,603 120,869	المجموع العام ذكور إناث مجموع	10 - 14 سنة ذكور إناث مجموع	15 - 19 سنة ذكور إناث مجموع	20 - 24 سنة ذكور إناث مجموع	25 - 29 سنة ذكور إناث مجموع	30 - 34 سنة ذكور إناث مجموع	35 - 39 سنة ذكور إناث مجموع	40 - 44 سنة ذكور إناث مجموع
10 - 14 YEARS MALES FEMALES TOTAL	163,654 153,388 317,042	163,654 153,264 316,918	- 82 82	- 41 41	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
15 - 19 YEARS MALES FEMALES TOTAL	155,326 146,708 302,035	154,950 139,423 294,372	97 888 985	229 6,311 6,540	- - -	- - -	21 75 95	30 12 42	30 12 42	19 - 15 سنة ذكور إناث مجموع	20 - 24 سنة ذكور إناث مجموع	25 - 29 سنة ذكور إناث مجموع	30 - 34 سنة ذكور إناث مجموع	35 - 39 سنة ذكور إناث مجموع	40 - 44 سنة ذكور إناث مجموع	45 - 49 سنة ذكور إناث مجموع
20 - 24 YEARS MALES FEMALES TOTAL	147,465 143,093 290,558	139,355 103,018 242,374	1,088 1,768 2,856	6,875 37,439 44,314	10 - 10	11 32 42	116 559 675	10 277 287	10 277 287	24 - 20 سنة ذكور إناث مجموع	25 - 29 سنة ذكور إناث مجموع	30 - 34 سنة ذكور إناث مجموع	35 - 39 سنة ذكور إناث مجموع	40 - 44 سنة ذكور إناث مجموع	45 - 49 سنة ذكور إناث مجموع	50 - 54 سنة ذكور إناث مجموع
25 - 29 YEARS MALES FEMALES TOTAL	122,382 130,811 244,192	86,172 63,084 149,256	2,357 975 3,331	33,855 69,029 102,884	72 - 72	31 171 202	298 1,139 1,436	41 893 934	41 893 934	29 - 25 سنة ذكور إناث مجموع	30 - 34 سنة ذكور إناث مجموع	35 - 39 سنة ذكور إناث مجموع	40 - 44 سنة ذكور إناث مجموع	45 - 49 سنة ذكور إناث مجموع	50 - 54 سنة ذكور إناث مجموع	55 - 59 سنة ذكور إناث مجموع
30 - 34 YEARS MALES FEMALES TOTAL	113,382 130,811 244,192	43,517 39,757 83,273	1,273 232 1,506	67,689 87,332 155,021	188 - 188	109 199 308	542 1,524 2,066	63 1,767 1,829	63 1,767 1,829	34 - 30 سنة ذكور إناث مجموع	35 - 39 سنة ذكور إناث مجموع	40 - 44 سنة ذكور إناث مجموع	45 - 49 سنة ذكور إناث مجموع	50 - 54 سنة ذكور إناث مجموع	55 - 59 سنة ذكور إناث مجموع	60 - 64 سنة ذكور إناث مجموع
35 - 39 YEARS MALES FEMALES TOTAL	90,195 103,994 194,189	17,137 21,779 38,915	183 42 225	71,709 77,907 149,617	408 - 408	31 215 246	603 1,385 1,988	125 2,666 2,790	125 2,666 2,790	39 - 35 سنة ذكور إناث مجموع	40 - 44 سنة ذكور إناث مجموع	45 - 49 سنة ذكور إناث مجموع	50 - 54 سنة ذكور إناث مجموع	55 - 59 سنة ذكور إناث مجموع	60 - 64 سنة ذكور إناث مجموع	65 - 69 سنة ذكور إناث مجموع
40 - 44 YEARS MALES FEMALES TOTAL	74,484 84,418 158,902	7,623 12,867 20,490	105 32 138	65,358 65,916 131,274	562 - 562	87 179 266	560 1,317 1,876	189 4,106 4,295	189 4,106 4,295	44 - 40 سنة ذكور إناث مجموع	45 - 49 سنة ذكور إناث مجموع	50 - 54 سنة ذكور إناث مجموع	55 - 59 سنة ذكور إناث مجموع	60 - 64 سنة ذكور إناث مجموع	65 - 69 سنة ذكور إناث مجموع	70 - 74 سنة ذكور إناث مجموع

3-13: DISTRIBUTION OF POPULATION (10 YEARS & OVER) IN LEBANESE HOUSEHOLDS
(MARRIED OR EVER MARRIED) BY EDUCATION STATUS OR EDUCATIONAL LEVEL COMPLETED ,
NUMBER OF MARRIAGES, AND SEX
LEBANON

3-13: توزيع السكان (10 سنوات وأكثر) في الأسر المعيشية اللبنانية
(المتزوجين الذين سبق لهم الزواج) حسب الحالة التعليمية للفرز
أو المرحلة التعليمية التي انتهوا وعدد المرات الزواج والجنس
لبنان

عدد مرات الزواج والجنس	العلاقة بقوة العمل	COMPLETED EDUCATIONAL LEVEL						المجموع	NUMBER OF MARRIAGES & SEX	
		اقرأ وكتب READ AND WRITE	أمية ILLITERATE	دراسات عليا HIGH STUDIES	انتهى الجامعة UNIVERSITY / LT/TS	انتهى الثانوي SECONDARY BT	انتهى المتوسط INTERMEDIATE / BP			انتهى الابتدائي PRIMARY
المجموع العام ذكور إناث مجموع		99,124 76,427 175,551	86,327 184,058 270,385	11,533 3,770 15,303	51,637 36,483 88,121	71,175 94,879 166,055	95,790 130,409 226,199	146,978 149,214 296,192	562,564 675,240 1,237,804	GRAND TOTAL MALES FEMALES TOTAL
1 ذكور إناث مجموع		92,109 74,794 166,903	78,166 179,092 257,258	11,058 3,706 14,764	50,054 36,217 86,271	68,803 93,716 162,519	92,202 128,917 221,119	140,156 147,156 287,618	532,853 663,599 1,196,453	1 MALES FEMALES TOTAL
2 ذكور إناث مجموع		5,958 1,241 7,199	6,973 3,980 10,953	391 43 434	1,377 183 1,560	2,194 985 3,179	3,111 1,192 4,303	5,825 1,716 7,541	25,830 9,339 35,169	2 MALES FEMALES TOTAL
3 ذكور إناث مجموع		684 72 756	761 229 991	21 10 31	131 21 152	137 31 168	202 64 266	479 85 564	2,416 513 2,929	3 MALES FEMALES TOTAL
4 وما فوق ذكور إناث مجموع		181 21 202	218 41 259	31 - 31	21 21 42	11 21 31	107 53 160	105 10 115	674 167 841	4 & OVER MALES FEMALES TOTAL
غير مدين ذكور إناث مجموع		191 299 490	209 715 924	31 11 42	54 41 95	30 126 157	169 182 350	107 247 354	792 1,621 2,413	NOT STATED MALES FEMALES TOTAL

LE CONSOMMATEUR LIBANAIS

MOTIVATIONS, TENDANCES ET PROSPECTIVE

Joseph Khoury*

De L'importance de comprendre le consommateur

Pour beaucoup d'entre nous, décrire de manière adéquate le consommateur Libanais tant dans son physique que dans son âme est une tâche des plus ardues. Toujours est-il que la connaissance du consommateur est pour toute stratégie marketing, le viseur, cet élément indispensable pour toucher la cible. C'est pour cette raison, que nous accordons au portrait du consommateur une place centrale dans nos approches du marché.

Dans cette session, nous aurons surtout à traiter de l'âme des consommateurs Libanais, de leurs styles de vie. Mais un peu à la manière de La Bruyère, nous commencerons par un petit tour rapide de leur physique, c'est-à-dire par une description de certaines variables démographiques clefs.

Le physique du consommateur:

Repérer les variables socio-démographiques: âge, sexe, niveau socio-économique, habitat, etc., de manière fiable n'est pas une tâche facile. En l'absence de tout recensement Reach-Mass a mis au point des approches qui reflètent de manière assez correcte le profil de la population. Un recensement effectué par le Ministère des Affaires Sociales sous la férule d'organismes internationaux comme le UNDP, vient d'être publié. Il confirme nos chiffres. Ci-suit quelques tableaux comparatifs entre les chiffres du recensement et ceux de notre base de sondage.

Tableau no.1- Total population

	Recensement	Reach-Mass
Total Population	3.118 M	3.050

* Institut des Sciences Sociales II - Université Libanaise

Tableau no.2- Distribution par Mohafazat

Mohafazat	Recensement	Reach-Mass
Beyrouth	13.1%	14.8%
Mont-Liban	36.8%	36.7%
Bekaa	12.9%	13.8%
Nord	21.6%	18.6%
Sud (Saida+Nabatieh)	15.7%	16.1%

Tableau no.3- Distribution par âge

Age	Recensement	Reach-Mass
Moins de 15	29.2%	29.5%
15-64	63.8%	64.9%
65+	6.9%	5.6%

Signalons que notre Institut, dispose de moyens de loin plus modestes que ceux du Ministère des Affaires Sociales et des organismes internationaux qui le patronnent. Nous avons quand même pu aboutir à des résultats convergents avec ceux du recensement. Ceci atteste de la rigueur et de la maîtrise de la technologie déployée par Reach-Mass pour décrire aussi fidèlement que possible le consommateur.

L'âme du consommateur:

Connaître l'âme du consommateur revient à connaître ses motivations. La connaissance des motivations est tout aussi importante que celle des variables socio-démographiques. En effet, supposons qu'un candidat se présente aux élections avec comme bagage la seule connaissance de l'habitat, âge et sexe de ses électeurs, et sans information sur ce qui pourrait les motiver à voter pour lui. Le moins qu'on puisse dire est que ses chances de réussite se trouvent compromises.

Une marque est comme un candidat aux élections, à la seule différence qu'elle doit gagner les élections tous les jours sur le marché. S'appuyer sur ses propres perceptions et analyses subjectives pour décrire les motivations du consommateur,

n'est pas le moyen le plus efficace pour s'assurer la victoire. De par le monde, quelques Instituts, dont le nombre ne dépasse pas les doigts de la main, se sont spécialisés dans une technologie permettant de décrire d'une manière objective et surtout quantifiable ces motivations. Citons à ce sujet, Yankelovich et le SRI aux Etats-Unis, La Cofremca et le CCA pour la France et finalement RISC pour l'Europe. C'est une technologie similaire que nous avons mis au point au Liban. Nous n'aurons pas le loisir de la décrire en détail mais l'auditeur intéressé pourra se référer à nos publications à ce sujet, comme par exemple la publication de notre séminaire de 1993.

En résumé, le processus commence par un inventaire qualitatif des motivations, qui sont par la suite testées et hiérarchisées quantitativement. Ce processus nous a demandé pratiquement trois ans de 1985 à 1988. C'est ainsi que depuis 1988 nous suivons un ensemble de vingt et une motivations.

A titre d'illustration, nous allons analyser huit d'entre elles et voir comment on peut s'en servir aussi bien pour décrire le consommateur ici et maintenant, que pour construire des scénarios concernant ses évolutions futures. En d'autres termes, nous illustrerons l'usage de ces motivations à la fois à des fins d'analyse et à des fins de prospective.

Bien entendu, nous n'aurons pas le temps de décrire de manière exhaustive tous les types d'analyse et de perspectives possibles, mais la description qui va suivre pourra toutefois donner une idée de l'utilité du processus. Commençons par analyser les motivations une à une.

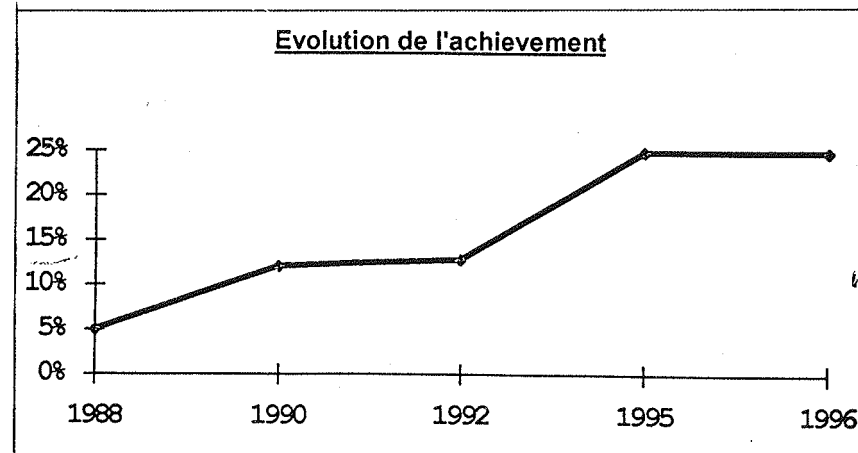
Les motivations: Achievement:

Les personnes animées par cette motivation sont soucieuses de performance, n'hésitent pas à prendre des risques, à se dépenser en efforts pour réussir une tâche, surmonter des difficultés. Ceci a parfois lieu rien que pour se prouver qu'on peut le faire, que pour le plaisir qu'on éprouve à triompher des difficultés. C'est une motivation qui est suivie par de nombreux chercheurs au monde car elle est particulièrement liée à la croissance économique d'une nation, qu'elle soit une nation développée ou en voie de développement.

Quand la motivation d'achievement est particulièrement élevée, l'économie est généralement en croissance. Quand elle faiblit, le pays accuse un retard économique quelle que soit sa richesse en termes financiers ou en ressources naturelles.

Qu'en est-il du Liban? Le graphique suivant montre une montée de l'achievement

qui passe en huit ans de 5% à 25%. Signalons à titre de comparaison que le standard français se situe autour de 13%. Ceci nous permet de présager un dynamisme économique assez soutenu au Liban.



Que signifie une montée de l'achievement du point de vue du consommateur, ou comment vit un consommateur appartenant au segment le plus avancé de l'achievement? C'est un consommateur qui a un emploi de temps excessivement chargé, qui ne se satisfait pas d'un seul métier, ou qui s'engage à plein dans une carrière au point de lui sacrifier ses loisirs et son temps libre.

Tous les produits qui lui permettent de gagner du temps, d'obtenir plusieurs services à la fois sont les bienvenus, par exemple: les supermarchés dotés d'un distributeur de billets automatique, les health clubs où on peut choisir ses cassettes audio ou vidéo pour la soirée. Autres exemples: les banques qui ont adopté le phone banking, celles avec lesquelles les clients peuvent communiquer, opérer des transactions et payer des factures par ordinateur, ou encore, les grands magasins qui ouvrent bien après les heures normales de travail, les restaurants et petits magasins avec livraison à domicile.

Du point de vue publicitaire, la communication aura intérêt à vendre principalement deux choses: la performance du produit et la réussite sociale de l'utilisateur.

De même les sponsorships gagneront à couvrir des activités caractérisées par la prise de risque, le triomphe des difficultés et la réussite sociale.

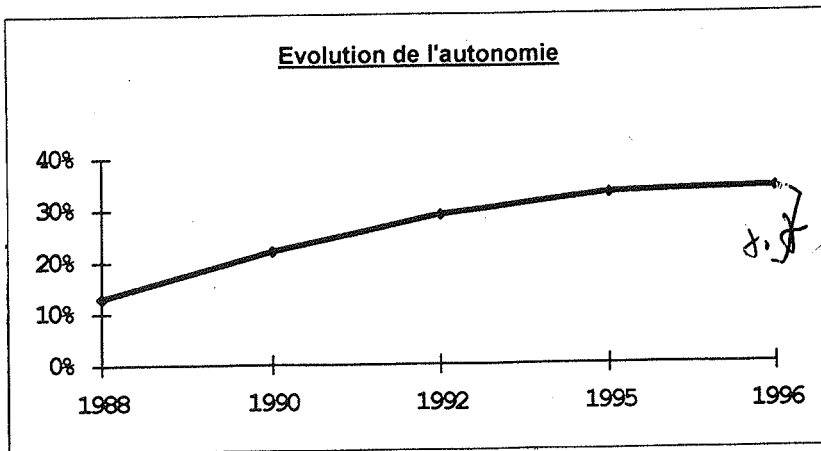
En somme, le développement de l'achievement permet d'augurer pour l'avenir:

- * Un dynamisme économique poussé
- * Un souci de produits de plus en plus performants
- * Un désir de plus en plus fort de projection d'une image de réussite sociale de la part du consommateur.

L'autonomie:

L'autonomie correspond à une prise d'indépendance de la part de la personne. L'autonome ne veut pas dépendre ou avoir besoin d'autrui pour mener sa vie. Il ne désire pas se conformer aux us et coutumes sociales si celles-ci vont à l'encontre de ses convictions. Ainsi, dans une certaine mesure, l'autonomie revêt un caractère de non conformité aux normes sociales du milieu. Le mot clef pour l'autonome est la liberté, la capacité de faire des choix. Il rejette les contraintes, et toute limitation de ses choix. En général, l'autonomie est une tendance bien marquée des sociétés modernes, au point que l'on juge la capacité de modernisation d'une société au niveau d'autonomie des individus qui la composent.

Au Liban, l'autonomie est passée en huit ans d'un segment avancé représentant un peu plus de 10% de la population, à un segment d'environ 30%.



Quelles nouvelles opportunités présage une montée de l'autonomie? Il faut envisager un consommateur de plus en plus exigeant. Il demande à être traité de manière personnalisée et non comme un simple individu indifférencié de la masse.

Les produits polyformes, personnalisables, à options qu'on peut modifier, changer, compléter de manière à satisfaire son individualité sont les bienvenus.

Ceci est aussi vrai pour les services. Il s'agit de ne pas proposer des formules toutes faites, décidées à l'avance, mais de donner au client la possibilité de composer son menu. Par exemple, dans la vente de l'immobilier, proposer une formule de crédit unique sera moins bien attrayante, que d'offrir une série de possibilités de crédit, en laissant au client le soin de composer la formule qui serait la plus adéquate pour lui.

Du point de vue publicitaire, le produit doit constituer une promesse de plus grande liberté, du genre ce produit vous donne davantage d'options, ou encore de temps pour vous occuper des choses qui vous intéressent. L'utilisateur sera peint comme un décideur et non un imitateur ou un suiveur.

De manière plus générale, l'autonome sera moins sensible au marketing de masse qu'au marketing relationnel.

En somme, le développement de l'autonomie permet d'augurer:

- * Une forte demande de liberté et d'espace pour l'expression personnelle et individuelle.
- * Un souci de produits et de services personnalisés et polyformes
- * Une sensibilité accrue au marketing relationnel

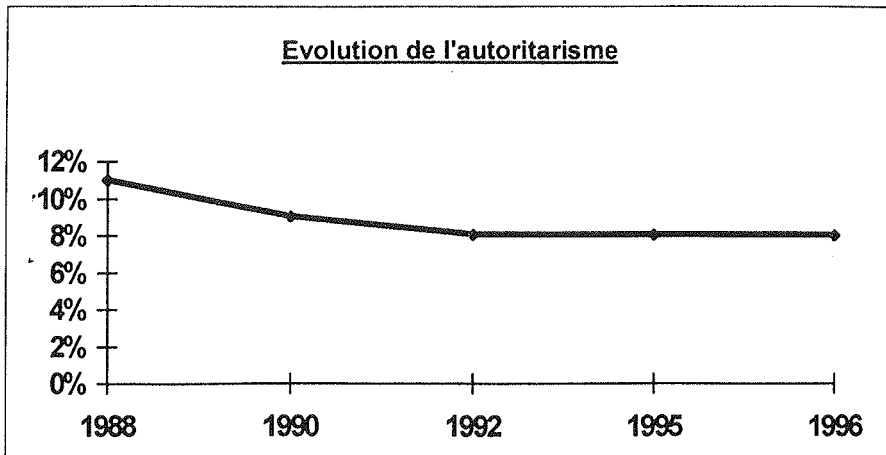
L'autoritarisme:

L'autoritaire tend à privilégier les moyens de pression que confère un statut supérieur pour contraindre les autres à se plier à sa volonté. En contrepartie, lui-même est prêt à se plier aux exigences d'une autorité supérieure de nature contraignante. Pour l'autoritaire, le monde est fait de hiérarchies, où la personne de statut inférieur doit obéir la personne de statut supérieur. L'enfant doit obéir au père et l'ouvrier se conformer aux exigences du patron. La persuasion est jugée moins efficace que la pression.

A ce sujet, il importe de distinguer entre l'autoritarisme et l'autorité de compétence. L'autorité de compétence repose sur une meilleure connaissance. Contrairement à l'autoritarisme, elle use de persuasion et non de pressions pour engendrer le comportement souhaité.

L'autoritarisme a dominé dans certains pays Européens surtout au début du siècle et jusqu'aux années quarante. La liaison de l'autoritarisme avec le fascisme, les dictatures et les phénomènes d'exclusion comme le racisme, a pu être démontrée maintes fois.

Au Liban, l'autoritarisme accuse un léger mais constant déclin au fil des ans



Que laisse présager le déclin lent mais constant de l'autoritarisme au Liban? En premier lieu, de plus grandes difficultés pour des systèmes autocratiques, centralisés et hiérarchisés pour bien fonctionner que ce soit au niveau politique ou au niveau des entreprises. Les modèles qui fonctionneront au mieux auront beaucoup plus de ressemblance avec le réseau qu'avec la pyramide. L'autorité tirera davantage sa légitimité de sa compétence et de son pouvoir de persuasion, que de sa capacité à gérer des moyens de pression. Ceci est vrai pour la famille, l'entreprise et les institutions de l'Etat.

Sur le marché, les opportunités sont du côté des produits et services qui mettent en valeur une convivialité et une informalité, voire une certaine iconoclastie. Ceci s'applique à un large spectre allant des habits, aux restaurants en passant par les émissions TV.

Pour s'en convaincre, observons, à titre d'exemple, le succès d'émissions de type convivial comme Leilet Hazz, Ahla Bha Talleh, et Leil El Maftouh. Elles sont caractérisées non pas par un animateur donneur de leçons s'adressant au public du haut de son piédestal, mais par la présence d'un public sur scène qui participe lui aussi à sa manière à l'émission. Le public télévisé peut facilement s'identifier au public participant à l'émission d'autant plus que les échanges avec l'animateur ont souvent lieu de manière informelle.

Autre exemple encore, Kalam El Nass, reconnue pour être l'émission politique la plus réussie. Elle permet à tout un chacun de s'adresser à des personnalités publiques comme s'il s'adressait à son voisin de palier.

Observons aussi le succès d'émissions à caractère iconoclastique, comme SL Chi et Wakef Ta'ellak, ou encore la popularité de Ziad Rahbani, le plus iconoclaste des auteurs/ compositeurs. Dans ces derniers exemples, on tourne en dérision les choses sérieuses, les personnages, les professions et les us et coutumes placés sur un piédestal par la société. Dans ce sens Studio El Fann apparaît comme une exception, mais Studio El Fann met en valeur des autorités de compétence, où les échanges entre les membres du Comité ne sont pas hiérarchisés et ont lieu sur un ton informel.

Pour profiter au mieux de cette tendance anti-hiérarchique, la communication avec le consommateur gagnera à s'inscrire dans une certaine convivialité, à faire appel à des compétences reconnues, plutôt qu'à des "idoles", des personnes du star system, ou des personnes de statut social supérieur. Sans compétence particulière en ce qui concerne le produit et le service, les "idoles" ont peu de chances de convaincre.

Pour ce qui est du marketing, l'annonceur doit veiller à se positionner, non pas comme une autorité supérieure ordonnant au consommateur d'utiliser son produit, mais plutôt comme quelqu'un à l'écoute de ses besoins, communiquant avec lui d'égal à égal, aussi soucieux de l'écouter que de le persuader. Les approches du genre numéro vert qu'un consommateur peut appeler pour conseil, ou in-home visits ou soirées de consommateurs se révèlent prometteuses.

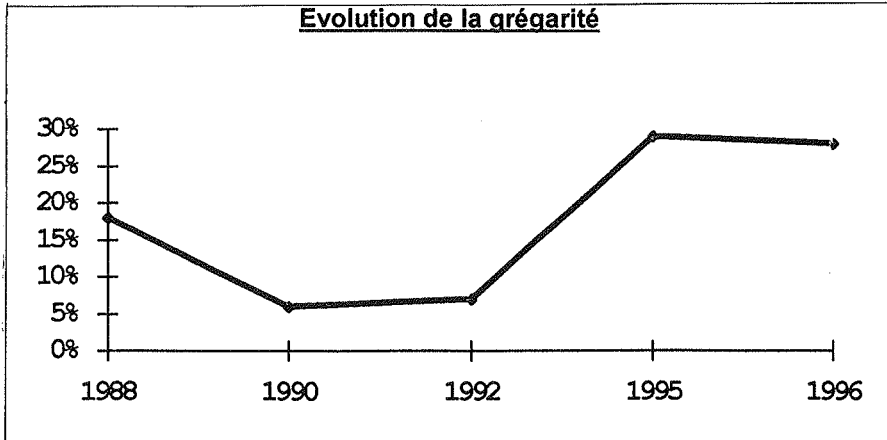
En somme, le déclin de l'autoritarisme laisse présager:

- * Un meilleur fonctionnement des entreprises et institutions organisées en réseau plutôt qu'en pyramide.
- * Un plus fort rejet des contraintes et une plus forte demande de compétence et de persuasion.
- * Une plus forte demande de produits et services conviviaux, informels et même défiant l'ordre existant.
- * Une sensibilité accrue au marketing convivial et relationnel.

La Grégarité:

La grégarité correspond à "l'instinct de troupeau". C'est une motivation qui pousse les gens à s'assembler et à se ressembler dans les groupes. On cherche à se fondre dans la masse plutôt qu'à s'en distinguer. La grégarité incite à imiter, à se conformer à la majorité, plutôt qu'à s'en différencier. On recherche une affiliation, à vivre dans un cocon, dans une tribu, dont les membres sont plus ou moins semblables.

Qu'en est-il au Liban? Après être passée par un creux en 1990-1992, la grégarité est remontée à environ 25% au cours des années 1995-1996, c'est-à-dire à un niveau supérieur à celui de 1988 de quelque 7 points.



La montée de la grégarité permet de prévoir une montée des phénomènes de clans, de personnes unies par des normes communes et des comportements plus ou moins similaires. Ces clans se présentent comme des milieux autarciques, vivant plus ou moins indépendamment du public généralisé et du reste de la société. Ils peuvent vivre en indifférents au monde qui les entoure, ou bien encore constituer une sorte de contre-culture visant à changer l'ordre existant. Encore que, si un leadership suffisamment charismatique apparaît, il pourrait faire fondre tous ces clans dans un moule unique, créant par là des phénomènes de foules assez importants.

Les produits qui tireront le mieux parti de la montée de la grégarité sont ceux qui servent des fins de clans. Par exemple, il y a encore quelques années ni les clubs privés ni les clubs sportifs n'étaient en vogue. Or nous observons actuellement une montée des clubs privés où l'on se retrouve en milieu connu, préservé du monde extérieur ou encore la montée de l'importance des clubs sportifs, qui permettent d'unir des "étrangers" dans une même passion: le foot, le basket ou autres. De plus, il est possible de présager un avenir prometteur aux lieux de rencontre, genre cybercafé, et clubs d'utilisateurs d'un service ou d'un produit, par exemple des fans d'une radio ou d'une boisson.

Du point de vue publicitaire, il importe de vendre le produit comme un signe d'appartenance et d'affiliation à la "tribu" la plus large possible. A aucun moment le produit ne doit apparaître comme un produit de distinction, ayant un caractère exclusif.

Le marketing du produit gagnera à utiliser des stratégies visant à créer un nombre d'utilisateurs maximal, du genre échantillonnage.

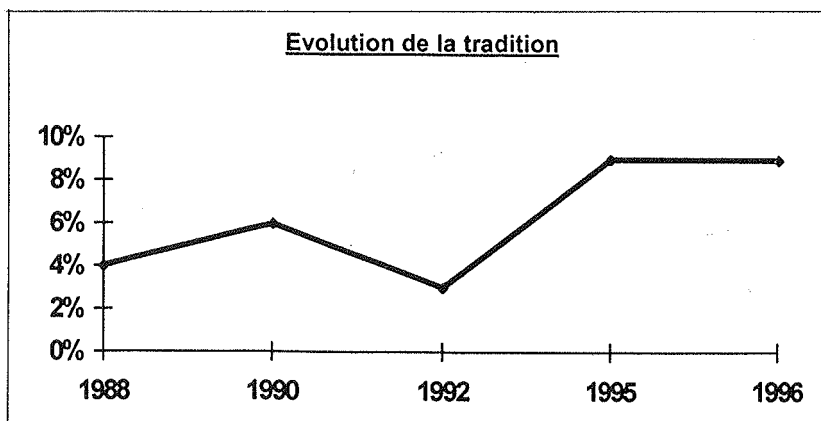
En somme, la montée de la grégarité laisse présager:

- * Une propension des individus à se constituer en clans plus ou moins homogènes avec une prédisposition à s'unir dans des phénomènes de foule autour d'un leadership charismatique.
- * Une forte demande de produits de masse, non différenciés
- * Une sensibilité à une publicité et un marketing de masse

Tradition:

Les traditionnels sont les personnes qui s'efforcent de répondre aux défis du monde moderne en puisant dans les us et coutumes du passé. Les réactions et les comportements des anciens inspirent le présent et orientent le devenir.

Au Liban, le segment avancé sur tendance traditionnelle est passé de 4% en 1988 à environ 9% en 1996.



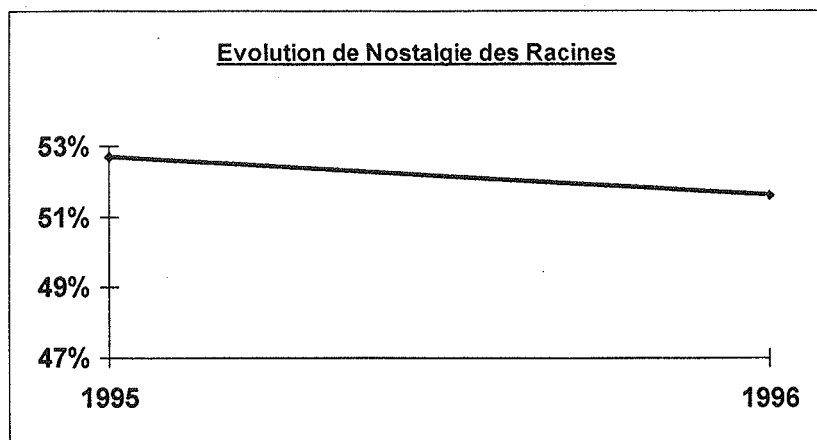
La motivation traditionnelle pénètre donc de plus en plus dans la société Libanaise, mais cette pénétration demeure relativement faible. Pour le moment, la société Libanaise n'est donc pas susceptible d'adopter en masse des modèles de comportement passés. Au contraire, dans leur majorité, les Libanais demeurent ouverts à l'innovation, caractéristique aujourd'hui si nécessaire à la croissance économique et à l'appartenance au monde moderne.

Les produits et services qui risquent de souffrir de la faiblesse de la tradition sont ceux qui se réfèrent au passé en termes réels. Ainsi, seront défavorisés les

points de vente de type traditionnel, les banques qui accusent du retard pour adopter les innovations techniques, les produits dont la fabrication n'obéit pas aux exigences de la technologie moderne etc.

A ce sujet, il importe de distinguer entre le passé vécu au quotidien et le passé vécu sur le mode imaginaire. A partir de 1994, nous avons constaté une volonté chez les Libanais de faire revivre le passé sur un mode imaginaire, imbibé de nostalgie. Il serait fondateur d'une identité de nature à rassembler les gens au sein d'un même cocon. Nous avons dénommé cette tendance: Nostalgie des Racines. Dans ce cas, le passé devient plutôt un sujet de satisfaction affective, de prise de distance par rapport aux problèmes stressants de la vie, plutôt qu'un mode de réponse adéquat aux défis de tous les jours. Ainsi, peuvent s'expliquer la vogue des "nights-clubs et restaurants arabes ou plus exactement "Libanais" face aux nights-clubs et restaurants à caractère occidental. De même, on observe le retour en force du narguileh et du "oud" dans certains lieux de loisirs.

Ci-suit l'évolution de cette motivation Nostalgie des Racines depuis 1995. On observe dans le graphe qui suit une forte pénétration de l'ordre de 52%. Elle demeure relativement stable de 1995 à 1996.



Cette forte pénétration relativement stable indique que la référence à un imaginaire commun, fondateur d'une certaine unité du groupe, recèle des opportunités certaines. Il est en phase avec le besoin d'affiliation qui fonde comme on l'a déjà souligné la grégarité. Les objets ou les loisirs reconnus pour leur valeur ajoutée imaginaire, gagneront à se référer au passé. Par contre, ceux qui servent à répondre aux défis de la situation présente, qui ont une valeur utilitaire ou instrumentale, gagneront plutôt à se présenter comme innovateurs, à se distancier du passé imaginaire.

Ainsi un restaurant aura intérêt à faire valoir son accueil inspiré de la traditionnelle hospitalité Libanaise, mais il doit veiller à vanter la modernité de ses équipements de cuisine.

Au niveau du marketing, sponsoriser des événements de nature folklorique, ou se référant à des racines proprement Libanaises, peut se révéler payant pourvu que le produit ou le service n'ait pas un caractère proprement utilitaire, auquel cas, il vaut mieux tabler sur l'innovation et la modernité.

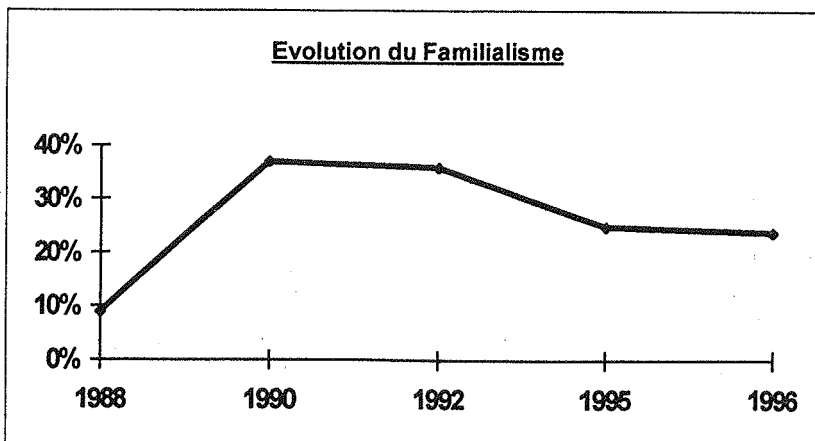
En bref, la faiblesse de la tradition et la montée de la nostalgie des racines, permet de présager:

- * Une faible tendance à privilégier des solutions traditionnelles et une plus forte demande d'innovation et de modernité dans le vécu actuel.
- * Une forte demande de racines dans le vécu imaginaire.
- * Une sensibilité au folklore et à l'ethnicité.

Le Familialisme:

Le Familialisme correspond à un attachement à la famille, et à son unité, même si cela exige qu'on lui sacrifie son indépendance personnelle. La famille qui avait perdu de son importance au cours des années 80 est retournée en force depuis le début de 90. En ce moment, rappelons-le, toutes les institutions sociales étaient en pleine destructuration, La famille était devenue l'ultime recours pour une population qui n'avait plus d'autre refuge.

Observons la courbe du familialisme au Liban. Celui-ci après une forte montée en 1990, semble se stabiliser autour de 25%.



Dans l'ensemble, le familialisme au Liban demeure donc une motivation avec laquelle il faut compter. Il se reflète sur la scène publique sous formes de groupes d'intérêts familiaux, de ligues de familles, ou encore dans des entreprises de types familial, avec leurs avantages en termes de cohésion et de dynamisme et leurs défauts en termes de puissance financière et capacités d'expansion. Au niveau privé, le familialisme s'exprime par une tendance à s'enfermer bien au chaud affectivement dans le cocon familial. En somme, on se ferme d'une certaine façon au monde extérieur qu'on perçoit comme porteur davantage de risques que de gratifications.

Les produits et services de nature à servir l'ensemble de la famille, à amener un plus à la vie familiale sont susceptibles de connaître un succès sur le marché. Des produits utilisables par toute la famille, ou ceux susceptibles de libérer du temps pour que les parents puissent s'occuper davantage de leurs enfants, ne manquent pas d'opportunités. De plus, les produits relatifs à la sécurité et le confort de la maison, ou des produits et services qui permettent de "sortir chez soi" ou en d'autres termes de veiller en famille, se trouvent en phase avec cette motivation.

La communication publicitaire peut tirer avantageusement parti du familialisme en associant les produits et services au bien-être de la maison et de la vie familiale.

Le marketing qui prend pour cibles les familles plutôt que les individus trouvera un terrain fertile auprès de ceux qui sont en avance sur cette motivation.

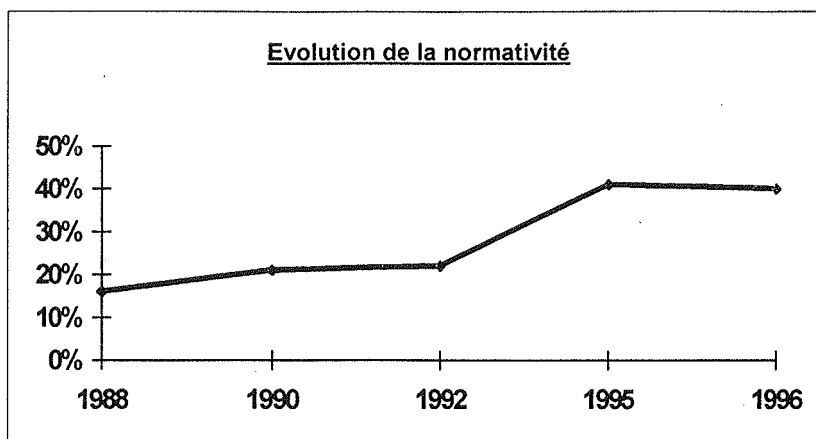
En somme, la force du familialisme au Liban permet d'augurer:

- * Une plus grande emprise sociale des groupes familiaux
- * Une plus forte demande de produits et services "pour la famille"
- * Une plus forte demande de produits et services fournissant sécurité et confort au cocon familial.

La Normativité:

La normativité correspond à une disposition à respecter et à appliquer de manière stricte les normes et règles de la vie sociale. La personne normative est une personne habitée par les sens du devoir, veillant à une certaine formalité dans ses relations avec les autres, et prête à sacrifier même son expression personnelle, et ses petits plaisirs pour suivre les lois du groupe. En ce sens, la normativité est vécue comme une garantie de la cohésion du groupe.

Au Liban, la normativité a connu une forte croissance depuis 1988. Sa pénétration est passée de 15% environ alors, à un peu plus de 35% en 1996.



La montée de la normativité correspond à des demandes de plus forte de régulation de la part des institutions, qu'elles soient étatiques, sociales ou religieuses. C'est une tendance qui s'oppose fortement à toute privatisation du secteur public, et qui place le besoin de sécurité, de protection avant toute autre considération. Dans les relations entre les individus, la normativité se traduit par une formalité, une sorte de respect tâillon de "l'étiquette". Elle protège contre tout comportement inattendu de la part de l'autre, et par conséquent permet d'éviter des conflits éventuels, ou encore toute invasion inopinée de sa propre intimité.

En termes de produits et de services, les produits qui servent une formalité tant dans les habits que dans les manières de vivre et de se comporter sont les bienvenus. De même, les services absolument disciplinés trouveront un bon accueil. Ceux qui se limitent à ce qui est perçu comme essentiel socialement, et évitent le superflu, seront en phase avec cette motivation. Tout ce qui est "socialement correct" aura le vent en poupe. Les ajouts, ou petits plaisirs, qui n'ont pas de fonction utilitaire directe ne seront pas bien réaùs. Un produit de luxe sera adopté non pas pour le plaisir qu'il procure mais parce qu'il est socialement exigé.

Publicitairement, le produit ou le service gagnent à être positionnés comme étant au service d'un devoir social. L'achat par exemple d'un ordinateur pour la maison ne se fera pas par exemple au plaisir que l'on peut en retirer. De même, l'abonnement à Internet n'est pas seulement une invitation à la découverte du monde. L'ordinateur et Internet auront intérêt à être positionnés, par exemple,

comme un devoir de l'acheteur vis-à-vis de ses enfants, qui, autrement, risquent d'être défavorisés par rapport aux enfants des autres.

Du point de vue du marketing, sponsoriser et participer à des activités institutionnelles, ou des activités à caractère formel peut se révéler tout à fait opportun.

Dans l'ensemble, la force de la normativité permet de prévoir:

- * Une plus forte régulation sociale
- * Un sens accru du devoir social, accompagné d'une demande de produits et services "corrects" socialement.
- * Une sensibilité à tout ce qui se présente comme au service du "devoir" par opposition au "plaisir".

Tendances et Prospectives

Les groupes de motivations:

Nous avons jusque là présenté les motivations une à une, comme si elles n'entretenaient aucun lien entre elles. La réalité est toute différente. Un être humain peut être animé par plusieurs motivations à la fois qui interagissent entre elles. En général, ces motivations tendent à se présenter en constellations. Au sein de chacune des constellations se retrouvent les motivations qui orientent le comportement humain dans une direction commune. Nous avons soumis les motivations que nous venons d'analyser à une procédure d'analyse statistique, l'analyse typologique. Elle permet de distinguer trois types de constellations dont deux types qui s'opposent fortement:

- * La constellation formée de l'achievement, de l'autonomie, de l'innovation (ou l'anti-tradition) et du déclin de l'autoritarisme. C'est une constellation de motivations qui incite à prendre à bras le corps les défis du monde extérieur, quitte à mettre les efforts nécessaires pour le changer, ou à adopter les innovations requises nécessaires pour en faire partie. La logique qui gouverne l'action de ceux qui appartiennent à cette constellation est une logique de pionniers et de promoteurs. Elle procède d'une mentalité d'expansion de l'individualité.
- * La constellation formée de la grégarité, du familialisme et de la normativité. C'est une constellation qui pousse à une sorte de repli, d'autarcie, à mettre,

comme dans les Westerns, les "wagons en cercle" face aux défis et menaces du monde extérieur. Elle consiste à se créer son propre monde au sein d'un noyau dur fondé sur une forte cohésion et un respect méticuleux des normes du groupe. La logique qui gouverne l'action de ceux qui appartiennent à cette constellation est une logique de village autarcique, un peu à la manière du village gaulois d'Astérix. Elle procède d'une mentalité d'assiégés, techniquement dénommée mentalité obsidionale.

- * La Nostalgie des Racines, et certaines autres motivations, se situent à mi chemin entre la constellation d'expansion individuelle et la constellation d'obsidionalité, signifiant qu'elle peut jouer un rôle de pont de point de passage entre les deux grandes tendances qui divisent la société Libanaise.

La société Libanaise se trouve ainsi divisée en deux grands mouvements de nature antagoniste, avec toutefois des ponts entre eux, qui permettent de maintenir un dialogue, sans toutefois exclure le conflit. On peut dire que la société Libanaise se trouve à une bifurcation. Ceci ne manque pas d'avoir des conséquences à la fois au niveau des consommateurs, et au niveau de la société en général.

Le niveau consommateur:

Au niveau des consommateurs, nous avons affaire à deux types distincts de consommateurs. Il importe dès lors de viser juste avec son produit, sa communication et son marketing. Utiliser des stratégies auxquelles sont sensibles les personnes obsidionales pour toucher une cible caractérisée par l'expansion individuelle ou vice-versa signifiera très souvent l'échec du produit ou du service. Ainsi si une banque utilise des approches très formelles, avec une normativité exacerbée, et des procédures de masse pour une clientèle demandeuse de convivialité, de flexibilité et de procédures personnalisées, elle risque de ne pas exploiter comme il faut toutes les opportunités qui s'offrent à elles.

Considérons à titre d'illustration, une banque où les clients et les employés n'ont d'autre contact qu'à travers un comptoir, par-dessus lequel on peut échanger beaucoup plus de papiers que de mots. Cette banque peut réussir à merveille avec une clientèle de type obsidional. Par contre, elle connaîtra pas mal de difficultés si ses clients sont sensibles à l'expansion individuelle. Ceux-ci seront davantage attirés par une banque où ils se voient attribuer selon leur groupe, investisseurs, épargnants, nouveaux entrepreneurs etc., des employés attirés connaissant à fond les problèmes spécifiques du groupe et susceptibles d'en discuter de manière personnalisée autour de leur bureau.

Le niveau Société globale:

Au niveau global, nous avons affaire à une société à deux vitesses où la partie la plus audacieuse de la population, celle qui favorise l'expansion de l'individualité, se trouve handicapée dans ses efforts de modernisation par le poids de la partie la plus conservatrice, marquée par l'obsidionalité. Ce poids est de nature à encourager la partie la plus modernisante à s'investir ailleurs, pour éviter de nager avec "des ceintures de plomb". Il en découle une exacerbation de l'émigration des capitaux et des cerveaux.

Par voie de retour, comme les pionniers et les défricheurs se feront plus rares dans la société, le segment obsidional manquera d'éclaireurs et aura de moins en moins confiance dans le monde extérieur. Il sera ainsi renforcé dans sa tendance autarcique, entraînant par là un retard de plus en plus marqué dans l'adoption de la modernité.

A cause de ce danger, les dépenses pour créer les conditions propices au développement, qu'elles soient destinées à améliorer l'infrastructure ou les indicateurs macroéconomiques, risquent de ne pas entraîner le développement voulu. Plusieurs exemples mondiaux, dont l'Iran du temps du Chah, montrent que si le développement ne s'appuie pas sur des agents sociaux appropriés, le décollage de la société vers la modernité se trouvera compromis.

Face à ce scénario du pire, nous pouvons envisager un scénario du meilleur à court, moyen et long terme. A court terme, notons que la tendance obsidionale se nourrit de peurs. On a peur de se retrouver impuissant face aux défis de la modernité, de ne pas pouvoir s'y adapter. Dès lors, il n'est pas difficile d'imaginer qu'en désamorçant ces peurs, on puisse débloquent le réflexe obsidional. Il s'ensuivra une réaction en chaîne. Le segment modernisant dans la population ressentira un allègement de l'effet "ceinture de plomb". Ceci à son tour ne manquera pas de provoquer un renversement des tendances favorables à l'émigration des capitaux et des cerveaux.

A moyen terme, signalons que nos études motivationnelles montrent que les enseignants constituent l'un des segments les plus porteurs de modernité. Partant de là, on peut concevoir que la tendance moderniste a plus de chances de se reproduire que la tendance obsidionale.

A long terme, la tendance moderniste est en train d'investir le monde et il est vraiment difficile d'y échapper. Par exemple, on ne peut plus échapper aujourd'hui ni au satellite, ni à l'Internet. Ainsi, si malgré tous nos efforts nous n'arrivons pas à

embrasser la modernité autant que nous le désirons, elle finira par venir à nous, un peu à la manière de Lagardère.

En somme, les freins qui handicapent la marche du Liban vers la modernité n'ont rien d'inéluctable. L'analyse que nous venons de mener montre que nous disposons aussi de vents favorables, susceptibles de nous mener à bon port. Aux Libanais, et surtout aux responsables parmi eux, de savoir en profiter pour favoriser une croissance économique et sociale qui ne manquera pas de se refléter sur la bonne santé du marché.

L'IMPACT DE LA VIOLENCE TELEVISÉE SUR LES ENFANTS

* *Georges SOTIRY*

Introduction

La vie moderne , surtout dans les villes , a augmenté les conditions favorables à la progression de la violence et à son explosion . La violence apparaît bien comme le problème essentiel de la Radio et surtout de la télévision . Elle est la fièvre pernicienne de notre société en général. Tout le monde s'accorde pour dire que le sentiment d'insécurité s'accroît depuis quelques années , non sans raison ; il y a une augmentation de la criminalité , et de la délinquance et l'agressivité s'exacerbe partout dans les villes, et fournit les faits divers : agression , meurtres , vols, cambriolages acte de vandalisme , viols suicides et fraudes en tout genre . Ce sont , ces violences-là qui favorisent le sentiment d'insécurité .

Mais on voit bien aussi que la progression de la violence et le sentiment d'insécurité qui en résulte tient en grande partie aux médias. Mais comment ne pas se demander si la télévision n'y serait pas pour quelque chose cette "lucarne magique" qui est devenue la grande passion des jeunes d'aujourd'hui?.

En quelques années , la télévision a pris une place essentielle dans notre vie quotidienne. Elle est devenue un grand moyen de distraction mais avouons qu'elle a un autre rôle grâce au pouvoir qu'elle exerce sur nos esprits .

La télévision nous exhibe chaque jour le spectacle des drames et des cruautés qui se déchaînent à travers le monde ; elle ajoute, avec plus d'abondance encore les spectacles de la violence, que ce soit de violence réelle dans les informations ou de violence imaginaire motamment dans les films .

Existe-t-il une corrélation entre les deux développements ? Aujourd'hui nous sommes tenté de mettre en cause la T.V. et de la rendre responsable des excès de la violence constatée . Nous avons l'impression qu'elle provoque un surplus de violence qui nous semble dépasser quantitativement et qualitativement la dose admise, si l'on peut dire ainsi .Or, elle touche tous les publics : enfant, adolescent, adulte et les fascine tous .

Le problème se pose avec plus d'acuité surtout quand il s'agit d'analyser les effets exercés par la télévision sur les enfants ? cette violence télévisée peut-être sans conséquences sur le plan psychologique, social et intellectuel ? bref , Quelle est actuellement et au juste la place de la télévision dans la vie de l'enfant ?

I . La télévision : instrument de violence ?

Nous avouons sans hésitation , que la télé fait partie intégrante , vitale et essentielle, de la vie familiale. Elle tient compagnie dans nos soirées et les conversations tournent autour de ses programmes .Elle est le centre de certaines réflexions qui se propagent spontanément entre les membres de la famille; les plus concernés sont les enfants..

" je ne veux entendre le bruit des enfants" qu'ils ouvrent la télé pour qu'on se repose un peu " qu'ils nous foutent la paix".

" Pas de télé ce soir si tu ne termines pas tes études".

" Haussez le son de la télé .. Je veux suivre le dialogue pendant que je prépare le souper à la cuisine .."

" Fermez la télé ..ce programme ne doit pas être vu par les enfants.."

Il est évident que la facilité d'utiliser la télé et surtout la facilité relative de comprendre le contenu de ses programmes aident l'enfant à découvrir " les secrets" du monde adulte et à les connaître. Cette connaissance ou bien cette découverte du monde extérieur se réalise à travers " un médiateur" l'écran, et ce médiateur procure une satisfaction beaucoup plus que celle offerte par la réalité.

Certaines études ont prouvé la domination de la télé sur tous les moyens de distraction proposés aux enfants, et elle arrive même avant la lecture. La quantité d'heures passées à la télé par les enfants est estimée entre 700 et 1000. heures

On ne se trompe sans doute pas en disant que cela fait environ mille heures par an , alors qu'il n'y a guère que 800 heures de classe dans l'enseignement secondaire en France. Un rapport de l'UNESCO parlait effectivement d'un nombre d'heures à peu près égal passées à la télévision et à l'école , compte tenu des vacances et des jours de repos . Le fait est donc bien établi : comment ne poserait-il pas un problème .

Il faut remarquer que la violence a franchi une étape importante avec l'apparition de la couleur; la vue du sang répandu donne aux images une vérité

insoutenable . C'est ainsi, nous conseillent les spécialistes que doivent être exclues autant que faire se peut les scènes d'étranglement ou de pendaison ; de même l'utilisation du revolver doit être préféré à celle du couteau .

Dans 195 films policiers américains pris au hasard on a pu dénombrer 406 crimes ; en analysant le contenu de plus de 200 programmes de télé , on a découvert que le crime y était 22 fois plus fréquent que dans la vie réelle . On a pu calculer qu'atteignant l'âge de 17 ans un adolescent américain avait pu voir sur le petit écran plus de 18000 meurtres...

Il s'agit pour nous de savoir si nous pouvons établir effectivement un relation entre la violence "télévisée" et l'augmentation de cette même violence dans notre société de téléspectateurs. Essayons de voir les opinions des spécialistes ? .

Nous pouvons distinguer plusieurs tendances.

- 1) L'effet purgatif.

Un grand nombre de sociologues contestent la possibilité de trouver une liaison entre la violence et l'augmentation de la délinquance ou de l'agressivité chez les enfants . Pour eux , la violence ne peut en être qu'un facteur parmi d'autres et dont l'action éventuelle dépend des autres facteurs : milieu éducatif , tempérament individuel , milieu familial, dispositions du moment . Ce qui pousse tel enfant à la violence peut en détourner l'autre : Il faut tenir compte ici plus qu'ailleurs de la possibilité d'une réaction d'opposition plutôt que d'imitation . Le fondateur de la psychologie sociale, Gabriel Tarde , a étudié la réaction des membres d'une société à ce qui leur apparaît de nouveau . Cette réaction est l'imitation , quand l'innovation a du prestige . Pour lui il y a deux manières d'imiter : "faire exactement comme son modèle , ou faire exactement le contraire" (1).

Un sujet ou un groupe peuvent réagir par l'opposition devant une manière d'être ou d'agir qui leur paraîtra menacer leurs valeurs . Nous pouvons dire donc que les images de violence télévisée" n'auront pas le même effet suivant les téléspectateurs:

La réception dépend du récepteur :

Un colloque de l'UNESCO consacré à cette question aboutissait à cette conclusion :

" Les moyens d'information ne sont pas responsables de la violence du monde dans lequel nous vivons . En revanche, par leur nature même , ils peuvent , et c'est

parfois le cas, contribuer à propager cette violence . Il peuvent également contribuer parfois à la prévenir . Ce serait une erreur dangereuse d'en faire les boucs émissaires responsable de tous les maux de la société , mais ils ne sauraient se soustraire à leur devoir , qui est de mettre au service de la raison , l'influence qu'ils exercent sur les relations humaines".(2)

La thèse de décharge émotionnelle est surprenante ; car ce qui pousse tel individu à la violence peut en détourner l'autre. les spectacles de la violence télévisée ont le plus souvent un effet bénéfique qu'un effet nocif et qu'ils détournent plus de gens de la violence qu'ils n'en poussent à imiter les excès présentés .

Nous ne faisons que reprendre la thèse bien connue d'Aristote à propos de la tragédie .

La vie des atrocités était au fond , d'après Aristote, bénéfique : elle procurait un effet "cathartique" c'est-à-dire purifiant , en permettant ce que nous appelons aujourd'hui un dévouement , grâce à l'expérience de la terreur et de la pitié .

Il est probable que les spectacles de la violence qui nous sont livrés aujourd'hui peuvent avoir un pareil effet sur la majorité des téléspectateurs . Ces derniers sont donc portés non à l'imitation , mais à la réprobation ainsi qu'à une méfiance qui peuvent être utile et nécessaire dans notre monde .

2) L'effet d'imitation ou d'incitation :

Le rapport qui est le résultat des recherches de la commission (3) d'enquête de l'Ontario (Canada) aboutit à une déclaration sans ambages , valable au premier chef pour la télévision :

Les médias peuvent collaborer à la propagation de violence sociale et cela de trois façons .

- 1 - Ils peuvent contribuer à un climat favorable à la violence non seulement en créant des besoins et des frustrations qu'en particulier les adolescents ne peuvent satisfaire que par la violence, mais aussi en présentant la violence comme un moyen assez normal en notre monde et , en tout cas, facile , efficace, et généralement impuni.
- 2- Ils peuvent avoir une influence causale en enseignant les techniques de violence ou en déclenchant les mécanismes d'imitation et de l'apprentissage social.

- 3- Ils peuvent aggraver les effets de la violence , soit en exagérant et en augmentant le sentiment d'insécurité et la peur , soit en affaiblissant par l'accoutumance , la sensibilité à l'anomalie que la violence constitue . On s'habitue à côtoyer la violence, à la légitimer .

Ces effets sont vrais , en particulier de la télé . La commission estime que de nombreuses études semblent prouver de façon concluante qu'il existe un lien entre la violence télévisée et les comportements agressifs . Or c'est précisément sur des résultats d'observations que les enquêteurs de l'Ontario ont fondé leurs conclusions . Ils ont procédé à une enquête concrète , sur la vie même , au jour le jour , c'est-à-dire qu'ils ont recueilli des dizaines de milliers de témoignages , rencontré des milliers de personnes et qu'ils ont enregistré , vingt-quatre heures sur vingt-quatre , les réactions "à chaud" quelques instants après l'évènement. Ils ont étudié plus de deux mille livres , thèses, rapports ou articles ; il faut ajouter de multiples auditions et entretiens avec des spécialistes , des élus , des responsables de tous ordres, mais aussi de simples téléspectateurs .

Aux Etats-unis , où la télé passe pour l'une des plus violentes au monde, l'institut national de la santé mentale , l'Académie américaine de pédiatrie et l'association des psychologues américains ont affirmé publiquement que la violence télévisée engendre l'agressivité chez les enfants . Dans ce pays , entre 1981 et 1990, l'augmentation des arrestations de mineurs a augmenté de 60% , alors qu'elle n'a été que de 5% pour le moins de 18 ans . De plus , en Californie 10% de tous les homicides étaient commis par des adolescents ; en 1992 ce taux est monté à 19% , Ce qui est considérable . Tellement considérable que les législateurs de cet Etat et de neuf autres envisagent d'abaisser de 16 à 14 l'âge minimal auquel un adolescent doit être jugé, non par un tribunal pour mineurs, mais pour les tribunaux ordinaires pour adultes (4)

En France , les débits commis par des mineurs de moins de 13 ans sont passés de 36000 en 1980 à 48000 en 1987.

Aucun recensement des scènes de violences diffusées par la télé française n'est régulièrement effectué . La seule référence en la matière est celle du Point L'Hebdomadaire a comptabilisé l'ensemble des scènes de violence auxquelles les téléspectateurs ont pu assister pendant une semaine d'octobre 1988 : 670 meurtres , 16 viols , 848 bagarres , 419 fusillades ou explosions , 14 enlèvements , 32 prises d'otages , et 27 scènes de torture . Ce qui , si la télé diffusait 24 h /24 (c'est actuellement presque le cas) représenterait en moyenne une agression violente toutes les cinq minutes pour l'ensemble des chaînes . Dans cet inventaire sanglant ne sont pas pris en compte les scènes où la violence est psychologique, verbale ou

seulement suggérée .

Les premiers travaux portant sur l'effet de la violence télévisuelle chez les jeunes téléspectateurs remontent aux années soixante . Qu'il s'agisse d'expérimentations menées en laboratoire ou en situation réelle dans la plupart des cas on observe une corrélation (et même parfois une causalité) entre la violence qui se dégage des images visionnées par les enfants et leur degré d'agressivité dans la vie réelle . La télévision est bien coupable d'incitation à la violence .

Expériences choisies :

- A partir de 1961 , Albert Bandura de l'Université de Stanford (Californie) montre, en laboratoire , à des enfants des séquences filmées où un homme agresse une poupée ; puis il leur fournit un exemplaire de la poupée . Les enfants spectateurs se comportent avec elle de manière plus agressive que ceux qui n'ont pas assisté à la projection .

- En 1981 , Marcel Frydman de l'université belge de Mons-Hainault, réalise une étude portant sur 112 élèves d'une école primaire . Un premier groupe d'élèves visionne des émissions de télé violentes , sans aucune explication . Pour un deuxième groupe , la séance est toujours suivie d'une discussion portant sur le contenu, un troisième bénéficie d'une présentation avant la séance , elle est destinée à l'avertir du caractère violent de certaines scènes . Le dernier groupe , témoin , assiste à des projections de films non violents . Chez les premiers, on assiste à une croissance immédiate de l'agressivité physique et verbale à court terme et à une diminution de la sociabilité . Cette influence négative de la violence filmée est neutralisée par une discussion centrée sur les actions contenues dans la séance et surtout par une préparation des sujets . Avertis du caractère violent du film , ceux-ci paraissent capables de se prémunir contre ses effets . Le chercheur a obtenu des résultats semblables avec des adolescents de 14 à 17 ans .

- En 1986 , Huesman , professeur de psychologie à l'université de l'Illinois, présente les résultats d'une enquête épidémiologique de grande envergure portant sur six pays différents (Etat-Unis, Australie , Finlande, Israël , Pays-bas et Pologne)

Le degré d'agressivité d'un millier d'enfants est évalué à partir de questionnaires qu'ils doivent eux-même remplir , d'observations sur le terrain et d'entretiens avec les parents . Le chercheur américain conclut à une relation de causalité: l'exposition à la violence télévisée entraîne une augmentation de l'agressivité infantile quel que soit le pays d'origine des enfants .

Le centre international de l'enfance a le mérite d'avoir répertorié les études les plus intéressantes portant sur les relations enfant-télévision et d'avoir bien démontré , et à plusieurs reprises , que la télévision incitait son jeune public à la violence .

Le succès de la télévision s'explique d'abord et avant tout par la nature attractive de son support . L'image que l'oeil saisit exerce une fascination bien plus immédiate que le mot qu'on lit ou qu'on entend . Le téléspectateur se trouve dans un état de receptivité tout à fait particulier , sans que sa réflexion soit obligatoirement sollicitée .

Comment la télévision influence les enfants ?

Quatre processus d'assimilation et d'intégration de la violence véhiculée pour la télévision ont été dénombrés par le Centre International de l'Enfance .

- 1 - L' imitation : l'enfant s'identifie à un personnage dont il copie le comportement ou dont il adopte ses opinions . Sa démarche mimétique est alors volontaire .
- 2 - L'imprégnation : Le processus d'assimilation et d'imitation est inconscient , l'enfant ne choisit pas son modèle .
- 3 - La disinhibition : Les images appropriées favorisent chez l'enfant un passage à l'acte .
- 4 - La désensibilisation : conditionné par la répétitivité des actes violents , l'enfant ne s'en émeut plus et les considère comme normaux . L'exhibition complaisante de la violence peut conduire à sa banalisation .

II - La malléabilité de l'enfant

Placés devant la télévision qui a fait irruption dans le cercle familial et qui les influence dès le plus jeune âge , les enfants (petits ou grands) n'ont pas vraiment le choix Ils se conforment au choix de leurs parents ou absorbent les programmes destinés à ces derniers " s'il est un public qui n'a guère d'autonomie et de distance , c'est bien celui des enfants qui , plus que tout autre, regarde ce qu'on lui propose" écrit le sociologue Dominique Wolton . Leur fragilité émotionnelle en fait des téléspectateurs vulnérables . Ils entrent facilement dans un état de dépendance vis-à-vis du petit écran .

Le soir , la famille dîne en regardant la télé , le matin , les enfants se laissent

habiller en regardant la télé poste ...il faut rappeler que , dans les pays industrialisés, la télévision est , par ordre d'achat , le deuxième équipement domestique des foyers (derrière le réfrigérateur) . Intégrée au rythme de vie de la famille , la télé crée une accoutumance surtout pour un jeune .

D'abord ,c'est le rythme de la vie familiale qui est modifié .L'heure du coucher n'est plus la même qu'autrefois . Les enfants prennent sur leur sommeil et pas seulement sur leur temps de travail ou de lecture , ce qui est déjà plus grave . C'est dire dans quel état un bon nombre d'élèves arrivent le matin à l'école pour affronter les heures d'études forcément avec moins d'énergie .

La télévision n'influence pas seulement les enfants par la place qu'elle prend dans la vie familiale , mais aussi par les effets qu'elle exerce directement sur leur esprit . Nous savons bien qu'ils sont en général extrêmement malléables . Il ne fait pas ignorer qu'à cet âge on prend des habitudes pour toute la vie c'est-à-dire " des manières de penser, des manières d'être et des manières d'agir . L'immobilité de l'enfant devant l'écran symbolise et manifeste un abandon psychologique total. Danger plus profond et plus alarmant dénoncé par les psychologues : en empiétant sur le temps de loisirs et de rêverie , la télé perturbe le développement de l'imaginaire chez l'enfant . Un enfant qui joue recourt à ses propres représentations mentales . Lorsque ses yeux se rapportent à des émissions télévisées , il interprète les pensées des autres , l'enfant court d'autant plus le risque d'évoluer dans un univers irrationnel . La télévision engendre une confusion entre réalité et fiction , à l'âge où se fait naturellement, cette discrimination . Un phénomène qui induit une "déréaliation". De fait , des psychiatres américains pensent que les enfants deviennent assassins par ce qu'ils ont perdu le contact avec le réel . Si leurs parents n'assument pas leur rôle , il vivent dans un monde fictif inventant des histoires qui servent d'exutoire à la violence , la mort n'est plus qu'un incident dans leur scénario.

En France , les avis sont plus partagés , ou tout au moins plus nuancés . Sociologue et psychiatre, Bernard Zeiller a mené pendant plusieurs années une recherche sur les enfants et les adolescents criminels "Nous avons examiné les dossiers des infractions criminelles commises par des mineurs , jugés par les tribunaux du ressort de la cour d'appel de Paris en 1984 et 1985 . Sur 106 dossiers , on ne dénombre que sept homicides volontaires . Chez ces jeunes criminels , nous avons surtout observé un dysfonctionnement familial ,un problème relationnel grave , une carence affective " . Pour lui, les causes socio-économiques comme la montée du chômage ou l'éclatement des foyers ont dans cette criminalité une part de responsabilité plus grande que la télévision . Il est possible que, chez des enfants fragilisés , celle-ci agisse comme facteur amplificateur; quant à sa responsabilité

dans la délinquance juvénile en tant que facteur associé , elle est probable .Conclusion :

L'effet de la télévision n'est pas le même chez tous les jeunes téléspectateurs . Caractère , expérience individuelle, sensibilité, développement cognitif et affectif , environnement familial et relations avec les autres membres de la famille , milieu socio-culturel sont autant de facteurs susceptibles de modifier l'impact des images de télévision . D'où l'importance pour les parents de veiller aux programmes que regarde leur enfant et d'en commenter avec lui le contenu . Plusieurs expériences ont montré qu'une discussion après la visualisation d'images violentes, ne serait-ce qu'une simple vocation de leur contenu , permet d'extérioriser les émotions qu'elles ont suscitées . Elle favorise la démystification des comportements , des événements ou de la réalité reconstruits à l'écran . " A partir du moment où on apprend à l'individu à analyser les documents où on l'incite à être vigilant et à se poser des questions relatives à la rhétorique de l'image et aux techniques mises en jeu, le téléspectateur a toutes les chances de contrôler le processus" conclut le Dr Marcel Frydman à l'issue d'une étude conduite en milieu scolaire (5)

BIBLIOGRAPHIE

- CAPIN .Jean . l'Effet télévion . Ed. Grasset . Paris 1980
- CLUZEL. Jean . Télé-violence .Ed. Plon. Paris 1977
- l'Impact de la télévision éducative sur les jeunes enfants .Série E.D.E N0=40 . UNESCO 1981.
- La Télévision - Laffont -Grammont . Paris 1977.
- MELON-MARTINEZ. La télévision dans la famille et la société moderne . Les Editions Sociales Franáaises . 1969.
- Science et vie N0= 917 . Février 1994
- التلفزيون والاطفال - دار الجيل - ١٩٨٨ : جان جبران كرم

Notes

- 1) Gabriel Tarde : *Les lois de l'imitation*
- 2) Mary Burnet. *Les moyens d'information dans le monde de violence* . UNESCO.1971. P.39
- 3) *La comission d'enquête sur la violence dans le secteur des communications* (Toronto.1976)
- 4) *Science et vie n0=917 - Février 1994*
- 5) *Science et vie N0 917 Février 1994*

COMPLEXE D'ABRAHAM ET ÉDUCATION AU LIBAN:

DE LA MAIN MISE À LA MAIN TENDUE

Marie KHOURY*

"Ce qui manque le plus au Liban, plus que l'eau, plus que les routes, plus que l'électricité, ce sont les équipes de gens totalement voués au bien public, et qui s'appliquent ensemble, à tous les échelons, à résoudre la multitude de problèmes de mise en valeur économique et de l'élévation humaine. Si une mutation de mentalité ne se produit pas, dans les jeunes élites Libanais, si un souffle nouveau provenant d'une révolution intellectuelle et éthique ne passe pas sur le pays, le développement sera fragile et le Liban n'aura rempli, ni sa tâche de cohésion interne, ni sa tâche supranationale de centre civilisateur. La raison d'être et de durer du Liban est essentiellement d'ordre humain. Il peut paraître anormal, dans un rapport pour le développement, d'attacher tant d'importance aux facteurs extra-économiques et parmi ceux-ci au facteur valorisation humaine."

Ceux qui ne pâtissent pas de l'éreuthophobie et qui gardent toujours le courage moral de connaître les défaillances débridées de l'état libanais et de les reconnaître, ceux là ont sans doute repéré que le texte cité est celui extrait du rapport final de la mission IRFED(1), rendu public il y a 37 ans.

Depuis cette mission (1960) ce qui a été repris ou complété au Liban, semble dérisoire. C'est moins par pudeur que par complicité que ceux au pouvoir, évitent de prendre conscience de la réalité socio-politique. Ils espèrent peut-être évacuer le mal à force d'ignorance, ou d'accidents miraculo-magiques, ou de recours à une tierce autorité qui viendrait bien faire ce que les responsables concernés n'entendent pas faire.

Et voici qu'insufflant son esprit dans presque tous les domaines sociaux, le scandale "se normalise" et finit par ne plus scandaliser personne.

Presque tout a été déjà dit sur le mal libanais. Il est temps de se mettre à l'action, à la transformation, à la réalisation. Il n'est plus permis de conjurer le mal par des discours incantatoires, comme semble le priser la conscience larvaire que le verbe oratoire enchante à la manière d'un mythe magique. Il faut s'atteler à la tâche. Il est

* Chercheur en éducation

temps d'oser dénoncer le mal, relever le défi, et transformer les conditions de vie dans notre société pour la rendre plus solidaire, plus fraternelle, et plus humaine.

1- Qu'est ce qui fait que la cause de l'enfant demeure d'une actualité brûlante?

1.1-L'enfant est le père de l'homme

Conformément à cet adage "l'enfant est le père de l'homme", largement acrédié dans les milieux scientifiques, il serait censé d'admettre que l'être humain est un projet génétique, qui porte en lui-même des potentialités quasi illimitées. Cependant, il convient de préciser que ce projet ne saurait se réaliser de lui-même, encore moins par lui-même, à la manière d'une mécanique auto-programmée. C'est le groupe domestique, la communauté de base, en un mot la société, qui, en fonction de la conception qu'elle se fait de l'enfant, privilégie, sélectionne et développe certaines potentialités de cet enfant, et par là même, elle néglige les restes et les laisse dépérir presque irrévresiblement(2).

Dans le cours normal de sa vie, l'individu se trouve amené à concevoir un projet de vie personnel, et à relever les défis selon deux combats majeurs:

a-Le combat interne, qui consiste pour le sujet à assumer son propre héritage génétique, à s'accepter, et à se réaliser compte tenu de ses possibilités et de ses limites.

b-Le combat externe, qui consiste à affronter les multiples contraintes de la société et dans cette société, à réussir son insertion sociale et à coopérer à la promotion de la société.

La finalité de la destinée personnelle de l'individu, et partant, de tous les hommes dans une société donnée, sera d'autant assurée de succès que ces deux combats auront trouvé une issue heureuse. A cet effet, l'enfance, parce que première dans la genèse de la trajectoire de l'être humain, sera d'une importance capitale, sinon décisive, du moins, largement imprégnante du cours de l'évolution diachronique de l'être humain(3).

Elle détermine les "linéamenta" de l'avenir de fait

- de sa souplesse
- de sa maléabilité plastique,
- et de son aisance d'adaptation.

L'enfant, une fois adulte, et dans la mesure même où il le devient, s'achemine implacablement vers la rigidité, la stabilité, voire même la fixité, tant de son projet que de la manière de le réaliser. Les expériences heureuses ou malheureuses, qu'aura eu l'enfant, dans son milieu d'insertion familiale(4), et par la suite scolaire et sociale, iront modeler ou même déterminer les éléments structuraux des multiples rapports qu'il établira avec soi même et avec les autres, dont les trois dimensions suivantes :

a- La perception de soi chez l'enfant: l'enfant se percevra comme objet de valeur digne, aimé, fort, capable de réussir, ou bien, il se sentira comme rejeté, détesté, bon à rien, râté incapable de réaliser quoi que ce soit.

b- La qualité de ses liens affectifs et émotionnels avec le monde : soit qu'il apprendra à établir des relations réciproques enrichissantes avec les autres, soit qu'il sera mû par un esprit de vengeance, de concurrence et d'agressivité.

c- l'interprétation qu'il fera de son avenir: l'enfant sera soit armé par une sécurité intérieure, une confiance en soi, une réserve d'énergie qui le pousse à aller toujours plus haut, plus loin, plus en avant; soit qu'il se percevra comme désarmé, frustré, impuissant et n'osera jamais entreprendre quelque chose parce qu'il est peu sûr de réussir.

1.2- Etre , c'est se réaliser dans un monde valorisé parce que valorisant

Le but ultime de toute action éducative serait de soutenir l'enfant dans la réalisation-de- soi-dans son -monde. Il s'agit de l'aider pour qu'il puisse réussir cette confirmation de soi, à travers la réalisation d'un projet de vie personnelle qui le singularise et assure son intégration sociale. L'éducation viserait à voir s'élever l'enfant quand plus personne ne le soulève. Elle cherche à ce qu'il opère un quintuple passage:

1"- Le passage de la dépendance totale vers l'autonomie progressive, de l'état de dominé vers celui de l'indépendant.

2"- Le passage de la conformité nivellante à la singularisation, de l'uniformité standardisante à la différenciation personnalisante.

3"- Le passage de l'imaginaire , sphère de la fabulation, au réel, domaine de la concrétisation: le souci serait de réaliser son rêve dans la réalité. Le rêve sans réalité étant délire, et la réalité sans rêve est désolation.

4"-Le passage le l'égoïsme narcissique à l'altruisme humanisant.

5"-Le passage de l'égocentrisme atrophiant à un socio-centrisme vivifiant, c'est à dire de l'atomisation à la solidarité, de l'isolat à l'engagement social, de l'intérêt immédiat à l'attachement à l'absolu.

Dans quelle mesure, le contexte socio-politique, favorise-t-il, au Liban d'aujourd'hui, la réalisation d'une telle tâche éducative ? Et dans quelle mesure, les agents éducatifs qu'ils soient formels ou informels, étatiques ou privés, réussissent-ils cette tâche ?

2- Le complexe d'Abraham et contexte socio-politique aux Liban

Il serait avenant de récapituler les principales caractéristiques socio-politiques au Liban et de les regrouper sous trois rubriques indicatrices, d'allure analytique dont l'intérêt opérationnel se dispense de tout commentaire.

2.1- Autoritarisme généralisé ou "le complexe d'Abraham "

2.2-Hypocrisie structurelle et discordance

2.3-Le "Sida" moral et physique

2.1-Autoritarisme généralisé ou "le complexe d'Abraham"

L'autoritarisme se trouve être généralisé dans les institutions de la société Libanaise. Qu'il soit pratiqué "de facto" ou toléré "de jure", cet autoritarisme insuffle partout son esprit. Il entraîne dans son sillage les rapports d'hommes en situation de rencontre, et assigne aux concernés les statuts et les rôles qui s'offrent alignés selon un modèle hiérarchique aussi impératif qu'exemplaire dont:

1"- Le maître = l'un des partenaires de cette rencontre serait l'actant, l'émetteur, le dicteur, en bref, le "Supérieur du pouvoir " (le père, le professeur. le patron, le "Responsable"...))

2"-Le suiveur = l'autre partenaire qui serait l'exécutant , le "dicté", le récepteur, le subalterne, en somme, l'"inférieur de ce pouvoir " , (l'enfant, l'élève, l'employé, le citoyen...).

Qu'il me soit permis, à propos, d'avancer une nouvelle théorie inédite, qui jouit d'un pouvoir autant explicatif qu'analytique de nature interdisciplinaire, susceptible de traiter utilement les rapports d'autorité. Cette théorie, mise au point par Dr Samir Khoury et moi-même, porte le nom de "complexe d'Abraham", Complexe que vit tout individu détenteur d'un quelconque pouvoir légal, d'une autorité

morale, et est capable d'exercer une pression morale, matérielle ou physique, dans une structure explicitement ou implicitement hiérarchisée. Il s'agit en fait, de cette angoisse qui ronge le père (symbole de l'autorité) voyant avec regret et amertume, décliner ses forces, au moment même où s'élancent avec vigueur celles de son fils (symbole de subordonné). Terrorisé par la simple idée de perdre sa dite valeur personnelle en voyant ternir ou même dépérir les éléments constitutifs de son self-concept, c'est à dire la jeunesse, la force, la beauté, l'enthousiasme, la séduction..., il se tourne vers son fils, cet autrui, autre, (appréhendé potentiellement comme un "anti") qu'il veut réduire à l'alter-égo, l'ombre de lui-même. Poussé par une verve ambiguë où s'entremêlent l'admiration et la haine, ce père tend à s'identifier à son fils et tente de se l'assujettir, de l'inféoder, de le vassaliser, de se le réduire, et de l'atteler à la tâche, pour exécuter ses propres projets de père. Dès lors, il serait interdit à l'enfant d'être différent de son père. Il est hasardeux voir même dangereux qu'il ait d'autres options, d'autres projets ou d'autres styles de vie. En somme, il n'est pas permis à l'enfant, d'être soi-même. Il est tenu d'être à la ressemblance d'avec son père dont il est la décalque prolongée, "tel père, tel fils", sous peine d'être marginalisé, exclu, banni ou même tout simplement éliminé moralement ou physiquement. "A cet effet, le père, le supérieur, recourt à un arsenal inépuisable de contraintes pour infléchir son fils, son subalterne, et le faire plier (chantage, privation, menace, châtiment, incarcération,...) Ainsi, toute objection, contestation, ou critique émise par le fils, constitue autant de menaces qui risquent de remettre en cause, non seulement le projet du père, mais aussi la valeur personnelle de ce père qui a conçu ce projet. L'enjeu y est forcément personnalisé. Ces prétendues menaces, même en herbe, alertent le père, le suprennent et le vexent. Il se sent rejeté et humilié. De plus en plus intolérant, le détenteur du pouvoir tend à s'irriter contre ce subalterne jugé objecteur, insoumis, mal-soumis ou tout simplement insuffisamment soumis. Il faut à tout prix que l'enfant sache écouter le père. Or écouter acquiert ici son sens plénier, c'est-à-dire son sens total et extensif. Il signifie tout à la fois: entendre, comprendre, admettre, accepter adhérer, se plier, exécuter, s'exécuter, se conformer, et se soumettre. L'enfant (le subalterne) est réduit par le père (le supérieur) à:

- une oreille qui écoute l'ordre,
- une mémoire qui l'enregistre,
- une bouche qui le restitue,
- et une main ou un pied qui le met en exécution.

La moindre opposition à cette robotisation est une infraction qui risque de coûter très cher à l'infacteur. Le père a tout prévu pour l'enfant. Celui-ci doit donc

se dispenser de penser sous peine de penser autrement que son père et donc d'offenser le détenteur de l'autorité et ce faisant, de déclencher le mécanisme implacable du complexe d'Abraham, chez le père qui fera de son enfant une matière sacrificielle de son projet sacré.

L'opposition au père peut prendre dans la perception paternaliste autoritaire l'allure d'une:

- maladie mentale face à un régime totalitariste.(5)
- Crime social face à une société sacrée traditionnelle
- Irrévérence morale face à une mentalité fanatique.
- Un kofr religieux face à un système clos protologiste.
- Indocilité scolaire face à une éducation dogmatiste.
- Désobéissance familiale face à une parentèle tribaliste.
- Insurrection politique face à un régime passeiste fixiste.

Les démons du complexe d'Abraham s'agitent chez le détenteur de pouvoir à mesure que l'objection du subordonné est immédiatement décodée comme provenant d'un rival réel ou virtuel, Qu'importe ici le châtement, l'important est d'éliminer l'imposteur, celui qui a osé braver le père ou celui qui risquera un jour d'oser le faire. L'objecteur est un imposteur. Il est même un profanateur sacrilège. Le parricide, même virtuel, est un sacrilège. C'est un crime, péché d'emblée abominable dans une société régie par l'intouchable de l'autorité (celle des personnes, des lois, des coutumes, des mœurs, de la tribu, du parti, de l'idéologie...). L'objecteur est passible de châtement. Il doit être châtié ou "castré".

Ainsi seront massacrés jadis, les enfants de Béthléhem et les prophètes, depuis Abel jusqu'à Zakarie fils de Barakia (Mt 23/33-37). Et ainsi le sont-ils aujourd'hui !!(6)

Que nul n'aille s'imaginer que le châtement est démesuré, qu'il est disproportionné à l'infraction. Non, la moindre infraction est un élément perturbateur incommensurable. L'objection de l'enfant (même fantasmé par le père) secoue ciel, terre et même enfer:

- 1- elle dénote que le père peut avoir tort, ce qui est impardonnable
- 2- elle signale que l'enfant a droit et qu'il peut exercer ce droit, ce qui est intolérable

- 3- elle risque sinon d'entraîner du moins de secouer le sommeil d'autres "grands- enfants", ce qui est inexcusable.
- 4- elle rompt le cours des us et coutumes et corrompt les esprits, ce qui est insoutenable
- 5- elle brave la stagnation sociétale, ose annoncer le changement social, et chante la levée imminente d'un nouveau soleil, ce qui est impensable.

"L'homme est pour le Sabat", tel est le mobile du complexe d'Abraham que vivent les gérontocrates des systèmes d'inertie socio-politique.

Si la liquidation du complexe d'oedipe relève de l'enfant et de la qualité de son travail intérieur, celle du complexe d'Abraham incombe au père qui, lui, doit oeuvrer en adulte mûr, conscient et responsable pour trouver l'heureuse issue. D'une autorité crainte et castratrice, le père se convertira en autorité aimée et aimante ou mieux, une autorité aimée parce que aimante. Cette liquidation du complexe d'Abraham exige alors:

- une conversion spirituelle,
- une noblesse humaine,
- une maturité affectivo-personnelle,
- une confiance socio-politique,

pour se reconnaître dans ses limites, et reconnaître à l'autre le droit à la différence. Le modèle réussi d'un tel dépassement de soi, est celui de Simon le vieillard, qui, à la vue de l'enfant Jésus dit: "Seigneur laisse partir ton serviteur car mes yeux ont vu ton salut"; de Jean Baptiste qui dit de Jésus : "à lui de grandir et à moi de diminuer." Soit idéalement, l'attitude de disponibilité et d'accueil du père de l'enfant prodigue que traduisent les valeurs du monde moderne: de liberté, démocratie, dignité, justice, paix... Autant de valeurs que peu de gens sensés osent prétendre les avoir rencontrées avec grande fréquence officiellement au Liban d'aujourd'hui. En font preuve les quatres aspects suivants de l'autoritarisme généralisé dans presque toutes les institutions de la société:

a-L'autorité a un caractère sacré:

Tout est permis au détenteur du pouvoir. Personne n'ose ou ne doit oser le critiquer. Son verbe est absolutisant. Son rapport avec les autres est un rapport de polarisation et non d'implication. Le monde est le sien, c'est le monde du Zaïm et ce n'est point une société de droit.

b-L'individualisation et non la collégialité:

Le Zaïm, responsable, se voit connaisseur en tout, spécialiste de tout... Il n'a besoin que de suiveurs, d'exécuteurs de boby guards, de zilms, de divertisseurs de sa cour seigneurale. Ses décisions sont prises sans concertation, et sous la seule inspiration de ses propres intérêts et projets. Ainsi l'enjeu demeure personnalisé et non point institutionnalisé aussi bien dans les organes de la société que dans les instances politiques de l'Etat.

c-Domination avec autorité terrifiante:

"Silence, taisez-vous, écoutez bien, et répétez... " C'est la règle d'or observée presque partout, à la maison, à l'école, dans le parti, et dans la société. L'évaluation de l'individu se fait pratiquement, en fonction de la restitution de cet ordre. Répression, châtiments, punitions...sont autant de moyens éducatifs pour faire respecter le diktat. On exige la soumission à la loi et non l'engagement dans le sens des valeurs. L'alternative- dilemme imposée à l'enfant est celle de la route vers la standardisation ou le précipice vers l'exclusion. Le but ultime proposé à l'enfant comme projet de réalisation de soi, serait qu'il cherche à plaire à papa, à maman, au professeur, au patron, au Zaïm..., plaire à tous sans jamais savoir ce que lui-même il voudrait être, faire, ou devenir d'une manière authentique.

d-Envahissement, possessivité et non permissivité:

L'adulte, dans notre société intervient pour régler toutes les activités de l'enfant, y compris le jeu. Il ne lui cède pas un instant de solitude où l'enfant pourrait faire preuve de fantaisie ou de caprice... L'adulte contrôle tout. Il prive l'enfant d'un minimum d'espace intime que l'enfant peut se l'approprier comme un jardin secret où personne n'a le droit d'y entrer et de l'envahir; n'est-ce pas que l'enfant est obligé de céder son lit à un hôte qui s'impose à la famille? Son intimité, son tiroir, son cartable, ses poches, sont soigneusement fouillés... Par ailleurs, et très tôt, l'adulte oblige l'enfant à se soumettre à la réalité, à l'utile, à l'essentiel, au travail, au réel. Il condamne les fantasmes de l'enfant et le prive de son imagination de ses désirs, de ses rêveries, de son monde magique... Nul besoin de démontrer que la solitude, l'intimité, et le recours à l'imaginaire, sont les conditions fondamentales de la richesse intérieure, de l'enfant, et de sa créativité.

D'après les résultats d'une enquête(7) menée auprès d'un échantillon empirique de 1525 enfants et leurs parents, publiée sous le titre " un avenir qui germe " l'on constate que:

-65% des parents avouent être très exigeants même quand la scolarité de leurs

enfants est satisfaisante.

-74% des parents rejettent l'idée d'un éventuel éloignement des enfants ne fusse que pour un laps de temps.

-82% des enfants avouent être très obéissants.

-87% des parents ne sont pas permissifs

ayant fait passer le "F scale" d'Adorno sur 1525 enfants âgés de 12 à 16 ans, on a constaté que 66% des enfants sont d'un autoritarisme élevé.

-37% des enfants seulement, donnent de leur père une image favorable.

-37% des enfants donnent d'eux-mêmes une image favorable.

2.2-Hypocrisie structurelle et discordance.

Un hiatus déroutant se creuse entre:

-la parole et l'action

-les valeurs et leur actualisation

-l'éthique de la maison, de l'école et la moralité de la rue.

Ce tableau synoptique met en parallélisme les principes professés, proclamés et ceux suivis en pratique.

Principes professés

- Vérité, droiture.
- droit à la différence, Tolérance
- La justice, l'équité, la générosité
- L'accueil, la tendresse, la paix
- intégrité, probité, valeur, morale
- Pudeur
- paternité
- Responsabilité
- Respect de l'intimité
- Autonomie
- Solidarité
- Engagement, solidarité nationale
- Liberté de conscience
- Dynamique de l'implication
- Liberté ontologique
- Idendité du peuple
- L'altruisme
- Philonéisme

Principes suivis

- Mensonge, occultation et double langage
الكذب ملح الرجال
- Uniformisme, Fanatisme
- L'appropriation rapace l'avarisme
- L'ostracisme, la violence, l'agressivité,
homo homini Lupus
- La fin justifie les moyens الشاطر ما يموت
- Exhibitionisme, apparât
- Paternalisme
- Infantilisme, protectionnisme
- Envahissement de l'intimité
- dépendance, vassalisme
- égocentrisme
- démission, sectarisme حديد عن ظهري بسيطة
- Mise au pas, dogmatisme réductionniste
أنت ما تفكر، السلطة تفكر عنك
- Processus de polarisation
- Incorporation fusionnelle
- masse sacrale
- L'égoïsme بعد حماري ما ينبت حشيش
- misoneïsme

Quand le religieux et le politique s'interfèrent, s'interposent et se drapent allègrement l'un dans l'autre, où l'adhésion à l'un est censé coïncider avec l'autre, l'hypocrisie devient structurelle:(8)

-Le débat devient combat

-La volonté de convaincre devient plaisir de vaincre.

Quand le rapport d'autorité d'homme libre dégénère en clientelisme, ou tribalisme

(à chairiyat ou iqta'y at), chacun paie alors de sa dignité d'homme un rapport faussé

qu'il convient de dénoncer et de redresser: le Zaïm se soucie de l'ordre entonné et non point des raisons de cet ordre; il se préoccupe de s'entourer d'automates et prend en horreur les auto-céphales.

2.3- "Sida " psychologique et moral

L'état de manque d'immunité morale, qui entraîne les jeunes à toutes sortes de déviances et de déviations serait dû à trois défaillances principales:

A-La destabilisation de la famille

B-La dysfonction de l'école

C-L'anomie sociale.

A-La destabilisation de la famille surchargée et dépassée

Jusque là, et durant la guerre qui ravage le Liban depuis 1975, la famille était le lieu privilégié sécurisant. Elle a sauvé les individus de la décompensation, et la société de l'effritement. Elle a sauvé les valeurs que d'autres instances avaient piétinées. Selon "Calvaire d'un peuple"(9), la famille a pris en charge:

-88% des orphelins,

-60% des déplacés,

-94% des handicapés,

et elle a hébergé presque tous les vieux et assuré le sort des siens qui sont au chômage. Cette famille est aujourd'hui elle-même en danger:

a, Elle est surchargée et délaissée = Elle a la charge de 110.000 handicapés, de 45000 orphelins, des vieux et des chômeurs. Ces charges deviennent insupportables, accablantes, vue la cherté de vie, la pauperisation massive de la population, et les frais exorbitants de la scolarité et de la santé. Sachant aussi que rien n'est prévu pour la famille nombreuse.

b, Le taux de fécondité est en baisse surprenante. Il y a soixante ans, le nombre moyen d'enfants par famille était de 6 enfants, il n'était plus que 3 enfants en 1988 et sûrement moins aujourd'hui. (une recherche personnelle non-publiée).

c, Le retard de l'âge moyen au mariage (10), particulièrement parmi la population féminine. Nul n'ignore les conséquences graves de ces faits sur la conception des enfants.

d, La réduction du taux de masculinité dans la tranche d'âge mariable (18-32 ans) sur 100 personnes, on note 60% filles et 40% garçons.(recherche personnelle non publiée)

e, La réduction du taux de nuptialité, avec majoration excessive du taux de célibat brut ou définitif, spécialement chez la population féminine.

f, L'absence de centre et de service de soutien, de guidance, d'orientation ou de thérapie pour les familles à problèmes.

Ces indicateurs méritent attention. Ils sont alarmants. Les instances politiques et privées doivent s'y pencher d'urgence pour enrayer le mal. Il y va de la cohésion de la famille d'abord et de la santé physique, mentale et psychique de l'enfant. Les plus récentes recherches autour des adolescents à problèmes ont suffisamment prouvé l'importance de la famille comme source du bonheur et du malheur de l'enfant.

70% des adolescents à problèmes(suicide, délinquance, déviances, drogue...) proviennent de familles dissociés.¹¹

B- L'école semble plutôt démissionnaire et conservatrice

L'école qui prend en charge l'enfant pour une bonne part de la journée, semble faillir à sa pleine mission:

a- L'école se soucie surtout du rendement scolaire, de l'intellect de l'enfant. Elle néglige ou presque les autres dimensions de l'être de cet enfant:

1- Le corps: l'école ne se soucie que très peu du corps de l'enfant. Alors que le besoin de jouer est fondamental pour le développement de l'enfant, on consacre seulement une heure de sport par semaine. Un bon nombre d'écoles, même privées, disposent d'un terrain exigu, affecté à la récréation des élèves. Les conditions hygiéniques, sanitaires, aération, chauffage, et même les bancs et pupitres sont laissés pour compte...

2- L'affect: les liens émotionnels, l'amitié, la solidarité, la coopération, l'esprit d'équipe, le travail en groupe, la compétition groupale, le respect de la différence... le monde affectif de l'enfant... constituent autant de thèmes dont les écoles se

soucient très peu. Et, qu'en est-il de l'éducation sexuelle, dans un monde ravagé par l'érotisation médiatique déshumanisante?

3- L'imagination et la créativité ne sont pas prises en considération dans le système d'évaluation; on s'intéresse presque exclusivement à la répétition et à la mémorisation, et on étouffe l'expression personnelle, l'initiative et l'originalité de l'enfant.

b- Garant de la socialisation de l'enfant, l'école sacrifie la singularisation au profit de l'uniformisation, être ou faire comme tout le monde en est l'idéal. Quel temps laissent les écoles à l'enfant pour s'exprimer librement, pour se découvrir et développer ses potentialités personnelles? On impose les mêmes activités à tous les enfants avec le même rythme, le même style, le même système d'évaluation sans tenir compte des différences individuelles.

c- La primauté est donnée à la renommée de l'école, au système, au pourcentage de réussite scolaire officielle, et non à la qualité de la personne à édifier. 10% de ceux qui rentrent dans le réseau scolaire atteignent le niveau universitaire(12). Les marginaux, génés ou démunis sont également sacrifiés dans le système scolaire. (40% des surdoués font des échecs scolaires selon une passation de test dans l'une de nos écoles).

d-L'École ne prépare pas assez, ou même pas du tout, les enfants à la vie. On n'y apprend presque rien sur la vie affective et familiale (la psychologie des deux sexes, les rôles des conjoints, celui du père et de la mère, l'éducation des enfants, ...). Ces thèmes n'y figurent, ni comme matière d'enseignement, ni comme sujet de débat et de réflexion, sauf cas exceptionnels. On s'y prépare très peu à la vie professionnelle et encore moins à la vie sociale. Les enfants n'y sont pas sensibilisés aux problèmes dont souffre leur milieu social (drogue, prostitution, chômage, tabagisme, délinquance, suicide...) Ils ne se sentent pas concernés et encore moins impliqués.

e-Absence de services de soutien de l'enfant à problèmes psychiques, affectifs, intellectuels, génétiques ou relationnels et sociaux. Rares sont les écoles qui ont une assistante sociale, ou une psychologue et encore plus rares sont celles qui ont une équipe médico-sociale, pour détecter les problèmes, faire le diagnostic, soigner et traiter l'enfant avant qu'il ne soit trop tard, avant qu'il ne décompense, ou soit perdu à jamais.

C- Anomie sociale

Depuis presque un quart de siècle, la société Libanaise ignore le feu de

signalisation routière. Elle n'a pas l'expérience du feu rouge, qui est remplacé par l'arbitraire des déambulants. Le rapport de force et celui d'appartenance partisane s'érigent en loi. La raison du plus fort y est toujours la meilleure. Et, voici que, n'importe qui, se permet de faire n'importe quoi, n'importe où, à n'importe quel moment, pourvu qu'il soit connecté à un quelconque pouvoir. En somme, on observe:

- a- Une absence de référence, de critères d'évaluation reconnus par tous;
- b- Vacance des instances morales et des organes de contrôle.
- c- Absence de l'autorité aimée et aimante, l'autorité est plutôt crainte. Elle est terrifiante et frustrante;
- d- Exclusion des prophètes et marginalisation des jeunes porteurs d'un espoir de changement.

La retombée d'une telle situation pénible est lourde de conséquences. Trois pistes d'investigation directement liés au mal écologique dont pâtit la société peuvent être évoquées:

1-Anti-urbanisme: urbanisation sauvage qu'on a du mal à contenir où tout semble converger vers la destruction de l'environnement. 2- Anti-civisme ou la res-publica, semble devenir un مشاع سائب, qui n'appartient plus à personne.

3- Anti-planification, infecté par le court terme. le gain rapide, et le jeu rapace des intérêts immédiats et privés.

Ce mal écologique semble être fait tout à la fois, d'anarchie et d'immobilisme. A défaut de cadre structurant, la volonté de sortir de l'anarchie se trouve bloquée par l'immobilisme, et inversement, celui qui cherche à s'émanciper de l'immobilisme se trouve inexorablement hâpé par l'anarchie.

3-Complexe d'Abraham: Victimisation de l'enfant.

Malgré le contexte socio-politique peu brillant, le peuple libanais s'offre fascinant, à plus d'un titre. Il est profondément attaché aux valeurs, prêt à répondre à l'appel de l'absolu, prêt à témoigner au prix de son sang, quand l'occasion lui est donnée. Il aspire vers les horizons spirituels. 67% des jeunes universitaires déclarent être engagés dans des mouvements humanitaires ou religieux(13).

La générosité, l'accueil, l'hospitalité, la solidarité, la gratuité, la spontanéité, la tenacité, la tolérance, la passion de la liberté, et tant d'autres valeurs font des Libanais des individus exceptionnels, parmi eux beaucoup de saints et héros.

Ensemble ils ressemblent plutôt à une "Archipel", à une kyrielle de gouttes d'eau qui se juxtent. Il convient de transformer cette Archipel féérique en terre ferme, d'accueillir ces perles fluides et de les recueillir pour en faire un fleuve vivant et vivifiant. Un cadre structurant, approprié, librement consenti mènera à terme cette heureuse transformation. Sinon, il devient prévisible que l'Etat restera longtemps bien en deà des "achèvements" de ses citoyens. Le binôme crainte-contrainte, ballotera indéfiniment les Libanais qui resteront aussi prompts à se coaguler en masse (école, parti, confession, région...), qu'à s'effriter en individus isolats, autant victimes que sous-produits du système.

3-1- Types d'hommes fréquents

a-Sur le plan personnel, on produit des individus dépendants, soumis, d'excellents "seconds", exécuteurs, plutôt agités qu'actifs ou créatifs, vivant en fusion, craignant la séparation...

b-Sur le plan relationnel, on observe des individus opprimés, frustrés, et par le fait même agressifs, voyant dans l'autre un concurrent, une menace existentielle...

c-Sur le plan social, nous observons des spectateurs plutôt que des témoins, des non impliqués, non engagés, des muets, qui, forcés pendant longtemps à garder le silence, perdront leur voix de citoyen quand leur pays a besoin d'eux...

3-2-Scandale des misères croissantes

Le mythe de l'enfance paradisiaque n'est point de notre monde. C'est une multiplication des misères que nous observons, surtout celles d'enfants à problèmes.

a-En famille: La cherté de vie, doublée de manque d'orientation, de formation, ou d'initiation, expliqueraient l'augmentation de nombre d'enfants mal nourris, mal logés, mal soignés, mal aimés et donc des enfants malades ou à problèmes physiques.

Les familles, qui deviennent foyer de tensions et de conflits, ne peuvent que produire des enfants à problèmes psychologiques (11). Enfin, les enfants mal scolarisés ou non scolarisés risquent de courir des dramas sociaux dont: la drogue, la prostitution, la délinquance et l'exploitation dans le travail précoce...

b- A l'école: On observe un gaspillage d'un grand potentiel de notre capital humain à cause du système d'évaluation scolaire qui privilégie, à outrance, les enfants moyens et sacrifie les marginaux aussi bien génés, surdoués que démunis,

défavorisés. D'une part, l'élève étiqueté mauvais risque de se voir mauvais partout, sur le plan intellectuel, personnel, relationnel, social et professionnel. Il risque de "râter" son avenir. D'autre part, et du fait de l'autoritarisme du système, il est très probable de le voir produire des éternels insatisfaits, parce qu'ils sont soit des conformistes résignés, soit des révoltés impotents, dans les deux cas des frustrés peu immunisés contre les désordres sociaux. Ils résisteront très peu à la tentation des déviances, des violences, de la drogue, du suicide, ou de la prostitution...[RG1]

c- Dans la cité : Le bombardement intensif par des films de violence, d'érotisation peu humaine, de terreur et d'anti-valeurs, aux-quels sont soumis nos enfants, ne fait qu'aggraver la situation et accroître le nombre de jeunes à problèmes (15). La rareté des services de soutien et d'assistance spécialisés, se traduit par une condamnation de la majorité des enfants ayant un handicap ou une souffrance quelconque. Enfin la vacance ou la défaillance de certaines instances de contrôle, donne libre cours à toutes les formes de l'exploitation de l'enfant: au travail, dans la rue, dans les actions criminelles, dans la commercialisation et la publicité, dans les abus sexuels.

Les statistiques du ministère de la justice notent une augmentation très inquiétante du nombre des cas de viol qui, dans certains cas, serait multiplié par vingt en quatre ans. Sachant que les cas non déclarés peuvent être nettement plus nombreux.

Cas de viol	1990	1994
des mineures	127	2421
des mineurs	39	612
femmes mariées	1625	3136
Total	1791	6169

T2. Tableau de comparaison des cas de viol déclarés en 1990-1994 (16)

Un tel scandale finira-t-il aussi par ne scandaliser personne?

Aucune mesure sérieuse n'a été signalée après la publication de ces chiffres, sauf la mise à mort d'un violeur!.. Et les violés, qui donc s'en occupera-t-il?(17)

3-3 Blocage et cristallisation du système.

Le système éducatif au Liban se charge non seulement de conserver le système

social autoritaire, mais de le reproduire. Ainsi, craignant l'éloignement, la séparation, la différenciation, la liberté personnelle, l'éducation pousse l'individu à se protéger dans la fusion, la dépendance, la conformité et la standardisation, parce que plus sécurisantes. Les enfants s'identifient au père, à ses gestes intolérants, ils suivent son modèle vivant et se déclarent être hautement autoritaires dans 66% des adolescents de 12 à 16 ans .

Ceux avertis, désireux de voir changer, de voir transformer ce contexte social, savent très bien qu'ils risquent l'exclusion ou même leur propre vie: ما متت، ماشفت مين مات "Tu n'as certainement pas été massacré, mais, n'as-tu pas vu le sort de ceux qui l'ont été?" un conseil très connu et fréquemment administré.

4- Chant d'espérance: Du paternalisme à la paternité

De quoi l'avenir du Liban sera-t-il fait?

Il sera fait de ce que les Libanais, avertis et dévoués, auront librement consenti à se co-réaliser en le réalisant, solidaires, dans l'intérêt bien compris de tous. La responsabilité de tous dans le respect de chacun sera leur principe praxiologique. Par là-même, les Libanais finiront de cogiter et d'interpréter leur monde. Ils s'élanceront désormais, à le transformer, à l'humaniser. Ils sauront transformer:

- 1- la main mise, en main tendue.
- 2- la parole invective, en parole échangée.
- 3- la force de contraindre, en énergie de consentement.
- 4- le refus, en invocation.
- 5- la soumission, en engagement.
- 6- la polarisation, en implication.
- 7- l'enjeu personnalisé, en enjeu institutionnalisé.
- 8- les rapports de force, en rapport de droit.
- 9- le délire de vaincre, en passion de convaincre.
- 10- l'autorité crainte, en autorité aimée et aimante.
- 11- la concurrence, en compétition.
- 12- le rejet aussi bien de la fusion que de la séparation, pour vivre en hommes libres et solidaires.

Ce projet humanisant sera couronné de succès à mesure que l'on prenne à coeur la réalisation urgente des trois projets suivants:

- 1- faire de la famille un havre de sécurité
- 2- faire de l'école un lieu où on apprend à bien aimer et à travailler bien.
- 3- voir dans le pouvoir une autorité aimante.

4-1- La famille: havre de sécurité

Pour réduire les malheurs de l'enfant, et se prémunir contre les désordres sociaux, il est urgent de soutenir la famille au Liban, de la protéger, de l'assister, de l'immuniser, et elle produira des individus heureux, disposés et enthousiastes à oeuvrer pour humaniser davantage leur société de demain. On devrait la soutenir sur le plan matériel (logement, santé, scolarité, investissement), sur le plan informationnel (santé, emploi, hygiène, diététique, psychologie de l'enfant, formation, sport, art et divertissement...), sur le plan psychologique et social (service de guidance, d'orientation, de soutien, de thérapie...). Il est aussi urgent de voir ériger en LOIS, la protection contre l'exploitation des femmes et des enfants. La création non d'un ministère de la famille (soumis aux aléas des jeux politiques), mais d'un gouvernement des affaires familiales, hâtera sûrement et efficacement la réalisation de ces projets pour la famille.

4-2- Ecole: Lieu où on apprend à aimer et à bien travailler

Pour pouvoir bien aimer, l'enfant doit d'abord se sentir bien aimé, bien accepté, comme valeur en soi, tel qu'il est, pour ce qu'il est, dans sa force et dans ses faiblesses(18). L'école se doit alors de prendre en charge tous les enfants et s'occuper différemment de chacun, qu'il soit doué ou démuné, en personnalisant le travail scolaire. L'école se chargera de tout l'enfant, de toutes ses dimensions: corporelle, affective, intellectuelle sociale, culturelle, artistique et personnelle. Elle préparera l'enfant, non seulement à vivre dans son milieu mais encore à promouvoir ce milieu: préparation à la solidarité sociale, à la vie familiale, à la vie professionnelle, à la découverte scientifique, à une sensibilisation aux problèmes sociaux à résoudre...

4-3- Type d'autorité à promouvoir

L'autorité, symbolisée par le père ou l'éducateur, ou encore le responsable, doit devenir une autorité tendre, affectueuse, aimante et non terrifiante, tout en étant ferme, règlementaire et protectrice:

- 1- Les éducateurs devraient être assistés, soutenus, guidés, formés pour qu'ils soient mieux préparés à leur mission. La maîtrise de soi, la maturité affective, la connaissance de la psychologie de l'autre et de la dynamique du

groupe permettent à l'éducateur d'être plus disponible et plus disposé à accepter l'enfant pour lui-même et à l'aider à découvrir ses ressources personnelles pour les développer. Un éducateur à problèmes psychologiques, incapable de sortir de soi, constitue un réel danger pour les enfants. Enfin, toute autorité devrait être capable de s'éclipser au bon moment pour laisser pointer, s'élancer et s'épanouir son subalterne, "son fils". Elle est censée pouvoir devenir dispensable.

2- L'éducateur se doit d'être un témoin, engagé, impliqué, concerné par tout ce qui touche à l'homme, à tout homme. Il est attaché aux absolus: Dieu et les valeurs. Pour lui la primauté devrait être accordée à l'homme et non au Sabat. Il devrait savoir que les enfants apprennent d'avantage par son modèle vivant que par ses paroles.

3- L'éducateur devrait pouvoir être fondamentalement étonné, fasciné, séduit par "l'impossible" par le fantastique, par l'imaginaire de l'enfant pour mieux l'aider à transformer son rêve en projet réalisable dans le réel de sa société.

Jadis, terre prisée des Dieux, le Liban qui fut meurtri par un cruel combat de ces dieux, saura désormais convertir l'énergie des siens vers le combat pour l'Homme.

Seul ce combat est humanisant parce que porteur et prometteur de Paix et de Liberté

Références

- 1- Mission IFRED, Besoins et possibilités, étude préliminaire, 1960 vol.II p.476.
- 2- Nuttin, J., La structure de la personnalité, P.U.F. 1975.
- 3- Winnicott, D.W. Processus de maturation chez l'enfant, Payot 1974
 - L'enfant et sa famille.
 - L'enfant et le monde extérieur.
- 4- Perron, R., Modèles d'enfant, enfants modèles, P.U.F. 1971
- 5- Une nouvelle maladie mentale en URSS: l'opposition.
- 6- L'Orient le Jour, 10 juin 1995 (copains) Le martyr des enfants esclaves.
- 7- Khoury, S. Khoury. J. Awad. M. Avenir qui germe, CRDP. 1984.
- 8- Habachi, René, Sociologie et développement. L'aspect social de la société empirique Libanaise, Centurion 1972 (pp 177-190)
- 9- Khoury S. Khoury G. Awad M. Calvaire d'un peuple. Conséquences sociales de la guerre au Liban, Caritas. 1978
- 10- Cf. L'enquête population active 1972 et Corbaye = la situation démographique du Liban, I.S.S. 1974.

- 11-Chabrol H., Les comportements suicidaires de l'adolescent, P.U.F 1992
- 12-Antoun J., L'échec scolaire, CRDP. 1979
- 13- AKL N., L'image du prêtre chez les jeunes 1991, Note de recherche de DESS. à UL, FL. Fanar.
- 14- Porot M., L'enfant et les relations familiales P.U.F. 1979.
- 15- Gergen M. et K., Psychologie sociale Vigot, 1984.
- 16- Al-Nahar 14/12/94
- 17-Gabel M., Les enfants victimes d'abus sexuels.P.U.F. 1992
- 18-Veldman F, l'Haptonomie Science de l'affectivité P.U.F. 1991.

L'ARMÉE ET LA POLITIQUE

-UNE RELATION À REVOIR-

Sami DAGHER*

Suite à l'accord de TAEF qui a mis fin à la guerre du Liban, une des tâches principales que les gouvernements successifs déclarent assigner, est la remise en place des institutions. Celles-ci ont été fortement éprouvées durant la guerre, et devaient retrouver l'efficacité nécessaire dans l'accomplissement de leurs fonctions.

L'Armée trouve sa place au milieu de ces institutions. Et l'occasion s'offre pour repenser ses rapports avec les sphères politiques.

Dans les pays avancés, où l'intégration sociale atteint un degré élevé, et où les institutions étatiques reposent sur des rapports harmonieux, le rôle de l'Armée est bien défini. En tant qu'institution elle est une émanation de la nation.

En revanche, dans la région du Moyen-Orient les rapports de l'Armée avec la politique inspirent plusieurs modèles : L'Armée à l'écart de la politique, en rapport de soumission (Jordanie, Arabe Saoudite, pays du Golfe), L'Armée dans la politique, en rapport de substitution (Iraq, Libye, Syrie) et l'Armée avec la politique en rapport d'imbrication (Israël, l'ennemi conventionnel). Mais aucun de ces principaux modèles ne s'offre à la mesure de l'ordre libanais. Tout porte à croire que les deux termes de l'équation: Politique et Armée, sont à poser dans la perspective d'une relation à revoir.

De quel rapport s'agit-il entre l'Armée et la politique, et lequel serait le plus adéquat au contexte libanais? Telle est la question qui se pose. Pour répondre il faudrait que les rapports se clarifient et rejaillissent sur la conception du statut et du rôle.

Le présent article se propose une telle problématique, en retrospective d'abord, par le compte rendu d'une expérience passée, en rupture de méditation ensuite, par l'orientation au service de la recherche d'une formule adéquate.

Trois dimensions nous semblent délimiter le problème. La première rappelle les

** Institut des Sciences Sociales II - Université Libanaise*

concepts relatifs à la Politique et au Militaire. Elle marquera la discontinuité existante dans la relation. La deuxième se rapporte à l'emploi de l'Armée. Elle traduira la confusion des notions de la légalité et de la légitimité du pouvoir. Quant à la troisième, elle se manifeste dans la perception de la politique chez les militaires. Elle reflétera leur état-d'âme vis-à-vis du spectacle politique et le déchirement que celui-ci provoque dans leur conscience.

I- Politique et militaire-problèmes de concept

Au sens restreint du terme, la politique sera considérée à travers la nature des rapports qui positionnent l'institution militaire dans le contexte politique global.

Le rapport actuel semble se ramener à une formule du genre: Avoir l'Armée de sa politique, ou le militaire doit être subordonné au civil ou enfin la décision militaire doit être subordonnée à la décision politique.

Théoriquement ces formules correspondent à des vérités de bon sens. Mais dans la pratique, elles semblent servir la politique de prétextes pour garder l'Armée en réserve de ses intérêts: Aussi bien les intérêts du pouvoir que ceux de l'opposition.

Concernant la première formule- "Avoir l'Armée de sa politique"-, elle signifie qu'en se bornant à une politique modeste, l'on peut se suffire d'une Armée modeste. Or la réalité est tout autrement. Et il suffit d'évoquer le cas de la Suisse ainsi que celui de la Suède pour s'en convaincre. D'ailleurs cette relation n'est pas toujours évidente. Durant la deuxième guerre mondiale Hitler avait une armée redoutable, mais sa politique l'a conduite au désastre. Par contre la politique de Mao-Tsé-Tong a mené à la victoire une armée qui ne semblait pas suffisante en 1947 lors de la Grande Marche.

De toute façon, il s'est avéré que la protection de valeurs démocratiques, dans une région dominée par des régimes autoritaires, et d'une formule avancée de coexistence, face à l'Etat d'Israël, exemple d'une formule opposée, n'est pas du tout une tâche modeste. Elle l'est encore moins quand on pense à tous ces mouvements fondamentalistes dont pullulent les sociétés du Moyen-Orient. Bien au contraire notre politique est plus ambitieuse que ne le pense la strate politique. Elle offre un modèle et soutient des valeurs, qui sont dans leur abstraction aussi menaçants que la destruction matérielle sinon plus(1). Car si la guerre vise à anéantir l'autre et le soumettre à sa propre volonté, la négation du système de cet autre, par des modèles culturels, correspond à une mise en cause de la finalité même de son existence et de sa raison d'être. L'exemple culturel occidental n'a-t-il pas ébranlé les régimes dans l'Europe orientale?

S'il est vrai qu'aucune visée expansionniste ne sous-tend la politique de l'Etat, il n'est pas moins vrai que notre système constitue de par son essence une gêne, voire un défi aux systèmes voisins. Et nous constituons nous-mêmes objet de visées expansionnistes ou d'hégémonie de la part de ces voisins. Ce qui implique la mise sur pied d'oeuvre d'une force armée de dissuasion capable de garantir à la politique son efficience et à notre pays sa souveraineté.

Sans doute une telle entreprise est coûteuse et constitue un lourd fardeau sur le budget, mais ce coût peut être resorbé par l'intégration des forces armées au développement du pays ainsi qu'à tout effort de redressement socio-économique. Car la potentialité matérielle et immatérielle de l'Armée offre des possibilités énormes à desservir les besoins à une unité sociale suffisante qui est, somme toute, la condition sine-qua-non de l'unité politique achevée(2).

D'un autre côté, dans leur abstraction, il n'y a pas de différence entre l'action politique et celle militaire. Clauswitz disait que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens (3). C'est-à-dire que l'acte militaire est essentiellement politique. Car quand il se déroule, c'est que le militaire a pris la relève du politique. Quand à l'objectif recherché, il est le même, mais alors avec des moyens violents. Et le reciproque est vrai. Puisque dans la même logique, l'acte militaire peut à son tour quitter le devant de la scène en faveur de l'action politique. Donc là où les politiques ont tendance à percevoir un parallélisme entre l'autorité militaire et celle politique, une logique d'interaction continue existe. Et à l'instar de l'acte politique, l'acte militaire possède une étendue et a des implications qui sont de taille à engager l'ordre établi tout entier. Par conséquent il serait absurde d'assimiler la fonction militaire à une administration quelconque dans sa subordination à la fonction politique. Ne voir dans le commandant de l'Armée, qui représente l'autorité militaire qu'un fonctionnaire, relève d'une conception erronée et dénote une mauvaise perception. Sans doute il l'est du point de vue de son statut, mais la chose est plus complexe quant à son rôle. Il est un partenaire politique à part entière. Autrement une discontinuité s'instaurerait entre la fonction militaire et celle politique, à la place de l'association intime.

Dans cet ordre d'idées, il faut admettre que le chef militaire puisse dire non à qui il le faut et quand il le faut. Surtout que notre contexte intérieur et régional, ainsi que le risque permanent de poussées militaires impliquent cette participation dynamique continue de la part du militaire dans la décision politique. A tout moment le militaire peut être appelé à occuper le devant de la scène.

Par conséquent la deuxième formule, à savoir que "Le militaire doit être subordonné au civil," elle nous paraît n'avoir qu'un seul fondement: Celui qui

consiste à considérer l'acte militaire, c'est-à-dire l'acte violent, comme le dernier recours.

Quant à la troisième formule qui stipule que "La décision militaire doit être subordonnée à la décision politique, elle est absurde car il ne saurait exister une décision militaire indépendante: La décision politique avisée englobe tout. Et au besoin elle engage soit les moyens pacifiques soit ceux violents, soit alternativement les uns et les autres. Elle est la matrice à l'intérieur de laquelle, et lors de son élaboration, se structure la relation entre le militaire et le politique en fonction des objectifs définis. La part éventuelle du militaire dans toute action politique ne peut être laissée au hasard. Elle fait une partie intégrante de la politique, et en est une composante principale. La guerre, en tant qu'acte militaire n'est pas subordonnée à la politique; elle en est la forme la plus haute comme l'insurrection est le moment décisif de la révolution sans être pour cela toute la révolution.

De toute façon, si l'on admet que le point de vue militaire est subordonné au point de vue politique, il n'est pas moins vrai qu'on ne peut élaborer un plan d'action militaire sans une bonne connaissance de la situation politique.

Dans "Leaders" -Les secrets d'avant et d'après la crise du Golfe-Powell, le chef d'EMG des armées américaines semble avoir découvert qu'une bonne compréhension, ainsi qu'une bonne exploitation de la politique et des relations publiques constitue une clé importante pour la réussite de l'Armée et de l'institution militaire. En effet, dans un discours adressé aux officiers de l'Ecole de Défense Nationale, il a relaté longuement la responsabilité de l'officier à comprendre les composantes politiques et informationnelles de sa mission. "La politique, dit-il, est un élément essentiel..... Je passe une partie importante de mon temps à essayer de comprendre le climat politique. Certains disent que Powell est un Général politicien. En réalité il n'y a pas un Général non politicien. Et il doit en être ainsi pour réussir."(4)

En revanche une certaine connaissance des choses militaires ne devraient être dissociée de la direction des choses politiques. Autrement la politique se promettait de la part des moyens militaires, des effets incompatibles avec ses possibilités. Tel fut le cas de la situation de l'Armée face à Israël. En l'absence d'une stratégie militaire arabe commune, accablée par une présence palestinienne armée hors de tout ordre, souffrant d'insuffisance numérique et dans l'équipement, l'Armée devait aux yeux des politiciens conduire à la gloire une politique qui était défailante sur le plan de la défense nationale.

L'Armée a pour certains, trompé les espoirs qu'entretenait la politique. S'il en est ainsi, cela prouve que la connection entre le militaire et le politique n'était pas suffisamment intime.

Si nous admettons que l'acte militaire se conçoit au sein de la politique, puis se développe, se retracte ou s'arrête, en fonction des exigences de celle-ci, encore faut-il savoir de qui relève la décision politique d'engager l'Armée dans une action quelconque et quelles sont les limites dans l'exercice d'une telle prérogative?

II- L'emploi de l'Armée- Problèmes de légalité et de légitimité

Bien entendu, c'est le pouvoir politique en place qui détient le droit de décider de l'emploi de l'Armée conformément aux lois en vigueur.

Ce pouvoir incarne la légalité constitutionnelle et en est sa garante. Les textes qui régissent ce rattachement sont des lois ou des décrets-lois. La constitution n'en faisait jusqu'à dernièrement aucune mention.

Cependant dans les situations cruciales, ainsi qu'en cas d'options politiques importantes, des problèmes surgissent concernant l'emploi de l'Armée. Et tout en s'accompagnant de désordre intérieur, d'origine interne et (ou) externe, ces situations déclenchent des crises de régime qui affectent le pouvoir et le bloquent. La légalité constitutionnelle de laquelle relève l'Armée n'est pas tenue hors de cause dans l'exercice de ses fonctions.

Les crises que le Liban a connues en 1952, 1958, 1969, 1973, 1975, 1984, et 1985 témoignent de cet état de choses. D'autant plus que les principales modifications dans les textes qui se rapportent à l'emploi de l'Armée, ont été induites par ces crises. Ce qui dénote le souci politique majeur à propos dudit emploi (5).

Les crises, étant des moments privilégiés pour identifier les ressorts de la dynamique politique, une analyse événementielle des dites crises nous permettraient en premier de configurer leurs contextes, en second d'en retenir les modèles d'attitude pris par l'Armée et en troisième de discuter les limites du pouvoir à disposer de celle-ci.

Concernant le premier point sur la configuration générale des crises, nous constatons que, par référence à la source de la crise seule celle de 1952 est due à des facteurs endogènes. Par référence à la nature du clivage, toutes à l'exception de la crise de 1952 étaient de nature confessionnelle presque totale. Par référence à la cause du blocage, nous relevons que dans les crises de 1952, 1958 et de 1984, un

minimum de cohérence a été observé entre les partenaires confessionnels au pouvoir. Le blocage est dû à l'opposition. Quant aux autres crises le blocage s'y est manifesté à l'intérieur même du pouvoir(6).

Dans tous les cas des forces politiques, se réclamant d'une légitimité de fait, s'opposent à la légalité de droit pour provoquer le blocage. Et dans tous les cas aussi, l'emploi de l'Armée devait faire objet de conflit entre les antagonistes.

L'absence d'une autorité suprême de recours de droit ou de fait, qui soit capable de débloquer la situation, met l'armée dans une position critique(7). Si elle s'aligne sur l'une des deux parties antagonistes, elle encourt la contestation de l'autre et le risque de voir sa solidarité interne prise à partie. Si par contre, elle s'abstient de s'impliquer dans le conflit, l'urgence du maintien de l'ordre, débordant les possibilités des forces de sécurité la mettra à l'épreuve. Au demeurant dans un climat de tension généralisée que doit faire l'Armée? La question nous renvoie au second point portant sur la recherche des modèles d'attitude.

Trois modèles nous sont offerts à travers l'histoire des crises : Celui de 1952, puis celui de 1958 et enfin celui des crises qui se sont produites entre 1969 et 1985.

En 1952 l'opposition a sévi contre le président Bechara El Khoury, l'accusant d'être responsable des abus dans l'administration, des marchandages, des enchères politiques et du népotisme, outrageants pour le pays. Et pour forcer le président à présenter sa démission, l'opposition qui représentait les différentes communautés a déclaré la grève générale dans le pays. Sous la pression de plus en plus forte de la grève qui menaçait la sûreté générale le Président s'est tourné vers l'Armée, seule force capable de rétablir l'ordre. Mais il a vite réalisé que le commandant général n'était pas disposé à recourir à la force qu'à une échelle limitée (8).

Alors il lui confie la présidence du gouvernement et démissionne de ses fonctions. Cinq jours plus tard, l'Armée remet le dépôt à ses détenteurs légitimes en la personne de Camile Chamoun, élu par l'Assemblée comme successeur du Président sortant. Le Général Fouad Chéhab présente sa démission de la présidence du gouvernement et l'armée reintègre ses casernes.

En 1958 la crise a été plus complexe et plus grave en raison des conjonctures intérieures, régionales et mondiales qui l'ont convoyée(9). Les deux années antérieures à 1958 ont été marquées par des troubles et des actes de violence. Les événements se sont succédés dans le pays à un rythme accéléré pour atteindre leur paroxysme à la "révolution armée" de 1958: Du consentement du pouvoir au principe d'Eisenhower qui a irrité le Caire et par voie de conséquence ses partisans

au Liban, aux législatives marquées par l'échec des principaux leaders musulmans de l'opposition, à la proclamation de l'unité entre l'Egypte et la Syrie qui a enflammé l'ardeur et les esprits des unionnistes libanais; la situation du pays s'en est profondément ressentie.

Au milieu de cette mer houleuse, il incombait à l'Armée d'opter pour l'une des trois possibilités suivantes: Se plier à la volonté du pouvoir légal et user de la force pour étouffer la révolution; ou monter un coup d'Etat, tenir d'une main de fer le pouvoir et rétablir l'ordre, ou enfin jouer le rôle de modérateur, c'est-à-dire prendre entre les protagonistes une position militaire propre à empêcher la prolifération des combats sans égard pour aucun des deux camps(10).

Six mois durant, l'Armée s'acquitte du rôle modérateur. Et au terme de cette durée, le mandat Chamoun venant à expiration, la crise se dénoue sous le slogan "ni vainqueur ni vaincu"

Dans premier cas l'Armée a sauvé la situation. Dans le deuxième elle a criconscrit la crise. Et dans les deux cas elle s'en est tenue à sa stricte fonction militaire tout en se démarquant par rapport aux forces politiques en présence, comme une force garante des intérêts supérieurs de la nation.

Cette ligne de conduite l'Armée en a dévié par la suite. Dans les années 60 elle s'est impliquée dans la politique, débordant ainsi sa fonction militaire: Tout d'abord à travers son deuxième bureau (11) et ensuite à travers le rôle qu'a joué son commandant en 1969 dans l'accord du Caire avec les palestiniens. Et dans les années qui s'en suivirent, l'attitude des commandants successifs dans les crises qui se sont succédées manquait de caractère distinctif par rapport aux forces politiques, qui a marqué les années 50. En se rangeant inconditionnellement du côté du pouvoir contre ses adversaires, l'Armée a perdu son efficience dans le maintien sous contrôle des crises.

Ce conformisme à la politique du pouvoir mérite qu'on s'y attarde pour évaluer sa portée pratique et son incidence sur l'institution elle-même. L'exposé rappelle le troisième point sur les limites du pouvoir à disposer de l'Armée en cas de crise.

Ainsi, relevant du pouvoir constitutionnel, l'Armée lui est subordonnée. Mais encore faut-il savoir si ce pouvoir continue dans les crises de jouir de la légitimité totale? Car dans de telles conjonctures le contenu sociologique de la légitimité acquiert une importance particulière ou delà de son contenu juridique(12).

Le caractère constitutionnel du pouvoir suppose conformément à la constitution, qu'il incarne la volonté du peuple. A l'état pur, le concept de constitutionnel n'a pas

d'existence propre en dehors de la volonté du peuple. Il y est inhérent. Et c'est justement dans cette inhérence que se reconnaît la légitimité du pouvoir. Les référendums illustrent la bonne prise de conscience de cette réalité. Car ils correspondent à un retour au peuple pour se prononcer sur les décisions capitales, et c'est en se pliant au verdict du peuple que le pouvoir puise la légitimité de ses choix. Il s'agit ainsi d'un effort constant d'être en perpétuelle harmonie avec le peuple pour rencontrer ses attentes.

De plus, être constitutionnel, à raison de 51 % des suffrages, pose le problème de la représentativité constitutionnelle des 49% restants. En 1968, lors des réformes qu'il préconisait, De Gaulle a été attentif à cette équation. Puisqu'à la veille du référendum auquel il appelle les Français à se prononcer sur sa politique, il avait exigé un oui massif. Et en dépit de la majorité absolue qu'il avait obtenue, il a renoncé à son projet estimant que cette majorité était insuffisante.

Dans un régime, comme celui du Liban, où le référendum n'est pas adopté comme un procédé de consultation, le concept de légitimité tend à devenir ambigu. Tout d'abord, à cause de la part importante de la confusion dans l'évaluation de l'étendue et de la nature sociologique de la majorité. Et ensuite à cause de la tendance à se suffire du contenu juridique du concept et à omettre son contenu sociologique.

En effet, quand la crise sévit, un clivage politico-populaire total prend place. Les instances constitutionnelles se bloquent ou seront débordées par les forces de fait. Dans ces conditions il serait absurde de la part de toute force politique, y compris le pouvoir, de prétendre jouir du soutien de la majorité du peuple. La légitimité même du pouvoir se réduit à une simple légalité juridique puisque celui-ci perd l'adhésion de factions importantes du peuple à la cause qu'il défend. Et quand l'Armée s'aligne sur la politique du pouvoir, elle passe pour être prise à partie par les adversaires de celui-ci. Leur soutien lui sera retiré dans toute action qu'elle sera appelée à mener pour remettre de l'ordre dans le pays. Et ils peuvent aller jusqu'à s'y opposer par tous les moyens dont ils sont capables d'user. Telle a été la situation dans toutes les crises depuis celle de 1969. Quant à l'incidence de ces situations au sein de l'institution militaire, elle s'identifie à l'intersection du climat qui y prévaut avec la réalité à laquelle les militaires font face.

III - La perception de la politique chez les militaires

-Problème de conscience collective-

En effet, les spectacles de crise sont pour les militaires des périodes dans

lesquelles culminent les facteurs les plus importants qui imprègnent leurs idées et esprits. Trois ordres de facteurs sont à retenir. Le premier relève de la façon dont les militaires perçoivent les acteurs politiques sur la scène. Le deuxième réside dans leur propre conception sur le rôle de l'Armée nationale. Quant au troisième, il découle du second et consiste dans la conscience qu'ils ont à propos de l'emploi de l'Armée.

En tout premier, il est devenu un lieu commun que l'Armée désaffecte la politique et les politiciens. L'incohérence, les intrigues, les alliances et les désalliances, qui n'inspirent pas des fondements d'intérêt général, vont à l'encontre des sentiments et des idéaux nationaux que l'Armée cultive en son sein.

Déjà, les rudiments de la formation du militaire sont basés sur l'interdiction formelle d'adhérer ou de participer à une organisation ou à une activité politique. Toute dérogation à cette règle est sévèrement sanctionnée. Dans cet ordre d'idées, l'éventail de la proscription n'épargne aucun détail susceptible d'une quelconque dérobation, allant des actes les plus inoffensifs, jusqu'à l'exercice du droit de vote. (13).

Par conséquent, une distance est au départ établie entre le militaire d'un côté et les hommes politiques de l'autre. Bien entendu cette distance n'est pas un but en soi mais un moyen de garder le militaire à l'abri des intrigues politiques et épurés de ses contagions malsaines. Le but est de préserver l'unité de l'institution conformément aux idéaux et aux sentiments nationaux reçus en son sein. Les multiples allégeances politiques inhérentes aux différentes appartenances primaires ne doivent interférer avec l'allégeance à l'institution. Cette norme, instituée par les aînés de l'Armée, puis par leurs successeurs, quoique à des degrés variables, passe pour devenir une valeur en soi.

Cet effort de maintenir le militaire loin de l'homme politique, reflète un besoin de se différencier d'avec l'autre politicien pour affirmer une existence propre désintéressée. Donc au départ les militaires se font des hommes politiques une image qui n'est pas irréprochable.

Quant au spectacle politique, par l'incohérence, l'opportunisme et le désordre qui y régner, il offre de son côté la preuve de l'incompétence des acteurs et de leur incréibilité à sauvegarder les intérêts de l'Etat dont ils sont en charge.

L'affirmation de l'un des officiers supérieurs que "l'Armée demeure la solution" à la crise qui s'abat sur le pays depuis 1975 jusqu'en 1989, n'est dans son essence qu'un cri de conscience et un appel à la strate politique d'évacuer la scène (14).

Malgré nos réserves quant à la teneur de cette formule ainsi qu'à son adéquation, nous estimons qu'elle traduit un ressentiment à l'égard du milieu politique dans son ensemble indépendamment de la position que prend le commandement.

Il est vrai que l'Armée ne possède pas une idéologie propre. Néanmoins ses membres sont animés de sentiments communs dont la susceptibilité aux us et coutumes politiques n'est pas des moindres.

Quoi qu'elle soit discutable la condamnation manifeste des hommes politiques, dont était porteur le mouvement du Général Aoun n'est en réalité que le moment décisif d'une frustration longtemps ressentie.

Par conséquent dans toute crise, les militaires ne se sentent pas directement impliqués. Pour eux les acteurs politiques en sont les auteurs. Et indépendamment de leurs positions, dans le pouvoir où dans l'opposition, les forces politiques assument à leurs yeux la responsabilité. Quant à la nécessité d'une action décisive de leur part pour redresser la situation, elle semble s'évanouir par manque d'un point d'appui (15). Surtout que le système se prête mal à de telles aventures. La prudence l'emporte et toute action possible se ramène à une intervention pour empêcher l'équilibre politique précaire du système de basculer et l'antagonisme politique de dégénérer en une rupture totale.

Sur cette toile de fond se dresse un autre ordre de facteurs, à savoir la conception des militaires à propos du rôle de l'Armée face à celle des politiques civils.

Pour certaines factions politiques l'Armée manque de cause. Pour d'autres elle n'a pas de doctrine(16). A première vue, ces affirmations peuvent être retenues dans la mesure où elles sont issues de conjonctures spécifiques, dans lesquelles l'armée a failli à ses fonctions, soit dans la sauvegarde de la frontière, soit dans le maintien de l'ordre intérieur. Mais cette défaillance, est-elle due à un manque de cause ou de doctrine?

Nous croyons que ces allégations sont sous-tendues par une erreur redoutable, si nous les envisageons dans un cadre global. Contrairement à ce qu'elles inspirent, le mal réside dans le fait de considérer l'Armée comme une institution qui existe à elle seule en dehors du système total. Or il n'en est rien. Le temps où l'armée était à elle seule " La Défense Nationale" est révolue. Elle n'est qu'une institution parmi tant d'autres. Donc elle ne peut avoir une cause ou une doctrine indépendante. Sa cause et sa doctrine ne peuvent être que celles de la nation dans sa totalité.

Si l'on admet que la doctrine n'est qu'un système d'interprétation et de jugement des phénomènes par référence à un ensemble de concepts et de critères de valeur,

cette doctrine se retrouve dans les convictions profondes des militaires. Celles d'un patriotisme basé essentiellement sur des sentiments nationaux. Lesquels cultivent les cardinales vertus telles que la démocratie, la liberté et le respect des droits de l'homme dans un cadre national consensuel historique. Il s'agit en effet d'éléments idéologiques d'inspiration libérale qui se situent à l'antipode de ceux des régimes autoritaires ou exclusivistes.

En effet, à sa naissance, l'Armée libanaise avait pour aînée l'Armée française. Elle en a hérité des principes et des enseignements qui n'étaient pas sans effet sur la constitution de la personnalité de base de l'officier. Cette influence devait se maintenir avec le maintien de la coopération dans le domaine de la formation des officiers, dans les écoles françaises militaires. Puis elle a revêtu un caractère plutôt occidental avec l'ouverture de l'Armée à d'autres pays tels que les Etats-Unis, l'Italie, l'Angleterre et la Belgique. Et malgré le fait que les programmes d'instruction dans ces pays ne comportaient pas une formation politique précise, l'occasion s'offrait aux officiers de s'imprégner directement ou indirectement des valeurs occidentales relatives aux concepts de la démocratie, de la légitimité, des partis, de la politique, et par conséquent du rôle de l'Armée et de la position qu'elle occupe dans le cadre général de l'Etat. Ces valeurs, telles que reçues, servaient de référence théorique de comportements. Mais cette échelle de référence n'est pas en parfaite harmonie avec la réalité à laquelle elle s'applique. Le sens de l'Etat, le sentiment national et l'intérêt public sont des termes qui ne résonnent pas dans notre environnement politique les mêmes contenus.

Par voie de conséquence deux convictions s'entrecroisent, s'interpénètrent et apparaissent tour à tour à la surface selon les circonstances et les conjonctures du moment. Au départ la légalité juridique est perçue comme une légitimité totale. L'Armée doit être à sa totale disposition. Cette prédisposition jouit d'une ascendance de principe. Mais dans les crises, elle s'affecte d'une prise de conscience de la réalité qui perturbe la vision et donne lieu à une perception différente: A savoir que l'Armée doit être au service plutôt de la politique nationale que de la politique du pouvoir. Elle n'est pas un marteau ni aux mains du pouvoir, ni aux celles de ses adversaires politiques. Et dans ce processus la repercussion au sein de l'Armée se traduit par une tension qui prend place à des degrés variables selon que le commandement se rallie à la politique du pouvoir ou s'en distingue (17). Et il semble qu'un rôle actif et concluant réussit davantage à l'Armée quand elle transcende les différences et les différends sans s'impliquer dans la politique.

Pour l'armée, être instrument de la politique, cela suppose qu'il ne doit pas y avoir conflit entre les intérêts nationaux, surtout en matière d'unité nationale et ceux politiques.

CONCLUSION

Quels que soient les textes en vigueur, une nouvelle conscience nationale de la relation entre l'Armée et la politique est à instituer. L'Armée ne peut être qu'au service de la Nation et de ses idéaux.

Son commandant ne doit plus être tenu, ou accepter d'être tenu en marge de la politique. Car sa fonction dans son acception la plus ultime est politique dans le sens d'une politique garante des valeurs supérieures du consensus national, ou des valeurs qu'exige la production de tout consensus. Sans doute tout consensus porte en son sein les éléments de sa survie ou de son renouvellement. Mais la relation entre l'Armée et la politique, faisant elle-même objet de consensus dans le sens souhaitable assurera la protection matérielle de tout ordre consensuel. Protéger l'Armée, c'est se protéger contre les milices et les forces étrangères et s'assurer le cadre au libre jeu démocratique.

Sami DAGHER
Décembre 1996

Notes

- 1- Au début de son mandat (1970-1976) l'ex-président de la République Frangié, a offert à l'assemblée générale des Nations-Unies, le modèle libanais de coexistence entre chrétiens et musulmans, comme un exemple réussi à une éventuelle solution pacifique entre palestiniens et juifs. En 1975 le pire se rabat sur le Liban dans une guerre inter-confessionnelle qui a duré jusqu'en 1989. Durant cette guerre Israël n'était pas absent sur la scène Libanaise pour battre en brèche la formule de coexistence.
 - 2- HAMON(L), 1966, " Rapport final" in HAMON(L), le rôle extra-militaire de l'Armée dans le tiers-monde, Paris, PUF, P388
 - 3- NAVILLE(P), 1963, " Carl von Clausewitz et la théorie de la guerre" in Carl von Clausewitz, de la guerre, Paris, éd. de minuit, PP27-31
 - 4- POWELL, Leaders-Les secrets d'avant et d'après la crise du Golfe, extraits publiés in AL DIYAR, quotidien arabe, Beyrouth le 18 et le 19.3.1992
 - 5- La première modification remonte à 1953. Elle a été introduite par le décret-loi n° 115/1953. Elle fait suite à la crise de 1952 issue du renouvellement du mandat Khoury. Selon ses termes l'Armée est mise explicitement " à la disposition du chef de l'Etat" en tant que "Commandant en chef de l'Armée". La deuxième modification a fait l'objet du décret-loi n° 115/1972 du 24 septembre 1972. Elle a été introduite à l'expiration du mandat Hérou (1964 -1970) suite à l'affaire dite du " Deuxième bureau" qui s'était manifesté dans la politique depuis le mandat Chéhab (1958-1964). Son objet était "d'éloigner l'Armée de la politique".
- La troisième modification remonte à 1979 suite aux événements de 1975-1976. Elle a fait l'objet de la loi n° 115/1979. Elle a mis en place une nouvelle structure du commandement de l'armée, "Le Conseil militaire" dans le but de réduire les prérogatives de son commandant. La quatrième modification objet du décret-Loi n° 115/1983 vise à réduire davantage les attributions du commandant de l'Armée, en matière d'emploi des unités pour le maintien de l'ordre intérieur.

Cette modification fait suite aux événements de 6 février 1983 et au retrait des troupes israéliennes de Beyrouth et sa banlieue

La cinquième modification fut constitutionnelle. Elle met l'Armée sous le commandement supérieur du Président de la République tout en obéissant à l'autorité du conseil des ministres. Cette formule a été conclue à Taëf.

- 6- A titre d'exemple, en 1969, lors des affrontements entre l'Armée et les factions palestiniennes armées le chef du gouvernement à l'époque MR Rachid Karamé avait bloqué la décision de l'intérieur des instances constitutionnelles... En 1958, durant le mandat Chamoun le blocage a été opéré de l'extérieur des instances constitutionnelles par l'opposition dite populaire.
- 7- Ces autorités sont dénommées " des magistratures morales " par Coste-Floret, cf HAMON (L) op.cit p.403
- 8- El- Khoury (B), 1960, ex-Président de la République libanaise, *Réalités Libanaises 3ème Tome*, en arabe, Beyrouth, " papiers libanais " P477
- 9- El -SALIBI (K) 1967, *Histoire du Liban moderne*, en arabe, Beyrouth, Dar-An Nahar, P.243
- 10- El - SALIBI (K), op.cit p246
VERNIER (B), *Armée et politique au Moyen-Orient*, chapXIII
- 11- El-SALIBI (K), op.cit, p251
- 12- DUVERGER (M) 1963, " Introduction à une sociologie des régimes politiques " in GURVITCH (G), *Traité de sociologie*, VII, Paris, Puf, P12
- 13- Le militaire est interdit d'exercer son droit de vote quand il est en état d'exercer ses fonctions. Pratiquement en l'occasion des élections (legislatives, municipales...) tous les militaires sont consignés et par conséquent interdits de voter.
- 14 - Aoun (F), 1988, *Et l'Armée demeure la solution* (en arabe). Beyrouth
- 15- En 1976 le brigadier AHDAB AZIZ a tenté sans réussir une action militaire contre le pouvoir civil; en 1961, la tentative de prise de pouvoir montée par certains officiers avec l'aide du Parti Populaire Syrien a été vite avortée.
- 16- Ces allégations ont été formulées durant les événements de 1975 - 1989 par les milices des forces libanaises ainsi que par leurs opposants dont particulièrement le Parti Progressiste Socialiste
- 17- Tel fut le cas durant les affrontements entre l'Armée et la Résistance populaire en 1958, où des militaires ont déserté l'Armée à titre individuel. Mais durant les événements de 1975-1989 la désertion a été plus massive, mais très souvent forcée. Et malgré cela, les militaires à quelques exceptions gardaient par delà les différences politiques une certaine potentielle de cohésion structurelle.

Resumé / مختصر /

L'Armée et la politique

-une relation à revoir-

Depuis la prise en charge de l'Armée libanaise par l'autorité nationale en 1945, son statut a fait l'objet de cinq modifications majeures pour réglementer son rattachement à l'autorité politique. Mais à chaque fois les textes s'avèrent insuffisants. En cas d'options politiques importantes des situations problèmes surgissent concernant l'emploi de l'Armée. Ce qui nous pousse à nous demander si le mal existe ailleurs que dans les textes. Il semble qu'au delà de ceux-ci, il y a des convictions, des

perceptions, et des dispositions que les textes ne peuvent pas traduire et qui exercent une influence à travers le système global. L'article se propose d'identifier ces facteurs et conclut sur la nécessité d'instituer une nouvelle conscience consensuelle nationale de la relation entre l'Armée et la Politique. L'Armée ne peut être qu'au service de la Nation et de ses idéaux.

الجيش والسياسة -علاقة تتطلب إعادة نظر-

منذ ان انتقل الجيش اللبناني الى السلطة الوطنية عام ١٩٤٥ عرفت نصوص قانونه خمسة تعديلات اساسية حول تنظيم ارتباطه بالسلطة السياسية .وفي كل مرة بدت النصوص غير كافية .ففي مناسبات الخيارات السياسية المهمة كانت تبرز اوضاع- مشكلات تتعلق باستعمال الجيش . الامر الذي يحملنا على التساؤل عما اذا كانت العلة تكمن في غير النصوص .يبدو ان هنالك عوامل تتجاوز النصوص الى قناعات وادراكات واستعدادات تعجز النصوص عن ترجمتها وتلعب دورا مؤثرا من خلال النظام الكلي .

يهدف البحث الى تحديد معالم هذه العوامل وابعادها ويخلص الى ضرورة التأسيس لوعي وفاقي وطني حول العلاقة بين الجيش والسياسة .فالجيش لا يمكن ان يكون الا في خدمة الامة ومثلها العليا.

Sami DAGHER
U.L. Institut des sciences sociales
Section II.

ENQUÊTE AUPRÈS DES VILLES LIBANAISES

DOCUMENT DE SYNTHÈSE*

Gaby SALIBA**

I- Problématique

Le Programme d'Appui aux Municipalités Libanaises (PAML) est né d'un besoin pressenti à la suite de plusieurs rencontres avec les chefs des collectivités locales et les responsables au pouvoir central qui ont manifesté le désir de remettre le pays sur la voie du développement après dix-sept ans de sclérose et de délaissement. Ils sont conscients que cette situation, si elle dure encore, menacera d'un effondrement total la structure municipale et toutes les autres institutions qui gèrent les services économiques et sociaux .

En 1996, le mécanisme de la gestion locale, lié à la présence des Conseils municipaux, ne fonctionne plus. Les dernières élections qui légitiment le pouvoir des maires actuels (encore en vie) remontent à 1963. Or 33 ans ont suffi à toute une génération de vivre autrement, de ne pas connaître la Municipalité. En même temps, le pouvoir central s'est contenté de gérer de loin les affaires courantes des citoyens et avec les moyens de bord. C'est ainsi qu'un préfet sera chargé des affaires de plusieurs municipalités (10, 15 ou 20), ou un maire sera désigné à la tête d'un petit conseil dans les grandes villes pour sauver l'institution et assurer un minimum de services aux habitants de la cité .

Quant à la ville libanaise, meurtrie par la guerre ou délaissée par le pouvoir, elle s'est développée dans l'anarchie, loin des yeux des responsables, à tel point qu'un jardin public ou un trottoir font aujourd'hui la renommée d'une ville et suscitent la jalousie des autres .

Avec le temps, les problèmes de la ville se sont amplifiés et menacent aujourd'hui la sécurité, la santé, et altèrent la qualité de vie des habitants .

* d'une étude de terrain effectuée en 1996 au profit du ministère des affaires. Municipales et Rurales avec la collaboration de l'agence de développement des cités unies.

** Institut des Sciences Sociales II - Université Libanaise.

Le Programme d'Appui aux Municipalités Libanaises avec toute la mobilisation des villes européennes et les bonnes volontés des responsables libanais (qui prévoient des élections municipales pour le 15 octobre 1996) peut-il proposer des actions de développement pour sauver le reste, rattraper le retard et redresser la situation ?

Mais avant de proposer des solutions de telle ou telle envergure, essayons de regarder de près la situation des municipalités et les problèmes réels dont souffrent les villes et les villages libanais.

II- Eléments de méthode

Une enquête par questionnaire(1) a été menée auprès de 60 municipalités (sur un total de 640 pour tout le Liban) dans les différentes contrées du pays(2). Le tableau suivant les répartit, selon la taille et la région .

Tableau 1 : Nombre de villes et villages retenus pour l'enquête selon la taille et la région

	Région	Nord	Centre	Sud	Békaa	Total
Taille						
5.000 h. et moins	2	7	4	0	13	
6.000 - 10.000	4	6	12	1	23	
11.000 - 20.000	1	3	1	1	6	
21.000 - 50.000	1	6	0	1	8	
51.000 - 100.000.....	0	1	1	1	3	
101.000 - 300.000	0	3	1	1	5	
450.000	1	0	0	0	1	
1.000.000	0	1	0	0	0	
Total	9	27	19	5	60	

Le choix des villes n'était pas arbitraire. Toutes les "grandes villes" (toute proportion gardée) figurent dans l'échantillon puisqu'elles accueillent plus de 2.500.000 h., soit plus de 60 % d'une population qui totalise un peu plus de quatre millions d'habitants selon les dernières estimations du Ministère de l'Intérieur, publiées le 10.6.1996 Par contre, les villages et les villes de petites tailles ont été sélectionnés au hasard (un village queconque) ou parce qu'ils présentent un intérêt particulier (se situant à la bouche d'une vallée ou abritant des vestiges historiques).

Six rencontres ont eu lieu avec les maires ou les chargés d'affaires (préfet ou délégué). L'objectif de l'enquête a été explicité dans le cadre du PAML. Des idées ont été échangées afin de recueillir le maximum d'informations fiables et relatives à la situation réelle des municipalités et les problèmes de la ville ou du village afin d'y adapter des actions possibles au cours de la deuxième étape du Programme .

L'absence de statistiques et le manque de données enregistrées dans les archives de la municipalité ont posé un réel problème de référence objective, surtout quand il s'agit du nombre d'habitants, des activités économiques, des besoins de la ville,... Nous avons essayé de pallier à ce manque par des recoupements des informations et des analyses plus poussées auprès des gens mieux informés ou se sentant concernés par les projets de développement (des sociologues issus du village ou des comités de développement qui soutiennent la municipalité dans son action ou la remplace quand elle est absente) .

Les données recueillies ont été corrélées dans des tableaux à double entrée afin de trouver des explications possibles à certains phénomènes (comme la désignation d'un maire ou la délégation de son pouvoir) ou bien les incidences de l'absence d'un conseil municipal sur les opportunités du développement (où le budget/habitant a été retenu comme indicateur objectif) . Cette analyse statistique a été complétée par une fiche technique qui identifie chaque ville ou village et relate les projets éventuels dont il peut bénéficier . Enfin nous avons proposé une réflexion socio-économique sur les moyens et les possibilités de changement afin d'ouvrir les portes sur de nouvelles approches qui pourraient se traduire par des actions précises de développement .

III- Analyse des résultats

1- Les problèmes de la Municipalité

a- Une municipalité décapitée

Sur les 60 municipalités étudiées, 23 seulement conservent encore à leur tête un maire élu, mais avec une moyenne d'âge qui avoisine les 70 ans. 6 autres, très âgé ou malades, ont délégué leur pouvoir. 5 ont été désigné à la tête des grandes villes (Beyrouth, Tripoli, Saida, Zahlé et Furn El-Chebbak) Et les 26 municipalités qui restent sont gérées soit directement par le préfet de la région, soit par son représentant ou par une commission formée à cet effet (et qui se contente d'expédier les affaires courantes, sans pouvoir de décision). Le tableau qui suit en fait bien la distinction selon les régions .

Tableau 2 : Les municipalités selon la situation juridique du maire et des régions (3)

En nombre(4)

Régions	Situation juridique du maire			
	Elu	Désigné	Chargé	Total
Liban-Nord	1	1	7	9
Centre	16	2	9	27
Liban-Sud	6	1	12	19
Békaa	0	1	4	5
Total	23	5	32	60

En %

Régions	Situation juridique du maire			
	Elu	Désigné	Chargé	Total
Liban-Nord	11	11	78	100
Centre	59	7	34	100
Liban-Sud	32	5	63	100
Békaa	0	20	80	100
Total	38,3	8,3	53,3	100

Seules les municipalités du Centre conservent encore une certaine légitimité avec 59 % de maires élus au suffrage universel. Ces résultats sont facilement généralisables à tout le pays.

Nous n'essayons pas de trouver une explication rationnelle à ces disparités puisqu'il s'agit d'un phénomène réel dicté par 33 ans de vacance du pouvoir conjuguée avec l'âge des élus en 1963. Mais ces disparités, comme on le constate encore, sont liées étroitement à la taille des agglomérations comme le montre le tableau suivant .

Tableau 3 : % des municipalités selon la situation juridique du maire et les régions

Taille des agglomérations	Situation juridique du maire			
	Elu	Désigné	Chargé	Total
5.000 h. et moins	31	0	69	100
6.000 - 10.000	35	0	65	100
11.000 - 50.000	57	5	43	100
51.000 et plus	30	50	20	100
Total	38,3	8,3	53,3	100

Il y a une forte corrélation entre les maires élus dans les villes de grande taille (57%) et leur présence dans la région du Centre (59%). En même temps les autres tendances se confirment : des chargés d'affaires dans les autres agglomérations (65 à 69%) et les régions périphériques (63 à 80 %).

Les disparités régionales au Liban ne datent pas d'hier. Depuis toujours (Sous l'Empire Ottoman, de 1516 à 1916, et avec le Mandat français, de 1918 à 1943), le Centre a connu une situation privilégiée, à cause du régime spécial du petit Liban et le système administratif très centralisé. Cette situation se perpétue encore aux détriments des régions défavorisées qui suivent à petits pas les traces du développement central.

b- Une municipalité sans conseil ni personnel

Mais si l'absence du maire à la tête de la municipalité est compensée par des nominations, dans les grandes villes, pour assurer un minimum de services aux habitants de la cité, par contre elle est doublement confirmée, dans les petites bourgades, par une faillite presque totale du Conseil municipal et une réduction étonnante des employés et des ouvriers. Le tableau qui suit résume la situation.

Tableau 4 : % des municipalités selon le nombre d'employés ou d'ouvriers (sans les éboueurs) et la taille des agglomérations

Taille des agglomérations	Nombre d'employés et d'ouvriers				Total
	0 - 2	3 - 5	6 - 13	14 et +	
5.000 h. et moins	69	23	8	0	100
6.000 - 10.000	48	26	22	4	100
11.000 - 50.000	14	0	57	29	100
51.000 et plus	0	0	10	90	100
Total	37	15	25	23	100

Si la situation des grandes villes semble, pour certains, normale (relativement à la conception et aux fonctions de la municipalité au Liban), par contre, l'état des petites collectivités est dérisoire où 69 % fonctionnent au relenti ou ne fonctionnent plus avec 0, 1 ou 2 agents municipaux. Ces derniers chiffres concernent 37 % de nos municipalités et plus de la moitié (52 %) si on y ajoute les effectifs de la tranche 3-5 agents, considérée, elle aussi, très inférieure aux normes acceptables pour faire tourner la machine municipale .

c- Une municipalité pauvre

Nous avons retenu comme indicateur de richesse ou de pauvreté d'une municipalité le budget par habitant pour l'année 1996. Nous avons recueilli au total 41 réponses.

Les résultats donnent à chaque habitant en moyenne 27,17 \$ par an. Mais les 2/3 des municipalités tombent au-dessous de cette moyenne, et 44% franchissent le seuil de pauvreté relative (qui équivaut à la moitié de la moyenne ou 13,58 \$). Et ce sont toujours les régions périphériques qui en souffrent le plus, comme le montre le tableau suivant .

Tableau 5 : % des municipalités selon le budget/habitant et les régions

Budget/habitant	Régions	Nord	Centre	Sud	Bekaa	Total
13 \$ et moins		11	28	50	11	100
14 - 22		33	33	22	11	99
23 - 31		100	0	0	0	100
32 - 40		20	80	0	0	100
41 et plus		0	75	12	12	99
Total		17	44	29	10	100

Les disparités régionales se confirment, avec une nette supériorité du Centre. Mais aussi, on a remarqué à ce sujet l'absence de catégorie moyenne (dans la catégorie médiane, 23 - 31, il n'y a qu'une seule ville), phénomène qui accentue les différences et coupe bien le pays en deux .

En outre, les faibles budgets ont des répercussions directes sur la situation physique des municipalités, où 78 % n'ont pas de local propre ou n'en ont pas du tout. L'enquête a enregistré des cas désespérés où certaines municipalités sont logées dans des lieux "inhabitables".

Quant à la gestion municipale, elle est loin d'être fonctionnelle avec une introduction timide de l'informatique dans 6 municipalités sur 60. Comparées aux institutions privées, gérées parfois par les maires eux-mêmes, les municipalités sont complètement délaissées et se contentent de vivre de peu ou de mourir lentement .

2- Les problèmes de la ville

Il n'est pas facile de recenser tous les problèmes dont souffrent les villes et les villages libanais qui sortent d'une guerre qui a ravagé le pays sur presque tous les plans et à tous les niveaux. On se demande parfois par où commencer ?

Mais, en réalité, la guerre n'a fait que dévoiler au grand jour des problèmes accumulés avec le temps et qui sont devenus, aux yeux de la plupart, presque insolubles. Alors que faire ?

La situation est devenue tellement grave qu'il faut intervenir vite pour sauver ce qui peut être encore sauvé ; et c'est là, à notre avis, la raison d'être du Programme d'Appui aux Municipalités Libanaises qui peut facilement se transformer en un

Programme National de Sauvetage. Mais avant de trouver les solutions regardons de près la nature des problèmes .

a- La pollution de l'air, de la terre et de l'eau

Les villes et les villages libanais n'ont pas encore trouvé une solution au problème des déchets. En voici quelques exemples :

- Le dépotoir de Bourj Hammoud (à l'entrée nord de la Capitale) ouvert à l'air libre, dégage depuis des années et surtout en été toutes sortes d'odeurs suffocantes qui rendent la vie impossible à plus de 200.000 personnes habitant la région.

- Les 6 cimenteries de Chekka (nord) crachent chaque jour des tonnes de gaz et de poussières qui transforment l'air en nuages toxiques. Les insuffisances respiratoires enregistrées dans un rayon de 10 km sont tellement élevées qu'elles constituent une vraie épidémie .

- Les fosses septiques au-dessus des sources d'eau (à Faraya) menacent la santé de tout un département de 400.000 habitants. Cette pollution risque d'être irréversible.

- Les vallées sont ravagées par les carrières qui déforment les paysages et menacent le relief d'érosion .

- Des sites naturels et des monuments historiques risquent de disparaître, faute de conservation et de protection .

b- L'anarchie des constructions

Il est devenu rare de trouver un trottoir, un passage piéton ou un espace vert dans des villes monstrueuses où le béton est roi .

Aucun plan directeur ne régleme les constructions anarchiques qui prolifèrent comme des champignons tout le long du littoral et dans les centres de villégiature .

Le transport en commun est inexistant. Chaque jour, les voitures privées bouchent les entrées des villes et provoquent une asphixie totale .

c- Les problèmes socio-économiques

Quand on a demandé aux maires d'estimer le nombre d'habitants de leur localité, ils n'étaient pas capables d'approcher "la réalité" vu l'absence totale de

statistiques démographiques. S'il faut croire les chiffres avancés par les municipalités, 3.500.000 personnes habiteraient 60 villes et villages. Or toute la population libanaise est estimée selon le Ministère de l'Intérieur à 4 millions. Cette situation se répète à tous les niveaux. Les activités économiques ne sont pas recensées, les cas sociaux ne sont pas connus, les travailleurs libanais ne sont pas tous enregistrés et les ouvriers étrangers (dans certains secteurs) ne sont pas déclarés,...Et dans tous ces cas, la municipalité ne possède pas de documents qui puissent décrire la situation et définir les besoins .

Enfin, nos villes et villages ne connaissent pas d'endroits aménagés pour les enfants, jeunes et vieux. Il est rare de trouver un centre de loisirs ou un terrain de sport à l'entrée d'un village. Les plages, transformées en piscines privées, sont "interdites" au grand public.

L'instruction est réservée à une minorité qui fréquente les "bonnes" écoles excessivement chères.

L'information, la culture, le patrimoine,... sont relégués au dernier plan où la médiocrité est reine.

IV- Quelques idées pour un plan de développement.

Ce tableau noir appelle plusieurs réflexions et incite à des actions urgentes de la part des autoirités locales et du pouvoir central .

1- Position et fonction de l'institution municipale

D'après notre enquête, nous avons remarqué que la Municipalité au Liban ne fait pas encore partie du paysage social ou urbain. Les gens peuvent s'en passer facilement. Et quand on évoque cette institution, des fois ils s'en moquent : abritée dans un étage insalubre d'un immeuble quelconque la municipalité existe à l'écart, comme n'importe quelle maison d'un résident pauvre.

Mais les maires aussi ne sont pas tous conscients de l'importance de la Municipalité dans la gestion de la ville. Quand on leur posait la question sur les services assurés par la municipalité ou les projets en vue, ils se contentaient d'évoquer les petits services de propreté, de permis de construire et les visites médicales au dispensaire municipal .

Comment faire donc pour intégrer la Municipalité dans la vie quotidienne des citoyens et dans l'esprit des responsables ?

2- La sauvegarde et la protection

D'après les idées recueillies et les constatations faites sur le terrain, il est extrêmement urgent d'intervenir et rapidement pour sauver :

- la santé publique (altérée par la pollution de l'eau et de l'air) en trouvant une solution aux déchets ménagers et aux égoûts incontrôlés ;
- la nappe d'eau qui est menacée d'une pollution irréversible ;
- les sites naturels : vallées, forêts, plantes,...
- les monuments historiques ;
- etc.

3- L'organisation de la ville

Il est urgent de limiter le développement anarchique de nos villes en adoptant un plan directeur qui réglemente les constructions d'habitation, les espaces verts, l'emplacement des usines, les artères de communication, le transport en commun, les voies protégées, les routes piétonnes, la numérotation des rues, ...

4- Le social et le culturel

Il faut penser instituer au niveau des villes et villages libanais des programmes de soutien et de préservation des ressources humaines et des richesses culturelles en créant :

- des clubs pour jeunes ;
- des institutions d'accueil des personnes en difficulté et des handicapés ;
- des programmes de protection des mineurs ;
- des programmes d'information et de soutien de la femme ;
- des projets de préservation de la culture libanaise ;
- des centres aérés ;
- des structures d'aide pédagogique, psychologique, professionnelle, ...
- des programmes de développement du tourisme ;
- etc.

5- Développement et démocratie locale

Il n'y a pas de développement sans démocratie et celle-ci ne s'installe qu'avec un

minimum de sens commun et de respect des droits de la collectivité. Pour y arriver, il faut instruire, informer et limiter la corruption. C'est peut-être par là qu'il faut commencer .

Liste des villes et des villages sélectionnés pour l'étude

Beyrouth.....
 Tripoli.....
 Amioun.....
 Kousba.....
 Zgharta.....
 Halba.....
 Rahbé.....
 Syr Dennieh.....
 Hadchit.....
 Békaa-Kafra.....

 Zouk-Mikael.....
 Jounieh.....
 Jbeil.....
 Amchit.....
 Faraya.....
 Hrajel.....
 Daroun-Harissa.....
 Antélias.....
 Jal Ed-Dib.....
 Zalka.....
 Jdeideh El-Maten.....
 Bourj-Hammoud.....
 Baskinta.....
 Aintoura.....
 Choueir.....
 Btéghrine.....
 Douar

Furn El-Chebbak.....
 Bleibel.....
 Bhamdoun.....
 Batloune.....
 Bchamoun.....
 Baalchmey.....
 Barja.....
 Rechmaya.....
 Kfar-Amey.....

Saida.....
 Tyr.....
 Abra.....
 Ghazieh.....
 Tibnine.....
 Chakra.....
 Deir-Intar.....
 Haris.....
 Kherbet Selm.....
 Sultanieh.....
 Bazourieh.....
 Haddatha.....
 Nabatieh.....
 Sarafand.....
 Ch'our.....
 Kleilé.....
 Ansar.....
 Jbaah.....
 Ita el-Jabal.....

Zahlé.....
 Baalbeck.....
 Anjar.....

Majdel-Anjar.....

Hermel.....

- (1) Voir en annexe le protocole du questionnaire
- (2) Voir en annexe la liste des villes et des villages retenus pour l'enquête .
- (3) Nous avons groupé sous le titre de "chargé" les maires qui ont délégué leur pouvoir avec ceux qui l'ont complètement perdu au profit du chargé d'affaires .
- (4) Les autres tableaux en nombre seront renvoyés en annexe. Nous ne retenons dans le texte que les tableaux en %.

البرنامج اللبناني الأوروبي لدعم البلديات في المدن والقرى اللبنانية
Programme d'Appui aux Municipalités Libanaises. Forum Euro-Libanais
بيروت، ٢٧ - ٢٨ - ٢٩ حزيران ١٩٩٦
Beyrouth, 27 - 28 - 29 Juin 1996

QUESTIONNAIRE إستمارة

١ - La ville ou le village : identité et description

١ - تعريف ووصف المدينة أو القرية

1 - Nom du Maire

١ - اسم رئيس البلدية

2 - Nom du Chargé d'affaires

٢ - اسم القائم بالأعمال

3 - Nom du Correspondant

٣ - اسم المكلف بالاتصالات

4 - Adresse : Localité

٤ - العنوان : البلدة

المحافظة Mouhafazat القضاء Caza
هاتف Tél. فاكس Fax

5 - Superficie en Km²

٥ - مساحة البلدة السكنية بالكلم²

6 - Nombre d'habitants

٦ - عدد السكان :

المعدل الوسطى Moyenne شتاء Hiver صيفاً Eté

7 - Situation géographique

٧ - الموقع الجغرافي

- Littoral (moins de 200 m. d'altitude)
- Campagne (200 à 900 m.)
- Montagne (plus de 900 m.)
- Intérieur (Békaa)

- ☐ ساحل (ارتفاع أقل من ٢٠٠ م)
- ☐ وسط (ارتفاع بين ٢٠٠ و ٩٠٠ م)
- ☐ جبل (ارتفاع أكثر من ٩٠٠ م)
- ☐ داخل (البقاع)

8 - Distance de Beyrouth

٨ - البعد عن بيروت

9 - Activités économiques

٩ - النشاطات الاقتصادية في المدينة أو القرية

☐ صناعية Industrielle

☐ حرفية Manufacture

☐ تجارية Commerciale

☐ سياحية Touristique

☐ زراعية Agricole

☐ غيره Autre

10 - Problèmes de la ville

١٠ - المشاكل التي تعاني منها البلدة أو القرية

☐ في البنى التحتية (مياه، كهرباء، هاتف، طرق، نفايات)
Infrastructure (Eau, Electricité, Tél., Voirie, Déchets)

☐ على المستوى الاقتصادي (أنواع النشاطات الاقتصادية، فرص العمل، بطالة)
Economie (Activités économiques, emploi, chômage)

☐ على المستوى الاجتماعي (انحراف المراهقين، صحة، تعليم، العناية بالمرأة والطفل)
Social (Délinquance, santé, éducation, femme)

☐ غيره، حدد Autre, précisez

II - La gestion de la ville ou du village

II - إدارة شؤون المدينة

١١ - المجلس البلدي : العدد الحالي (عن فيهم رئيس البلدية) _____ 11- Le Conseil Municipal : Nb. actuel

١٢ - الجهاز البلدي 12 - Le Personnel :

الكفاءات Qualification	العدد Nombre	الوظيفة Statut
_____	_____	مدير Directeur
_____	_____	رئيس قسم Chef de service
_____	_____	موظف عادي Employé
_____	_____	عامل عادي Ouvrier
_____	_____	عامل تنظيفات Eboueur
_____	_____	غيره، حدد Autre, précisez

13 - Activités et services municipaux

١٣ - النشاطات والخدمات البلدية

- ☐ النظافة (جمع النفايات) Propreté (collectes des ordures)
- ☐ الضرائب المحلية Impôts locaux
- ☐ العقارية Cadastre
- ☐ السير Circulation
- ☐ رخصة البناء Permis de construire
- ☐ الصحة والوقاية Santé, hygiène
- ☐ البيئة Environnement
- ☐ الثقافة Culture
- ☐ إدارة النشاطات الاقتصادية في المدينة Gestion des activités économiques
- ☐ الحماية والعمل الاجتماعي (الطفولة، المرأة، الشباب، المعاقون، الغربة...) Protection et action sociale (enfance, femme, jeunes, handicapés, éducation, ...)
- ☐ الاعلام والاتصال بالجمهور Information / Communication grand public
- ☐ منشورات - Brochure
- ☐ راديو / تلفزيون Radio / TV
- ☐ غيره Autre
- ☐ نشاطات أخرى Autres activités

4 - Informatisation des services (logiciels pour gestion financière, comptabilité, cadastre, cartographie...)

١٤ - هل أجهزة البلدية ممكنة (برامج للإدارة المالية، محاسبة، عقارية، خرائط ...) ؟

- ☐ نعم، متقدمة
☐ نعم، في بدايتها
☐ هناك مشروع لكننتها
☐ إستعمال عادي للكمبيوتر
☐ لا

Non

15 - Ressources financières

١٥ - إلموارد المالية

- Sources : مصادرها :

- الميزانية (بالليرات اللبنانية) :

- 1980	_____	١٩٨٠ -
- 1985	_____	١٩٨٥ -
- 1990	_____	١٩٩٠ -
- 1995	_____	١٩٩٥ -
- 1996	_____	١٩٩٦ -

16 - Les besoins de la Municipalité

١٦ - حاجات البلدية

جهة الاستعمال أو الكفاءات Destination / qualification	العدد Nombre	النوع Nature
_____	_____	مقر (بناء، غرف) Locaux
_____	_____	تجهيزات Equipement
_____	_____	جهاز بشري Personnel
_____	_____	اعداد Formation
_____	_____	غيره Autre

III - Les attentes ou les projets en vue pour : III - التطلعات/ المشاريع الواردة (قيد الانجاز أو المتوقعة)

La ville ou le village للمدينة أو القرية

La région environnante للمنطقة المحيطة

IV - Propositions pour des actions précises

IV - اقتراحات عملية لنشاطات تنمية محددة

V - Comment intégrer ces actions dans un
Plan de Développement Municipal (PDM) ?

V - كيف يمكن إدراج هذه النشاطات ضمن
مخطط تنموي بلدي ؟

L'HOMME AFRICAIN DEVANT LA MORT*

*Agnès ABOU ZEID DEFOOR***

Analyser la mort, même et surtout relativement à l'Africain, revient à s'emprisonner dans une triple incongruité. Qui, en effet, se prévaudrait de quelque autorité, de quelque compétence pour en parler, alors que nul n'a encore réalisé de paradoxe d'avoir vécu la mort? A la limite, l'objet même d'un tel propos semblerait relever de la pure fiction puisque la lecture des Doctrines et Maximes d'Epicure engage à mettre en doute l'existence même d'une mort intelligible pour les vivants comme pour les morts : "tant que nous sommes encore, la mort n'est pas là ; et quand la mort est là, c'est nous qui ne sommes plus. La mort n'a, par conséquent, aucun rapport ni avec les vivants, ni avec les morts, étant donné qu'elle n'est rien pour les premiers et que les derniers ne sont plus".

La seconde absurdité réside dans le projet même d'une analyse de la mort. Analyser, n'est-ce pas décomposer, disséquer, c'est-à-dire réaliser une autopsie? Ce n'est donc pas le moindre des paradoxes que de procéder à l'autopsie de la mort, de cette mort qui occasionne toutes les autopsies.

De surcroît- et c'est là la troisième incongruité cette entreprise de décomposition ne saurait s'accorder avec le holisme¹ africain qui pose l'indestructibilité de l'être, c'est-à-dire l'impossibilité de sa décomposition effective ou théorique. Ce holisme ayant conduit Kwame Nkrumah, dans le consciencisme, à poser "inséparabilité" d'un Au-delà auquel se destinerait l'âme et d'un ici-bas auquel se vouerait le corps: "le ciel africain, écrit-il, n'est pas à l'extérieur du monde mais à l'intérieur".

Il faudra pourtant se résigner à l'absurdité et envisager l'autopsie de la mort comme moment inaugural d'un regard sur la subjectivité africaine devant cette mort, devant le foisonnement des symboles qu'elle s'en donne, devant les chances d'élévation métaphysique que lui garantit l'arrachement au monde physique.

Or, une telle autopsie se révèle hasardeuse, sinon condamnée à l'échec, s'il faut s'en tenir à la définition coutumière de la mort comme séparation d'une âme et d'un

* Cet article est la version abrégée d'une communication présentée par l'auteur au colloque de l'université de Paris VII sur l'Anthropologie de la mort.

** Institut des Sciences Sociales 11 - Université Libanaise.

corps .Et ce, parce que la littérature de l'âme véhicule une notion éminemment plurivoque en Afrique.

Le temps n'est plus où, selon l'Histoire universelle de l'Eglise catholique de René Rohrbacher, les théologiens se demandaient si le Noir possédait une âme et où Montesquieu simulait humoristiquement des doutes sur la comptabilité entre la noirceur de la peau et la possession d'une âme . Mais si ce temps apparaît bien révolu, il y aurait quelque imprudence à décider qu'aujourd'hui l'Africain dispose d'une âme .A vrai dire, il en possède plusieurs. Du moins à en croire certaines études africaines qui transforment l'univers des représentations subsahariennes en une gigantesque pneumatologie , où chaque sujet se fragmenterait en une impressionnante pluralité d'âmes, échelonnées selon leur degré de vulnérabilité: la mortalité du sujet africain serait donc en raison directe du degré de sensibilité de chacune de ses âmes . Chez les Dongon , la vulnérabilité à des actes mortifères croîtrait à mesure qu'ils viseraient successivement les huit graines claviculaires , puis les quatre âmes de corps (dont deux mâles et deux femelles), ensuite les quatre âmes de sexe (dont deux mâles et deux femelles) et enfin le principe vital . Chez les Fang , la gradation commencerait avec l'enveloppe temporelle , elle se poursuivrait successivement avec l'ombre , l'activité de l'âme-substance, la force propre , le nom, la conscience , et s'achèverait avec le principe vital . Chez les Ga de l'actuel Ghana, elle irait du nom à l'âme individuelle en passant par le principe vital .

L'africain sera ainsi passé sans transition d'une absence d'âme à une pléthore d'âmes . Et la question de sa mort ne s'en sera pas trouvée simplifiée.

Car la mort d'un être muni de plusieurs âmes suscite le problème de la destinée propre à chacune de ses âmes : l'immortalité les caractérise-t-elle toutes ? Si oui , que reste-t-il de la notion d'individu chez un sujet censé, avant et après sa mort , assumer la juxtaposition de destins aussi hétérogènes et qui, de ce fait , illustre sa propre négation comme moi plural , comme "anti-principe d'individuation" , pour reprendre une expression de Roger Bastide ?⁽²⁾

Or, un examen, même superficiel , des traditions africaines , fait apparaître l'affirmation de l'individualité de la personne, puisque tout sujet sait se poser comme tel dans la structure d'ordre total qui régit l'environnement socio-cosmique.

Si bien que l'analyse reconduit à la postulation d'une âme unique, cette âme dont Alain soulignait quelle "est ce qui refuse le corps".

Il se trouve précisément que pareille dichotomie de l'âme et du corps , bien plus

que le pluralisme pneumatologique, entre en contradiction avec le monisme africain . La démarche dichotomique s'énonce chez Descartes qui abandonnant la conjonction péripatéticienne des trois âmes , végétative , sensitive , rationnelle , a introduit la "distinction réelle" de la "res cogitans" et de la "res extensa". La première relevant d'une métaphysique spiritualiste , la seconde d'une science mécaniste. A vrai dire, penser la mort chez l'Africain comme dissociation finale de l'âme et corps , c'est , subrepticement, lire l'Afrique à travers une grille hellénico-abrahmique qui rattache le corps aux servitudes d'un destin sublunaire et l'âme à la vocation éternitaire de l'esprit et qui reçoit sa justification dans le dualisme cartésien : l'auteur des Méditations Métaphysiques n'a-t-il pas expressément envisagé cette séparation dans le dessein de sauver la thèse de l'immortalité de l'âme , par récusation d'une corporéité vouée à périr?.

Or , rien, dans la pensée africaine , ne vérifie cette dichotomie des termes âme et corps . Bien au contraire , un seul des deux termes - en l'occurrence , le corps- apparaît dans l'expérience linguistique, comme pour éliminer la possibilité de concevoir l'autre . Le corps, en effet, semble seul détenir l'exclusivité des dénominations décrivant le sujet africain, au point que toute tentative de désigner l'âme renvoie précisément à des images corporelles : le "souffle" , l' "ombre" , le "double" , les "graines" claviculaires", le "fantôme", le "coeur", et même, pour désigner la substance pensante cartésienne , le "cerveau", voilà les seules traductions littérales des appellations relatives , chez les Africains, à l'élément le plus égoïste du moi.

Cet exhaussement du corps au statut de dimension à la fois primitive et ultime de la subjectivité se trouve , au demeurant , corroboré par l'attribution d'une fonction linguistique au corps . Dans les langues bantu, le monème de "corps" n'entre pas seulement comme substantif dans la construction des phrases , mais comme opérateur causal et final définissant des conjonctions ("sur le corps de", traduction littérale de "pour", "à cause de ") et des propositions subordonnées ("sur le corps que", traduction littérale de "parce que" et " pour que"). Plus radicalement encore, il fournit le mécanisme paralexématique et syntaxique qui définit le pronom réfléchi, équivalent grammatical du sujet ontologique de l'analyse réflexive : le Bantu dira, littéralement , non pas "je me sers", mais "je sers mon corps"); non pas "je me tourmente", mais "je tourmente mon corps".

Mais si "mon corps" est "moi" , le mort ne peut donc que cesser de se définir comme mésaventure d'un corps dont se séparerait une âme .

Dans ces conditions , quelle essence assigner à la mort en regard de la subjectivité socioculturelle africaine ?

La réponse à cette question désormais pressante suppose deux exigences : la prudence vis-à-vis d'une interprétation matérialiste et l'obligation de récuser toute démarche dichotomique d'import cartésien.

d'un côté, en effet, si l'infléchissement de la pensée de la mort vers une vision spiritualiste méconnaît le privilège exclusif dévolu au corps de définir le moi africain, il faut se garder de rabattre cette pensée africaine vers un matérialisme qui condamnerait le sujet à périr avec le corps. A vrai dire, le corps privilégié par l'Africain, c'est celui que soupçonnait Maine de Biran sous l'expression de "corps propre", c'est la vie comme corps, c'est le corps comme vie. C'est le corps en tant qu'il se vit comme relation existentielle de soi à soi, ainsi qu'en témoigne la formulation linguistique du pronom réfléchi. Pour s'exprimer à la manière de Paul Valéry, héritier inattendu du langage de Maine de Biran qu'il complète, il ne s'agit pas seulement du "corps vu" ou du "corps su", mais surtout du "corps vécu". Pour s'exprimer à la manière de Gabriel Marcel dont le christianisme reste au-dessus de tout soupçon, il ne s'agit pas seulement du corps à titre de "problème objectif"⁽³⁾ mais du corps à titre de "mystère existentiel". Si le corps en tant que donnée spatiale apparaît sans ambiguïté comme irrémédiablement périssable, le corps en tant que mystère, mystère vécu, laisse entrevoir un au-delà de la finitude.

De l'autre côté, comment comprendre la dualité d'un corps périssable parce que spatial et d'un corps transfini parce qu'embué de mystère existentiel, sans tomber dans un dualisme de style cartésien qui suppose la séparation, à l'occasion de la mort, entre deux principes dont la conjonction ne s'avérerait que contingente ?

A la vérité, la dualité des deux corps ne relève pas tant d'une dichotomie que d'une dialectique. La dialectique de l'être et de l'apparence, de la substance et de la manifestation, de l'objet transcendantal et de l'objet phénoménal, Car, en Afrique, l'homme est indivisiblement un, non le composé de deux êtres, de deux substances, de deux substrats nouméniaux. Kwané Nkrumah confiant un jour à Jacques Berque; "C'est de l'indivision que procèdent les représentations africaines"⁽⁴⁾. Et c'est selon cette indivision dialectique que l'unité ontologique du sujet africain peut se donner telle ou telle autre forme empirique.

Dans ces conditions, la mort, dans la tradition africaine, ne consiste pas en une division de l'être, mais en un transfert: elle consiste, pour l'être, à se transporter de la sphère empirique du visible à la sphère ontologique de l'invisible; à retrouver la nudité de sa substance jusqu'alors occultée par la dimension phénoménale. Il y a alors non point désincarnation post mortem mais itération vers sa propre vérité retrouvée. Sans se rendre compte qu'il énonçait un démenti de la désincarnation abrahmique et une confirmation e l'itération qui ne divise pas mais

transpose, le père René Bureau a écrit à propos des riverains du Wuri : "La vie dans l'Au-delà est à l'envers de celle d'Ici-bas"⁽⁵⁾ . Cette aptitude à se dupliquer d'un plan d'existence à un autre constitue la définition même de l'itération de l'être individuel. Itération qui s'opère soit selon l'axe des simultanités (inspirant l'illusion de la multiplicité des âmes), soit selon l'axe des successivités (dont la mort représente un moment spécial).

Sous ce rapport , si la mort , en Afrique , n'est pas destruction de soi mais mise en présence de soi sans médiation empirique , alors quoi de plus irréel et de plus salutaire à la fois que la mort ? Irréelle, en effet, la mort en Afrique ne met pas fin à l'homme : de ce fait , elle n'existe pas, et Birago Diop se révèle bien comme un poète éminemment africain quand il écrit : "Ceux qui sont morts ne sont jamais partis ... Les morts ne sont pas sous terre ... Les morts ne sont pas morts"⁽⁶⁾. Salutaire , la mort , en Afrique , se présente sous le type d'une promotion ontologique , puisqu'elle assure l'accès à la classe des inégalables ancêtres.

Il y a lieu de concevoir et de vérifier alors deux schémas, l'un circulaire, l'autre linéaire , de la destinée post mortem . Le premier supposant l'éventualité d'un retour au monde phénoménal , le second suggérant une avancée indéfinie vers des classes d'êtres de plus en plus élevées , de plus en plus éloignées de la finitude empirique. les Serer (famille sénégalaise) illustrent le premier cas : pour eux, l'homme dispose de deux corps , l'un parmi les vivants , l'autre parmi les défunts ; et une gradation amorcée antérieurement à la naissance permet à l'être de traverser ce monde , de retrouver à la fin de l'existence terrestre son statut prénatal , puis de réamorcer le procès vital qui mène de l'autre monde à celui-ci . En revanche , les Bantu sembleraient illustrer le second cas , celui de la linéarité: les ancêtres accèdent à l'éternité ; ils fournissent, chacun , à de nombreux nouveau-nés l'énergie indispensable à leur insertion cosmique , tout au moins en ce qui concerne ceux que John Mbiti , dans *African Religions and Philosophy*, appelle les "ancêtres proches" , les "ancêtres lointains" devenant des noms , de simple numéros dans la généalogie . En réalité , ces deux systèmes représentent deux expressions exotériques d'un même principe ésotérique comme de toute sagesse initiatique africaine : celui de la successivité des états d'un même être fini , dont se remarque l'analogie avec la roue bouddhiste qui symbolise la multiplicité des expériences d'un même sujet .

Cette successivité n'est autre que l'itération diachronique du sujet africain, assurant la lecture de la mort en langage de transfert restitutif plutôt que de séparation destructrice, et achevant d'établir l'unité de l'être individuel .

Mais si l'individu est un , c'est autant que le monde est un , le premier s'offrant

comme une figuration complète du second, En d'autres termes, une mort qui diviserait le sujet démentirait, avec l'unité de ce sujet, l'unité même de l'univers dont il reste une des expressions intégrales. C'est dire s'il faut savoir retrouver la symbolique qui trahit, par-devers la mort, l'homogénéité de l'homme au Cosmos. C'est dire s'il faut entreprendre une sémiologie de la mort, une thanatosémiologie.

L'univers se livre, en effet, comme un faisceau des Saignifiants déchiffrable par les initiés. Le jeu des enfants renseigne le Dogon sur l'éventualité d'une pluie. La disposition d'écorces jetées par terre révèle au Bantu les dangers qui le guettent. En somme, l'univers se donne à lire comme un tissu de symboles que Maurice Houis, dans son *Anthropologie linguistique de l'Afrique noire*, a reconnu sous l'aspect d'un "monde phénoménal ambiant où il puise des signifiants mais aussi où il lit des signes La nature reflète une sémantique faite d'ordre, d'harmonie et de rythme. L'homme s'y intègre en jouant de ce rythme". La profondeur de cette sémantique interdit d'interpréter l'attitude africaine, à la manière de quelques "africanistes", comme un "anthropomorphisme", comme un "homéomorphisme". Bien au contraire si l'Africain reste à ce point attentif aux plus petits indices fournis par l'univers, c'est parce qu'il perçoit le poids écrasant d'un monde dont il ne constitue qu'un élément parmi tant d'autres, sans pouvoir, en tant que terme fini, c'est-à-dire mortel, se situer au sommet de la hiérarchie des êtres. Le dialogue doit donc s'engager avec l'univers et doit gagner en clarté, en profondeur, à mesure que l'homme, avançant en âge, vieillissant, se rapproche des morts, c'est-à-dire du sommet de la hiérarchie des êtres. Ce sujet africain, écrit Houis, "se comporte le plus souvent comme un locuteur pourvu d'un langage fonctionnellement et formellement adapté aux correspondances qu'il perçoit à travers sa sensibilité. La nature ne se définit pas comme un ensemble mécanique de possibilités mais comme un ensemble par lequel sont signifiées des intentionnalités multiples. Il ne se plie pas à des nécessités, mais il obéit à des injonctions et à des prescriptions, et y répond par des souhaits, des louanges et des interrogations. Et ce dialogue est d'autant plus riche qu'en avançant en âge, il accroît le dépôt de ses propres expériences, lequel est une sagesse. Cette évolution se résout en un passage à l'état d'ancêtre; l'homme entre à son tour dans le monde lumineux des puissances"⁽⁷⁾. Cette sublimation par l'alchimie de l'âge se situe aux antipodes d'une relation exocentrique qui désacralise l'Umwelt sous le type d'une Cité technicienne, dont le technicisme restera à jamais la maladie infantile et qui porte en elle la condamnation à mort du monde.

En tout état de cause, deux traits endocentriques au moins trahissent, dans l'ordre thanatologique, l'homologie à déchiffrer entre les éléments du Cosmos: l'interaction de ces éléments et la symbolique rituelle.

L'une des illustrations les plus frappantes de l'interaction dynamique des êtres s'offre à travers la relation totémique. Celle-ci ne tient pas seulement au privilège de l'animal identifié par les Dogon comme le "jumeau de l'homme". Ni seulement au culte que les Evhe, les Yoruba et les Ibo rendent au serpent, familier des mystères de la mort et présentant une forme phallique en rapport avec les mystères de la génération . Mais il convient surtout d'invoquer le couple totémique (h)⁽⁸⁾ appelé tonalisme, qui, conférant à l'animal une dimension culturelle , transforme l'animalicide en homicide , étant donné la simultanéité des deux destins individuels.

Quant à la symbolique rituelle, elle révèle la richesse sémiologique qu'enveloppe la perception africaine de la mort .

Sa tonalité affective , ses suggestions sous le rapport des formes , des idéogrammes , des pictogrammes , son aptitude à engendrer, à commander des comportements , bref , sa qualité de langage dramatique la désignent comme prolégomène à un ésotérisme de Thanatos confronté à Eros et à la Vie .

A constater d'abord l'effort pour perpétuer la présence du mort . Chez les Diola, celui-ci préside ses propres funérailles . Chez les Yoruba , il arrive qu'un homme masqué représente le disparu et donne aux vivants des assurances sur les chances d'une progéniture nombreuse . Des simulations de cet ordre visent à confirmer la pérennité du groupe par-delà la contingence des individus , contingence qui, seule , se trouve concernée par la mort, à telle enseigne que Robert Jaulin , au sujet des Sara, formule cette observation applicable à toute l'Afrique : "la mort apparaît comme une privation existentielle - l'existence étant celle de l'individu - et non comme une négation essentielle".

A noter ensuite l'effort pour conjurer l'extinction d'une descendance . Si le défunt n'a laissé aucune progéniture , son plus proche parent se liera à la veuve sous le couvert d'un mariage déclaré fantôme pour lui procurer des enfants qui lui seront attribués. Et inversement , si c'est une femme qui disparaît dans des conditions analogues. Ce rite de conjuration vise à garantir au disparu l'accession au statut d'ancêtre .

A noter aussi la stricte conformité des pleurs à des règles déterminées , ce qui explique la fonction des pleureuses . "Plus encore que les vivants , c'est le mort qu'il faut tromper par des larmes de crocodile et des cris de circonstance. Ainsi le sexe fort se tait , sans crainte du moribond, pendant que hurlent les femelles terrifiées", écrit Robert Jaulin⁽¹⁰⁾ .

Il y a même de simuler une algèbre circulaire du deuil. L'économie du système s'avérant affectée par un signe négatif (la mort), comment la reconduire à un signe positif? En ces termes se reformule la nature du problème chez les Bantu. Sa résolution requiert que le signe négatif s'étende pendant huit jours à tout le système en imposant des interdits à tous ces claviers de la vie sociale que constituent les registres onomantique⁽¹¹⁾ (interdiction de prononcer le nom du disparu), alimentaire (jeûne sévère), sexuel (continence totale), agraire (chez les riverains du Wuri, les veuves, après s'être résignées à se laisser tondre, doivent prendre part au saccage de leurs propres récoltes); et ce, jusqu'à acculer le groupe tout entier à la mort. Alors, arrivée à cette limite extrême, la collectivité se voit condamnée à opérer le mouvement inverse. Mais par où commencera cette inversion? Dès l'annonce des funérailles, le feu rituel s'est substitué au feu domestique: métaphore du zéro qui transpose le feu du réel au symbolique pendant les huit jours de privations étendues. Au neuvième jour du deuil, commence alors l'inversion; "blanchissement" des hommes, purification de la maison, re-participation aux mêmes repas, reprise de la vie sexuelle,... C'est ainsi que la généralisation du signe négatif se transforme symboliquement en signe positif d'ordre onomantique, sexuel, alimentaire, agraire. C'est ainsi que l'algèbre rituel du deuil, chez les Bantu, traduit la permanence de la vie.

Il n'y a pas jusqu'aux suggestions sémiotiques d'une géométrie qualitative qui ne concourent à sauvegarder cette permanence et, partant, à évacuer toute flétrissure thanatologique.

Comment ne pas remarquer, en l'espèce, chez les riverains du Wuri qui, comme les autres sociétés d'Afrique sylvestre, récusent l'institution du cimetière, et qui, précisément, enterrent le chef de famille dans sa propre maison et les autres membres de la famille en un lieu choisi à l'intérieur de la concession, comment ne pas remarquer chez eux la configuration de la tombe dont le tracé ellipsoïdal induit l'appel de l'infini et où le corps, soit en position assise, soit les jambes repliées sur les talons, se trouve tourné vers l'Occident annonciateur d'une autre sphère de vie? Autant de gages de la continuité bioénergétique par-delà l'illusion de la mort puisqu'à cet effet un treillis d'osier à claire-voie rend impossible la détérioration du cadavre et qu'un petit canal fermé, en matière rigide, à section justement arrondie, relie la surface du sol à la bouche du défunt qui, ainsi, reçoit de la boisson, de la prise de tabac, des sacrifices destinés aux ancêtres?

Comment ne pas remarquer, chez les mêmes Bantu des rives du Wuri, qu'au troisième jour des funérailles les organisateurs dressent un échafaudage en triangles qu'ils entrelacent trois par trois pour répercuter les interpellations de l'Au-delà et où, symboliquement, ils n'étaleront du gibier non encore cuisiné et

quelques biens immobiliers du mort que pour procéder à leur destruction rituelle, étant bien entendu que démolir sur le plan visible équivaut à reconstruire sur le plan invisible ?

L'exemple bantu laisse entrevoir la possibilité d'un élargissement des inventaires pour l'ensemble de l'Afrique . Ceux liés à la symbolique de la désorganisation , de la souillure , de la nourriture, et du couple Eros-Thanatos.

D'abord, la Mort introduit une désorganisation dramatique. C'est pourquoi, dans les rituels , bien des actes s'accomplissent à l'envers . Chez les Zulu, les transporteurs du cercueil entrent dans la maison à reculons . Chez les Susu (dans l'actuelle Guinée-Conakry) , le veuf porte son bonnet sens dessus, sens dessous . Chez les bambara, le geste d'ablution s'esquisse avec la main gauche .

En second lieu , parce qu'elle occasionne la perturbation désorganisatrice , la Mort entraîne la souillure . Impureté qui entache le cadavre, les objets usuels du défunt, les personnes qui l'ont touché. D'où les rites purificateurs du deuil . Pour juguler la mort ou la folie , se pratiqueront les rites de la suppression et du transfert. Roger Caillois, dans *l'homme et le sacré* , rapporte que , chez les Thonga d'Afrique australe , la veuve se rend en savane où elle séduit un homme et s'arrache soudain à l'étreinte avant son terme normal : c'est le partenaire inassouvi qui, désormais, endosse l'impureté de la mort ; si " l'homme, au contraire, se retire après l'émission de la semence , il laisse avec elle et rejette hors de lui la souillure que son sexe a contractée au contact du mucus contaminé de la veuve"⁽¹²⁾.

En troisième lieu , Vie, Mort et Nourriture ne sauraient se dissocier .Le repas de la communion ne vient-il pas entériner le sacrifice christique? C'est selon un symbolisme du même ordre que, dans les sociétés pastorales l'enterrement du cadavre requiert auprès de celui-ci la présence d'un fœtus de bovidé qui engendrera l'animal destiné à nourrir le défunt.

En outre, les Sara que R.Jaubin a observés réunissent en un même couple symbolique le terme " terre non cultivée -fille vierge - nourriture brute" et le terme "terre cultivée - femme enceinte (ou déjà mère) - nourriture cuisinée"⁽¹³⁾.

Enfin, Thanatos se révèle partout solidaire d'Eros. En Afrique australe , les Bantu et les Khoisan invoquent le thème de la mante religieuse qui associe mort et sexualité. Au début de la copulation , la femelle décapite le mâle, facilitant et prolongeant ainsi l'union. Après l'orgasme, elle le dévore. Roger Caillois se demande si, en décapitant son partenaire mâle avant l'accouplement , la mante "n'aurait pas pour but d'obtenir , par l'ablation des centres inhibiteurs du cerveau,

une meilleure et plus longue exécution des mouvements spasmodiques du coït . Si bien qu'en dernière analyse ce serait le principe du plaisir qui commanderait le meurtre de son amant dont, par sur coït , elle commence d'absorber le corps pendant l'acte même de l'amour"⁽¹⁴⁾.

D'une manière générale , les rites funéraires consistent en des procédés de présentification qui visent à restituer ce que la mort a emporté

Alors, s'opère une double intégration: réinsertion des deuilleurs dans la collectivité , insertion du mort dans la famille des ancêtres. A juste titre, cette double intégration a été assimilée à l'intégration matrimoniale , celle de l'épouse: chants et danses, rejouissances et pleurs , le tout clôturé par un repas plantureux . Il n'y a nulle peine à en deviner les effets thérapeutiques, la mort se trouvant reléguée à la sphère des réalités perdues et retrouvées, annihilées et promues. "Cette généralisation du phénomène de la mort contribue efficacement à lui enlever son caractère insolite et intolérable , et à montrer à l'homme en deuil que ce qui lui arrive n'est qu'un fait banal", écrit Makang Ma Mbog dans "les funérailles africaines comme psychothérapies des deuils pathologiques"⁽¹⁵⁾.

Aussi bien la sémiologie de la mort vérifie-t-elle des figures liées à la métaphore, à la métonymie, à la synecdoque.

Ainsi le procédé du redoublement exprime-t-il une défense du groupe vis-à-vis de la nocivité inhérente à la mort : présentification , simulation du désordre, inversion en apportent les illustrations .

Ainsi, également, la substitution, autre modalité de la présentification, exprime-t-elle la figuration personnalisée, le déplacement , le remplacement du tout par une partie privilégiée . Remarquer , à cet égard, la personne qui , revêtue des oripeaux du disparu , mime ses actes. Songer aux crânes des ancêtres dont la possession garantit chez les Yoruba , les Fon et les Bamileke , la continuité de la chefferie. Noter le remplacement du crâne par une tête en bois recouverte d'une peau d'antilope (chez les Ekoã) ou par la pierre sur laquelle a reposé la tête du défunt lors des funérailles (chez les Bedik).

Ainsi, également, est-il de l'essence de la catharsis d'exorciser l'impureté, la saleté et la dérision. Procédés d'élimination et de déplacement chez les veuves Thonga qui veulent se remarier . Contacts initiatiques avec le cadavre : chez les Pygmées étudiés par le R.P. Trilles, "un cadavre humain... est lié à l'apprenti sorcier, poitrine contre poitrine, tête contre tête, bouche contre bouche , et les deux corps sont descendus avec précaution au fond d'une fosse recouverte ensuite de

branchage, pendant trois jours entiers, le néophyte reste dans cette position, il arrive qu'il devienne fou avant l'expiration du délai. Puis se succèdent pour lui trois journées d'épreuves au cours desquelles, dans sa case, mais toujours lié au cadavre qui, maintenant, se putrifie, il ne peut manger et boire qu'en se servant de la main du mort ...Puis, avec le couteau des initiations, il détache le poignet et, prenant la main du cadavre, exécute une nouvelle danse. Cette main est mise ensuite à sécher et il s'en servira désormais pour certaines opérations magiques"⁽¹⁶⁾.

Ainsi, enfin, la sublimation qui s'exprime dans les chants de louange et les éloges funèbres, dans les symboles de la renaissance qui accompagnent la mort symbolique (noms, habits), dans la transmutation du défunt en ancêtre, parfois promu à la dignité de divinité.

D'une manière radicale, complète, la sémiologie thanatologique fixe la problématique, la thématique et même la systématique du symbole. Elle le dévoile comme valorisation du référentiel au second degré (par exemple, si le blanc- et non le noir - symbolise en Afrique le deuil, c'est en tant qu'il soutient un rapport paradigmatique avec d'autres couleurs). Elle en atteste la charge affective au cours d'un procès dramatique qui, dans les mises en scène funéraires, se règle sur un code ésotérique ... En outre, apparaît cette crypticité du symbole qui, à la faveur de sa polysémie, cache en révélant et révèle en cachant. Et à partir de laquelle se donne carrière son aptitude à unir : il unit le sujet à la communauté de ceux qui le comprennent, à la diversité des objets symbolisés, à la réalité d'un seul et même Cosmos à gravir par paliers. Louis-Vincent Thomas signale non sans motif qu' " il introduit une circulation entre les divers degrés de la réalité; il tend à intégrer le tout dans un système, à réduire la multiplicité à une situation de manière à la rendre du même coup la plus transparente possible"⁽¹⁷⁾. C'est cette unité de l'homme avec lui-même, avec les autres, avec l'univers, qui, selon une tonalité endocentrique excluant toute pensée dichotomique, commande chez l'Africain la prise en charge psychosociale de la mort.

Force est donc de décrire les attitudes de l'Africain devant la mort.

L'ignorance d'un trépas défini comme fin de l'homme empêche l'Africain, sur le plan métaphysique, de redouter ce terme empirique de l'existence phénoménale.

Ce qu'il redoute, en revanche, c'est plutôt la mort sociale. L'éventualité de l'extinction de sa famille entraînerait, avec la disparition de son nom, la perte de l'influx vital qui, depuis l'univers visible, l'entretiendra dans l'Au-delà. Il s'agit, selon le langage de John Mbiti, de s'élever du statut de vivant à celui d' "ancêtre proche".

Ce qu'il redoute également , c'est la mauvaise mort : lépreux , sorcier, femme décédée en couches, initié qui périt dans la forêt sacrée . L'enterrement de tels morts s'effectue , en général , dans la clandestinité, étant bien entendu que leur disparition s'assimile à un bannissement , à l'instar de ces condamnés à mort qui, dans l'actuel Gabon , se retrouvent non plus exécutés mais exclus de la communauté, privés de toutes leurs pièces officielles , déclaré "morts sociaux".

Chez les riverains du Wuri, en particulier, la mauvaise mort, conséquence d'une perturbation des lois socio-cosmiques, s'étiquette comme telle à propos d'un trépas violent , inopiné. Suicide, noyade inexpliquée pour une société de pêcheurs . Blessures mortelle, infligées par une main non identifiée. Disparition dans la force de l'âge par effet d'envoûtement : il advient même , en cette occurrence , qu'un individu paraisse encore vivant et vaque à ses activités quotidiennes plusieurs jours, voire plusieurs semaines , après que des sorciers lui on ôté la vie. Autre cas significatif de mâle mort, celle d'un envoûteur victime de ses propres sortilèges et qu'une autopsie, pratiquée selon des canons traditionnels, permet de reconnaître : le cadavre appelle alors soit sa mise en terre sans offrandes , soit son incinération propre à détruire jusqu'au fantôme de la victime , soit son éjection vers les singes de la forêt avec interdiction de prononcer le nom du défunt.

Mais quand , à l'inverse de toutes ces situations de mauvaise mort, il s'agit de mort normale , celle-ci se donne plutôt, à travers toute l'Afrique , pour le tremplin social et métaphysique de l'individu .

A telle enseigne qu'elle peut et doit se jouer rituellement. Dans certains rites vaudou, le jeu sacré plus ou moins conscient, rigoureusement codifié, s'achève tantôt dans un état d'hébétude et de transe, tantôt dans un sommeil cadavérique, suivi de cérémonies dont la trame rituelle rappelle funérailles. C'est que la mort, pour autant qu'elle suppose épreuve et voyage, purification et sublimation, s'identifie comme l'accomplissement ultime de l'initiation; et, réciproquement, l'initiation comporte la représentation cérémonielle d'une mise à mort et d'une résurrection. Ausi bien, à l'inverse de la mort biologique qui ne porte que sur une apparence, la mort symbolique constitue-t-elle l'acte unique et obligé de toute naissance sociale .

Cette prise en charge de l'individu par le groupe limite donc, au point de l'annuler parfois, la peur de la mort en Afrique , alors que le renforcement de l'individualisme prétendu "moderne", en diminuant des dérivations symbolico-imaginaires, rend cette peur plus vive, donc plus insoutenable, malgré les religions "révélées" qui, au demeurant, entretiennent des incertitudes sur l'Au-delà .

Certes , l'absurdité de certains décès heurte la société, C'est la disparition du jeune enfant qui, en fait, n'aura pas quitté la sphère des ancêtres où il évoluait encore : avec lui se sera évanouie une promesse. C'est la mort de l'adulte, ressentie en Afrique comme un scandale à élucider, et que la collectivité éprouve comme la perte d'un investissement .

En dehors de ces accidents, chacun accueille plutôt la mort comme l'équivalent de la fête. L'une aussi bien que l'autre se vivent en tant que passages, transformations de l'être, dépassements de soi, conditions de re-naissance, de régénération , bref , illustrations solennelles de l'itération diachronique de l'être fini. C'est pourquoi la mort d'un vieillard implique toujours , dans l'Afrique rurale , paroxysme, gaspillage, licence, orgies.

A cet égard, une civilisation aux valeurs ésotériques ne peut qu'octroyer au vieillard regorgeant l'expérience un statut privilégié qui renforce sa fonction d'éducateur dans les rites initiatiques. Mieux que quiconque , il garantit la pérennité de l'héritage ancestral, la stabilité des institutions ; et ce, à la fois par l'exemplarité de sa sagesse et la vertu de sa parole . D'où la primauté que tous lui reconnaissent dans l'exercice de la justice, l'invocation du sacré et le maniement de la poésie, ce qui explique l'absence d'hospices de vieillards et l'inexistence d'équivalents africains au vocable de "gâteux". Roumeguère-Eberhardt constate: "La vieillesse, pour le Bantu , est symbole de sagesse ; les vieilles personnes détiennent les traditions... et sont responsables de leur continuité . Ceux qui sont très vieux sont assimilés aux ancêtres"⁽¹⁸⁾ . Et Ake Loba de renchérir: "le patriarche n'intervient donc que pour trancher un débat très difficile , et surtout lorsque l'intérêt général est en jeu. Ses décisions sont alors infaillibles ; ses paroles ne peuvent être mises en doute ... tout ce qu'il dira sera le produit même de ses expériences et de ses judicieuses constatations"⁽¹⁹⁾. Cette sagesse que le vieillard exprime en un verbe où foisonnent vertigineusement les raccourcis paraboliques, les transports métaphoriques, les figurations allégoriques, les glissements analogiques, les revêtements démonstratifs des préceptes, maximes, adages , proverbes, cette familiarité avec à la fois l'épaisseur du monde visible et les arcanes du monde invisible , cette maîtrise des ressorts de la divination , ce commerce des ancêtres et des génies, désignent comme manieur d'hommes toute personne d'un grand âge. "Un homme ne peut participer au gouvernement avant que ses enfants ne soient adultes . L'expérience lui aura donné une maturité le qualifiant pour administrer avec sagesse, intelligence et équité les intérêts de la communauté", rappelle Jome Kenyatta⁽²⁰⁾.

Enfin, dernier trait de la supériorité du vieillard , sa claire perception des prémonitions: les Fang, par exemple, notent chez lui l'impossibilité de se laisser

surprendre par l'issue fatale et , surtout son aptitude à prédire l'instant exact de son décès. A l'approche de celui-ci , il réunit ses proches et leur prescrit longuement ses recommandations.

Cette situation du vieillard au seuil de la mort illustre la transition qui s'opère entre deux classes dans l'emboîtement universel des classes d'équivalence . Entre ces configurations concentriques se vérifie une circulation onto-dynamique qui ne modifie pas l'économie du Cosmos, puisqu'en celui-ci rien ne se perd, rien ne se crée . Il s'y opère plutôt des translations ascendantes dont l'ultime limite se nomme Dieu . Et la mort se lit comme un des moments variés de ces itérations d'une individualité qui poursuit le dépassement de sa propre finitude.

Notes

- 1- Du grec '(((, tout entier.
- 2 - La notion de personne en Afrique , Paris , Editions du C.N.R.S., 1970, p.39
- 3 - (((((((: ce qui est jeté devant soi.
- 4 - "L'Elan francassé" in *Présence Africaine* n° 85, Paris, 1973, extrait de *l'Orient Second*, Paris, Gallimard, 1979.
- 5 - René Bureau, "Ethno-sociologie des Duala et apparentés", in *Recherches et études camerounaises*, Yaoundé , n° spécial , 1962, p.43.
- 6- Birago Diop, *Leurres et lueurs* , Paris, *Présence Africaine*, 1967.
- 7- Maurice Houis, *Anthropologie linguistique de l'Afrique noire* , Paris, Presses Universitaires de France , 1971, p.9.
- 8 - soient h un individu humain, (un individu animal, h' et)' leurs classes d'équivalence respectives . A partir de là se définit un ensemble de cardinal 4 (h, h'et (') tel que conformément à la formule des coefficients binômiaux , $C_{24} = 6$, c'est-à-dire (h, (), (h, ('), (h', (), (h', (') . Une fois éliminés le premier et le dernier couples parce que non-totémiques, il reste bel et bien quatre couples totémiques : c'est celui exprimé sous la forme (h, () qui prend le nom de tonalisme .
- 9 - Robert Jaulin , *la mort sara*, Paris, Union Générale d'Editions, 1971 .p.407.
- 10- Ibid., p. 356
- 11- '(((, Le nom, en grec.
- 12 - Roger Caillois, *L'homme et le sacré*, Paris, Gallimard , 1983, p.187.
- 13 - Robert Jaulin, op. cit., p. 24.
- 14 - Roger Caillois, *Le mythe et l'homme* , Paris, Gallimard , 1972 , p.53.
- 15 - Psycho-pathologie africaine, 2, Dakar, 1972 , pp.201-205.
- 16 - Révérend Père Trilles , *L'âme des Pygmées* , Paris , Editions du Cerf, 1945.
- 17 - Louis-Vincent Thomas , *Anthropologie de la mort*, Paris, Plon, 1980,p.437
- 18 - J. Roumeguère-Eberhardt, *pensée et société africaines*, Paris, Mouton, p.31.
- 19 - Ake Loba, *Kocumbo, l'étudiant noir*, Paris, Flammarion, 1960,pp.25-26
- 20 - Jomo Kenyatta , *Au pied du Mont Kenya*, Paris, François Maspéro , 1960 .

COMPTE-RENDU

Salma HUSSEINI, Redistribution de la population pendant la guerre civile (1975-1988), thèse "Nouveau Régime", spécialité "Démographie et Sciences Sociales", Université de Paris, Juin 1992.

La thèse de Salma HUSSEINI sur les concomitances socio-démographiques de la guerre au Liban, retient l'attention. Sans conteste, il s'agit d'une recherche originale, plaisamment rédigée, en maints endroits circonstanciée et sans doute déjà bien appréciée par un jury hautement placé.

La problématique est toute simple et le titre s'accorde, non sans quelques réserves, avec le contenu. En se posant la question des flux migratoires consécutifs à une guerre dite civile, l'auteur se maintient au niveau des phénomènes et tente de (se) retrouver (dans) les stratégies respectives. Le plan se structure en conséquence; chacune des principales communautés du Liban, ou résidant au Liban, est soumise à un coup de sonde. A tout prendre, il s'agit bel et bien d'une entreprise de "redistribution" de population, mais d'une entreprise qui prend pêle-mêle le tournant.

Dans la longue période qui ne cache plus ses secrets, soit de 1975 à 1988, bien des choses ont été dites. Tant dans le "réduit" chrétien que dans l'ensemble "structuré" musulman, le lecteur se souvient de ce qui le rendait perplexe: les combats ne sont pas toujours à la merci des combattants, les déplacements forcés ne sont pas le produit du hasard, les facteurs endogènes s'entremêlent avec les facteurs exogènes, les sous-périodes se marquent par des arrêts et des essoufflements. En nous arrêtant, la question se pose: qu'aurait été le PLAN de redistribution si la guerre "des autres", ou "pour les autres", s'était manifestement déclarée entre parties civiles au Liban?

De toute façon, du point de vue de la méthodologie qui la sous-tend, la recherche se structure par trois voies d'approche conjointes: la technologie, l'approche évènementielle et pourquoi pas, l'idéologie.

La technologie s'impose par le choix du sujet et ne s'apprête pas à discréditer. Il est difficile par exemple de parler de population sans manipuler le nombre, également, sans visualiser par le graphique des mouvements ou des déplacements successifs. L'auteur use largement des instruments de la démographie et se sert aisément des services de la cartographie. Le tracé des faits matériels se perpétue ainsi dans la mémoire collective.

Quant à l'approche événementielle du thème choisi, nous devons nous l'avouer crispante par le rapport incessant des faits apparents. Au point que par moment, comme après une nuit de violence vécue au Liban, nous nous surprenons en train de lire le compte-rendu d'un journal du matin. Mais cette fois-ci en rétrospective, et c'est encore plus triste de l'ordre observé.

C'est alors que nous déduisons l'idéologie. En conjurant l'information par tout ce qui se dit, l'auteur donne l'impression d'un travail scientifique. En sciences sociales, cela nous paraît une gageure, ne serait-ce qu'en choisissant ses propres sources de références. Aussi, n'y aurait-il jamais de science sans le relevé des rapports cachés des choses vues, entendues ou encore lues.

En rétrospective donc, à la conclusion de l'auteur qui s'interroge sur les chances de survie de l'accord de TAEF, nous pensons au système confessionnel qui se transforme, à chaque fois sous le feu et dans le sang, en un système géopolitique dans la région environnante. Il en a été toujours ainsi et en fataliste c'est presque ce qui nous est écrit.

S . Z .

Pouvoirs de l'ethnicité, Sous la direction de MIKHAEL ELBAZ et DENISE HELLY.

Pouvoirs de l'ethnicité, Anthropologie et sociétés, trimestriel, Québec, Université Laval, 1995, V.19 n.3.

"La désintégration ethnique" est souvent évoquée comme un obstacle majeur au développement dans les pays du Tiers-Monde. Or ce spectre semble marquer la fin du siècle et se poser en problème, quoique à des degrés variables et sous des formes multiples, dans toutes les sociétés.

Les sujets dont est constitué le numéro suggèrent de nouvelles approches dans l'interprétation de principaux concepts tels le nationalisme, le culturalisme, les

minorités nationales, les communautés culturelles et l'Etat-Nation. Il s'agit d'analyses et de présentations de situations concrètes dans différents champs d'observation.

La tendance est à resituer les discussions dans la perspective du Québec. Mais le Liban et la région condensent autant d'enjeux posés par les différentes appartenances, pour justifier l'intérêt que doit revêtir ce numéro pour tout lecteur désireux d'enrichir les concepts en vue d'une meilleure connaissance de notre cas.

Le volume comprend huit articles et un essai traitant de l'ethnicité en tant que phénomène "qui signe peut-être bien la crise de légitimation moderniste de l'occident post-impérial."

La balkanisation des unions yougoslaves et soviétiques, les conflits ethno-politiques en Afrique, en Inde et dans les pays de l'Est, la détraditionnalisation dont font l'objet des peuples autochtones, l'enjeu constitutionnel de la coexistence entre groupes ethnolinguistiques, nationaux ou confessionnels dans des fédérations ou de vieux Etats-nations, l'immigration massive et post-coloniale en Europe de l'Ouest, les luttes pour l'intégration civique et politique en Amérique du nord,... il s'agit de mutations au centre de discussions sur la globalisation et le postmodernisme, l'origine ethnique des nations et les formes de consociation nécessaires pour transiger les différences et les différends dans des sociétés pluriethniques.

Les articles qui composent le volume semblent proposer des jalons à un débat sur la prolifération du néo-nationalisme, le fondamentalisme et le retour des logiques d'exclusion et de la violence inter-ethnique. Dans le premier article sur "La modernité et la postmodernité des identités nationales", MIKHAEL ELBAZ et DENISE HELLY soutiennent que la modernité appelle à repenser les fondements de l'identité nationale. Ces fondements, civique ou ethnique sont inséparables du processus de rationalisation du monde qu'implique le modernisme. La crise actuelle de l'Etat-providence est due à la postmodernité que caractérisent la globalisation économique et culturelle, et la transnationalisation des référents de la nation, de la société civile et de l'Etat de droit.

Donc une reconfiguration des identités nationales est à opérer en fonction, 1) du libre-échange qui déplace le débat sur le terrain des communautés locales ou régionales et sur les citoyennetés supranationales et les identités nationales, 2) de la transnationalisation culturelle et médiatique qui restaure l'identité nationale, refond le lien social et réécrit la narration nationale, 3) du multiculturalisme qui cherche à concilier l'identité et la différence, 4) des diasporas qui déclenchent des débats sur

la tension entre l'appartenance à la patrie et au lieu de l'hospitalité et qui posent le problème de la marginalité et de l'exclusion.

La conclusion à laquelle les auteurs aboutissent réside dans la nécessité de sauvegarder les droits des minorités.

MICHAEL HERZFELD, dans un article sur "Les enjeux du sang: La production officielle des stéréotypes dans les Balkans", montre à partir d'un cas empirique _ Celui de la Grèce _ le lien entre ethnicité et identité nationale. Il s'agit moins d'une logique universelle et du cosmopolitisme hellénistique d'antan, que de valeurs enracinées localement. Parmi celles-ci le sang occupe le premier rang. Il est le facteur d'adhésion absolue qui a permis à l'idéologie abstraite de l'identité nationale de se transformer en sens commun grâce à la cosmologie populaire qui associe la segmentarité de l'Etat moderne et les liens de sang. Mais son envers peut raviver des tendances inquiétantes déjà à l'oeuvre dans les Balkans. Cette logique nationaliste induit chez les groupes minoritaires une conscience ethnique, mimétique de celle des majoritaires qui en refusent cependant l'existence et la légitimité.

En revanche, dans un article sur "Etat, identité nationale et ethnicité au Royaume-Uni" JOHN GROWLY, dégage que son passé impérial a doté le Royaume-Uni d'une conception originale de la citoyenneté qui attache ses principales composantes institutionnelles à des statuts juridiques différents. Le Royaume-Uni est également caractérisé par la relative tiédeur de l'attachement identitaire à son égard, dont témoigne une représentation sportive fondée sur ses nations constitutives (Angleterre, Ecosse, pays de Galles, Irlande du Nord). La conjonction des deux phénomènes conduit à une identité nationale particulièrement complexe qui explique certaines difficultés de l'intégration des minorités issues de l'immigration. L'exemple britannique désigne ainsi certaines lacunes théoriques de la promotion d'une citoyenneté "post nationale", dépourvue de contenu identitaire.

En Europe centrale et orientale, la revendication de l'autonomie étatique dans les pays "postcommunistes" est souvent désignée de dépassée, irrationnelle et orientée vers le XIXe S. Or MIROSLAV HROCH propose dans un article sur "De l'ethnicité à la nation. Un chemin oublié vers la modernité", d'interpréter le phénomène en tenant compte du processus historique de toute construction nationale. Il constate que le processus ne connaît pas au départ une voie rectiligne, un développement téléologiquement orienté d'un groupe ethnique particulier à la nation moderne. Deux périodes marquent cependant cette orientation: L'agitation nationale qui concrétise la transition du "groupe" de la "catégorie" à la "communauté" et ensuite "le mouvement national de masse" qui aboutit à la

quête d'une nouvelle identité nationale. Et dans ce processus la modernisation peut être porteuse de plus d'avantages dans les conditions d'une nation en émergence. Au détour de l'antimodernisme patriarcal et subjectif dans la phase de l'agitation nationale, le mouvement national devient un facteur important de la modernisation dans les conditions de ruptures sociales et de nouvelle division sociale du travail.

De son côté, HERIBERT ADAM dans un article sur "les politiques de l'identité" constate qu'un fondamentalisme ethnique masqué comme patriotisme et nationalisme, semble se développer en Europe de l'Est et au Moyen-Orient. Il a le visage de radicalisme islamique, tandis que dans plusieurs Etats africains, l'authenticité indigène est opposée à l'héritage colonial. Le trait distinctif que partagent tous ces mouvements est l'autoritarisme et l'incohérence envers les non-croyants et les "Autres". Les explications primordialistes et sociologistes du phénomène ethnique, ainsi que celles de la théorie de la moderne résistance légitime, tout autant qu'une expression pathologique d'ethnocentrisme et d'exclusion.

Dans "La réponse des sciences sociales en Europe au concept de multiculturalisme" JOHN REX propose une version raffinée à l'idéal multicultural. Il y aboutit après avoir passé en revue les termes avec lesquels le multiculturalisme est appréhendé en Europe. Dans celle-ci la réponse au multiculturalisme est négative, aussi bien en Allemagne, à tendance exclusiviste, qu'en France, à tendance assimilationniste, qu'en Suède, Hollande, et le Royaume-Uni où tout en adoptant le multiculturalisme, on craint que les valeurs de l'Etat-providence n'en soient compromises.

En précisant la signification de l'éthnicité l'auteur la conçoit comme une construction sociale, et que les groupes dont l'affiliation ethnique est choisie plutôt qu'assignée peuvent contribuer au fonctionnement effectif de la société démocratique.

Dans l'article qui clotûre ce numero, " les minorités nationales au Québec et en Nouvelle-Zelande ", l'auteur, ERIC SCHWIMMER aborde les solutions pour résoudre les dilemmes posés par la diversité profonde des fragments de l'Europe dans le Nouveau Monde. Il souligne que la pluralité culturelle, dans ces contextes post-coloniaux nous renvoie sans casse à des catégories de citoyens qui ne s'entendent pas toujours sur " la vérité ultime " d'un discours nationaliste. En s'appuyant sur " la politique de reconnaissance " énoncée par TAYLOR, il expose le cas de la Nouvelle Zelande qui a réagi aux turbulences de la " minorité nationale " des Maoris, en reconnaissant ceux-ci comme une nation distincte avec des droits collectifs spéciaux. Il se demande si une telle politique est envisageable pour le

Canada ou le Québec.

Enfin dans un récit de sa généalogie sociale et culturelle, l'anthropologue BIBEAU pratique une éthno-autobiographie qui révèle comment se construit l'identité personnelle et communautaire dans le temps. Le premier enracinement dans un lieu et dans une histoire imposera toujours une contrainte tragique à l'ouverture aux autres, une limite à l'accueil de la différence. Le récit autobiographique semble constituer, pour lui le premier effort de distanciation sur la route du départ vers ailleurs. Mais deux mémoires au sein d'une même personne, tel est l'impossible défi qui se pose à l'identité personnelle et collective dans l'espace du Québec.

S. D.

مختصر قدرات الاتنية

تحتوي المجلة على ثمانى مقالات ومحاولة اتنو-بيوغرافية ذاتية ، تعالج الاتنية كظاهرة معبرة عن ازمة الشرعنة العصرانية للغرب في مرحلة ما بعد الامبيرىالية.

فبلقنة الاتحادات اليوغوسلافية والسوفياتية، والصراعات الاتنو-سياسية في افريقيا والهند وفي دول الكتلة الشرقية، والغاء التقاليد التي تتعرض لها الشعوب الاصليه، والرهانات على العيش المشترك فيما بين جماعات اتنو-لغوية ووطنية او دينية في الفيدراليات او في الدول-الامة القديمة العهد، وحركة الاستيطان القوية في اوربا الغربية، والصراعات من أجل الاندماج المدني والسياسي في اميركا الشمالية، كلها تحولات تقع في وسط الجدل حول العولمة ومرحلة ما بعد الحداثة، وحول الاصل الاتني للامم وأشكال التوافق الضروري لتجاوز الاختلاف والصراعات في المجتمعات المتعددة الاتنيات.

ان المقالات التي يتألف منها عدد المجلة هذه تطرح توجهات لنقاش حول تكاثر ظواهر الشعور الجديد بالانتماء الوطني وتنامي الاصوليات والعودة الى منطق الاستبعاد والعنف الاتني.

GARAUDY(R), Les Mythes fondateurs de la polique israélienne, Paris, SAMISZDAT, 1996, 227 pages.

L'auteur présente le sionisme fondateur de l'Etat d'Israël et support jusqu'à présent de sa politique, comme un intégrisme manipulant la religion et la mettant au service d'une politique. Le livre abonde en sources : des textes religieux, des recherches d'historiens et d'exégètes contemporains. Après avoir battu en brèche la tendancieuse interprétation sioniste des thèmes bibliques, l'auteur s'attaque à son attitude exploitatrice et égoïste du drame juif durant la deuxième guerre mondiale.

En faisant entendre une autre voix dudit drame, l'auteur va à contre-courant de l'opinion générale qui prévaut dans le monde occidental. Ce qui explique le tollé qui a accompagné la parution du livre.

Indépendamment de l'idéologie qui sous-tend le travail et qui semble très controversée, l'essai suscite l'intérêt. La thèse est susceptible d'apports nouveaux pour une meilleure intelligence du problème du Moyen-Orient. D'autant plus que le sujet est très actuel.

Le livre se divise en une introduction, trois parties et une conclusion.

Dans l'introduction l'auteur annonce qu'il dénonce le sionisme et non pas "la foi juive". Il assimile celui-ci à un intégrisme qu'il cherche à combattre comme il a déjà combattu les intégrismes musulman et catholique. Il dénonce en celui-ci "la volonté de faire de la religion l'instrument d'une politique".

La première partie s'étend sur une trentaine de pages et est consacrée à l'analyse des Mythes théologiques : Le Mythe de la "Promesse", le Mythe du "peuple élu", et le Mythe de Josué : La purification ethnique.

En se référant à l'exégèse chrétienne ainsi qu'à celle prophétique juive, il conclut que ces Mythes sont le produit du sionisme.

La lecture des textes sacrés au Moyen-Orient montre que tous les peuples, non seulement le peuple juif, ont reçu des "promesses" semblables de leur dieu, et que l'expérience divine de l'arrachement de l'homme à ses servitudes anciennes, telle que la servitude en Egypte du peuple juif, se retrouve dans les peuples les plus divers.

Quant au dogme capital sur "le peuple élu", il repose sur la croyance selon laquelle le monothéisme serait né avec l'Ancien Testament. Or il démontre que ce monothéisme ne remonte qu'à la deuxième moitié du VI^e Siècle avant J.-C. et qu'il est en effet, le fruit d'un long mûrissement des grandes cultures du Moyen-Orient.

Enfin l'auteur associe les récits sur Josué, le successeur de Moïse dans la conquête de la terre de Canaan, à une exaltation exagérée de la politique d'extermination. Et tout en mettant en doute l'historicité des "livres" qui rapportent ces récits, il constate que ceux-ci servent de modèle et de légitimation à la politique sioniste.

La deuxième partie comprend cent vingt cinq pages et porte sur les Mythes du XXe S. à savoir : Le Mythe de l'antifascisme sioniste, le Mythe de la justice de Nuremberg, le Mythe de "l'Holocauste" et le Mythe de la "terre sans peuple pour un peuple sans terre".

A propos de l'antifascisme sioniste, il relate que le groupe sioniste allemand avait pris une attitude inverse aux organisations juives qui se sont engagées aux côtés des alliés. Ce groupe s'est engagé dans une politique de compromis voire de collaboration avec Hitler. Sa préoccupation unique était de créer un Etat juif. Et à aucun moment les dirigeants de ce groupe n'ont pensé aux responsabilités qui incombaient à toute la communauté des résistants à Hitler.

Concernant la justice de Nuremberg, l'auteur conteste les procédures suivies par le Tribunal et par voie de conséquence, met en doute l'authenticité des textes produits ainsi que l'analyse de la valeur des témoignages et l'examen scientifique de l'arme du crime.

Quant à "l'Holocauste", il attribue aux sionistes la volonté de faire du crime un événement exceptionnel et de lui donner un caractère sacré. Il met en doute aussi bien le nombre des six millions de victimes juives, que "l'extermination totale" attribuée à la politique d'Hitler vis-à-vis du peuple juif.

Enfin il rapproche la pratique politique sioniste en Israël à ce que fit Josué, dans ces conquêtes. Elle correspond à la singulière théorie : Prendre la terre et en chasser les habitants

Mais comment de tels mythes ont-ils pu susciter des croyances difficilement déracinables chez des millions de gens de bonne foi? Dans la troisième partie constituée de quarante huit pages, l'auteur trouve la réponse dans les puissants "Lobbies" aux Etats-Unis et en France. Ces "Lobbies" sont capables d'infléchir l'action des politiques et de conditionner les opinions publiques.

En conclusion générale, l'auteur remarque que tous les peuples ont fait bon usage de Mythes comme étapes de l'humanisation de l'homme. Pour les sionistes il s'agit plutôt de Mythes déguisés en histoire, et d'une utilisation politique de ces

Mythes. Leur lecture de la Thora et des "livres historiques" est tribale et nationaliste : Le Dieu d'Israël est remplacé par l'Etat d'Israël.

S. D.

POLITICS OF DIFFERENCE

THE UNRESOLVED DILEMMAS

*Charles CHARTOUNI**

A Protean Concept

The problems raised by the politics of difference are quite elaborate and tend to convey a loosely structured image. How far the issues of identity and difference relate to each other, are expressive of a textured reality and justify a common conceptual framework. We wonder whether the variety of sites, configurations and stakes warrant common analytical distinctions and could eventually subsume under similar categories. Nonetheless, the politics of difference are interrelated enough to justify a common typology and even more, challenge the conventional boundaries of politics, basic distinctions in political philosophy, conflict management, the concept of justice and the practice of contemporary democracy. The various forms of differentiation whether related to the issues of identity formation and axiological pluralism, politicized ethnicity and its dynamics or to religions and their role in the public space; they all tend to raise common epistemological and political concerns and condition greatly the prospects of democracy. This concept is paradigmatic, heuristically innovative enough to question our intellectual habits, conventional representations and normative predicates. Indeed, we need to redefine our parameters if we want to address the nagging issues of difference, cope with their dynamics, sustain the democratic process and prevent it from being overridden, subverted, blunted or plainly trivialized.

The global trend towards democratization as indicated by F. Fukuyama is quite real just as the conflicts and antagonisms asserting themselves against this movement under various forms of difference: ethnic, national, linguistic, religious,

* *Lebanese University, Institute of Social Sciences, II.*

This paper was presented at the Center for Behavioral Research - American University of Beirut, November 12, 1996. I am particularly indebted to Georgetown university (Center for Muslim-Christian understanding- school of foreign Service) and the Catholic University of America (School of Philosophy) which hosted me for my sabbatical (1995-1996) and provided the suitable setting for conducting my research activities; I would like to thank Robert Campbell S.J for his unrelenting support and sympathy.

civilizational or cultural... However ambivalent, these forms of difference are not inherently irreconcilable with democracy and imply the reconsideration of its theoretical and procedural underpinnings. The politics of difference is setting the bounds of a new agenda and enlarging the scope of recognition, not only as an anthropological predicate but as an operational concept in conflict management. The protean nature of this concept has had a puzzling effect on the various schools of thought and invited the rethinking of the usual bounds of the political spectra and the intellectual norms: liberal versus communitarian, essentialist versus contextualist, marxist versus culturalist, jacobinist versus consociationalist, monist versus pluralist, sexist versus feminist... and the variations are likely to develop along multiple lines.

The consideration that the end point of "mankind's ideological evolution and the universalization of western liberal democracy as the final form of human government"⁽¹⁾ is not conclusive and can hardly account for what is happening around the globe. This observation does not undermine either the reality of the gradual universalization of the democratic paradigm, nor does it aim at justifying a cynical or arbitrary view of the incipient global order. Our reservations are meant to situate the democratic predicate in a vis à vis with the current political dynamics; in addition, the democratic process ought to be revised and restructured in order to be more effective. Civil wars and ethnic genocides proliferate in such different places as Rwanda, Afghanistan, Bosnia Herzegovina, Somalia,; the volatile nationality conflicts in the former territories of the Soviet Union, are quite disruptive and challenge the truth of democratic and smooth transitions: Chechnya, Ukraine, Azerbaïdjan, Armenia; the rise of different types of fundamentalism, the reactivation of holistic and unitary world views, dichotomized representations and segregationist strategies, are featured as alternative to the actual inchoate order; the aggravating issues around labor migration, and the crystallization of ethnic enclaves within the borders of post-industrial democracies; and the exacerbation of conflicts around lifestyle and gender issues are indicative that the universalization of liberal democracy is far from being achieved. These issues have also questioned the norms of liberal democracy, their relevance and invited responses on the nature of the democratic process.

Since the search for identity implies "differentiating oneself from what one is not, identity politics is always and necessarily a politics of the creation of difference."⁽²⁾ One is Bosnian Serb to the extent one is not a Bosnian Moslem or Croat; one is Hutu to the degree he is not Tutsi... What is particular about these issues is not "the inevitable dialectic identity / difference that they display but rather the atavistic belief that identities can be maintained and secured only by

eliminating difference and otherness."⁽³⁾ The negotiation of identity / difference issues (W. Connolly, 1991), is a major political problem facing the democratization agenda on a global scale. The pinpointed relationship between democracy and difference raises a set of questions insofar as the justification, the implementation and the viability of democracy are concerned. S. Ben Habib epitomizes the issue and asks whether "democracy rests on homogenizing models of identity ? What does the body of the body politic look like ? Can the ideal of universal citizenship accommodate difference ? What theories of rationality and motivation govern our conceptions of democratic citizen and the legal person ? Does democracy need philosophy ? If so, which kind: rationalist, contextualist, post modernist, critical or neo-Kantian ? What institutional, cultural, representational channels are there for the expression of difference ? How much difference is compatible with the ideal of the rule of law under fair and equal conditions."⁽⁴⁾

Considered in a global context, the rise of this trend of politics in western democracies overlaps with a global movement of ethnic assertiveness. However, the politics of identity / difference developing out of the experience of new social movements in liberal democracies; and the politics of ethnic, cultural, religious and racial difference which characterize the former communist countries, the Middle East, Africa, parts of Asia and in a sense Latin America are somehow different. Whereas the post industrialist kind of identity and difference politics deal with "the negotiation, contestation and representation of difference within the public sphere of liberal democracies, the politics of ethno-nationalisms seek to redefine the constituents of the body politic, and aim at creating new politically sovereign bodies. In fact, the expression of cultural, religious, national and ethnic and ethnic homogeneity through a sovereign state-form is the desideratum of these latter movements."⁽⁵⁾ The difference between the two variants lies in the fact that the institutions and culture of liberal democracies are elaborate, flexible and decentralized to allow the expression of difference without questioning the identity of the body politic or disrupting the prevailing forms of political sovereignty.

Through the experiences of new social movements, major transformations haven taken place in the nature of issues considered as being political concerns. The conflicts over redistributive issues that characterized the nineteenth and the first part of the twentieth century were relayed by struggles over lifestyles, gender issues, environmental issues, bio-politics and the politics of ethnic, racial and cultural revival, commonly referred at in the US as the "politics of the Rainbow Coalition" (I. Young, 1990). These new issues are vehicled by a new group of political actors: instead of classical parties, there was shift to social movements and to loosely structured groups of activists among women, people of color, veterans,

gays and lesbians, and committed citizens... On the other hand, the issues of ethnic and cultural diversity have given rise to a set of critical and eventually divisive questions. Minorities and majorities are far from stabilizing and developing consensus around the various issues dividing them. The clash over such questions as national or regional autonomy, language rights, religious liberties, political representation, power sharing, education curricula, land claims, immigration and naturalization policies, or national symbols, such as the choice of a national flag, public holidays or the establishment of a national iconography, exemplify the nature of an ever growing agenda.

Searching for a morally defensible and politically expedient and viable solutions to these problems is a major challenge to democracies and the democracy movement today. In the former Soviet Republics, Eastern Europe and the Third World, attempts to create democratic institutions are readily challenged and undermined by violent nationalist conflicts and clashing fundamentalist movements. In the Western world, critical disputes over the rights of immigrants, indigenous peoples, cultural minorities and alternative lifestyles are questioning many of the assumptions that have governed political life for decades. Contemporary western liberal democracies are "being challenged by groups who insist upon their unassimilatable difference and who want to use their experience of alterity to demystify the rationalist and identitary illusions of these liberal democracies."⁽⁶⁾ In parallel and since the end of world war II, ethno-national conflicts have become potent generators of political violence in the world, and they show no sign of declining so far; their exacerbation promoted a well established mood among policy makers and analysts, that it is difficult to achieve and maintain a democratic governance in segmented societies.

This preliminary view allows us to realize how critical are the issues related to the politics of difference. The reconsideration of as many parameters as identity/difference, public/private, decision making and political participation, democracy between the interests-based, deliberative, communicative and consociational models and the agenda of the forthcoming developments.

Shifting Paradigms

The politics of difference imply a series of "epistemological breaks" which revolve around a cluster of issues that regard the nature of pluralism, its stakes and the rationale of democracy. In recent American discussions, the question of "multiculturalism" is often qualified as a debate over the reform of educational curricula, with the partisans of classical education arrayed against advocates of "Post-Modern" pluralism. Approached from this perspective, the problem is

basically of an academic interest. Reduced to curricular debates, the issues of multiculturalism are likely to be blunted and of peripheral interest. In a more direct manner, this debate impacts upon the ethical, political and constitutional theory in the US and Europe but still in a way that slightly affects the deeper levels of cultural paradigms and existential life forms.

In the academic literature, multicultural issues appear primarily in the form of a controversy over the nature and the status of the ethical bond in the public sphere, that is, over the relative role to be assigned to formal procedures of justice, vis à vis more substantive conceptions of the "common good". As an ethic which asserts the primacy of the right over the good, and in contrast with utilitarian conceptions, this type of liberalism can be aptly described as "deontological liberalism". Michael Sandel defines deontological liberalism as a theory which deals "above all about justice and in particular about the primacy of justice among moral and political ideals"⁽⁷⁾. Its basic assumption purports that society, being made up of a his plurality of persons, each with his own goals, interests and conceptions of the good, is better organized when it is managed by principles that do not imply per se any specific conception of the good. What justifies these "regulative principles above all is not that they maximize the social welfare or otherwise promote the good, but rather that they conform the concept of right, a moral category given prior to the good and independent of it."⁽⁸⁾

This controversy develops mainly between "liberal universalism" and "communitarianism", with the first upholding universal principles derived from individual and intersubjective consensus, and the second a more historically inspired vision of the common good. In the terminology of moral theory the first concept may classify under the category of "deontological" ethics revolving around rights and freedoms, while the second considers the cultivation of virtues in the context of a moral-political community. A. Mc Intyre considers that the individual's quest for "his or her good is true both of those goods of which the individual's life is a part, and this is true both of those goods which are internal to practices and of the goods of a single life. Once again the narrative phenomenon of embedding is crucial: the history of a practice in our time is generally and characteristically embedded in and made intelligible in terms of the larger and longer history of the tradition through which the practice in its present form was conveyed to us. The history of each of our own lives is generally and characteristically embedded in and made intelligible in terms of the larger and longer histories of a number of traditions."⁽⁹⁾ As for the problematic of political liberalism it can be posited likewise "how is it possible that there may exist over time a stable and just society of free and equal citizens profoundly divided by

reasonable religious, philosophical, and moral doctrines ? This is a problem of political justice, not a problem about the highest good."⁽¹⁰⁾ The good justice "as fairness, then, is practical: it presents itself as a conception of justice that may be shared by citizens as a basis of a reasoned, informed, and willing political agreement. It expresses their shared and public political reason. But to attain such a shared reason, the conception of justice should be as far as possible, independent of the opposing and conflicting philosophical and religious doctrines that citizens affirm."⁽¹¹⁾

This controversy points to the fact that the difference between ancient and modern democracy is not one of magnitude but of nature. The critical difference lies in the admittance of pluralism as the marking feature of modern liberal democracy. By pluralism we mean the end of a substantive idea of the good life whereby "democracy is instituted and sustained by the dissolution of the markers of certainty. It inaugurates a history in which people experience a fundamental indeterminacy as to the basis of power, law and knowledge and as to the basis of relations between self and other, at every level of social life"⁽¹²⁾. Such an acknowledgment of pluralism induces a systematic transformation in the symbolic ordering of social relations. Considered from an antiessentialist theoretical perspective "pluralism is not merely a fact, something that we must bear grudgingly or try to reduce, but an axiological principle. It is taken to be constitutive at the conceptual level of the very nature of modern democracy and considered as something that we should celebrate and enhance. This is why the type of pluralism that I am advocating gives a positive status to differences and that it refuses the objective of unanimity and homogeneity which is always revealed as fictitious and based on acts of exclusion."⁽¹³⁾

The two perspectives implied by communitarianism and liberalism have proven limited on various counts; the relativization of traditions in the context of modern society; traditions are indeed called upon to explain and justify themselves. The reflexivity of modernity operates, not in the context of well established certainties, but in the one of "methodological doubt" (A. Giddens, 1991). By and large, traditions perpetuate to the extent they open themselves to "discursive justification" (A. Giddens, 1994). The unanimity of the political legislature was predicated along a "substantive ethical consensus" (J. Habermas, 1996), whereas a "discourse-theoretic interpretation insists on the fact that democratic will formation draws its legitimating force not from a previous convergence of settled ethical convictions but both from the communicative presuppositions that allow the better arguments to come into play in various forms of deliberation and from the procedures that secure fair bargaining processes. Discourse theory breaks with a

purely ethical conception of civic autonomy." (14)

In contradistinction with the ethical restraints of political discourse, the concept of deliberative politics acquires an empirical dimension only when we reckon with multiple forms of communication that enter into the process of "rational political will-formation." (J. Habermas, 1996). Instead, deliberative politics should be considered as "a syndrome that depends on a network of fairly regulated bargaining processes and of various forms of argumentation, including pragmatic, ethical, and moral discourses, each of which relies on different communicative presuppositions and procedures. In legislative politics the supply of information and the rational choice of strategies are interwoven with the balancing of interests, with the achievement of ethical self understanding and the articulation of strong preferences, with moral justification and tests of legal coherence."⁽¹⁵⁾ Thus, the dialogical and instrumental dimensions of politics, that were contrasted in a polar fashion, do in fact intersect within various deliberative configurations. Anthony Giddens considers that the "potential for dialogic democracy is carried in the spread of social reflexivity as a condition both of day to day activities and the persistence of larger forms of collective organization. Second, dialogic democracy is not necessarily oriented to the achieving of consensus. Just as the theorists of deliberative democracy argue, the most "political" of issues, inside and outside the formal political sphere, are precisely those which are likely to remain essentially contested. Dialogic democracy presumes only that dialogue in a public space provides a means of living along with the other in a relation of mutual tolerance - whether that other be an individual or a global community of religious believers."⁽¹⁶⁾

The perspective of an axiological pluralism necessitates an elaborated conception of political justice which allows a democratic order to operate in a consistent manner. John Rawls dismisses the idea of a comprehensive good as the basis of an orderly democracy and considers that the conflicting tendencies of a reasonable pluralism require an overlapping consensus that endorses a common political conception of justice. In such a consensus, the variety of incommensurable doctrines recommend the common political conception each from its perspective. Social unity is predicated "on a consensus on the political conception; and stability is possible when the doctrines making up the consensus are affirmed by society's politically active citizens and the requirements of justice are not too much in conflict with citizen's essential interests as formed and encouraged by their arrangements."⁽¹⁷⁾

J. Rawls emphasizes the inherent moral character of a political conception of justice and sets aside the idea of axiological neutrality that usually connotes the

idea of political liberalism. He considers that the idea of an overlapping consensus is essentially different from the one of a *modus vivendi* which neutralizes any moral dimension. He estimates that the "object of consensus, the political conception of justice, is itself a moral conception... It is affirmed on moral grounds, that is, it includes conceptions of society and of citizens as persons, as well as principles of justice, and an account of the political virtues through which those principles are embodied in human character and expressed in public life."⁽¹⁸⁾ An overlapping consensus, is not only a consensus on accepting certain political mechanisms, or on validating certain institutional arrangements based on a convergence of interests. Indeed, all those who approve the political conception "start from their own comprehensive view and draw on the religious, philosophical and moral grounds it provides. The fact that people affirm the same political conception on those grounds does not make their affirming it any less religious, philosophical, or moral, as the case may be, since the grounds sincerely held determine the nature of their affirmation."⁽¹⁹⁾ These two considerations correlate with a third one, the one of stability. This implies that those who assert the various views upholding the political conception will not back up from their support in case the relative strength of their views increases or eventually prevails. Each view supports the political conception as such, or on its own merits. The viability of this consensus is commensurable with "respect to changes in the distribution of power among views. This feature of stability highlights a basic contrast between an overlapping consensus and a *modus vivendi*, the stability of which does depend on happenstance and a balance of relative forces..."⁽²⁰⁾

William Galston goes further in his critique of the so called liberal neutrality and considers that a modern liberal ethos is guided by a set of purposes which defines what members of a liberal community should have in common. These purposes are "the unity that undergirds liberal diversity; they provide the basis on which *E. Pluribus Unum* ceases to be a raw and shifting balance of contending social forces and becomes instead an ethically meaningful characterization of the liberal [order]"⁽²¹⁾. This view undermines the conception that defines the liberal community as an aimless civil association structured around formal procedures. Public life involves justifications and discursive debate and not only a loose aggregation of personal interests and private needs. The modern polity tends to promote the civics of participation for three reasons. These polities are "executive-centered and are therefore not geared to eliciting reasoned argument from individual citizens, or to listening attentively if it happens to be forthcoming. They induce citizens to relate to one another as interest bearers and as bargainers rather than as participants in a shared process of justification."⁽²²⁾ These negative effects cannot be contained without reforming the process of governance and its

underlying ethos. Governance should be thought of as "horizontal" and "reciprocal" rather than "vertical" and managerial;⁽²³⁾ In addition, what is crucial to a working liberal democracy is to promote "public reasonableness",⁽²⁴⁾ whereby we reckon, with the enduring facts of pluralism: reasonable people tend to disagree not only about interests, but more essentially about moral, religious or philosophical views; on the other hand, we respect those whose disagreement with us does not question their reasonableness; and finally a conception of public justification which adopts the virtue of "principled moderation" that allows to evolve a politics of critical confrontation while reckoning with the limitations of the human condition. W. Galston considers that the current focus on neutrality has come at the expense of other basics in the liberal tradition. While reviewing the liberal tradition, in both its practices and beliefs, we realize that it is far from being neutral with respect to the various conceptions of the good. It is more substantive and goal-oriented, less formal and procedural and predicated not on a neutral axiology, but on a set of ends that characterize the liberal polity; he enumerates the following predicates: "Social peace, rule of law, recognition of diversity, tendency towards inclusiveness, minimum decency, affluence, scope for development, approximate justice, openness to truth, respect for privacy."⁽²⁵⁾

The consequences of this discursive and deliberative view of democracy impugn the very truth of fundamentalist claims which tend to consider traditions as unquestionable, occult the mediated relationship to them and foreclose the hermeneutic perspective. The fundamentalist view "about traditions is that you don't really have to justify them: they contain their own truth, a ritual truth, asserted as correct by the believer. In a globally cosmopolitan order, however, such a stance becomes dangerous, because essentially it is a refusal of dialogue. Fundamentalism tends to accentuate the purity of a given set of doctrines, not only because it wishes to set them off from other traditions, but because it is a rejection of a model of truth linked to the dialogic engagement of ideas in a public space."⁽²⁶⁾ It is dangerous because it leads tendentially to violence. Fundamentalisms can emerge in all sectors of social life where traditions are questioned, and become something to be decided about and not just taken for granted.

On the other hand, we should be careful against the type of "extreme pluralism" (Ch. Mouffe, 1996) that stresses incommensurability and heterogeneity and according to which pluralism - conceived as the valorization of all differences - should have no bounds. The democratic shortcomings of this claim are due to the fact that it conjures away the power dynamics that sustain it and should therefore be questioned by a more radical democratic politics. There is only a plurality of

identities without any common denominator, and it is hardly possible to discern between differences which exist but should not exist and differences that do not exist but should exist. Such a pluralism lacks basically the political dimension. Relations of power and conflicts are literally disregarded and we are kept with the typical liberal illusion of non-conflictual pluralism. However critical of liberalism, this kind of extreme pluralism partakes of the liberal evasion of the political, because it denies the need to construct a collective identity that articulates the agendas vehicled in the struggles against various forms of arbitrary power and subordination. The refusal to construct collective identities and the conception of democratic politics "in terms of a struggle of a multiplicity of interest groups or of minorities for the assertion of their rights is to remain blind to the relations of power. It is to ignore the limits imposed on the extension of the sphere of rights by the fact that some existing rights have been constructed on the very exclusion or subordination of others."⁽²⁷⁾

The other caveat is to limit the illusions of a wholly rationalistic view of liberal democracy; Indeed, the consideration of the institutions of a liberal democracy as the result of a pure deliberative rationality, is likely to reify them and prevent their eventual transformation. This view dismisses the fact that a modern pluralist democracy, like any other political regime, constitutes a system of relations of power and thereby renders the democratic questioning of those power configurations illegitimate. Ch. Mouffe considers that "contrary to other projects of radical or participatory democracy informed by a rationalistic framework, radical and plural democracy rejects the very possibility of a non exclusive public sphere of rational argument where a non coercive consensus could be attained. By showing that such a consensus is a conceptual impossibility, it does not put in jeopardy the democratic ideal as some would argue. On the contrary, it protects pluralist democracy against any attempt of closure. Indeed, such a rejection constitutes an important guarantee that the dynamics of the democratic process will be kept alive."⁽²⁸⁾

Difference, Democracy and Discursive Legitimation

As it is evident through our review of these various perspectives, the contemporary work on democracy and difference operates with concepts of a more active and vigorous democracy which relies mainly on public debate. Dismissing both the false homogeneity which erases differences and the no less false essentialism that defines people through intangible characteristics, the current democratic agenda advocates citizen participation and requires the institutionalization of public debate at various levels.

Susan Mendus suggests that difference is the rationale for democracy, and that "whereas traditional democratic theory tends to construe difference as an obstacle to the attainment of a truly democratic state, feminist theory should alert us to the possibility that difference is rather what necessitates the pursuit of democracy."⁽²⁹⁾ Charles Taylor calls for a policy of democratic empowerment, which promotes equal recognition without thereby confining people in their fragmented identities. The discourse of recognition has become meaningful to us, on a double level: first the intimate sphere, where the formation of identity and the self takes place in a continuing confrontation with "significant others". And then in the public sphere, where a politics of recognition has come to play a more decisive role. He expands further and considers that both planes are ultimately critical because they allow us to understand the inner formation or malformation of identity and the conditions for the creation of an inclusive-proned polity. Both planes have been influenced by the expanding ideal of authenticity, and recognition plays a crucial role in the culture that has emerged around this ideal; on the intimate level, we can observe "how much an original identity needs and is vulnerable to the recognition given or withheld by significant others."⁽³⁰⁾ It is not surprising that in a culture of authenticity, relationships are perceived as the mainstays of self discovery and self affirmation. Love relationships are not just significant because of the general emphasis in modern culture on the gratification of ordinary needs. They are important because they are the "crucibles of inwardly generated identity."⁽³¹⁾ On the social plane, the conception of identities as "formed in open dialogue, unshaped by a predefined social script, has made the politics of equal recognition more central and stressful. It has, in fact, considerably raised the stakes. Equal recognition is not just the appropriate mode for a healthy democratic society. Its refusal can inflict damage on those who are denied it, according to a widespread modern view. The projection of an inferior or demeaning image on another can actually distort and oppress, to the extent that the image is internalized. Not only contemporary feminism but also race relations and discussions of multiculturalism are undergirded by the premise that the withholding of recognition can be a form of oppression."⁽³²⁾

The correlation between the personal and public variables is significant in a post traditional society. The more the movement tends towards what can be labeled the "pure relationship" (A. Giddens, 1991) in sexual relations, marriage and the family, the more expansive the scope of a dialogic democracy at the collective level. As an ideal type, the "pure relationship" pattern, conveys the reality of a relationship that is entered into, and assumed for its own sake, for the rewards that association with others can deliver. Hence, the correlation between the pure relationship and "dialogic democracy" (A. Giddens, 1994). **Dialogue between individuals who treat**

each other as equals, is a transactional quality crucial to their mutual relationship. There is a very significant parallel between what a sound relationship looks like and the dynamics of political democracy. Both rely on evolving what David Held calls a "principle of autonomy."⁽³³⁾ Either in relationships or within a larger polity, the individual must dispose of psychological and material autonomy that allows to enter and sustain effective communication with the other. Dialogue, free from any form of coercion and disposing of a public stature, is in both cases, not just of conflict management, but of creating and sustaining an ethos of mutual tolerance. This implies, that the operation of the democratic system or the one of private relationships, is subjected to "public" debate and depends on the cementing effect of active trust. Active trust is a trust to be won, rather the one deriving from the "tenure of pre-established social positions or gender roles."⁽³⁴⁾

The politics of identity and difference are capable of sustaining democratic engagement through challenging settled conventions and deconstructing established identities. All identities take shape through difference - you know who you are through your difference from others - and there is always a risk that identities will reify into some naturalistic or immutable essence, or that difference will give rise to destructive resentments and phobias. The control of these drifts requires a politics of mutual questioning which constantly reminds us of the contingent nature of our identities. This type of politics "depends on the successful permeation of a "culture of genealogy" that helps us to see our identities as ambiguous, contestable and contested. Democracy then appears as an exciting engagement with difference: the challenge of "the other"; the disruption of certainties; the recognition of ambiguities within one's self as well as one's differences with others."⁽³⁵⁾

Contemporary social movements which have developed around the issues of race, gender and sexuality have targeted first and foremost the have spurious essentialisms that stamped out differences and inequalities. However, most of them, have also produced their own essentialisms which at one point posited a unitary and immutable female, black or gay identity. Thus, feminists criticized the gender blindness that transformed man into a "paradigm of human kind as such"⁽³⁶⁾ , but in additional explorations, they often emphasized primary distinctions between men and women that obfuscated further differences between women. Lesbian feminists criticized the hegemonic influence of heterosexual norms but while asserting specific identity, they often produced a lesbian "imago" which hardly tolerates dissenting sexual practices or political postures within the lesbian community. Antiracists, indicted the mythologies which erased the visibility of black people, but the subsequent racial categorization which

emphasized the differences between "black" and "white", tended to dismiss the cultural and religious differences that qualify the various non white minorities.

Identity politics retained a universalistic thrust inasmuch as it challenged the sham neutrality of existing cultural patterns, institutionalized norms, and acknowledged group identities. Nowadays, it seems that many representatives of identity politics have discarded the politics of inclusion, in both its liberal and democratic interpretations. Promoted by theories that "construe the very categories of universality, normativity, equality, publicity, impartiality, and basic rights as mere strategies of power, partisans of identity politics simply assert difference *per se*, as if that were sufficient to merit recognition and entitlements."⁽³⁷⁾ Particularisms do not even feign to be egalitarian, impartial, tolerant, inclusive, or even fair. In its worst form, this politics shifted into the opposite of egalitarian and democratic politics as the rise of various forms of violent nationalism, ethnocentrism, and sectarian group particularisms, took place worldwide. We ask whether the critical theories "that challenged the happy consciousness of enlightenment universalism and unmasked the leveling and homogenizing thrust of concepts informing the liberal and democratic traditions, have played into the hands of the antidemocrats by depriving us of the language and conceptual resources indispensable for confronting the authoritarian assertions of difference so prevalent today."⁽³⁸⁾

The perspective opened up by Habermas is still pathbreaking when it provided the passage from a procedural model - the liberal - to a discursive one. The new concern is to rethink the normative and conceptual relationship between a "discursive model of public space conceptualized in terms of universalistic principles (openness, equality of access, participatory parity, etc...), on the one side, and the articulation, acknowledgment, and protection of particularity, or difference, on the other."⁽³⁹⁾ In addition, the feminist deconstruction of the abstract degendered liberalism, combined with an earlier critique which considered class as the only significant social divide, and the one that rehabilitates various religious, cultural and ethnic affiliations as sources of meaning, tend to introduce a new politics predicated around heterogeneity and difference. Not only the sexual difference is highlighted: the most significant contribution of the feminist theory moves far beyond the divide between male and female towards a theory of multiple differences. The myth of uniformity perceived as sustaining a system of unequal and oppressive relations, and group identities and idiosyncrasies are increasingly considered as part of what must be represented and/or expressed. Feminine is readily connected to a textured and elaborate vision of democracy, where the institutions of political representation have tended to play a secondary role.

Feminist theories have questioned abstract individualism on various counts, but few have drawn the specific conclusions insofar as difference is concerned. The theoretical underpinnings of I. Young's approach go beyond the quantitative aspects of equality to challenge the inadequacy of an undifferentiated norm. The legacy of a universal citizenship should be supplemented by a theory of participatory democracy based not on the assumption of an undifferentiated humanity, but rather on one stressing group differences and that some of these groups are either oppressed and disadvantaged or are likely to be. Although the virtues of a deliberative model of democracy are acknowledged by I. Young, she still considers it not inclusive enough.

The primary virtue of deliberative model of democracy relates to the fact that "it promotes a conception of reason over power in politics. Policies ought to be adopted not because the most powerful interests win but because the citizens or their representatives together determine the rightness after hearing and criticizing reasons."⁽⁴⁰⁾ Deliberative democracy is indeed more inclusive and egalitarian than an interest - based democracy. Whereas an interest - based democracy does not forestall money and numbers from affecting decisions, deliberative theorists usually affirm that democracy requires equal rights for all citizens to put forth their claims, regardless of power relationships and social status. However, deliberative theorists tend "to assume that bracketing political and economic power is sufficient to make speakers equal. This assumption fails to notice that the social power that can prevent people from being equal speakers derives not only from economic dependence or political domination but also from an internalized sense of the right one has to speak or not to speak, and from the devaluation of some people's style of speech and the elevation of others."⁽⁴¹⁾ The deliberative model tends to assume that when we contain the influence of economic and political power, people's way of speaking and thinking will be alike; but this will be valid if we erase their cultural differences and the variety of their social positions. The model of deliberative democracy purports the cultural neutrality and universality of deliberation. A theory of communicative democracy "that attends to social difference, to the way that power sometimes enters speech itself, recognizes the cultural specificity of deliberative practices, and proposes a more inclusive model of communication."⁽⁴²⁾ Besides, the norms of deliberation tend usually to privilege certain forms of communication to the detriment of others, and therefore set artificial distinctions between mind and body, reason and emotion, the "literal" language and the figurative language. Drawing on these considerations I. Young proposes that the discursive-based conception of democracy should include a broader spectrum of forms and styles of expression than those retained by the conventional deliberative theory. Rather than deliberative, she prefers to call it

communicative "to indicate an equal privileging of any forms of communicative interaction where people aim to reach understanding. While argument is a necessary element in such effort to discuss and persuade one another about political issues, argument is not the only mode of political communication, and argument can be expressed in a plurality of ways, interspersed with or alongside other communicative forms."⁽⁴³⁾

Pursuing her critique of the epistemological justifications of the exclusionary pattern of theorizing, she estimates that the conception of group difference as otherness features a logic of identity. This logic produces "dichotomy rather than unity, dichotomies of what is included and what is excluded from the categories. Through this dialectic initial everyday experience of particular differences and variations among things and events become polarized into mutually exclusive opposition: light-dark, air-earth, mind-body, public-private, and so on. Usually the unifying discourse imposes a hierarchical valuation on these dichotomies, lining them up with a good-bad dichotomy."⁽⁴⁴⁾

Controversial Boundaries

The limitation of the liberal model of public space is that it conceives of political relations along juridical standards. This main concern is illustrated by the concept of dialogical neutrality, which implies the rightful coexistence of various groups, each endorsing a different conception of the good in a pluralistic society. The conception just is neutral vis à vis basic assumptions regarding the good life. Neutrality is indeed one of the foundations of the modern legal system: modern law, unlike the ancient and customary law, is not supposed to shape character but provide the space within which autonomous actors can pursue and evolve various conceptions of the good life. However, under the conditions of a pluralist, democratic polity, politics is about something other than neutrality. Democratic politics is expected to question, redefine, renegotiate the divisions between the good and the just, the legal and the moral, the private and the public. For these distinctions, as they have been set by modern states as the results of social and historical struggles, tend to reflect historical power compromises. The shifting boundaries between various sectors demonstrates the irrelevance of the principle of liberal neutrality inasmuch as the transformations are concerned.

The concept of dialogic neutrality, while it features one of the basic principles of the modern legal system, "is too restrictive and frozen in application to the dynamics of power struggles in actual political processes. A public life, conducted according to the principle of liberal dialogic neutrality, not only lack the agonistic dimensions of politics, in Arendtian terms, but perhaps more severely, it would

restrict the scope of the public conversation in a way which would be inimical to the interests of oppressed groups."⁽⁴⁵⁾ All struggles against oppression in the contemporary world started by redefining what had earlier been considered "private", non public and non political issues, as issues of public concern, as questions of justice, as sites of power that require discursive legitimation. In this regard, the new ethnic identity movements, the feminist movements, the environmental movements and the peace movements develop along the same lines. There is hardly a place in the liberal model for collective struggles and social movements. In Arendtian language, liberalism dismisses the "agonistic" dimension of political life. It is hardly a surprise when we recall the historical concerns out of which political liberalism has developed and to which it has provided an answer, namely the limits of absolutist state power and the problems of religious tolerance. The quest for an orderly and tolerant polity has been the main characteristic of liberal political theory. This concern has led contemporary liberalism, to emphasize the limits and justification of state power and other public institutions and to the neglect of other dimensions of public life, such as social movements, political associations, citizens groups, and public fora. B. Barber admits that among the epistemic foundations of contemporary liberalism appears to be "an antipathy to democracy and its sustaining institutional structures (participation, civic education, political activism) and a preference for "thin" rather than strong versions of political life in which citizens are spectators and clients while politicians are professionals who do the actual governing."⁽⁴⁶⁾

Nevertheless, the agonistic and the legalistic models of public space are not sufficiently elaborate to tackle the realities of highly differentiated and pluralistic modern societies, and ought to be considered as complementary rather than exclusive of one another, then it is adequate to assume that a more plausible conception of the public space should associate both dimensions. The evolution of contemporary political societies is mainly characterized by the extension of the sphere of public participation. Jointly with social differentiation and the consolidation of autonomous spheres of value, modernity generates three possibilities: in the sphere of institutions, the consensual production of common norms of action through practical discourses moves to the front. In the sphere of personality formation, the development of personal identities becomes increasingly correlated with the reflexive and critical attitudes of individuals in producing their proper narratives beyond conventional scripts and gender definitions. Self definitions have become more independent vis à vis established norms and fluid when compared to pre-cast roles. Likewise, the appropriation of cultural traditions correlates with the creative hermeneutic of modern interpreters. Tradition in the contemporary world loses its legitimacy of being simply valid because it is a

legacy from the past. Today, the legitimacy of tradition depends on creative and resourceful appropriations that are relevant to the present problems of meaning. Viewed along this threefold perspective, the principle of participation becomes decisive to the operation of modernity. In each sphere, - society, personality and culture - the operation of institutions, the formation of steady personalities over time and the perpetuation of cultural tradition, require the reflective capacities and participation of individuals.

Viewed from this broader sociological perspective, the significance of participation alters fundamentally. The exclusive concern with political participation shifts toward a more inclusive concept of "discursive will formation". Participation is not considered as an activity that narrowly confines within the bounds of the "political" realm; it is an activity which can be realized within the social and cultural spheres as well. Ecological concerns or anti-sexist movements are no less political in their efforts to redefine the public agenda or significant public or private identities. This conception of participation which emphasizes the centrality of public debate in the determination of public norms of action, has the specific advantage over the republican or civic virtues theories, of articulating a vision of the political compatible with the realities of highly differentiated contemporary societies. The modern conception of participation produces an innovative concept of public space. Public space is not conceived "agonistically as a space of competition for acclaim and immortality among a political elite; it is viewed democratically as the creation of procedures whereby those affected by general social norms and by collective political decisions can have a say in their formulation, stipulation and adoption."⁽⁴⁷⁾ This concept of the public differs from the liberal one; for although Habermas and the liberals agree that legitimation in democratic society is the result of public dialogue; he also concedes that the concept of dialogue does not equate with the one of neutrality, but is judged according to the norms of a "practical discourse". The public sphere emerges whenever and wherever all concerned by general social and political norms of action "engage in a practical discourse ... and there may be as many publics as there are controversial general debates about the validity of norms. Democratization in contemporary society can be viewed as the increase and growth of autonomous public spheres among participants."⁽⁴⁸⁾

The model of a plurality of public spaces emerging in modern societies around controversial issues of common concern, transcends the duality of majoritarian politics versus constitutional guarantees of civil liberties. The discourse pattern of legitimacy and the discursive vision of public space are essentially proceduralist. They feature normative dialogue as a "conversation of justification taking place

under the constraints of an "ideal speech situation." The normative constraints of the ideal speech situation or of practical discourses have been specified as the conditions of universal moral respect and egalitarian reciprocity. The presence of these constraints avoids the dilemmas of simple majoritarian political outcomes."⁽⁴⁹⁾ The discourse theory of legitimacy and public space exceeds the conventional opposition of majoritarian politics versus liberal guarantees of basic rights and liberties to the extent that the normative conditions of discourse, as well as basic rights and liberties are likely to be challenged. However, questioning means neither that these rules are completely subverted nor silenced. When basic rights and liberties are stamped out, the game of democracy is terminated and becomes either martial rule, civil war, or dictatorship. When democratic politics debates the meaning of these rights and entitlements, their scope and implementation, are what politics is all about. In communicative ethics and democratic politics, the questioning of these rules and practices cannot be evaded; nevertheless, the contestation of the specific interpretation of basic rights and liberties cannot be done unless we take them seriously. In democratic politics nothing is set aside from "public debate, but there are fundamental rules of discourse which are both constitutive and regulatory in such manner that, although what they mean for democratic give and take is itself always contested, the rules themselves cannot be suspended or abrogated by simple majoritarian procedures."⁽⁵⁰⁾

The discourse model is the only one which tallies with the tenor of contemporary societies and with the emancipatory agendas of new social movements like the women's movement. The procedural nature of this model provides the suitable framework for deconstructing discourses of power and uncover their implicit agendas. S. Ben Habib considers that "in a society where "reproduction" is going public, practical discourse will have to be feminized. Such feminization of practical discourse will mean first and foremost challenging unexamined normative dualisms as between justice and the good life, norms and values, interests and needs, from the standpoint of their gender context and subtext."⁽⁵¹⁾

Private Versus Public : Reconstruction of Predicates

The communitarian critique of the liberal foundations of democracy targets mainly its solipsist epistemology and counterpoises it with the right of the community to institutionalize its values (community self actualization); it moved the debate from issues of autonomy / justice to questions of identity and the good. However, this approach seems misplaced, because it is erroneous to restrain the issue of the good to the integrity of community values or collective identities, as if

there were, in highly differentiated societies, one overarching conception of the good, or a single substantive identity upon which all can agree. This kind of philosophical realism vis à vis collective identity is quite equivocal. It also seems as if these theorists consider that the individual and the common good, the individual and collective identities overlap systematically. Since they do not, then the necessity to protect the integrity of individual identities and conceptions of the good which dissent from majoritarian versions of collective identity or of the common good, is a crucial one.

If certain interpretations of the liberal theory have used questionable notions of autonomy, the communitarians are suffering from the opposite difficulty. They have not only tended to relinquish the principle of autonomy altogether, they have also dismissed the problem raised by the difference and eventual conflict between individual and group identity. Collective identity is obviously part of group consciousness. But in contemporary, pluralist and differentiated, civil societies, individuals belong to a variety of groups, assume a variety of social roles, and have "communal" identifications that are functional at different levels of the social structure. The sources and contributions which shape individual identity are multiple and heterogeneous. The fact that one is located on the crossroads between various communities, - that one has often to play conflicting roles, "ought to lead back to the acknowledgment of the centrality of individual agency and choice in the shaping of life. The personal dynamics of shifting involvements among separate spheres, roles, commitments required by life in a highly differentiated modern society is what creates the need and the possibility for each individual to develop a strong sense of the self along with the ability to form, self-reflectively affirm, and express her unique identity in an open multiplicity of contexts."⁽⁵²⁾ Although people do not create the traditions, models, and norms into which they were primarily socialized, as they develop their individuality, they do create or recreate, the unity of their lives and their particular identities (evidently in interactive, communicative processes). They also participate in the reinterpretation of meanings, norms, traditions and narratives. Both constituted and constituting, the identity of concrete individuals is not just a set of preferences among which they can select; nor it is merely the product of social embeddedness, communal values, common traditions, or a set of predefined social roles; they are all open to various interpretations on the part of individuals and groups within a specific society.

The new privacy rights, in highly differentiated societies, precisely because of the informational and decisional autonomy they entail "play an important role in protecting the capacities of individuals to form, maintain, and present to others a

coherent and distinct self-conception.. [they] protect both agency and identity, both self determination and self realization, without prescribing a particular concept of the self on either level. What, if not a right to personal privacy (securing control over access and decision - making to the individual), protects the variety of identities of individuals and groups living in modern civil societies from leveling in the name of some vague idea of community values or the majorities conception of the good ?"⁽⁵³⁾ The equal access of groups to public participation, is particularly critical to empower people to affirm, safeguard and promote the development of their different individual and collective identities. Voice and participation in democratic public spaces are particularly important in creating a working differentiated citizenship. Nonetheless, personal privacy rights are indispensable to the degree they secure the constitutive minimal preconditions for evolving and maintaining a specific identity. They even provide the proper framework for individual difference to the extent that individual identities seem to deviate from the "norm" set by society as a whole or by one's particular subculture or group. The rationale that undergirds this dimension of privacy can be defined as "the right not to have an identity imposed upon by the state or third parties that one can freely affirm and embrace. Indeed, even if one's personal identity needs conflict with the majority's interpretation of community values, personal privacy rights protect them unless, and only unless, they violate universal moral principles. This is why personal privacy rights (together, of course with communicative rights) secure the right to be different."⁽⁵⁴⁾

Personal privacy rights do not define what identities should be like, rather, they provide individuals with the necessary preconditions for developing their particular identities. On the one hand, by bestowing a juridical personhood and decisional autonomy equally, privacy rights safeguard the ability of every individual, no matter how different, to be treated as a full member of the community. On the other hand, privacy rights protect the personal dimension of life from external encroachments and undue scrutiny. This aspect leads to question which matters of personal concern should be covered by privacy rights, and thereby where to set the demarcation line between private and public. The feminist criticism of the traditional public space "presupposes that the agenda is open, and there is no way to predefine the nature of issues that can be publicly discussed as being in essence, either public or private. It is within a generalized public discourse that the determination of what should fall under the protective cover of privacy rights and what should not is ultimately to be made. Moreover, the boundary line is permanently open to contestation, and of course it shifts over time."⁽⁵⁵⁾

Bonnie Honig considers that difference is not merely a different identity, nor the

constitutive matter out of which identity develops; it is also that which subverts the closure of identity. It indicates not a difference from others but a difference that questions identity from within, the so called economy of the same. She argues that the circumstances which condition the subject formation put all moral subjects in what she calls "dilemmatic spaces" (B. Honig, 1996). Indeed, we need to consider the subject as "positioned on multiple, conflictual axes of identity / difference such that her agency itself is constituted, even enabled - and not simply paralyzed - by daily dilemmatic choices and negotiations. The perspectives of this subject suggest that we ought not think only in terms of dilemmas as discrete events onto which unitary agents with diverse commitments stumble occasionally but also in terms of a dilemmatic space or spaces that both constitute us and form the terrain for our existence. The dilemmatic spaces vary in intensity and gravity but none is untouched by conflict and incommensurability."(56)The concept of "dilemmatic space" considers dilemmas as expressive of more than an axiological pluralism. Difference moves from the outside of moral agency (where it is called pluralism and generates sequential conflicts) to its inside (where difference equates with conflict dynamics entailing various forms of defense, adjustment, negotiation and compromise). Dilemmas are not only the indicators of axiological pluralism but also a "sign of the ineradicability of difference from identity."(57)

Differentiated Citizenship, a New Paradigm ?

The repoliticization of public life does not require the constitution of a uniform public space in which citizens discard their narratives, ambivalent identities, group affiliations, or posit a hypothetical "common good". In a society basically structured by the interplay of various types of differences, the common good can derive from public interaction which expresses differences rather than subverts particularities. The democratization of politics requires the reconceptualization of the public and the private and their relations, to break decisively with the delusions of formal republicanism. While there are good reasons to maintain the distinction between public and private, it should not be devised around dichotomies that dissociate between reason and feeling, masculine and feminine, universal and particular. Publicness connotes openness and accessibility and ought not be predicated upon exclusionary principles. The conception of the public does not equate with homogeneity or the adoption of some general standards. As a matter of fact, in open and accessible public spaces and fora, one should expect to meet and hear from those who are different, whose identities, experiences, insights and belongings are different. The promotion of inclusive politics requires a participatory democracy based on the predicate of a heterogeneous public, in which persons "stand forth with their differences acknowledged and respected, though

perhaps not completely understood by others."⁽⁵⁸⁾

In plural societies, the constitution can tolerate and promote only "forms of life" (J. Habermas, 1994) which are not articulated around fundamentalist traditions, because coexistence with equal rights presupposes the recognition of the respective cultural affiliations: all persons must be recognized as members of ethical communities integrated around different conceptions of the good. On the other hand, the protection of the "forms of life" and traditions which shape the various identities should promote the recognition of their members. It does not correspond to the idea of preserving species by administrative means. The ecological perspective cannot be translated to cultures. Cultural legacies and traditions are normally reappropriated and reproduced with more or less creativity by their holders. The role of a constitutional state is to allow the hermeneutic appropriation of tradition as a mode of cultural reproduction, but it cannot guarantee it. This guarantee can eventually deprive the members of a tradition from the "very freedom to say yes or no that is necessary if they are to appropriate and preserve their cultural heritage. When a culture has become reflexive, the only traditions and forms of life that can sustain themselves are those that bind their members while at the same time subjecting themselves to critical examination and leaving later generations the option to learn from other traditions or converting and setting out for other shores."⁽⁵⁹⁾ What has to take place is what Gadamer calls a "fusion of horizons",⁽⁶⁰⁾ whereby members of a tradition learn to "move in a broader horizon, within which what [they] have formerly taken for granted as the background to valuation can be situated as one possibility alongside the different background of the formerly unfamiliar culture. The "fusion of horizons" operates through our developing new vocabularies of comparison by means of which we can articulate these contrasts."⁽⁶¹⁾

This means politically that the constitutional state is not only securing the diversity of cultural groups, but also the diversity of ways in which the members of the group relate to their traditions and to the larger polity. The political bond created by the share of a common political culture is permeated by ethical considerations. The ethical dimensions of "constitutional patriotism" does not affect the neutrality of the legal system vis à vis communities that are included at a sub-political level. It has rather to enhance sensitivity to the diversity and integrity of the different life-forms which coexist within the frame of a multicultural society. It is important to maintain the differentiation between the two levels of integration. If they are to dissolve into one another, the majority culture will usurp state prerogatives to the detriment of the equal rights of other cultural forms of life and override their right to mutual recognition. The neutrality of the law vis à vis

internal ethical differentiations derives from the fact that in highly structured societies, the bonds of citizenry cannot be held together by "a substantive consensus on values but only by a consensus on the procedures for the legitimate enactment of laws and the legitimate exercise of power. Citizens who are politically integrated in this way share the rationally based conviction that unrestrained freedom of communication in the political public sphere, a democratic process for settling conflicts, and the constitutional channeling of political power provide a basis for checking illegitimate power and ensuring that administrative power is used in the equal interest of all."⁽⁶²⁾

By confining the notion of the public to policy decision making within the framework of government institutions, modern liberal theory radically truncates the sphere of the *res publica*, which refers in classical political theory to civil society as a whole. Civil society consists of the various forms of associational life, whereby citizens engage in activities designed to influence their respective lifeworlds. Social movements, civic associations, and communities of faith are challenging the extant boundaries of the public and the private, and provide the essential public spaces, where individuals explore alternative sources of meaning. Without these alternative public spaces and the discursive dynamics they create, citizens cannot evolve new modes of thought and behavioral models independent from those promoted by the market and the governmental sector. Those who are concerned about individual freedom, should not only focus on the protection of privacy and the redefinition of its scope, but on the viability of civil society and on the crucial role of civil associations in the life of a working democracy.

The issues raised in recent controversies about the politics of difference relate to and continue what has been a long debate on democracy, and cannot but concern all those who investigate the discrepancies of political equality in the current democracies. Contemporary societies are not homogeneous: they are structured around structural inequalities and self induced forms of exclusion. Political dynamics structured along the dominant cleavages, whether these are by lifestyles, gender, ethnicity or religion, are not inherently incompatible with the democratic ethos; That is why the task of explaining them, and reintroducing the ethical imperatives of a dialogic democracy, are not only academic concerns; they are first and foremost civic duties and moral imperatives.

Politicized Ethnicity: Facts and Norms

The ethno-national questions raise a set of epistemological difficulties such as the relevance of ethnic belonging as a political factor, the nature of political and public issues it yields and the proper frameworks that are designed to regulate

them. The ongoing assumptions about the irrelevance of ethnic affiliations revolve around the following considerations: ethnicity covaries inversely with modernity, the more the latter expands, the further ethnic ties erode or become less meaningful. This scenario is featured as being the compartmentalization between ethnicity and the true dynamics of modernity, whereby the considerations of rationality, universalistic standards of behavior and a purported axiological neutrality qualify the nature of public policy; In contrast, ethnicity is considered vestigial, anachronistic and dysfunctional. The compartmentalization scenario tends to misconstrue the meaning and the role of culture in social and political life. Culture cannot be readily dissociated from the practical issues, confrontations, values, experiences and models that people encounter in the course of their economic, professional and political lives. The purported compartmentalization of culture and behavior into "ethnic" and "rational-universalistic" spheres is predicated upon a simplistic and unrealistic representation, in which an eventual ethnic culture is separated from the "critical dilemmas, opportunities, promotions, demotions, satisfactions, and distresses of career, of market, and of public affairs. But in the fabric and texture of real life, those two sectors are always interwoven more or less densely."⁽⁶³⁾

The second misunderstanding relates to the process of politicization that affects ethnic belonging and transforms a quiescent cultural tradition into an effective political instrument. The primordial character of ethnic markers does not imply automatically the politicization of the group. Such politicization takes place when these ascriptive traits infused with an intense, differentiated value, are promoted into an ethnic ideology. The ideologization of ethnic belonging through the sacralization of ethnic markers and the politicization of ethnic groups is undertaken by ethnic leaders and elites. It takes place in a context of social polarization, political radicalization, and sustained competition and confrontation between groups. Their eventual success depends to whatever extent ethnic entrepreneurs convince their respective groups to situate themselves in ethnic rather than individual or class terms, and persuade them that without communal solidarity, their distinctive cultural identity, basic security, fundamental rights and major interests and personal life aspirations are endangered. The ethnic group's strategic positioning and decisions are basically induced by a set of political, economic and social constraints that play a major catalyst role in the process of politicization. The outcome of this dynamic might be very ambivalent, it may rehabilitate a group or lead to its obliteration; anyhow, the bounds and limits of a social order are questioned and challenged along corporate lines. the politicization of ethnicity is not the corollary of primordial attachments; contemporary politicized ethnicity is an elaborate new mode of "interest articulation and conflict" (J. Rotschild, 1981)

which develops along traditional lines, although reinterpreted. Ethnic groups are both primordial and modern, because in the course of social and political life, tradition and modernity are "not mutually exclusive, nor is their interplay a zero sum game."⁽⁶⁴⁾

The third conventional error in the analysis of politicized ethnicity is the denial of its theoretical relevance. Although the facts of ethnic assertiveness are well documented, some trends in political analysis, tend to explain them away as purely epiphenomenal or dependent and ancillary. They are often dismissed as false consciousness; ethnic groups are merely subsumed under class categories, and ethnic loyalties are considered to be symbolic expressions of class divides. Hence, they need not be analyzed for their specific contents and issues but can be reviewed from a broader perspective of communication and conflict theories. In contradistinction with the static "primordialist" view, politicized ethnicity is quite distinctive from the erstwhile lines of allegiance and conflict. The analytical thrust and normative value of politicized ethnicity have become well established canons in political science. Ethnopolitical conflicts have become "the most keen and potent edge of intrastate and interstate conflict, displacing class and ideological conflict, and it asserts itself today, dialectically, as the leading legitimator or delegitimizing challenger of political authority. Scholarly recognition of ethnicity's political potency, and scholarly acknowledgment that is neither vestigial, nor obsolescing, nor definitionally reactionary, will also entail scholarly reexamination of conventional academic notions of political integration, development and modernity."⁽⁶⁵⁾

We should add a normative insight on the role of ethnicity in politics. The emergence of ethnicity features essential moral and cultural gains, in that it permits groups and individuals whose identities are menaced or whose status is challenged, to assert their selfhood and highlight their pride in what they consider as their own. It also means for disenfranchised groups to claim a set of rights and prerogatives that the prevailing power structures have refused them. In this context, claims are made on the basis of ascriptive and corporate identity rather than individual criteria, and this is consolidated by the nature of the political process which pinpoints group coherence as a means of being effective in this field. What happens is "the wedding of status issues to political demands through the ethnic group. In the recent historical situation, ethnic groups being both expressive and instrumental, become sources of political strength."⁽⁶⁶⁾ Ethnicity is better understood not as a primordial phenomenon in which deeply entrenched identities have to reappear, but as a strategic choice by individuals who, in other contexts, would opt for different group memberships as a means to assert their rights or

restore some power or prerogatives. Daniel Bell considers that "it is the salience not the persona which has to be the axial line for explanation. And because salience may be the decisive variable, the attachment to ethnicity may flush or fade very quickly depending on political and economic circumstances."⁽⁶⁷⁾

The intrinsic, substantive content of cultural legacies to which ethnic groups subscribe does not induce them necessarily to engage in inter ethnic conflicts, nor does it account often of the intensity of these conflicts. Here also, facts suggest that, while the political momentum of ethnopolitics is never totally dissociated from its purported cultural base, it nevertheless often becomes the propelling factor. The political reinterpretation of cultural traditions makes us understand why and how "the historiographical dimension of an ethnic group's cultural patrimony and of cultural / political interface, politics is generally the active shaper and energizer. Though the content of a group's historical memories and the intensity with which it holds them do color its political expectations and stances, they are not "objective" and constant; rather, they are interpreted and fashioned by and for political purposes."⁽⁶⁸⁾

While investigating the causes why ethnicity can be so readily politicized, it was established that, in addition to the psychological and moral support it provides and on which it dwells, ethnicity, can be instrumental in the competition for power, prestige, authority, wealth, and income. Hence, whereas ethnicity is not automatically politicized in all historical circumstances and under whatever conditions, it is likely to take this turn if the correlation between ethnic categories, socio-economic categories, and political power distribution is structured in such a manner to produce a system of inter-ethnic inequality and if concerned actors interested in maintaining or changing the prevailing structures, distributions and patterns, decide that it would be effective to mute ethnicity into a political resource and a means of action. Transitional societies and contemporary multiethnic societies offer optimal conditions for the politicization of ethnic belongings.

The other neglected dimension of ethnicity lies in the fact that the struggle for power does not define exclusively the effectiveness of politicized ethnicity. Ethnicity can "be honed to that trenchant political cutting edge because it fulfills other, non political, prepolitical, or only incipiently political, human needs-emotional, cultural, moral needs. Among these, ironically, is a need for some psychological distance and social autonomy from the technocratic rationality that fuels the scientific modernization process, catalyzes its contradictions and conflicts, and thereby prompts the politicization of ethnicity."⁽⁶⁹⁾ Science, technology, and contemporary economics, and the technocratic style of decision making they contain, are particularly suspicious, not only for covering economic

and political interests under the sham of rationality and axiological neutrality; but also for the lack of a spiritual dimension in the texture of modern life.

Conflict Resolution between Politics and Ethics

The well established facts of politicized ethnicity have led political scientists, sociologists and political philosophers to review the issues of conflict management proper to these cases along multiple lines : democratic treatment of conflicts, consociational type of political and legal arrangements, minority rights, self determination and the right of secession, institutionalization of cultural rights, politics of redistribution... In any case, the accommodation of ethnic and cultural differences requires a minimum level of tolerance and good will amongst the groups living within the framework of the same state. It is obvious to say that in many parts of the world, ethnic groups face various problems of discrimination and persecution that can reach the level of genocide and "ethnic cleansing", and thereby they are engaged in various struggles to secure a set of basic civil and political rights which are at the core of democratic theory and traditions. However, critical and meaningful for the life of groups, basic rights such as group representation, redistributive policies, language rights, or regional autonomy... may seem utopian. But it is increasingly evident that ethnocultural conflicts are unlikely to be solved through securing basic individual rights.

Minority groups are emerging as potent and meaningful political actors throughout the world and are seeking to redress historical grievances, regain basic political rights, and institutionalize their cultural differences. These policies can range between various types of accommodation within the existing political frameworks or by secession and creation of new political entities. The traditional political theory was deliberately silent about the issues of democratic treatment in multiethnic societies. The tradition was carried on in contemporary international statements and covenants on human rights, - with some exceptions - the rights enumerated are the rights of individuals in relation to the state.

To achieve the goal of a homogeneous polity, governments have pursued a variety of policies concerning ethnic and cultural minorities. Some minorities were physically eliminated either by genocide or mass expulsion. Other minorities were forcibly assimilated and compelled to adopt the language, religion and customs of the majority. In other cases, minorities were treated as resident aliens, subjected to various forms of segregation and denied political rights. Various efforts have been made historically to protect cultural minorities, and to regulate conflicts between majorities and minorities. Early in this century, bilateral treaties regulated the issues of fellow nationals in other countries. For instance, Germany agreed to

grant certain rights and prerogatives to ethnic Poles residing within its frontiers, so long as Poland accords reciprocal rights to ethnic Germans in Poland. This treaty was extended, and given a multilateral basis, under the League of Nations. However, these treaties proved inappropriate. A minority was ensured protection from eventual discrimination if there is a "Kin State" nearby that took interest in it. In addition, these treaties were destabilizing, inasmuch as they provided a legal platform for political interference in weaker countries. Nazi Germany justified its intervention in Poland and Czechoslovakia on the basis that these countries were violating the treaty rights of ethnic Germans living on their territory.

After world war II, It was evident that a new approach to minority rights was required. Various liberals pinpointed human rights as a solution to minority conflicts. Instead of protecting ethnic groups directly through special rights for the members of concerned groups, cultural minorities would be protected indirectly by providing basic civil and political rights to all individuals regardless of corporate membership. Basic human rights such as freedom of speech, association and conscience, while accorded to individuals, are commonly exercised in community with others, and so ensure protection for the concerned groups. Where those individual rights are well protected, no additional rights need to be conferred upon the members of specific ethnic or national minorities. Inis Claude considers that "the doctrine of human rights has been put forward as a substitute for the concept of minority rights, with the strong implication that minorities whose members enjoy individual equality of treatment cannot legitimately demand facilities for the maintenance of their ethnic particularism."⁽⁷⁰⁾ Guided by these principles, the United Nations dismissed all references to the rights of ethnic and national minorities in its universal declaration of human rights. The emphasis on universal human rights was adopted by many liberals, as a continuation of a European historical legacy based on egalitarian rights rather than corporate rights. The european religious wars were settled not by according special rights to particular minorities, but by separating Church and State and sanctioning individual freedom of religion. Religious minorities are protected indirectly, by safeguarding individual freedom of worship, so that people can freely associate with other coreligionists, without incurring the risk of being discriminated or subverted.

Many post-war liberals have considered that religious tolerance predicated on the separation between Church and State, offers a model for tackling ethnocultural differences as well. Along this perspective, ethnic identity, like religion, is something that people should be free to express in their private life, but which is not the concern of the State. The State is meant not to prevent people from expressing their particular cultural attachments, nor does it sustain such an

expression, it addresses the issue with "benign neglect" (N. Glazer, 1975, 1983). The members of ethnic and national groups are protected from discrimination and prejudice, and they are free to maintain whatever part of their cultural legacy they want, if consistent with the rights of others. However, their efforts are deemed private, and public agencies have no right to "attach legal identities or disabilities to cultural membership or ethnic identities. This separation of state and ethnicity precludes any legal or government recognition of ethnic groups, or any use of ethnic criteria in the distribution of rights, resources and duties."⁽⁷¹⁾

Many liberals - especially on the left - have made an exception in the case of affirmative action for underprivileged racial groups. Affirmative action is generally advocated as a provisional arrangement that is required as prelude to a "color blind" society. In this sense, the case of affirmative action is one of an exception which confirms the rule. It is devised as a remedy to years of discrimination and is bound to move society closer to the norm of separation between state and ethnicity. Hence, the UN convention on racial discrimination approves affirmative action programs to the extent they assume this provisional and corrective role. Far from distancing itself from the ideal of separation between state and ethnicity, affirmative action measures are supposed to promote tendentially this norm. Some critics among liberals assume that the temporary and remedial character of affirmative action are deluding, because they end up, paradoxically, exacerbating the problem it intended to solve by emphasizing and promoting group differences and stirring up group resentments. Still, liberals of whatever tendency "continue to reject the idea of permanent differentiation in the rights or status of the members of certain groups. In particular, they reject the claim that group - specific rights are needed to accommodate enduring cultural differences, rather than remedy historical discrimination. They have repeatedly opposed the idea that specific ethnic or national groups should be given a permanent political identity or constitutional status."⁽⁷²⁾

However, it has become more and more true that minority rights cannot be subsumed under the category of human rights. Traditional human rights prescriptions are no longer sufficient to address the most critical questions related to ethnic and cultural minorities: Should ethnic groups be allowed to secede and under what conditions ? How should we go about the issues of power sharing, political participation and territorial contentions ? Is justice conceivable within a unitary framework or is the concept of spheres of justice more apt ? How divisible or non divisible are the "goods" in a pluralistic societies ? What is negotiable and what is not ? Should internal boundaries be set so that ethnic groups form a majority within their specific territories (districts, provinces, states...) ? Should

governmental prerogatives be decentralized to accommodate cultural and ethnic groups and allow them a better say, particularly in such significant issues as education, immigration and communication? Should political offices be distributed along criteria of ethnic and national proportionality? Should the homeland of native peoples be exclusively reserved to them and foreclosed from the intervention of urban developers and new settlers? What extent of cultural integration can be required of immigrants and refugees before they are granted citizenship? Which languages should be adopted by government, bureaucracies, courts and universities? Should ethnic groups be granted public funding for educational activities dispensed in their native languages and promoting their cultural traditions? The problem is not that traditional human rights have failed to give an appropriate answer to all these questions. Instead they have often not given an answer at all. The right to free speech does not tell us what specific language policy to adopt in case controversial multilingualism arises. The universal suffrage does not tell us what political boundaries fit best, or how powers should be distributed between various levels of government. The right to mobility does not tell us what an adequate migration and naturalization policy should be adopted. It is well established that these controversial issues were left to the process of majoritarian decision - making within each state. The outcome, has been to render cultural minorities more vulnerable to injustice at the hands of the majority, and to radicalize ethnocultural conflicts.

Addressing these problems makes it necessary to supplement the traditional human rights with a theory of minority rights. The need for such a theory has become most significant lately after what we have witnessed in Eastern Europe, the former Soviet Union, and various parts of Africa, the Middle East and the Far East. Disputes over local autonomy, cultural rights, access to economic opportunities, egalitarian political rights, language rights, have taken hold of these various areas. There are few chances that peace will be reestablished or that basic human rights will be respected, until these minority rights issues are properly addressed. It is not only legitimate, but also inescapable, to supplement traditional human rights with minority rights. A comprehensive theory of justice in multicultural states should entail both universal rights, assigned to individuals regardless of group membership, and certain group-differentiated rights or special states for minority cultures. Acknowledging minorities rights is a very ambivalent undertaking with obvious risks. The issue of minority rights has been misconstrued and misused not only by the Nazis, but also by advocates of various forms of segregation and Apartheid. It has also been manipulated by intolerant and belligerent nationalists to warrant the domination of people outside their group and the suppression of dissenters among the group. A liberal and democratic theory of minority rights,

should therefore account how minority rights can match with basic human rights and how minority rights are regulated by norms of individual liberty, democracy and social justice.

Democracy and Ethnicity, Are They Incompatible ?

After having reviewed the various perspectives and policies adopted in treating the issues of cultural rights between majorities and minorities we should elaborate further on the conditions for a working democratic process while addressing ethno-nationalist problems. We need to explain the content of group differentiated rights, often labeled collective rights. We should specify the relationships between collective rights and individual rights; Many liberals believe that collective rights are inherently incompatible with individual rights. We must distinguish between two meanings of collective rights. Collective rights may imply the right of a group to limit the liberty of its own individual members on behalf of group solidarity or cultural specificity (Internal Restriction); or could it refer to the rights of a group to dispose of proper resources and institutions which can prevent it from being controlled by the majority (External Protections). A liberal theory differs from a minority perspective insofar as it defends the right of minority groups to external protections and is very wary of internal restrictions. A liberal theory of minority rights cannot endorse such "internal restrictions", i.e., it cannot accept the idea that it is morally legitimate for a group to oppress its own members on behalf of group solidarity, religious fundamentalism or cultural exclusiveness. This contradicts the liberal principles of individual autonomy. Yet it is clear that some minority desire such internal restrictions and do not share the liberal commitment to autonomy. Does it mean that the liberal state should impose its values on illiberal minorities ? This raises the complicated and controversial issues about the meaning of tolerance and its limits. In whatever case, a liberal perspective recommends freedom within the minority group and equality between majority and minority groups.

The second concern relates to the issue that group-differentiated rights for minority cultures will contain the development of a common identity necessary for a stable social order. Many people worry that group-differentiated citizenship is likely to encourage groups to promote their differences instead of their shared purposes. Citizenship is supposed to sustain integration but can it do that if citizenship is not a common legal and political identity? Representation rights and polyethnic rights are consistent with integrating minority groups and may in fact assist in this integration. There is a viable alternative to promote a sense of solidarity and common purpose in a multination state, it will entail accommodating, rather than subordinating national and ethnic identities. People from different nations or ethnic groups will only assert their loyalty to the larger

polity when they realize that it is the context within which their national identity is nurtured rather than denied. Obviously, a strong sense of citizenship is needed to prevent the danger that majorities will treat minorities unjustly. However, the manipulation of the politics of common citizenship in a multicommunal state helps create the danger in the first place, by transforming self-governing groups into numerical majorities and minorities. Indeed, multinationals that follow the strategy of the common citizenship, strictly implemented will end up refusing any form of self government or polyethnic rights to minorities; this fact is likely to promote alienation among minorities, and enhance the desire for secession.

What is commonly held as a "common citizenship in a multiethnic or multinational state endorses the values and culture of the majority nation and implies that the minority has no way to limit its vulnerability to the economic and political decisions of the majority, since the boundaries and powers of internal political units are defined to suit the administrative convenience of the majority, not the self government claims of the minority."⁽⁷³⁾ It is not unusual, that national minorities have withstood attempts to impose common citizenship upon them. Rawls estimates that common citizenship develops the virtues of "reasonableness and a sense of fairness, a spirit of compromise and the readiness to meet others halfway."⁽⁷⁴⁾ But attempts to impose a common citizenship in multinational states may virtually threaten these virtues. Citizens of modern democracy do not necessarily share common conceptions of the good life, but they may share certain political values, that sustain democracy and increase the effectiveness of a "differentiated citizenship". A government commission in Canada developed a set of common civic values that Canadians shared : 1) a belief in equality and fairness; 2) a belief in consultation and dialogue; 3) the relevance of accommodation and tolerance; 4) promotion of diversity; 5) compassion and generosity; 6) attachment to the natural environment; 7) a commitment to freedom, peace, and non violent change."⁽⁷⁵⁾ It is no longer and never was possible to eradicate the sense of particular identity which undergirds the groups desire to build their own national society and shape their own cultural communities or develop a sense of selfhood. If anything, attempts to subvert these separate identities and force them into a factitious common identity have backlashed, since they are perceived by ethnic groups as threats to their existence, and so have ushered in even greater alienation and resentment. Claims to distinctive identities is a fact, we are obliged to accommodate to these needs since rejecting these claims under the pretext of common citizenship will merely enhance alienation and separatist inclinations. Indeed, recent surveys of ethnonationalist movements demonstrate clearly that the politics of recognition and self determination is likely to diminish the likelihood of violence, while disregarding or subverting self determination rights raises

eventually the level of conflict.

That it is difficult to achieve and maintain a stable democracy in a plural society is a well entrenched tradition in political science. Social homogeneity and political consensus are considered as prerequisites for, or factors that promote stable democracy. In counterpart, the deep societal cleavages and political differences within plural societies are held accountable for instability and failure in certain democracies. This common held assumption was challenged by the consociational theory of democracy that views conflicts between ethnic groups as not regulated by majority decisions but by amicable agreement and continual compromise. There is no majority rule but power sharing, i.e., involving all groups in the exercise of power. A. Lijphart considers that societies "sharply divided along cultural, religious or ethnic lines into virtually separate and distinct sub-societies (segments) with their own political parties, interest groups, and media of communication, the flexibility necessary for majoritarian democracy is absent. Under these conditions, majority rule is not only undemocratic but also dangerous, because minorities that are continually denied access to power will feel excluded and discriminated against and will lose allegiance to the regime."⁽⁷⁶⁾ Consociational democracy can be defined likewise: a government by a grand coalition of political leaders who represent the various segments of plural society. This coalition can take miscellaneous forms, such as grand coalition cabinet in a parliamentary system; a grand council or committee with major advisory functions, or a grand coalition regrouping the president and other top office holders in a presidential system. The other basic elements of consociational democracy are 1) the mutual veto or "concurrent majority", that protects vital minority rights interests; 2) proportionality as the basic principle of political representation, civil service appointments and allocation of public funds; 3) a large extent of autonomy for each segment to run its own internal affairs, be it predicated on territorial or personal basis⁽⁷⁷⁾

Ethnic solidarity and ethnic activism are rational forms of political behavior and should be reckoned as such; this premise is crucial to understand these phenomena and to devise a humane management of the conflicts they bring about. Ethnic solidarity is a means of coping with basic needs of belonging, meaning, security and opportunity. The communal pursuit of recognition and respect, cultural rights, economic welfare and political empowerment are rational goals even though extremism may take hold; the dynamics of conflict may become ends in themselves and the criminal bent taken by certain conflicts has reached genocidal proportions. One might complain about the activation of ethnic solidarities and wish that they would vanish so that individuals might respect each other as

individuals and run their daily business in a moral and rational manner. But hard facts cannot be dismissed; they must be faced. The analytical effort to understand the underlying dynamics of ethnic conflicts are not incompatible with a normative approach which attempts to find consensual, humane and civil strategies for managing these conflicts and creating viable platforms of accommodation, while reckoning with the raw facts of politicized ethnicity.

Religions and the Conditions of Publicness

The other case worth considering while we are reviewing the conditions of a working pluralist democracy, is the one of religion in the public arena. The traditional views that have confined the role of religions to the model of a non differentiated pre-modern society in which the religious prevails as an overall ordering variable; and the liberal definition which sets a tight separation between the public arena and religion, as a safeguard against any religious comprehensive view which subverts the structural differentiation of modernity. A new type of approach needs to overcome the totalizing approach and the exclusivist standpoint that intends to exclude religion from public discussion and considers that religious beliefs do not conform public standards of accessibility. However, we should be careful not to grant all religious warrants the same credentials in the public debate. The crucial issue is not whether an argument appeals to a religious justification: the question is whether the justification, religious or not, conforms to the basic values of a constitutional democracy. Arguments that are predicated on racist considerations or based on religious discrimination do not conform to basic democratic values: a working democratic ethos needs an educated citizenry that is critical enough and informed in order to contain the deleterious effects of racist and segregationist attitudes and protect the basic liberties of a democratic polity. We should acknowledge the fact that we cannot by a political or philosophical fiat decide beforehand which arguments we will employ in the public sphere.

We must, instead, enable ourselves to understand and evaluate all arguments that require a public hearing. This perspective does not imply that the values of a constitutional democracy must serve as the ultimate criteria of validity, of all beliefs, including religious ones. The foregoing analysis considers that within the public sphere, the values of mutual respect, the basic liberties and a principled equality should serve as regulative ideals, along which political action ought to develop. The general character of these notions is what makes them heuristically useful to set common goals to the polity. In addition, the fact that these guiding parameters are contextualized and socially embedded, their meaning is continuously being challenged in the public arena. Nonetheless, they provide a common framework in which debates can take place. The values are featured in

various democratic institutions and practices (legislatures, courts, social movements, political parties, interest groups) wherein their meaning, function and applications are being continuously questioned. In this perspective, religious beliefs "may function to confirm and support the reigning interpretations of these values, or they may challenge and criticize established definitions. Thus religious beliefs, like other political convictions, contribute to the ongoing discussion concerning the meaning and scope of fundamental democratic values." (78)

We are witnessing at present what theologians and sociologists of religion have commonly labeled as the deprivatization of religion (J. B Metz, 1969, J. Casanova, 1994). This fact invites us to reconsider the prevailing theories of religion in the modern world and the liberal or civic-republican definitions of the private and the public; they were, indeed of little help when trying to cope with these facts either at a conceptual or practical level. The question is how modern public religions fit within the framework of a secularized and differentiated social order. The strict opposition to the public role of religion stems in the western world from the enlightenment critique of religion. This critique was not so much a theoretical perspective but an effective political program, whose role was to contain the drifts of political ceasaropapism and to resist the dynamics of social differentiation, whereby the cognitive-scientific, political-practical, normative-regulative, or aesthetic-expressive secular spheres gain their operational autonomy.

The actual perspective should overcome the built-in tensions between private and public religion by opposing the Durkheimian functionalist conception of social integration and the Weberian phenomenological approach to salvational meaning at three different levels of analysis - the interactive, the organizational, and the social levels. This analysis attempts to demonstrate that religion cannot be reduced to any of the two perspectives. Religion always overrides any privatistic, autistic reality, serving to integrate the individual into an intersubjective, public, and community-oriented world. In addition, it seeks to overcome another duality thrust by liberal and civic-republican traditions, whose private-public distinctions tend to set a kind of truncated distinction, that precludes the categorization of the new phenomenon of deprivatization of religion. The liberal perspective because it underscores the need to restrict religion to the private sphere, fearing that public religions are necessarily driven to impugn the secular differentiated structures of modern society and infringe upon individual freedoms; the civic-republican perspective because while acknowledging the relevance of public religions for the creation of intersubjective normative structures - the common good-, the promotion of civic virtues and political participation, it also understands public or civil religions in pre-modern terms, as coextensive with the social order and polity.

The other consideration is the introduction of the Habermasian discursive pattern of the public space and the current theories of civil society, that include the variety of experiences produced by recent transitions to democracy, in Eastern Europe, Southern Europe and Latin America, and which operate along a tripartite analytical division of the polity into State, Political and Civil Society. This view allows the construction of a typology of public religions predicated on this threefold division, and the conceptualization of a modern public religion marked by the intervention of religion in the undifferentiated public sphere of civil society. The result is a conception of modern public religion that tallies with the basic liberties and with modern structural and cultural differentiation.

The third critical assumption recapitulates Seyla Ben Habib's synthesis of a radical proceduralist discursive model of the public arena with a feminist critique of the privatization of gender and the gender realm. Such a view enables us to "view the deprivatization of religion in analogical terms as an agonistic resistance to attempts to confine religion and morality to a private sphere ("home") and as a normative critique of the amoral public sphere of "work" - economic and state institutions."⁽⁷⁹⁾ As in the feminist perspective, this double normative critique, leads to the questioning of conventional boundaries. The deprivatization of religion connotes the introduction of publicity, that is intersubjective norms into the private sphere (similar to the feminist statement "the personal is political"), and morality into the public space of politics and economy (the norms of common good, justice, reciprocity...).

Religion, Ethics and the Public Arena

the following are reflections on the political process in modern societies under various forms. When religions enter the public sphere and force discussion on a variety of issues, or challenge some commonly held beliefs, they induce societies to reconsider publicly and collectively their normative structures. Obviously, one should not dismiss the risks of traditionalist backlashes or the challenge of fundamentalism to the differentiated normative structures of modern society. Religions and normative traditions, are forced by the dynamics of the modern public space, to confront and eventually come to terms with modern normative structures. Such a public confrontation may allow the reflexive rationalization of the lifeworld (*Lebenswelt*) and may lead to the institutionalization of dynamics of practical rationalization.

Contemporary theorists who are very much concerned about the alienation of politics from ethics, have contributed directly or implicitly to the reintroduction of the debate on the role of public religions as a source of meaning. Habermas ⁽⁸⁰⁾

critique of the ideology of scientization of politics and its pseudo-neutrality (*wertfrei politik*) in which the arcane political culture of experts holds back from discursive justification, manipulates information and public opinion, promotes arbitrary public decision making and shelters behind decisionism. As a remedy, he conceives of a political process that restores public communication and discursive justification as a precondition to reform public policy formation. Richard Neuhaus⁽⁸¹⁾ gives a new impetus to the very typical debate between religion and politics in American politics, by connecting unambiguously the normative approach to public decision making. The religious dimension must be conceived as eminently relevant to the process of policy formation.

Habermas and Neuhaus⁽⁸²⁾ have very different conceptions of the lifeworld and its relationship to the political sphere. Habermas views the lifeworld not only as a "finite province of meaning", but as a public space of communicative action subverted by the non communicative media of money and power and the dynamics of an instrumental culture, which impels the reification of the political process. Neuhaus, in parallel, considers the lifeworld as a realm of moral sentiments, virtues and traditions that ought to shape public discourses. Focusing his reflection on American democracy, he considers that religion is not only effective in the creation of American democracy and universalism, but necessary for its perpetuation and reproduction as well. Neuhaus considers that an American political process which separates itself from a narrative that includes religion leads to a politics that is both sterile and authoritarian. Neuhaus argues that the differentiation of politics from religion, has exceeded certain moral and civic bounds, whereby politics tends to operate "value free", and has in the course of time lost its soul. He considers that religion will make its way anyway into the public sphere: "when recognizable religion is excluded, the vacuum will be filled by ersatz religion, by religion bootlegged into public space under other names."⁽⁸³⁾ He thinks that the lack of a transcendent value in the public debate can lead to totalitarianism and to a state-sponsored subversion of the lifeworld. The public role of religion emanates from the fact that politics involve something more than a set of neutral procedures to be applied equally to a constellation of interest groups. Neuhaus takes a stand which opposes Habermas dissociation between system and lifeworld; in Habermas's opinion, Neuhaus advocates a process of "dedifferentiation of a regressive type." (T. Walsh, 1990) In relation to the question of religion and public order, Habermas tends not only to remove religion from the public arena, but, to exclude it from the communicatively, rationalized private sphere; religion, inasmuch as it is to be public, is subjected to and meant to comply with norms of truth and rightness that evolve through the confrontation of various discourses.

Habermas's political ideal highlights what Neuhaus qualifies as the "naked public square". He defines it as the result of a political doctrine that dismisses "religion and religiously grounded values from the conduct of public business."⁽⁸⁴⁾ Rather than questioning the distinction between the two spheres, and thereby reneging on the fact and principle of dedifferentiation, he wishes to allow for more interdependence between governance and culture. This interdependence characterizes the republican tradition, in which, "politics is the cultivation of a community of morally responsible persons. In that view of politics, the churches would presumably have much to say."⁽⁸⁵⁾ Religions play a role "in sustaining communities of virtues that could inform public discourse."⁽⁸⁶⁾ The lifeworld is entrusted with the task of entering the system and questioning the state authority and its claim to legitimacy. He considers that politics is a function of culture, and when politics and the judiciary remove the meanings and values produced in the lifeworld, politics separates from the lifeworld and is more likely to be under the spell of money and power. While not advocating the conflation of the religious lifeworld with a particular order, he does call for interaction between theological reflection and politics. What Neuhaus offers is not a "regressive dedifferentiation", but rather a model which separates and relates the autonomous spheres of morals, religion and politics. He advocates that a healthy political life should sustain a creative interaction between the "three basic disparities" (D. Little, 1974) of civic, moral and religious responsibility. J. Bernardin considers that religious traditions can enrich civil society in multiple ways, and namely through "the resources of ideas, values, principles and images that are the core of any great tradition."⁽⁸⁷⁾ He considers that excluding religious vision, discourse and insight, as well as the contribution of various ministries in education, health and social work can be harmful for both a consistent public ethics and an effective outreach to the poorest members of society. In addition, he estimates, that the most significant and enduring contribution that religious communities make to civil society is the type of citizens who are formed, often decisively, by partaking in a religious tradition. In a Christian vision, this is the relationship between discipleship and citizenship. The impact of religious affiliation on the type of civic commitment of individuals, particularly the spirit of service, personalized engagement and compassion have been well documented by various social thinkers and sociologists, while documenting the formation of public ethos in the western polities.

The other form of deprivatization of religion is outlined in those scenarios where religions enter the public space of modern societies to question and challenge the claims of the two major social systems, states and markets, to operate along their internal functionalist norms and in disregard of other extrinsic moral norms. By questioning national security doctrines and policies, that are loosely

connected to basic human rights, religious discourse and posturing serve as effective reminders, that the logic of practical policy formation should be integrated in a consistent vision of the common good. As well as challenging the claims of the capitalist market to operate according to impersonal and self regulating mechanisms; religious traditions can remind individuals and societies of the necessity to contain and regulate the anonymous market mechanisms, make sure that they are accountable for the human, social and environmental damages they may impose upon communities and thereby become more consistent with a morally grounded vision of human needs. In addition, universalistic religions are particularly entitled to remind individuals and society, that under modern conditions of globalization, the view of the common good can be defined in a more global, universal and human rights terms and that, consequently, the public space of modern civil society cannot be contained within the bounds of a state or a national territory. This vision can sustain and promote a more cosmopolitan political agenda.

The western tradition has historically questioned the appropriate role of the state and its relationship to the rest of society. Reflecting upon the Catholic tradition of the state, Joseph Bernardin estimates that Catholic social thought is hardly conceivable as statist in its premises and principles. The concept of "subsidiarity", as a basic category in Catholic social thought, explicitly implies that addressing social needs does not prerequisite the antecedence of the state. However, subsidiarity does not yield a conception of the state which dismisses its moral obligations not only to the common welfare, but also its basic moral duties toward those who are coping with various hardships: unemployment, homelessness, chronic illnesses, lack of vocational training... This view goes further beyond the cultivation of moral standards and questions the contractual view of social relationship which "reduces our obligations to those freely chosen, with no wider fabric of accountability. Contractual relations serve useful, limited functions, but we need a stronger fabric of social ties to undergird our life as a society. We require a sense of obligation to those we do not know, will never meet and yet bear a responsibility for, precisely because of their need and our capacity to share in meeting that need."⁽⁸⁸⁾

There are various manners to emphasize this stronger sense of responsibility. John Paul II in his various social encyclicals highlights the concept of solidarity. Solidarity entails a set of moral commitments that exist among humans because of their "shared sense of personhood." Solidarity precedes subsidiarity. The first defines "our moral relationship; the second regulates how we will fulfill the duty of solidarity. Social solidarity finds expression in several ways. It sustains personal

relationships; it binds families in a common life of love and support; it initiates and supports private efforts of charity and service. But it also helps to define the moral responsibility of the state and its citizenry."⁽⁸⁹⁾ Along this vision advocated by the Catholic tradition and expressed through various church ministries; J. Bernardin calls for basic reconsiderations related to the relationships between Church, State and Civil Society, as well as a review of the categories of privacy and publicness. He thinks that the Catholic community "should be a creative and articulate participant in the much needed debate in this society about the comparative advantage that public institutions of the state have on some aspects of social policy and the severe liabilities they have on other issues."⁽⁹⁰⁾ He views such a reconsideration as important not only for normative and constitutional reasons, but also for questions of practicality and because "too many suffer from the lack of an effective and humane policy vision."⁽⁹¹⁾ The social encyclicals of Paul VI and John Paul II, as well as the US conference of Catholic bishops pastoral letters exemplify the type of accessible public theological reflection that concerns society and humanity as a whole. Based on well anchored traditions of Catholic moral theology; these documents "provide fresh ways of appropriating and communicating that tradition in light of new challenges. Recognizing that tradition is a dynamic developing reality, these letters develop thoughtful and creative proposals to both church and society. Widely influential within the ecumenical church, the pastoral letters have also received a welcoming reading in broad pluralistic and secular society."⁽⁹²⁾

Epistemic Considerations

The definition of a proper role for public religion requires the dissipation of basic misconceptions about the nature and the scope of religious belief and practice. R. Thiemann retains two myths, the first one views religious belief as basically irrational; therefore religious warrants can never adjust to the proper norms of publicity. It is irrelevant for believers or non believers to deal with faith as a topic immune from inquiry or critique. To understand the faith of an individual or a community, it is necessary to review their set of doctrines and practices. To understand the category of "Diakonia" in Christian theology, requires the reading of Biblical texts, the study of theological treaties on the subject, and learning about the various forms of ministries adopted by the Christian churches across the centuries. Such a process is no more inconceivable than that which is needed to understand notions like democracy or justice in the western political tradition. Fundamental beliefs are accessible to inquiry and critique. However, they require a careful examination of the texts, practices, and communal traditions within which they are situated. Contemporary political analysts would hardly risk a

commentary on the basics of democracy without reviewing the whole Western tradition, in its writings and institutions; whereas they can venture to make hazardous statements on the nature of religious beliefs without having read any canonical scripture. The careful review of religious teachings and strategies can demonstrate how ambivalent could be their applications on the life of the polity or society, but it would never warrant a conclusion on their incompatibility with the principles of a pluralistic democracy. Religious beliefs can promote both consent and dissent in the area of policy formulation. Nevertheless, religious convictions can properly be used to address the fundamental issues of a democratic polity without challenging the integrity of the community of faith or breaking the basic laws of a pluralist society.

The second objection contends that religious traditions, especially those that claim absolute validity, are incompatible with the norms of a democratic polity, namely the values of tolerance and mutual respect, and should therefore be removed from the public space. Our point here is not to argue whether religion has played throughout history a divisive role in public life but to challenge the theological assumption that religion ought to play such a role because its claims to truth are necessarily absolute. The myth of religious absolutism has often played a divisive role in history. That is why the defense of public religion will be of little relevance unless religious communities reform their views about the role of faith in a pluralistic society. The basic rationale which undergirds "the philosophical acceptance of pluralism is the conviction that we have no self evident, incorrigible means of establishing the truth of our assertions. This is not to say that we have no means available; however, the means at our disposal will not necessarily convince those with whom we disagree."⁽⁹³⁾ Therefore, we must keep "open the possibility that those who disagree with us do so rationally. This proposition implies neither relativism nor indifferentism to truth. It simply suggests that we cannot coerce others into believing as we do. We can offer our reasons for so believing, but these concerns, even if sufficient to support our claims, will not compel others to accept our beliefs."⁽⁹⁴⁾ Religious contributions to the life of a "dialogic democracy" can be of critical importance as long as they conform the basics of democracy, namely the commitment to freedom, equality and mutual respect. When people tend to override these considerations whether on religious or non religious grounds, we should not seek to exclude them, but challenge their positions by reaffirming the basic values of democracy.

The third form of deprivatization of religion is associated with the insistence of religious traditions on perpetuating the principle of the "common good" against the atomist view of a certain liberalism that reduces it to the aggregated sum of

individual choices. J. Casanova thinks that religions by respecting "the ultimate right and duty of the individual conscience to make moral decisions, by bringing into the public sphere issues that liberal theories have decreed to be private affairs, [they] remind individuals and modern societies that morality can only exist as an inter-subjective normative structure and that individual choices only "attain" a moral dimension when they are guided or informed by intersubjective, interpersonal norms."⁽⁹⁵⁾ Reduced to the private realm of the individual self, morality turns into solipsist decisionism. By questioning the conventional parameters of privacy and publicness, religions induced modern societies to reconsider reflexively and collectively their proper normative foundations. By overriding the boundaries and questioning publicly the "self referential" rationale of the various differentiated spheres and their claims to function independently from moral norms or humane considerations; modern public religions can set various social movements against such pretensions, contribute to the reconfiguration of boundaries, or at the very least, they may force or initiate a public debate about these issues.

This debate could be the summation of various critiques whose goal is to challenge the diffusion of various forms of civil apathy and value-free political pragmatism. The first question turns around the reduction of the political to the operational sphere of the administrative state, which tendentially leads to the dissolution of the public space, in its associational, agonistic and axiological components; the second questions the modern utilitarian individualism that reduces the public interest to the loose coalition of individual private interests, and confines morality to subjectivist emotivism or arbitrary decisionism; the third perspective revolves around the critique of the factitious dichotomies between a male, public, political and immoral sphere and a female, private, apolitical and moral sphere. The current form of deprivatization of religion qualifies the process whereby religions relinquish their assigned place in the private sphere and enter the agonistic public sphere of civil society to participate in the ongoing dynamics of contestation, discursive justification and redefinition of boundaries. The question, of course, cannot be the dismissal of the extant boundaries which are vital to safeguard modern freedoms and regulate the functioning of modern differentiated societies. What is at stake is the need to acknowledge that the boundaries themselves are and ought to be open to questioning, renegotiation, redefinition and discursive legitimation. S. Ben Habib thinks that "if the agenda of conversation is radically open, if participants can bring any and all matters under critical scrutiny and reflexive questioning, then there is no way to predefine the nature of the issues discussed as being ones of justice or of the good life itself prior to the conversation."⁽⁹⁶⁾ This should entail all types of boundaries: private and public,

moral and legal, justice and the good life, religious and secular. It should also include the boundaries between all the functionally differentiated spheres: state, economy, civil society, family and religion. Reflexivity once again turns out to be democracy's most significant virtue. Democratic politics debates and ultimately defines the bounds of the democratic polity and adjudicates its multiple differences.

- 1 Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, Free Press, 1992, p.XI
- 2 Seyla Benhabib, "The Democratic Moment and the Problem of Difference", pp.3-4, in *Democracy and difference*, Princeton, 1996.
- 3 *Ibid.*, p. 4.
- 4 *Ibid.*, p. 5.
- 5 *Ibid.*, p. 4.
- 6 *Ibid.*, p. 5.
- 7 Michael Sandel, *Liberalism and the Limits of Justice*, Cambridge, 1982, p. 1.
- 8 *Ibid.*, p. 1.
- 9 Alasdair Mc Intyre, *After virtue*, University of Notre Dame, Notre Dame-Indiana, 1984; text reproduced by Michael Sandel, in *Liberalism and its Critics*, New York University Press, 1984, p. 127.
- 10 John Rawls, *Political Liberalism*, Columbia 1993, Introduction, p. XXVII.
- 11 *Ibid.*, LI, p. 9.
- 12 Claude Lefort, *Democracy and Political Theory*, trans. David Macey, Minnesota, 1988, p. 19.
- 13 Chantal Mouffe, "Culture, Identity, and the Political", in *Democracy and Difference*, *Op. Cit.*, p. 246.
- 14 Jürgen Habermas, "Three Normative Models of Democracy", in *Democracy and Difference*, *Op. Cit.*, p. 24.
- 15 *Ibid.*, pp. 25-26.
- 16 Anthony Giddens, *Beyond Left and Right, the Future of Radical Politics*, Stanford, 1994, p. 115.
- 17 J. Rawls, *Political Liberalism*, *Op. Cit.*, p. 134
- 18 *Ibid.*, p. 147
- 19 *Ibid.*, pp. 147-148.
- 20 *Ibid.*, p. 148.
- 21 William Galston, *Liberal Purposes*, Cambridge, 1991, p. 3.
- 22 *Ibid.*, p. 234.
- 23 Stephen Macedo, *Liberal Virtues*, Oxford, 1990, p. 40.

- 24 Lon Fuller, *The Morality of the Law*, 2d ed., New Haven , 1969, pp. 232-242.
- 25 W. Galston, *Op. Cit.*, pp. 301-304.
- 26 A. Giddens, *Beyond Left and Right*, *Op. Cit.*, p. 6.
- 27 Ch. Mouffe, *Art. Cit.*, p.247.
- 28 *Ibid.*, p. 255
- 29 Susan Mendus, "Losing the Faith: Feminism and Democracy", in John Dunn ed., *Democracy : The Unfinished Journey*, Oxford, 1992, p. 216.
- 30 Charles Taylor, *Multiculturalism*, Princeton, 1994, p. 36.
- 31 *Ibid.*, p. 36.
- 32 *Ibid.*, p. 36.
- 33 See, *Democracy and the Global Order*, Stanford, 1995.
- 34 A.Giddens, *Beyond Left and Right*, *Op. Cit.*, p. 14
- 35 Anne Philipps, "Dealing with Difference, A Politics of Ideas or a Politics of Presence", in *Democracy and Difference*, *Op. Cit.*, pp. 143-144.
- 36 Adriana Cavarero, "Equality and Sexual Difference: Amnesia in Political Thought", in Bock and James, *Beyond Equality and difference*, p. 36.
- 37 Jean Cohen, "Democracy, Difference, and the Right of Privacy", in *Democracy and Difference*, *Op. Cit.*, p. 188.
- 38 *Ibid.*, P. 188
- 39 Jean Cohen, *ibid.*, p. 188.
- 40 Iris Marion Young, "Communication and the Other: Beyond Deliberative Democracy", in *Democracy and Difference*, *Op. Cit.*, p. 122.
- 41 *Ibid.*, p. 122.
- 42 *Ibid.*, p. 122.
- 43 *Ibid.*, p. 125.
- 44 Iris Marion Young, "Together in Difference: Transforming the Logic of Group Political Conflict", in *The Rights of Minority Cultures*, Will Kymlicka ed., Oxford, 1995, p. 159.
- 45 Seyla Ben Habib, *Situating the Self*, Routledge 1992, p. 100.
- 46 Benjamin Barber, *The Conquest of Politics: Liberal Philosophy in Democratic Times*, Princeton , 1988, p. 188.
- 47 S. Ben Habib, *Situating the Self*, *Op. Cit.*, p. 105.
- 48 *Ibid.*, p. 105.
- 49 *Ibid.*, p. 105.
- 50 S. Ben Habib, *ibid.*, p. 107.
- 51 *Ibid.*, p. 107.
- 52 Jean Cohen, *Art. Cit.*, p. 200.
- 53 *Ibid.*, p. 200 - 201.
- 54 *Ibid.*, p. 201
- 55 J. Cohen, *ibid.*, p. 202.

- 56 Bonnie Honig, "Difference, Dilemmas and the Politics of Home", in *Democracy and Difference*, Op. Cit., p. 258.
- 57 Ibid., p. 259.
- 58 Iris Marion Young, "Justice and the Politics of Difference", Princeton, 1990, p. 118.
- 59 Jürgen Habermas, "Struggles of Recognition in the Democratic Constitutional State", in *Multiculturalism*, Op. Cit., pp. 130-131.
- 60 Hans Georg Gadamer, "Wahrheit und Methode", Tübingen: Mohr, 1975, pp. 289-290.
- 61 Ch. Taylor, "Multiculturalism", Op. Cit., p. 67.
- 62 Ibid., pp. 134 - 135
- 63 Joseph Rotschild, *Ethnopolitics*, Columbia, 1991, p. 26.
- 64 Ibid., p. 30.
- 65 J. Rotschild, *ibid.*, p. 31.
- 66 Daniel Bell, "Ethnicity and Social Change", in *Ethnicity, Theory and Experience*, Nathan Glazer and Daniel P. Moynihan ed., Harvard, 1975, pp. 170-171.
- 67 Ibid., p. 171.
- 68 J. Rotschild, Op. Cit., p. 240.
- 69 Ibid., p. 5.
- 70 Inis Claude, *National Minorities, an International Problem*, Harvard, 1955, p. 211.
- 71 Will Kymlicka, *Multicultural Citizenship*, Oxford, 1995, p. 4.
- 72 Ibid., p. 4.
- 73 Ibid., p. 183.
- 74 John Rawls, "The Idea of an Overlapping Consensus", in *Political Liberalism*, Oxford Journal of Legal Studies, 17/4, p. 21.
- 75 Citizens Forum 1991, Report to the People and the Government of Canada, Ottawa, 1991.
- 76 Arend Lijphart, "Consociational Democracy, the Examples of Belgium and Netherlands", in *La Société de Concordance, Approche Comparative*, Theodor Hanf, Antoine Messarra, Hinrich Reinstrom, eds. , Université Libanaise XI, Beirut 1986, p. 37.
- 77 A. Lijphart, *Democracy in Plural Societies, a Comparative Exploration*, Yale, 1977, pp. 25-43.
- 78 Ronald Thiemann, *Religion in Public Life*, Georgetown 1996, p. 157.
- 79 JosÇ Casanova, *Public Religions in the Modern World*, Chicago, 1994, p. 217
- 80 JÅrgen Habermas, *Toward a Rational Society*, Beacon, 1970; see, the *Scientization of Politics and Public Opinion*, pp. 62-80.
- 81 Richard Neuhaus, *The Naked Public Square, Religion and Democracy in America*, Eerdmans, 1981.
- 82 See, Thomas Walsh, "Religion, Politics, and Lifeworlds: Jürgen Habermas and Richard John Neuhaus, in *Secularization and Fundamentalism Reconsidered*, Jeffrey K. Hadden, Anson Shupe, eds., Paragon, 1989.

83 R. Neuhaus, *Op. Cit.*, p.80.

84 *Ibid.*, p. VII.

85 *Ibid.*, p. 138.

86 *Ibid.*, p. 142.

87 Joseph Bernardin, "The Public Life and Witness of the Church", *America*, October 5, 1996, p. 17

88 *Ibid.*, pp. 21-22

89 *Ibid.*, p. 22.

90 J. Bernardin, *ibid.*, p. 23.

91 *Ibid.*, p. 23.

92 R. Thiemann, *op Cit.*, p.161

93 *Ibid.*, p. 162.

94 *Ibid.*, p. 162.

95 José Casanova, *Op. Cit.*, p. 229.

96 Seyla Ben Habib, "Models of Public Space", in Craig Calhoun ed., *Habermas and the Public Sphere*, MIT Press, 1991, p. 70.

POSTMODERN CULTURE OR THE "COMFORT IN THE WOMB"

*Camille HAJJ**

Introduction:

In order to find an explanation of what is happening in Arab World. It will be necessary to analyze postmodernism as social science, taking in account its European Origin.

In spite of the flood of cultural production covering all the western societies- on art, architecture, literature- postmodernism has not made much of an impression on Arab societies.

The few comments emitted about postmodernism are connoted with apprehension and negativism. They dismiss it as a continuation of Western modernism and equated to "Americanization", nihilism", anarchy" and "devastation".

Although this equation as we will see later is an incorrect simplification, and a misleading reductionism.

So while postmodernism is already seen by some in the west as outdated, the Arab intellectual continues to grapple with stale issues contained in modernism. The response to postmodernism, to its wit and irony, to its scope and possibilities, is usually in incomprehension or anger; it is as if two different languages, representing two different time zones⁽¹⁾.

What then can postmodernism mean for Arabs? When does it become distinct from modernism or is it essentially modernism in another shape? Is it yet another concept borrowed from the west to be applied- or misapplied- to Arab Societies like modernism itself with its concomitant ideas of "progress", rationality" and "secularism"? Can the application of a term fostered in the western societies be valid in the Arab Societies? How would Arabs leaders and intellectuals interpret the main features of postmodernism?

** Social Sciences Institute II - Lebanese University*

In approaching this topic I would like to highlight this cultural phenomenon which is still little explored territory in Arab World. In fact the developments in audio-visual media and recent communications technology have dissolved the cultural boundaries and reducing the world to a "global village", and they changed fundamentally in the way people are responding to the world; henceforth no one can be an island ever again.

Finally I hope that my study will contribute to understand our times and reduce misunderstanding between different cultures and to make what seems alien and strange to each culture intelligible.

Modernism and Postmodernism: Difference not Similarity

Before attempting to define the term "postmodernism" we must consider modernism, that which precedes and which allow us to measure postmodernism.

Book containing ideas on modernism occupy a large space in any library, but it is in the general sense of the Oxford English Dictionary definition that the term is used: "Modern view(s) or method(s), especially tendency in matters of religions belief to subordinate tradition to harmony with modern thought". Modernism has come to mean the most recent phase of world history marked by belief in science, planning, secularism and progress. The desire for symmetry and order, balance and authority has characterized it. The period is noted for its confidence in the future, a conviction that Utopia is attainable, that there is a natural world order which is possible. The machine gigantic industrial projects, steel, iron and electricity, all were thought to be at the disposal of humanity to achieve this objective. The drive towards industrialization and reliance on the physical created an ideology which emphasized materialism as a way of life.

Nonetheless, doubts about modernism are expressed early by modernist writers like James Joyce and D.H. Laurence. The critique of notions such as "Total progress" and those which generated them, like the Enlightenment, was already under way before the advent of postmodernist thinking⁽²⁾.

Anthony Giddens poses also a central question in relation to modernism: "Is modernity a Western project ⁽³⁾ ? His blunt answer is "yes"⁽⁴⁾. It is the perception of modernity as Western which will help explain non-Western responses to it. The fact until the middle of the twentieth century Western states was a vehicle for the project of modernism. It is this context that we may see Charles Jenke's useful distinction between modern culture as elitist and inaccessible and postmodernism as popular and accessible⁽⁵⁾.

What is Postmodernism?

The contemporary formulation of postmodernism as a distinct phase succeeding modernism is rooted in and explained by the recent history of the West which is at the care of the dominant global civilization of our times. Our definition of this civilization is cultural, political and not geographical. At the core are the United States and Western Europe, but included are other nations, like Australia. There is a general consensus on how to order the world in economic and increasingly, political terms, one which presupposes a cultural way of looking at the world. For this civilization much of the last half-century has been a period of prosperity and tranquility unmatched in history. It includes large parts of the population and is characterized by a strong and widening economic base, unassailable democracy and an increasing sense of possibilities. The present period has coincided with the most sophisticated technological advances such as satellite dishes and fax machine which connect people everywhere.

From this background mentioned above Malcolm Bradbury traces the itinerary of the term "postmodernism"; he says in 1990: "If the term still eludes us, it does suggest we have lived through a time of notable artistic inquiry, as inquiry parallel to developments in science, cybernetics, computing, space-probe technology genetic engineering, and silicon age communication. It has been an era of "global village", when many typical writers often carry a double ethnicity, like Salman Rushdie, Kazuo Ishiguro, Timothy Mo(6)" And the eminent sociologist Scott Lash has remarked that the term postmodernism. "has becoming a household word, a resounding click, and every discipline examining itself through postmodernist eye(7)".

Postmodernisms characteristics

The term "postmodernism" is difficult to define unambiguously. Jean Francois Lyotard in his recent book "The Postmodern Condition" characterizes the postmodern as possessing an enigmatic and troubling traits(8). Arthur Kroker and David Cook have described the postmodern culture as a panic culture: "The Postmodern science evokes and then secretes, the final of millennium mood of contemporary culture. It is a panic book: panic sex, panic art, panic ideology, panic bodies, panic noise, and panic theory(9)".

Let us attempt to identify some of the main features of postmodernism. Although we acknowledge the diverse sources-architectural, philosophical, literary-of the concept of postmodernism we will emphasize its sociological character. This is what our pragmatic analysis and discussion demand. The use of

the term in the study will thus reflect some-or most-of the following features:

one : The first characteristic of the postmodernist age is a loss of faith in, the project of modernity, a belief in pluralism: a heightened scepticism of traditional orthodoxie and finally a rejection of a view of the world as a universal totality, of the expectation of final solutions and complete answers. In order to discover postmodernism one must look for richness of meaning rather than clarity of meaning; avoid choice between black and white, "either-or" and accept "both-and"; evoke many levels of meaning and combinations of focus and attempt self-discovery through self-knowledge. The postmodernist condition correspond to the collage of images and ideas that represents it-ironic, iconoclastic and free floating. It declares its scope as universal, it embraces high-and low-brow, the serious and the frivolous with equal zeal.

For postmodernists, ideology, Marxist or Budhist, is just one brand of many available in the shopping mall: "Post-althu-sserian, postmodernist thinkers like Jean Francois Lyotard and Jean Baudrillard see Marxism as just one of a thousand brands on permanent sale in the supermarket of ideas"⁽¹⁰⁾.

Two : Postmodernism coexists and coincides with the age of the media; in many profound ways the media are the central dynamic, the defining feature of postmodernism. The ubiquitous and powerful presence of the media as a primary element in any cultural definition was brought to our notice by Marshall McLuhan, in the first few lines of his book "Understanding Media": "Today, after more than a century of electronic technology, we have extended our central nervous system itself in a global embrace, abolishing both space and time as far as our planet is concerned⁽¹¹⁾". And in this context McLuhan had also sounded the warning : "The threat of Stalin or Hitler was external. The electronic technology is within the gate, and we are numb, deaf blind and mute about its encounter with the Gutenberg technology, on and through which the American way of life was formed. It is, however, no time to suggest strategies when the threat has not even been acknowledged to exist⁽¹²⁾".

The multi-media, multi-discourse, all-pervasive nature of postmodernism is repeatedly pointed out for us by analysts like Jim Collins⁽¹³⁾ and Bill Nicols⁽¹⁴⁾, and Marshall McLuhan had seen clearly when he coined his metaphor "The world is my village" to mention the huge effect of Mass-media in demolishing the barriers and boundaries between the men and the countries and reducing the planet in a "small village".

Three : Postmodern culture is characterized by fragmentation of social and

political idea and shifts in thought, and all this is embodied in the revival of ethnicity and religious fundamentalism. Because the media allow both freedom of expression and broadcast of revivalist impulses, in a manner never before witnessed, the fire for self-assertion and self-identify is fuelled. The revivalism expresses the importance of the nuclear family, the micro level, the personal, again in contradiction to modernism. The compulsive need for security in primeval and atavistic notions of lineage is a consequence of the fragmentation of the recent past; there "is comfort in the womb"⁽¹⁵⁾.

The quest for origins is therefore inevitable. Thus seemingly many states however apparently secure are threatened by ethnic and religious assertivenesses (Canada, Russian Federation, India, Eastern European,....etc.)

The revivalist assertivenesses challenges the modernist concept of large state structure, whether capitalist or communist⁽¹⁶⁾. Revivalist tension spill across international borders pushing countries into confrontation. For instance if Hungarians molested in Romania there are procession and diplomatic protests in Hungary; if French Canadians complain in Canada they are heard in France; if Turks are persecuted in Bulgaria there are protests in Turkey ; if Kashmiris are Killed in India rallies in their support are held in Pakistan and the United Kingdom.

In addition to the religious fundamentalism commentators have introduced another group of fundamentalists : "messianic capitalists"⁽¹⁷⁾. These are the leaders of the dominant world civilization we have identified⁽¹⁸⁾. They possess absolute faith in market forces as a solution to all human problems⁽¹⁹⁾. Their doctrine is propagated by a network of influential private pressure groups such as the "Heritage Foundation" in the United State, the "Adam Smith Institute" in the United Kingdom, the "Kiel Economics Institute" in Germany and the "Fraser Institute" in Canada Market fundamentalism has also influenced the "World Bank" and the "International Monetary Fund" in their prescriptions for poorer economics, and the values most prized by messianic capitalists are: discipline, sobriety and hard work⁽²⁰⁾.

Four : Another feature of the postmodern age is the continuity with the past, the umbilical cord is not cut with this past. Despite the trend and desire to be up-to-date, and despite the positive features of post-modernism like the philosophy of tolerance, the availability of choice, the accessibility of information, the democratization of public life, we can recognize the continuity with the past an even more ancient past going back to the Greek and Semitic myths⁽²¹⁾. However, the continuities with the past involve irony and wit⁽²²⁾. And the "postmodernism response to reality is to treat it as unreal"⁽²³⁾. It is also a reassessment of the

concept of "realism", for "Realism has not disappeared, but it is being challenged-and that is the function of postmodern fiction today⁽²⁴⁾. Another bond with the past is provided by the growth of the "heritage industry": The growth of a museum culture (in Britain a museum opens every three week; in France Louvre is opened every Sunday and the admission is gratuitous, and in Japan over 500 have opened up in the last fifteen years) and a burgeoning "heritage industry" that took off in the early 1970s, add another populist twist to the commercialization of history and cultural forms".⁽²⁵⁾

Five: Because large parts to the population live in urban areas and a larger part still are influenced by ideas originating from these areas, the metropolis becomes central to postmodernism. Umberto Eco confirms unequivocally that is a direct causal relationship between the city and the postmodernist condition: "The postmodernist condition is related to the growth of the city or, rather, the dramatic urbanization of population in the last decades ⁽²⁶⁾", and he added wittingly: "But the city has moved beyond the vision of Le Corbusier and Max Weber as a planned abode of "civilized" and "rational" groups⁽²⁷⁾. The cities have metamorphosed radically in the late twentieth-century, they becoming to be an arena of violence, ambiguity, decay and disorder. This atmosphere has encouraged the ethnic groups to gathering in small quarters like a barracks where they transported they natives ways of life and this revivalism has flourished and "pluralism"⁽²⁸⁾ rooted deeply in city everyday life in those heterogenetic cities.

Six: There is dominant class in postmodernism. The Yuppies,⁽²⁹⁾ those who provide the dynamics of a modern city, are at the core of postmodernism. Through the media their ideas are widely spread. The power of this class is based on knowledge and communication. "Postmodernism may thus be seen as essentially, though not exclusively, a middle-class phenomenon".⁽³⁰⁾

If the middle class may provide an intellectual lead to postmodernism, it is the masses which helps to define it. This is made possible through the process of demo-cratization. With democratization popular impulses shape the age. "From the actions of the President of the United states to the selection of the Top of the Popos, and television ratings, to the rejection of communism in Eastern Europe and the U.S.S.R. it is the mob that help to shape decisions today Power, privilege, celebrity status are no longer the preserve of any one group. "Even the most ordinary person can become famous even if for a few minute⁽³¹⁾."

Seven: The postmodernism encourages the juxtaposition of discourses, the lavish eclecticism, the mixing of diverse images. The postmodernist mixes the highrow and the populist, the alienating and the accessible; the taste is eclectic, the

outlook nonchalant. Different styles and different historical periods are the marks of this era. Jean Francois Lyotard has expressed this state and situation in these words: "We use French Perfume and wear Marks and Spencer clothes, listen to rap, eat McDonald's food for lunch, watch an Old Jhon Wayne in the afternoon and go for chinese restaurant for dinner"⁽³²⁾. And Lyotard expresses his sentiment about this eclecticism by dismissing it as "the degree zero of contemporary general culture"⁽³³⁾.

The eclecticism feeds from the diverse and widely different discourses: "The radical eclecticism so prevalent in postmodernist texts depends upon the juxtaposition of discourses (architectural, psychological, narrative, etc) that are not only recognizable and discrete, but possessed of specific aesthetic and ideological values by which they assert their privileged status as representations of experience".⁽³⁴⁾

It is this juxtaposition which allows postmodernism to overthrow traditional images in the most startling and unexpected manner unconnected pictures link with one another to disturb or excite us. And in this wake Postmodernist Philosophers tell us not only to accept but even to rejoice in the "fragmentations and the cacophony of voices through which the dilemmas of the modern world are understood"⁽³⁵⁾.

The mixing of images, interlocking of cultures, juxtapositions of different peoples, availability of information, are partly explained because population are mobile as never before. The mobility continues in spite of increasingly rigid immigration controls This eddying and moving of humanity mingles idea, cultures and values as never before in history. This aspect of contemporary life was brought home to us when the Iraqi Army captured Kuwait in the summer of 1990 and netted peoples from many lands, a veritable melting-pot. The juxtapositions combine with the change, with the speed, the variety of discourses, and the obsession with the "new" to overwhelm and almost defy analysis. This is true even for the experts. As Umberto Eco (a master of semiotic) discloses : "All the professor of theory of communications, trained by the texts of twenty years ago, should be pensioned off."⁽³⁶⁾

Conclusion: In conclusion we note that contradictory developments, disturbing paradoxes, puzzle the mind: an objection of materialism, on the one hand, and an insatiable desire to join the consumerist order, on the other; individuals enjoy rights and privileges as never before in history, yet the state has never been as

omnipotent as in our age. Another paradox of postmodernism is that "Postmodern culture seems to proclaim itself as an avant-grade at the same time as announcing that avant-gardes no longer exist."⁽³⁷⁾ Another paradox is evident in the implosion of large political blocs, the most notable example of which is the communist one, and countries, like those in western Europe, heading towards consolidation. A rejection of established religion alongside one of the most powerful revivalist wave in history in the major religions is also a paradox; so is the tacit admission of the need to view the people of the world as a common humanity and the unprecedented, widespread bigotry and intolerance costing lives.

With the anarchy of change, the plurality of discourses, we must also note the positive offering which postmodernism brings to us: the importance of diversity, the need for tolerance, the necessity for understanding the other.

We need to interpret postmodernism in a positive manner; what tends to be emphasized in the flood of postmodernist literature in its sense of anarchy, rootlessness and despair. What is missed out are its positives sides, like diversity, the freedom to explore, the break down of establishment structures and the possibility to know and understand one another. Postmodernism need not to be viewed as an intellectual conceit, an academic discussion remote from actual life in literary salons, but as an historic phase of human history offering possibilities not available before to such large numbers; a phase that holds the possibility of bringing diverse people and cultures closer together than ever before.

Notes

- 1- Abdel kebir khatibi, "Arabs between Post-Modernity and Modernity (paper presented at Arab-American University Graduates Annual Convention, Boston , November 1986).
- 2- Theodor Adorno and Max Horkheimer, *Dialectic of Enlightenment*, translated by John Cumming, (London: Versoi, 1979), p.15
- 3- Anthony Giddens, *The Consequences of Modernity*, (Cambridge : Polity Press, 1990) p.174
- 4- *Ibid.*,p.175
- 5- Charles Jencks, *What is Postmodernism?* London: Academy, 1986, p.21.
- 6- Mulcoln Bradbury, "The world after the wake ", in *The Guardian* 20 sept. 1990.
- 7- Scott Lash, *sociology of Postmodernism*, London: Routledge, 1990, p.19.
- 8- Jean François Lyotard, *The Postmodern Condition: A report on knowledge*, trans.G.Bennington and B. Massumi, Minneapolis: University of Minnesota Press. 1984. p. 24.
- 9- Arthur Kroker and David Cook, "The Postmodern Scene: Excremental Culture and Hyper-aesthetics, London: Macmillan Education Ltd.p.5.
- 10- Chris Horrie "In Literary Review", June 1991, London.

- 11- Marshall McLuhan, *Understanding Media; The Extentions of Man*, London and New-York: Routledge (ARK edition 1987),p.3.
- 12- Ibid: pp.17,78
- 13- Jim Collins, *Uncommon Cultures: Popular Culture and Postmodernism*, New-York and London: Routledge 1989.
- 14- Bill Nichols, *Movie and Methods*, vol.1, Berkley: University of California Press, 1976.
- 15- Charles Jencks, *what is Post-modernism?*, op. cit., preface VIII.
- 16- P.R. Brrass (ed) "*Ethnic group and the state*", London : Groom Helm, 1984,p.26-28
- 17- Jhon Taylor, "*Are you politically Correct?*", in *Literary Review*, March 1991, p.12.
- 18- Ibid., p.26
- 19-James Park, *Cultural Icons : Figures who made the tiwentieth Century what it is*, London : Bloomsbury, 1991,p.86.
- 20- Ibid., pp.26-27
- 21- David Harvey, *The condition of Posmodernity: An Enquiry into the origins of Cultural change*, Oxford: Black well, p.37.
- 22- Jim Collins, *Op.cit.*,p.113.
- 23- Alison Lee, *Realism and Power : Postmodern British Fiction*, Routledge, p.141
- 24- Ibid., pp.212-213.
- 25- David Harvey, *op.cit.*, p.62.
- 26- Umberto Eco. *The City and the sign*,(eds); Gottdiener, M. and A. Lagopoulos, New-York, pp.22-24
- 27- Ibid., pp.36-38
- 28- We mean by tern "pluralism" a state of society in which members of diverse ethnic, racial, religious, or social groups maintain an autonomous participation in and development of their traditional culture or special intrest withim the confines of a common civilization.
- 29- Abbreviation of "Yong Urban professional". A group of buisness-men that have attained a high degree of succes in promoting the values of consumerism through the communication's net-works.
- 30- Scott Lash, *op.cit.*, p.251.
- 31- Tony Augarde, *The Oxford Dictionnary of Modern quotations*, Oxford; Oxford University Press, 1991,p.221.
- 32- Jean Francois Lyotard, *op. cit.*,p.76.
- 33- Ibid.,p.84.
- 34- Jim Collins, *Uncommon Cultures : Popular culture and Postmodernism*, New-York and London: Routledge, 1989, p.27.
- 35- David Harvey; *op.cit*, p.126
- 36- Umberto Eco, *The city and the sign: An introduction to Urban semiotics*, (eds) Gottdieneu, M.and A. Lagopoulos, New-York, p.149.
- 37- Scott Lash, "*Sociology of Postmodernism*, *op.city.*,p.252.

ABSTRACT

يتناول هذا البحث ظاهرة "ما بعد الحداثة (Postmodernism)" وهي ظاهرة ثقافية أساسا. "فقد بدأت هذه الظاهرة تؤثر بالعمق في حياة وسلوك وفكر المجتمعات الغربية منذ نهاية الستينات ومازالت حتى الآن تنشر قيمها. غير أن هذه الظاهرة ظلت غريبة عن المجتمعات العربية ، فقد وقف المفكرون العرب منها موقفا "معاديا". فأتهموها بأنها محاولة لأمركة العالم "وإنها ظاهرة

تعمل على "تعميم الفوضى" وأنها البداية "لخراب الذات العربية وتدميرها". مع إن هذه الظاهرة تحمل الكثير من الايجابيات وتصب في مصلحة الشعوب التي تصنف على إنها هامشية (Marginal) أما السمات الأساسية لهذه الثقافة فهي تختصر على الشكل الآتي:

- 1 - إنها ثقافة ضد الفكر الأحادي والفكر الشمولي فالحقيقة ليست إلا التنوع مأخوذاً "بكلية وخلاف ذلك يعني إنعدام الحقيقة.
- 2 - تعتبر ثقافة "ما بعد الحداثة" إن التعددية هي فضيلة بحد ذاتها. ولذلك تضع الأيديولوجيات في سلة واحدة وترفضها لأنها دمرت العالم بحجة امتلاك الحقيقة.
- 3 - رفضت الحداثة وتساؤلها اتهمتها بأنها ولدت الديكتاتوريات، وإذا كانت ثقافة الحداثة تنظر الى التجاور (Juxtaposition) على انه سلبي وسطحي وغير عقلاني وغير مفكر فيه ومناهض للتناسق. فإن ثقافة "ما بعد الحداثة" تعتبر العكس، فالتجاور يعني التوجه نحو "التعدد" ومناوأة الأيديولوجيات الحصرية والاحادية والنخبوية (Elitism) والاحتكار على تعدد أصنافه. فالكليلية (Totalitarianism) مرفوضة لأنها لا تملك "قيماً إنقاذية" (Survival Values) فهي فلم تستطيع أن تحل التناقضات سلمياً "داخل مجتمعاتها بل لجأت الى الوسائل القمعية تحت شعار التناغم والانسجام في الوطن الموحد والمجتمع الواحد.
- 4 - ثقافة ما بعد الحداثة لا تتدخل في خيارات الأفراد وأذواقهم فهي تنظر الى كل الثقافات على أنها متساوية لذلك تطالب بترك الناس يعيشون كلما يرغبون فليس هنالك مقاييس رسمية ومعايير ثابتة تقاس بها الأمور. فهي مع تجاور (Juxtaposition) العقائد والبشر. فكل الأنماط والأزياء والأذواق لها الحق بأن تبقى وتتعايش فالفجينز (Jeans) ليس أفضل من التشادور (Tchador) والحجاب ليس أفضل من الوجه الحاسر والشعر للصبيغ بعدة ألوان. و"بابا" روما لا يحق له أن يمنع "مادونا" من التعبير عن إيمانها المسيحي على طريقتها. ولا الإمام الخميني له الحق أن يمنع سلمان رشدي من فهم الإسلام على طريقته. فليس هناك مرجعية واحدة لها الحق في الحكم على الناس وتقرير أين هو الخطأ وأين هو الصواب.
- 5 - ثقافة ما بعد الحداثة هي بالدرجة الأولى ثقافة "المدن الكبرى" (Megapolis) فقد تحولت هذه المدن الى أمكنة حيث أجمعت التناقضات على أنواعها. فتجاورت الأعراف والطبقات والسحنات والبشرات واللغات والأغاني والثقافات. فأنت تستطيع في نفس اليوم وفي نفس المكان الذي تعيش فيه أن تضع عطراً "فرنسياً" وترتدي ثياباً "من عند" مارك وسبنسر" وتأكل همبرغر من عند ماكدونالد ونشاهد فيلماً "لجون واين وفي المساء تتعشى في مطعم صيني. إنها ثقافة التعبير الفعلي عن المجتمعات المركبة وتعقيداتها وإنها بتاج التحول الذي أصاب العلم من جركاء تجاور وتزامن الأنماط والقيم والأشكال والمباني والمساحات والحضارات فأصبح العالم يعيش على إيقاع تجاور وتزامن ثقافي متعدد الخيارات من هنا كان الاختلاط بين الكونية (Universalism) والمحلية (Localism).
- 6 - تتميز ثقافة "ما بعد الحداثة" بالنزعة "الاحيائية" (Revisalism) والنزعة الأصولية (Fundamentalism) فقد أشتد هذا التوجه في المجتمعات التي تضم مجتمعات من الأقليات، فتم إيقاظ الشعور الديني والشعور الاثني والشعور الأقلوي. فتجمعت هذه المجموعات في أحياء خاصة بها حيث مارست ثقافتها الخاصة الأولية. وهكذا بدأت العودة الى الماضي والبحث عن الأصول الأولى (The quest of origins) والتمسك بالهوية الذاتية الخاصة. (Self-Identity) فأعيد الاعتبار إلى العائلة الصغيرة (Nuclear family) وإلى العشيرة (Clan). ومن هنا أطلق على ثقافة ما "بعد الحداثة" تسمية ثقافة "الراحة داخل الراحم" (The comfort in the Womb). وبالفعل فقد شهدت العقود الأخيرة في العالم عودة الشعب الى التمسك بتاريخها القديم ففتحت المتاحف وتدفق الناس لزيارتها بأعداد كبيرة وبدأ "تسويق التاريخ" بطرق ثقافية جديدة.
- 7 - ارتبطت ثقافة ما بعد الحداثة بثورة الأعلام، فبعد أن أصبح العالم "قرية كونية" (Global village) "أخذت الجماهير

وتحت تأثير الإعلام تلعب دورا "مهما" في حياة السياسة وتعاظم دور الرأي العام وأصبح هذا الأخير له الكلمة الأهم في القرارات السياسية بدءا "من انتخاب رئيس الولايات المتحدة مروراً باختيار البابوات. ومن خلال الثقافة التي صاغها الإعلام استطاعت الجماهير أسقاط أقوى الأنظمة إن كان في الاتحاد السوفياتي أو في أوروبا الشرقية، وبفضل الإعلام لم تعد الشهرة حكرا "على فئة معينة فأصبح بإمكان أي أنسان عادي إذا قام بعمل غير عادي أن يصبح نجما "أعلاميا" في بضعة دقائق. أما النخبة والمثقفون فقد تراجعت مكانتهم وأصبحوا متساوين مع الناس العاديين.

8 - تميزت ثقافة ما بعد الحداثة بظهور طبقة جديدة هي طبقة "اليوبيز (Yuppies)"، وهي طبقة رجال الأعمال والمهنيين الشباب الذين حققوا ثروتهم بسبب توسع المدن وبسبب استعمالهم الذكي لأساليب التسويق الجديدة والدعاية وأعتمداهم على شركات العلاقات العامة، فقد نجحت هذه الطبقة في ترسيخ وشرعنة قيم الاستهلاك والربح وتعميم قوانين السوق ودافعت عن قدرة السوق "العجيبة" في حل كل مشاكل الإنسان المعاصر.

والسؤال المطروح الآن! هل تستطيع المجتمعات العربية بعد أن سقطت حدود الزمان والمكان أن تمنع أنتشار القيم الثقافية لما بعد حداثة؟ أم إن هذه الظاهرة ستتشر في عمق التاريخ الثقافي العربي وتقود الى تحول ثقافي مرتقب. أم إن مصيرها سيظل مشابها "لتيارات الماركسية والوجودية والشخصانية والبنوية في الثقافة العربية والتي ظلت هامشية وبرانية فلم تستطع تجذير قيمها في تربة الثقافة العربية الراهنة.

المحلّي ، لبنان اليوم بحاجة الى "الادمغة العاملة" أكثر من أي وقت مضى .فهو يستصرخ كل "مفكر فاعل ومنتج" ، وكل "مهارة يدويّة متخصصة" لتساهم في اعادة بناء هذا الوطن لان "اليد العاملة المتخصصة" كانت وستبقى "عنصر التجديد في الحياة" و "وعنصر الحياة في التجديد ."

المراجع

- 1 - Cité par Jaccard, Pierre: *Sociologie de l'Education* , Payot, Paris, 1962
- 2 - Cité par Arnould clause , " *Le rôle de l'université dans le monde moderne* , l'éducation 2. Février , 1968.
- 3 - Dewey John, " *l'école et l'enfant* " , traduit par L.S pidouse, 9ème édition , Delachaux et Niestlé , 1976.
- 4- Sillamy Norbert, *Dictionnaire de la psychologie* , Paris, librairie Larousse, 1967, p.2. 6
- 5 - Benassy C. dans son article sur " *l'orientation professionnelle et l'école* " , *Revue B.I.N.O.P*, 2ème serie ,1956,p.313.
- 6 - Naville Pierre , " *Théorie de l'orientation professionnelle* " , Paris, Gallimard, 1972 , p.13.
- ١ - يونس أسعد ، "تسعون سنة على نشأة التعليم المهني والتقني الرسمي في لبنان " (١٩٠٤ - ١٩٩٤) - دار الفكر اللبناني ، ١٩٩٥ ، ١٧٩ ص.
- ٢ - المرجع السابق.
- ٣ - المرجع السابق ص (٦٠ - ٦١) .

للنظرة السطحية السلبية السابقة بعد أن عرف ان "التوجيه العام" و "التوجيه المهني والتقني" عنوان لا ينفصلان خاصة اذا واكب هذا الاخير التطور التكنولوجي الحاصل اليوم في العالم .

فأتت المهومات شاقة والقرارات صعبة عند جيلنا الجديد .انه جيل المستقبل المتجدد :المتجدد بتفكيره ،المتجدد بنمط عيشه ، والمتجدد بمبادئه وسلوكهجيل رأى في التوجيه المهني والتقني الامل بالمستقبل المنشود والحل للازمات الوظيفية المستعصية .

فجأة برز وضع التوجيه المهني والتقني على حقيقته في لبنان .فبات "مفتاح حل" و "مفتاح أزمة" .اعتبر هذا التوجيه "حلا" عندما حصل شبابنا على شهادات متخصصة بنوا عليها الآمال الكبيرة .لكنه اصبح "ازمة" أضيفت الى سابقاتها من الازمات بعدما انضم العديد من الطلاب في التوجيه المهني والتقني الى العاطلين عن العمل في التوجيه العام (راجع الجدول رقم ١٢) أثر "التهافت" على اختصاصات لم تتلائم وطموحات الجيل المندفع ولم تلب كما يجب حاجات سوق العمل اللبناني .فظهر سوء التخطيط وبدت ثغرات السياسة التربوية المتبعة من قبل معاهدنا في التوجيه المهني والتقني .تفاقمت الازمة وازدادت سوءا "مع سياسة المصالح المتشعبة :الافراد من جهة ، والمؤسسات الادارية والصناعية والتجارية والخدماتية والاجتماعية ...منفردة من جهة أخرى ، والدولة في عالم آخر .ففي خضم موجة الفوضى هذه ، وفي مجتمع حيث "كل يغني على ليلاه" ، تجمد التخصص المهني والتقني قبل أن يرى النور وتبعثرت آمال الشباب .

أين السياسة التخطيطية للدولة في هذا المجال لتأخذ على عاتقها تأمين مستقبل الشباب ؟ علما " ، أن خبراء كفوء قد وضعوا دراسات وخطط تربوية مهمة وبرامج حديثة في "التوجيه المهني والتقني" تناسب متطلبات العصر ، ولكنها "لم تنفذ" . "لم التباطؤ في تطبيق هذه المشاريع التربوية المتخصصة المستحدثة ؟ ألم يحن الوقت للبنان أن ينهض من كبوته وأن ينفض عنه غبار الانحطاط وأن يستعيد مجده الثقافي وبالتالي الاجتماعي والاقتصادي والسياسي والخدماتي ...بين صفوف الدول المتقدمة ؟

فبناء المعاهد المحترمة كبناء المجتمعات يركز على دولة صالحة مخططة مهمة ببناء مستقبل شباب ناجح يحملها بدوره على التطور والاستمرارية .

وقيام المعاهد يحتاج الى مؤسسين خبراء يشجعون على الخلق والابداع والاستحداث في الميدان المهني والتقني ، ويساهمون في تنمية القدرات الشخصية والميول النفسية عند الشباب ، كما يسهلون انخراطهم في مجتمع "العمل" لاحقا .

مهما كان واقع "التوجيه المهني والتقني" في لبنان ، ومهما كان انعكاسه على سوق العمل

تتوقع "صعوبة في ايجاد العمل" اذ انها تعتبر ان التوجيه المهني والتقني ما زال في مراحله البدائية التجريبية حيث تظهر ثغرات عديدة وتباين واضح بين الاختصاصات المعتمدة وحاجات سوق العمل. هناك تكدس في اختصاصات معينة كالكمبيوتر وتصميم الازياء... وغياب تام لاختصاصات اخرى... فلا نجد تخطيطا واضحا بين القطاعات الانتاجية والمعاهد ولا تفاهما على اولويات الحاجات الطارئة. "كل سيد على مملكته". "لا شعور بالمسؤولية الوطنية ولا تحسس للمصلحة العامة. تحت شعار "التعليم المهني والتقني" استحدثت مراكز عديدة سميت "معاهد" هدفها الاثراء السريع، فبان النقص في التوجيه المهني (٣٠، ٩٪). وبدأ الخلل يتفاقم مع تأزم الازمات الاجتماعية والاقتصادية في ظل نظام سياسي - اجتماعي - اقتصادي يطرح الكثير من التساؤلات ويشوبه العديد من المغالطات في الممارسات. دعائم عديدة تنهار او في طور الانهيار" فالمعامل الصناعية غير كافية في لبنان (٣٪)؛ والفساد والمحسوبيات ما زالا مستشريين في الادارات؛ "ودور الواسطة في ايجاد العمل" (٥٦، ١٪) يحتل المرتبة الاولى.

يملك معظم هؤلاء الطلاب معطيات وقدرات جد مهمة. لكن الكثير من المشاكل تقف حاجزا بينهم وبين طموحاتهم، وتجعلهم يهابون المستقبل ويتساءلون: "هل سنجد عملا في مجال الاختصاص؟"، "هل لهذا الاختصاص مكانته ودوره في سوق العمل اللبناني؟" (٣٢، ٢٪).

انها تساؤلات "الخوف" من المستقبل "المجهول" عند بعض شباب اليوم.

نفهم الآن موقف "التحفظ" عند طلاب ال "لا جواب" وهم بنسبة ٦٥، ٤٪.

هذا التناقض في مواقف الشباب الذي يتأرجح بنسب متقاربة بين التفاؤل والتشاؤم يحتاج الى "إرشاد علمي" "وتوعية مبرمجة" من قبل أخصائيين في هذا الميدان "يوجهونهم" على الدرب الصحيح ويساعدونهم على "الخيار السليم" من خلال تقنيات ومنهجيات تربوية حديثة مفيدة كالزيارات الميدانية مثلا للقطاعات الانتاجية كافة، والافلام والمحاضرات السمعية - البصرية المتخصصة.... كما يطلعونهم على وضع السوق المحلي وعلى المستلزمات الضرورية والحاجات الماسة للمجتمع اللبناني، عندها تتوضح لديهم شمولية صورة الوضع المجتمعي فتمنحهم الثقة بنفسهم وبمستقبلهم المهني.

(الخاتمة)

لقد حان الوقت كي نسلط الضوء على حقيقة "التوجيه المهني والتقني في لبنان، اليوم"، خاصة بعد أن ابدت الدولة اللبنانية، مؤخرا، اهتماما بالغاً في هذا الميدان.

لقد حان الوقت كي ينظر اللبناني الى "التوجيه المهني والتقني" نظرة "علمية متجددة" مغايرة

- موسيقى ٣٣... ، %

- استاذ ٣٢... ، %١

- ازياء ١... ، %

الجدير ذكره ان هذه الاختصاصات أي "الهندسة" (٧٪) و "الاعلان والاعلام" (٦٤، ٦٪) التي تفضلها النسبة الأكبر من الطلاب الغير راضين عن اختصاصهم هي اختصاصات على المستوى الجامعي ولا تدرس في المعاهد المهنية والتقنية. عندها أتى خيار هؤلاء الطلاب "عشوائيا".

جدول رقم ١٢ - السؤال III توزيع الطلاب حسب توقعاتهم لمدى تلبية حاجات سوق العمل اللبناني.

توقعات الطلاب لمدى تلبية حاجات سوق العمل اللبناني	العدد	/ النسب
ايجاد العمل بسرعة	١٣٨	% ٤٥ ، ٨٤
صعوبة ايجاد العمل	٦٢	% ٢٠ ، ٦
نقص في التوجيه المهني	٢٨	% ٩ ، ٣٠
معامل صناعية غير كافية في لبنان	٩	% ٣
دور الوساطة في ايجاد العمل	٥	% ١ ، ٦٥
لا مستقبل للتعليم المهني في لبنان	١٥	% ٥
يتوقعون الازدهار بالتطور المهني	٢٣	% ٧ ، ٦٤
تلبية سوق العمل حسب الاختصاص	٧	% ٢ ، ٣٢
لا جواب	١٤	% ٤ ، ٦٥
المجموع	٣٠١	% ١٠٠

ادرك جيلنا الجديد ، جيل الوعي المبكر والطموح المسؤول ، حاجة وطنه الماسة لمقومات اجتماعية وتربوية واقتصادية... تنشله من دمار الحرب المأساوية وتعيده ولو نسبيا الى صفوف الدول المتحضرة. فكان خياره "التخصص في التوجيه المهني والتقني" اذ عرف وعلى ضوء الخبرات العالمية أهمية هذا الميدان وأولوياته في الحلول للمشكلات التي تواجه المجتمعات ، وفي النهوض الاقتصادي. ها هو يتابع تحصيله "التخصصي" بعزم ونشاط ويتأمل خيرا "بأيجاد العمل بسرعة" (٨٤ ، ٤٥٪) ضمن اختصاصه في السوق اللبناني من أجل مستقبل بارز ومضمون.

مقابل هذه النسبة المهمة من الشباب المتفائل (٨٤ ، ٤٥٪) نجد نسبة (٦ ، ٢٪) من المتشائمين

جدول رقم ١١ :الاسئلة II . ١٠ ، II . ١٠١٠ :توزيع الطلاب حسب الاختصاص الآخر

الغير متوفر في المعهد ونوعه

نوع الاختصاص الاختصاص غير متوفر	اعلام	علم نفس	هندسة	موظف دولة	حرفي	ترجمة	موسيقى	استاذ	ازياء	لاشيء	غيره	مجموع
نعم	٢٠	٨	٢١	٣	٥	٦	١	٤	٣	٠,٣%	٨	٢٦,٦% ٨٠
كلا	-	-	-	-	-	-	-	-	-	٧٣,٤%	-	٧٣,٤% ٢٢١
مجموع اول	٢٠	٨	٢١	٣	٥	٦	١	٤	٣	٧٣,٧٥%	٢,٦٥%	١٠٠% ٣٠١
مجموع ثان	٢٠	٨	٢١	٣	٥	٦	١	٤	٣	٢٢٢	٨	٣٠١

نرى ان النسبة المهمة من الطلاب ٤, ٧٣٪ لا تحتاج لاي اختصاص آخر اذ انها مقتنعة بما اختارت مستقبلها المهني . فهي تتلقى "التأهيل" المناسب في الميدان الذي رغبت به بعزم و ارادة ، وتحصل على "التدريب" الملائم "بشغف ولذة" دون أي تردد . كل طالب اعتمد في خياره على شرطين اساسيين وهما:

" الخيار الصحيح " و " المثابرة في العمل " ، شق طريقه قدما بين الصعاب نحو الهدف المهني المنشود بينما نجد ان نسبة ٦, ٢٦٪ من الطلاب يفضلون اختصاصات اخرى غير متوفرة في معاهدهم . نذكر منها:

- اعلان واعلام :تصوير فوتوغرافي ، صحافة ... ٦٤, ٦٪

- علم نفس ، حضانة ... ٢, ٦٥٪

- هندسة ، علوم رياضية ... ٧٪

- موظف دولة ... ١٪

- حرفي ، تصليح مجوهرات 66 ... ١٪

- ترجمة ، لغات ... ٢٪

ها هي "القناعة الشخصية" التي طبعت غالبية الطلاب في اختيار اختصاصهم ، تعود مجددا لتؤكد

عزمهم على "العمل بموجب شهادة الاختصاص لله (نسبة ٤٢ ، ٧٢٪) . وهذا يدل على طموحهم ورغبتهم للعمل في ميدان اختصاصهم . ونسبة ١٤ ٪ منهم يعملون ويرغبون في "الحصول على ترقية في ميدان

عملهم . أما "الحياة على شهادة اختصاص فقط (٣ ، ٦٪) تعني الحصول على "شهادة ورقية" يتباهى بها هؤلاء الطلاب عند الضرورة او يبرزونها عند الحاجة . شهادة شكلية تخلو من كل طموحات فردية وآمال مستقبلية . انها شهادة التفاخر والترفع الاجتماعي أكثر ما هي شهادة "التحقيق الذاتي" والتفعيل الاجتماعي والاقتصادي والاداري ... هذه هي نتيجة خيار وليد "صدفة" دون تخطيط مستقبلي .

اما نسبة ضئيلة من الطلاب ٣ ، ٤ ٪ تعمل وتكافح للحصول على شهادة بغية تحسين اوضاعها الوظيفية ومن ثم "العمل في غير الاختصاص الحالي" .

ان تكلم ٦٦ ٪ من الطلاب عن "البطالة" شي مؤسف حقيقة . فهم من الاشخاص المحبطين الذين ينظرون الى المستقبل بعين الكآبة والشؤم .

اما خانة "غيره" بنسبة ٣٢ ، ٢ ٪ فهي مخالفة لكل التوقعات . انها السير قدما نحو الاعلى والافضل في الاختصاص المهني والتقني . انها ركوب سفينة العلم والمعرفة والغوص نحو دراسات فنية عالية لا معهد يحدها ولا معمل او مصنع او مؤسسة تقيدها . انه الغوص في عالم "التخصص في الجزئيات الدقيقة"

لم لعالم التوجيه المهني والتقني من أهمية في تغيير معالم الارض وتبديل حياة ومسار الشعوب كافة .

(٦٦, ٢٪) بينما الاكثريه شهدت لسهولة الاختصاصات ولحبتها لها. بدت هذه العناصر (٦٦, ٢٪) غير مستقرة لاجتماعيا ولا نفسيا ولا تربويا ؛ ومنهم نظر الى الامور باستخفاف فتلهى "باضاعة الوقت لله (٣٢, ٢٪) وهدر وقت الآخرين ، ومنهم اشتكى من مشاكل مع "الادارة (٣٥, ١٪) وتذمر من الانضباط أي من " الحضور والنظام " ، وكأن معدهم أصبح ملجأ للتمويه واختصاصهم وسيلة للتسلية وقتل الوقت .ليس للجديّة مكانة عند هؤلاء الطلاب الغير متكفين .اما البعض الآخر من ال "٢٠٪" فتذمراتهم تدفع الى الشك بمصداقية الاكثريه .

من المشاكل البارزة والمهمة نجد مشكلة "عدم تفهم الطلاب " (نسبة ٣٢, ٥٪) ومشكلة "عدم الشرح جيدا " (نسبة ٣٢, ٥٪) مشاكل جديرة بالاهتمام .مشاكل جوهرية ومزمنة قد تعيق عملية نجاح الطلاب ، وقد تؤثر سلبا على تقدم المعاهد المهنية والتقنية. التكلّم عن "عدم الشرح جيدا " يعني أولا التشكيك بخبرة الاستاذ وقدرته على تأهيل الاجيال الصاعدة ؛ وثانيا التعرض للوسائل او التقنيات التربوية المستعملة (ان وجدت) . ففي كلتا الحالتين يشير الطلاب الى غياب المنهجيات العلمية المستحدثة في التعليم خاصة فيما يتعلق بالمواد العامة ، يقولون " :كانت وما زالت تدرس نظريا وكأنها من عالم آخر او من دون جدوى بالنسبة لاختصاصنا .فاذا اعترضنا او ابدينا تمللا حيال هذه المنهجية القديمة يأتي الرد قاسيا وعنيفا حتى يصل الى الطرد من الصف احيانا .وهذا ما نسميه "عدم تفهم الطلاب " ٣٢, ٥٪ . لا نقاش ولا حوار مع الاساتذة في هذا المجال .لهم القرار ولنا الطاعة والتنفيذ .فالرضوخ اذا للأمر الواقع هو الحل الافضل للمشكلة المزمنة حتى تطبيق المناهج الجديدة والعمل على اعادة تأهيل الاساتذة."

جدول رقم ١ . :الاسئلة II ٩٠ : توزيع الطلاب حسب توقعاتهم من الشهادة بعد التخرج .

التوقعات من الشهادة بعد التخرج	العدد
الحيازة على شهادة اختصاص فقط	٦٠,٣ % ١٩
العمل بموجب شهادة الاختصاص	٧٢,٤٢ % ٢١٨
الحصول على ترقيّة في ميدان عملك	١٤ % ٤٢
العمل في غير ميدان الاختصاص الحالي	٤,٣ % ١٣
البطالة	٠,٦٦ % ٢
غيره	٢,٣٢ % ٧
المجموع	١٠٠ % ٣٠١

-واحيانا تكون قديمة ، غير صالحة ولا تواكب تطور المبادئ النظرية للاختصاص.

- واحيانا تكون غير كافية لجميع الطلاب ما يدفعهم للقيام بالاعمال التطبيقية ضمن مجموعة وليس افراديا .

جدول رقم ٩ :الاسئلة II ٨٠ و II ١٠٨٠ : توزيع الطلاب حسب المشاكل التي يواجهونها مع الجهات

المعنية بالنسبة لنوع هذه المشاكل .

نوع المشاكل التي يواجهونها	مع الاساتذة				مع الادارة		لا جوب	لا مشاكل	المجموع
	عدم قشرح جدا	كثرة الاعمال	اضافة لوقت	عدم تفهم الطلاب	سيطرة الاساتذة	الحضور النظام			
نعم	١٦	٨	٧	١٦	٢	١	٧	-	٦٠ ٪٢٠
كلا	-	-	-	-	-	-	-	٢٤١ ٪٨٠	٢٤١ ٪٨٠
المجموع الاول	١٦	٨	٧	١٦	٢	١	٧	٢٤١ ٪٨٠	٣٠١ ٪١٠٠
المجموع ثاني	٤٩ ٪١٦,٣				٤ ٪١,٣٥		٧ ٢,٣٥ ٪	٢٤١ ٪٨٠	٣٠١ ٪١٠٠
									٣٠١ ٪١٠٠

نجد ان الغالبية الساحقة من الطلاب ٨ ٪. لا تتعرض لأي نوع من المشاكل مع أي جهة كانت . بينما ٢ ٪. منهم يشكون من أمور عديدة ان مع الادارة بنسبة ٣٥ ، ١ ٪. او مع الاساتذة بنسبة ٣ ، ١٦ ٪. اما طلاب ال "لاجواب " فكانت نسبتهم ٣٥ ، ٢ ٪. فقط ما يشير الى "اللامبالاة "ام اللادراك. "

كل مشكلة في الحياة لها سلبياتها ولها ايجابياتها .ان طغت السلبيات على الايجابيات كانت الكارثة الكبرى .أما ان بقيت نسبة السلبيات متدنية فهذا دليل حيوية ونشاط.

نعرف جيدا ما يعاني معظم شبابنا من مشاكل تكيف وانخراط في المجتمع .فكيف اذا كان ذلك في معاهدهم المهنية وضمن اختصاصاتهم المستقبلية ؟ لو أجابوا جميعا ب "لا مشاكل لدينا "لكنّا ظننا ان "الدنيا بألف خير" ، ولكن نسبة ٢ ٪. منهم اثاروا بعض المشاكل السطحية.

البعض من هؤلاء الطلاب هم من "العناصر المشاغبة . "منهم تدمّر من "كثرة الاعمال لله

جدول رقم ٨ :الاسئلة II ٧٠ و II ١٠٧٠ :توزيع الطلاب حسب معاناتهم من نقص

في المعدات بالنسبة لانواعها.

المجموع	لا شيء	غيره	ادوات تجميل	اوسوسكوب	مكتبة	ماكينات خياطة	مقاعد	كمبيوتر وادوات متطورة	انواع المعدات نقص في المعدات
٨٤ % ٢٨	-	٨	٨	٦	٣	٦	٤	٥١	نعم
٢١٧ %٧٢	٢١٧ %٧٢	-	-	-	-	-	-	-	كلا
٣٠١ %١٠٠	٢١٧ %٧٢	٨ %٢,٥	٨ % ٢,٥	٦ %٢	٣ %١	٦ %٢	٤ % ١	٥١ %١٧	المجموع الاول
٣٠١ %١٠٠									المجموع الثاني

نرى ان نسبة مهمّة من الطلاب ٧٢٪ أي ما يوازي الثلثين تقريبا لم تشك من أي نقص في المعدات .بينما نسبة ٢٨٪ أي ما يوازي الثلث استطاعت ان تعلن ان معهدا لا يؤمن لها كل احتياجاتها من مواد اولية وضرورية ضمن اختصاصها.

ومن هذه الاحتياجات نذكر " :كمبيوتر وادوات متطورة : "نسبة ١٧٪ ، "مقاعد "نسبة ١٪ ، "ماكينات خياطة "نسبة ٢٪ ، "مكتبة "نسبة ١٪" ، اوسوسكوب "نسبة ٢٪ ، "ادوات تجميل "نسبة ٢,٥٪ ، و"غيره "كالدبابيس والمقطعات ...نسبة ٢,٥٪.

نسب ضئيلة من الطلاب المعارضين تكاد لا توحى بشيء مهم للوهلة الاولى ولكنها فعليا معبرة جدا .انها نسبة أكثر صراحة وأكثر جراءة من التي عبّرت عن الامتنان التام ٧٢٪ وادّعت ان "لا شيء" ينقصها.

عندما استفردنا هذه النسبة المعارضة واستوضحناها الامر بصدق واخلاص قالت :

ان لهذه القضية ثلاثة اوضاع مغايرة :

- احيانا تكون المعدات مفقودة تماما .

الانسان ينبع بالدرجة الاولى من حاجته الملحة الى تحسين اوضاعه الحياتية .لهذا السبب ، التطور الاساسي الذي يسعى اليه هو تطور واقعي يهدف الى الحياة العملية .ولكن ان قدرته العقلية التي تجبره احيانا الى فلسفة الامور أدت به الى شق اتجاه مواز لاتجاه التطور العملي وهو التطور النظري والفلسفي.

مع مَرَّ العصور ، أخذ الانسان بالابتعاد شيئاً فشيئاً عن التطور العملي وبالاهتمام بالتطور النظري وهذا يعود لعدد من الاسباب من أهمها :كبرياء الانسان النابع من تفاخره بالمبالغ بالاشياء التي انجزها خلال القرون الماضية وشعوره بالاكتماء المادي الذي ادى به الى التخلي عن التطور العملي وعن كل عمل او مهنة تسيء الى سمعته .

كما ان تعالي الانسان عن الامور الحياتية البسيطة وهروبه من واقع مضغوط تسيطر عليه ظروف حياتية معينة حيث "ذهنية الواجهة " هي السائدة ، ادى به الى الاهتمام اكثر فأكثر بالتطور النظري " من شهادات تخصص في الطب والهندسة والحاماة "....على حساب التطور الواقعي أي التخصص المهني والتقني.

لذا ، وبعد طول غياب ، أول خطوة قام بها الجيل الصاعد بعد نبيله قسط وافر من التحرر من الضغوطات الخارجية هي تحويل نظرته من الماضي نحو الحاضر وحتى المستقبل واعطاء أهمية مميزة للتطور العملي أي للاختصاصات المهنية والتقنية حيث "السهولة والبساطة "في التعاطي مع الامور الحياتية

و "الاطمئنان النفسي "في تحقيق الانجازات وتلبية الحاجات وحلّ الازمات التي تعيق مسار تقدم المجتمعات.

" فالانسان الذي لا يتطور هو انسان "حيّ ميت . "

اما فئة الطلاب الغير راضين عن اختصاصهم (غيره ٣٪) فقد ردت ذلك لاسباب تتعلق مباشرة " بالبرامج "كونها برامج قديمة في موادها ، قديمة في معطياتها ، وقديمة في اساليبهابرامج لا تتوافق ومتطلبات العصر.

كذلك اعتبرت هذه الفئة ان توزيع الساعات بين النظري والتطبيقي المتبع في التوجيه المهني والتقني غير ملائم وغير كاف حيث ان الساعات المخصصة للمواد النظرية تفوق بكثير ساعات الاعمال التطبيقية .

وهنا يمكننا التساؤل حول مدى مصداقية هذه الاقوال؟

رأينا في الجدول السابق ان غالبية الطلاب أي ٨٩٪ بدوا راضين عن اختصاصهم . ما الاسباب الكامنة وراء هذا الرضى يا ترى؟

مرحلة "التخصص" مرحلة شاقة عند الشباب لكن "اختيار التخصص" مهمة اصعب ومصيرية ؛ اذ تحدد مستقبله وتطبعه بختم مميز . احيانا يكون الخيار صحيحا و احيانا يأتي مخيبا للآمال .

فالتخصص ليس نظريات يفلسفها الانسان انما واقع حياتي يتحسسه يوميا ويعيشه بكل ابعاده ليصبح جزءا من ذاته يبدع في تجسيده عملا مميزا . فكلما امعن في انجازاته كلما تفنن في الاخراج بصدق ومحبة . ومحبة العمل "الذي يقوم به الانسان هو سر نجاحه في الحياة . ونسبة ٤٤,٥ ٪ من الطلاب كافية لتشهد على هذه المحبة وعلى هذا النجاح مع التنويه ان نسبة ٣,٣ ٪ فقط تبدو غير راضية وذلك لاسباب خاصة .

اضف الى ذلك ان نسبة ١٤ ٪ من الطلاب بنوا خيارهم على "القناعة" .

"القناعة" كنز لا يفنى يكتسبها الانسان بعد مرحلة النضج . لقد نضج شبابنا باكرا . "سنوات الحرب كانت كافية لتصل شخصيته وتمنحه العزم والارادة للسير قدما نحو الامام . جيل المستقبل هو جيل العنفوان ، يصارع الزمان ويحارب الصعاب بكل ما يملك من قوة ومثابرة في العمل . جيل يأبى الذل والتقهقر دفاعا عن حريته الشخصية وصونا لاستقلالية قراره.

حفاظا على استمراريته في الحياة ومواكبة للتطور في كافة ابعاده : الاجتماعي والاقتصادي والثقافي والتكنولوجي وما يتضمنه من تغييرات وما له من انعكاسات ، أبى جيلنا الاوان يكون جيل العصر الحديث "جيل الخيار الصحيح" حيث انقلبت كل المقاييس والمفاهيم واحتلت "الواقعية" مكانها في التجديد ؛ فكان جيل "مفكر ومتج معا ، جيل يدرك سبب اختياره التخصص المهني والتقني ومدى ابعاده " . انه خبزه اليومي "مهما جارت عليه الايام.

ونحن نعرف ان اللبناني مغامر بطبعه ويسعى دائما وراء النجاح : النجاح في الحياة والنجاح في العمل تحقيقا لذاته وارضاء لطموحه.

عندها لن يكون "خيار التخصص" خيار "الصدفة" او "العفوية" انما خيارا عن سابق تصور وتصميم ، خيار "القناعة الذاتية" .

نشير ايضا "الى ان سبب رضى نسبة ١٤ ٪ من الطلاب عن الاختصاص هو "التطور". ونسبة ١١,٦ ٪ راضية عن اختصاصها لانه "سهل ومريح" و ١٥,٩ ٪ تشير الى اسباب أخرى . ماهي ؟

ان ما يميز الانسان عن بقية الكائنات الحية هو الحاجة الى "التطور" الدائم . فالتطور "عند

الإشارة الى ان الراضين عنه يشكلون نسبة ١١٪ والغير راضين نسبة ٦٪.

ايجوز الاعتماد على "الصدفة" لتحديد مصير شباب المستقبل ؟

ان شباب لبنان ، بنضجه المبكر وجرأته المقدامة بات يملك في اغلب الاحيان حرية اختيار طريق مستقبله ، اضافة الى قناعة ذاتية ورضى تأمين في الاختيار . ونسبة ٦٨ ٪ كافية لتظهر جرأة الجيل الجديد في اتخاذ القرارات المهمة والمصيرية عن وعي وادراك .

وهذه "الصدفة" ليست سوى وليدة غياب "الاعلام المتخصص" والموجه لمعظم ميادين الاختصاصات وما تتضمنه من معلومات حول ماهية الاختصاص ، وكيفية ممارسته ، ومدى اهميته في سوق العمل اللبناني يميم . . أضيف الى ذلك ، ان الطالب اللبناني يفتقر عمليا وضمن برامجه الحالية المتبعة في المدراس الى "توجيه علمي ، صحيح" يطلعه ميدانيا على واقع الاختصاصات حيث يشاهدها في نشاطها العملي أخذا بعين الاعتبار قدرات الطالب الفكرية ، وميوله النفسية ، وطاقاته الجسدية واخيرا امكاناته المادية .

فاذا ما توفرت هذه الشروط مجتمعة "لن يكون" خيار الاختصاص "وليد" صدفة "او" تأثير محيط "او" قضية وراثية "انما وليد قناعة ذاتية محكمة ومخطط لها .

جدول رقم ٧ : الاسئلة II ٦٠ ، II ١٠٦٠ : توزيع الطلاب حسب انطباعهم حول الاختيار بالنسبة لاسباب هذا الانطباع (لماذا؟).

أسباب الانطباع (لماذا؟)	القناعة	التطور	محبة العمل في هذا الاختصاص	اختصاص سهل ومريح	غيره	المجموع
راض	٣٩ ٪ ١٣	٣٥ ٪ ١١,٧	١٢٤ ٪ ٤١,٢	٣١ ٪ ١٠,٣	٣٩ ٪ ١٢,٩	٢٦٨ ٪ ٨٩
غير راض	٣ ٪ ١	٧ ٪ ٢,٣	١٠ ٪ ٣,٣	٤ ٪ ١,٣	٩ ٪ ٣	٣٣ ٪ ١١
المجموع الاول	٤٢ ٪ ١٤	٤٢ ٪ ١٤	١٣٤ ٪ ٤٤,٥	٣٥ ٪ ١١,٦	٤٨ ٪ ١٥,٩	٣٠١ ٪ ١٠٠
المجموع			٣٠١	٪ ١٠٠		

الفنية (Licence d'enseignement technique L.E.T) وذلك بدخوله الى ال I.P.N.E.T في الدكوانة .

اذا قارنا مستوى "التنفيذ (B.T) " ٨, ٣٣٪ بمستوى "الاطر الوسطى : (T.S) " ١٠٪ نرى ان اقبال الطلاب على التخصص المهني والتقني يزداد بشكل ملحوظ سنة بعد سنة . فهذه خطوة مشجعة بالنسبة لاجيال صاعدة تؤمن بفعالية هذا التخصص وتواجه بارادة وعزم مبادئ قديمة درجت عليها العادات والتقاليد العائلية .

جدول رقم ٦ : الاسئلة II ٥٠ و II ٦٠ : توزيع الطلاب حسب انطباعهم حول الاختيار بالنسبة لكيفية الاختيار .

كيفية الاختيار الانطباع	عن قناعة	قضية وراثية	تأثير المحيط	صدفة	غيره	المجموع
راض	٦٨٪ ٢٠٥	١١	١٦	١١٪ ٣٣	٣	٨٩٪ ٢٦٨
غير راض	٣,٧٪ ١١	١	٢	٦٪ ١٨	١	١١٪ ٣٣
المجموع	٧١,٧٪ ٢١٦	٤٪ ١٢	٦٪ ١٨	١٧٪ ٥١	١,٣٪ ٤	١٠٠٪ ٣٠١

يطلعنا هذا الجدول على انطباع الطلاب حول اختصاصهم ومدى رضاهم عن هذا الاختصاص . فأت نسبة الطلاب الراضين عن اختصاصهم ٨٩٪ تفوق بكثير نسبة الغير راضين ١١٪ .

ان قراءة الجدول عاموديا فيما يخص كيفية الاختيار تدل على ان ٧, ٧١٪ من الطلاب اختاروا اختصاصهم عن "قناعة" مما يشير الى جديتهم في الاختيار وثقتهم بنفسهم وبمستقبل اختصاصهم ، مع الاشارة ان نسبة ٣, ٧٪ فقط من هؤلاء غير راضين عن اختيارهم ربما هذا الاختصاص لم يتوافق وطموحاتهم او قدراتهم .

أما "القضية الوراثية" التي حكمت ذهنية العائلات اللبنانية سنوات طوال لم تحظ سوى بنسبة ٤٪ . كذلك الامر بالنسبة "لتأثير المحيط 6٪" .

أما الغريب في الامر هو تواجد نسبة ١٧٪ من الطلاب ارتكز اختيارهم على "الصدفة" مع

اما الاختصاصات الرسمية فتضم ثلاث مستويات :

١ - مستوى "التكميل (1) "الذي يخول الطالب نيل شهادة "التكميلية المهنية (Brevet professionnel B.P.) ويضم "اخصائي في التجميل : "٢٪ شرط ان يكون عمر الطالب ما بين ١٣ و ١٨ سنة ويكون قد انهى السنة الثانية التكميلية بنجاح .

٢ - مستوى "التنفيذ (2) "الذي يخول الطالب نيل شهادة البكالوريا الفنية (Baccalauréat) : 33.8 Technique B.T)٪ ويضم الاختصاصات التالية :

الالكترونيك - ديكور داخلي - برمجة كمبيوتر .

من شروط هذا المستوى :

- مدة الدراسة ثلاث سنوات دراسية كاملة .

- ان يتراوح عمر الطالب ما بين ١٥ و ٢٠ سنة .

- ان يكون حائزا على الشهادة التكميلية او البريفيه الرسمية .

تعطى دروس هذا المستوى قبل الظهر ويعتمد التوقيت المدرسي العادي

٣ - مستوى "الاطر الوسطى " (٣) الذي يخول الطالب نيل شهادة "الامتياز الفني " (Technicien supérieur T.S) ١٠٪ ويضم الاختصاصات التالية :

الالكترونيك - ديكور داخلي - معلوماتية ادارية

من شروط هذا المستوى :

- مدة الدراسة ثلاث سنوات دراسية كاملة .

- ان يتراوح عمر الطالب ما بين ١٧ و ٢٣ سنة .

- ان يكون حائزا على شهادة البكالوريا الفنية في الاختصاص المناسب او شهادة البكالوريا اللبنانية للتعليم الثانوي في الفرع المناسب .

تعطى دروس هذا المستوى بعد الظهر افساحا في المجال لأكبر عدد من الطلاب لمتابعة تخصصهم بعد انتهاء دوام عملهم .

بعد اتمام مرحلة T.S. بإمكان الطالب متابعة اختصاصه وبلوغ مستوى "الاطر العليا "الذي يخوله نيل احدى شهادات التعليم الفني العالي (Licence Technique L.T) او الاجازة التعليمية

يظهر هذا الجدول وجود نوعين من الاختصاصات :

١ - الاختصاصات الرسمية التي تخول الطالب الحصول على شهادة رسمية : ٨, ٤٥٪

٢ - الاختصاصات الخاصة التي تخول الطالب الحصول على شهادة خاصة : ٢, ٥٤٪

تستقطب الاختصاصات الخاصة نسبة أكبر من الطلاب ٢, ٥٤٪ اذ لم تحدد الدولة اللبنانية أي شروط للحصول على "افادة خاصة "سوى شرط العمر الذي يكون ادناه ١٤ سنة . ولكن لضمان نجاح الطالب تفضل المعاهد ان يكون حائزا اقله على شهادة متوسطة . اضافة الى ان حيازة هذه الشهادة ، خلال فترة زمنية قصيرة ما بين ٣" و ٩ اشهر ، تؤهل صاحبها لعمل يدوي بسيط لا يتطلب ثقافة عالية وتمكنه من الانخراط بسرعة في ميدان العمل .

ومن هذه الاختصاصات الخاصة :

١ - سكريتاريا وستينوغرافيا ٦, ٣٪

٢ - ديكور عام ٣, ٢٪

٣ - تصميم ازياء ٦, ١١٪

٤ - نصليج راديو وتلفزيون ٣٪

٥ - اخصائي في الالكترونيك ٧, ١٪

٦ - تصليح كهرباء سيارات وميكانيك ٨٪

٧ - سكريتاريا ادارية ٦, ٨٪

٨ - رسم هندسي ١٪

٩ - مصفف شعر نسائي ٥٪

١٠ - مصفف شعر رجالي ٧, ٢٪

١١ - كمبيوتر ٧, ٤٪

١٢ - طباعة على الآلة الكاتبة ---

١٣ - ماكياج ٢٪

نلاحظ الاقبال الملفت على "تصميم الازياء " ٦, ١١٪ اذ يعتبره الطلاب "موضة العصر " والغياب التام لل "الطباعة على الآلة الكاتبة " "لاشيء "بعد هيمنة الكمبيوتر . كذلك "الرسم الهندسي "لم يحظ سوى بنسبة ١٪ بعد دخول المكنته .

للاختصاص الحالي وسنة الاختصاص.

[illegible]

نحن نعرف جيدا ان من يختار التخصص المهني والتقني يدخل ميدان الممارسة العملية مباشرة على اساس قاعدة "النظري -التطبيقي" ، حيث ان الطالب المتخصص يتسلح بالمعطيات العلمية النظرية ليجسدها بمهارته اليدوية عملا ملموسا وواقعا . فكلما تعمق فيها ، اتقنها اكثر وبرع في تطبيقها .

وضع معاهدنا في التوجيه المهني والتقني ، اليوم ، شبيه بوضع معظم مؤسساتنا التربوية . يبتعد المسؤولون عن المشكلة الجوهرية باثارة التفاصيل الهامشية . لم لانفتش عن الاسباب الحقيقية التي تكمن وراء ذريعة "اللغة" ؟

١ - هل البرامج المتبعة مثلا تتوافق ومتطلبات العصر ؟

٢ - هل توزيع الساعات في البرامج بين النظري والتطبيقي يأخذ بعين الاعتبار اهمية الممارسة الفعلية حيث ان نصف الوقت يفترض ان يكرس للاعمال التطبيقية ؟

٣ - هل المعدات اللازمة متوفرة في المعاهد ؟

٤ - هل الاساتذة من ذوي الاختصاص والخبرة في المواد المهنية والتقنية ؟

هذا ما سنحاول استنتاجه من الجداول اللاحقة .

اللغات الذي يتراوح بين "الجيد" ، و "المقبول" و "اللاشيء" ، خاصة "أن معظم المؤسسات التربوية ، مهما علا شأنها وارتفع مستواها التعليمي ، تشتكي من ضعف في اللغات مع طغيان الوسائل الاعلامية من تلفزيون وكمبيوتر وانترنت يميم . . عليا لقراءة والمطالعة في أوقات الفراغ . ان "متعة" المطالعة لم تعد تستهوي الاجيال الصاعدة ولا تثير فضولهم وهي مهددة بالانقراض اذا القينا نظرة على نوع المدرسة نجد ان ٩, ٢٧٪ من الطلاب هم من المدارس الحكومية مقابل ١, ٧٢٪ من المدارس الغير حكومية أي ما يوازي الثلث مقابل الثلثين . كما نجد ان هناك ضعف في اتقان اللغة العربية وهي اللغة "الام" في المدارس الغير حكومية اذ ان هناك ٨, ٦١٪ من الطلاب من اصل ١, ٧٢٪ يتقنون اللغة العربية بشكل "جيد" . بينما هناك ٦, ٢٦٪ من الطلاب من اصل ٩, ٢٧٪ في المدارس الحكومية يتقنونها جيدا . فاذا قارنا النسب آخذين بعين الاعتبار نوع المدرسة رأينا ان نسب الطلاب في المدارس الحكومية اتت جد معبرة حيث نلتمس المستوى اللغوي الافضل .

يتبين لنا من خلال هذا الجدول ان اللغة العربية لا تعتبر مشكلة كبيرة لان الطلاب يتقنونها بين "الجيد" و"المقبول" . ونذكر فقط ٦, ٪ منهم في المدارس الغير حكومية لا يتقنونها بتاتا لانهم ولدوا وترعرعوا في الخارج وعادوا مؤخرًا الى الوطن بعد استتباب الامن .

اما فيما يخص اللغات الاجنبية أي الفرنسية والانكليزية فالمستوى في المدارس الحكومية والغير حكومية معتدل اجمالاً . فاتفقنا اللغة الفرنسية يتراوح بين "الجيد" ٨, ٥٤٪ و"المقبول" ٢, ٤٢٪ ، وبين "الجيد" ٩, ٣٠٪ و"المقبول" ٩, ٥٠٪ بالنسبة للغة الانكليزية . وهذا يشير الى ان "الفرنكوفونية" ما زالت اكثر رواجًا وتداولًا من "الانجلوفونية" في الاوساط اللبنانية حيث ان ٣٪ فقط لا يتكلمون الفرنسية مقابل ٣, ١٨٪ بالنسبة للانكليزية .

اما اللغة الارمنية ، فالغالبية الساحقة من الطلاب أي ٩٨٪ لا يعرفونها بتاتا .

اضافة الى ان البعض منهم أي ٦, ٧٪ يتكلمون لغات مختلفة كالالمانية واليونانية .

ان النقص في اتقان اللغة الاجنبية هو "المشكلة الفعلية" التي تعاني منها معظم المعاهد . فالطالب المهني والتقني يتفوق في بعض الاحيان في الاعمال اليدوية لكنه يظهر ضعفا في فهم واستيعاب المراجع الاجنبية . هذه المشكلة تؤثر احيانا سلبا على نتائجه فيسبب في الامتحانات .

لكن ، أمن المعقول ان تكون اللغة "عائق اساسي" في التوجيه المهني والتقني وان تحول دون نجاح الطالب ؟

والملفت في الامر وتحديدًا في محافظة جبل لبنان ، هو ان نسبة الانتقال الانثوي من المناطق الساحلية ٣٦ ٪ تفوق نسبة انتقال الذكور ٣٢ ٪. اما في المنطقة الوسطى نلاحظ ان نسبة انتقال الذكور ٨,٥ ٪ تفوق نسبة انتقال الاناث ٦,٥ ٪. وفي المنطقة الجبلية فنسبة انتقال الذكور ٨,٧ ٪ تبرز اكثر مقارنة مع نسبة انتقال الاناث ٤,٢ ٪. كما نستنتج ايضا ان هذه النسب تتدنى تدريجيا كلما ابتعدنا جغرافيا عن بقعة تجمع المعاهد وخاصة فيما يتعلق بنسب الاناث .

كيف نفسر ذلك ؟

رغم الانفتاح الحضاري والتطور الثقافي الذي شهده اللبناني وتغنى به في كل مناسبة ، لم تحظ "الذهنية" اللبنانية او بالاحرى "التربية" عند معظم العائلات بحفنة من هذا النضج . من تراثها العريق وقيمها الاخلاقية والتي اصبحت مع الحرب "فولكلورا" يحتفل به ، بقيت فقط ،"التربية" التمييزية (discriminatoire) "على قديمها" . كل ابواب الحرية تفتح مشرعة امام الذكور ، ومعظمها توصد امام الاناث . حتى حرية التعلم والتثقف والتخصص لها شروطها ولها حدودها . ان تنتقل الفتاة من اليا للمناطق الوسطى والجبلية ليلا طلبا للعلم غير مرغوب فيه كثيرا في الاوساط العائلية المحافظة . صحيح انها عائلات عايشة الحضارة في مظاهرها الجوفاء ولكنها لم تعايشها في جوهرها ولم تواكبها في اساليبها التربوية الحديثة حيث للفتاة "وجودها الانساني" وشخصيتها المميزة " ودورها التنموي والانمائي " في المجالات الاجتماعية والاقتصادية والسياسية يهيم . داخل المجتمعات كافة .

لذا يقتصر دور الفتاة على "المهمة التربوية" فيتقلص اكثر واكثر ليصبح حصرا دور "ربة منزل".

II- الحالة التعليمية

جدول رقم ٤ : الاسئلة II ١٠ ، II ٢٠ : توزيع الطلاب حسب نوع المدرسة التي تعلموا فيها بالنسبة للغات التي يتقنونها .

اللغات	عربية			الفرنسية			الانكليزية			الارمنية			المجموع	غيرها
	جيد	مقبول	لا شئ	جيد	مقبول	لا شئ	جيد	مقبول	لا شئ	جيد	مقبول	لا شئ		
مستوى الانجاز	٨٠	٤	-	٤٤	٣٨	٢	١٧	٤٢	٢٥	-	١	٨٣	٨٤	٤
نوع المدرسة	٪٢٦,٦	٪١,٣											٪٢٧,٩	
حكومية	١٨٦	٢٩	٢	١٢١	٨٩	٧	٧٦	١١١	٣٠	١	٤	٢١٢	٢١٧	١٩
غير حكومية	٪٦١,٨	٪٩,٧	٪٠,٦										٪٢٧,١	
المجموع الاول	٢٦٦	٣٣	٢	١٦٥	١٢٧	٩	٩٣	١٥٣	٥٥	١	٥	٢٩٥	٣٠١	٢٣
	٪٨٨,٤	٪١١	٪٠,٦	٪٥٤,٨	٪٤٢,٧	٪٣	٪٢٠,٩	٪٥٠,٨	٪١٨,٣	٪٠,٤	٪١,٦	٪٩٨	٪١٠٠	٪٧,٦
المجموع الثاني	٣٠١			٢٠١			٣٠١					٣٠١	٣٠١	٢٣
													٪١٠٠	

تعمدنا التعرف في هذا الجدول على نوع المدرسة التي تلقى فيها الطالب علومه ومستوى اتقان

جدول رقم ٣ : الاسئلة I ٢٠ و I ٦٠ - توزيع الطلاب حسب الجنس بالنسبة لعنوان السكن

محافظة	بيروت	لبنان الشمالي			جبل لبنان			لبنان الجنوبي	البقاع	النبطية	المجموع الاول	المجموع
		ساحل	وسط	جبل	ساحل	وسط	جبل					
موقع جغرافي												
الجنس												
ذكر	٢	٥	١	١	٩٦	٢٥	٢٤	٢٤	١	-	١٥٥	٣٠١
نثى	-	٢	٢	١	١٠٨	١٩	١٣	١٣	١	١	١٤٦	٤٨٥
مجموع اول	٢	٧	٣	٢	٢٠٤	٤٤	٣٧	١٢	٢	١		
مجموع ثان	٢	١٢	٤	١	٢٨٥	٩٥	٢٨٥	-	٢	١	٣٠١	١٠٠

التبريرات التي وردناها في الجدول "رقم ٢" تعود ونفرض نفسها في هذا الجدول . من البديهي والمنطقي ان تستقطب المعاهد المتواجدة ضمن منطقة جغرافية محددة أبناء هذه المنطقة بغية تلافي قطع المسافات الطويلة ، وتوفير كلفة النقل مع الازمة الاقتصادية ،بالاضافة الى تجنب توتر الاعصاب وهدر الوقت في زحمة السير الخائفة . هذا يبرر هيمنة محافظة جبل لبنان على سائر المحافظات من حيث النسبة الابرز : ٩٥ ٪ اضافة الى نسبة ٤ ٪ من الطلاب من محافظة لبنان الشمالي ، ونسبة ٥ ٪ من محافظة بيروت والنسبة عينها من محافظة البقاع . اما محافظتي النبطية (طالب واحد) ولبنان الجنوبي (لا شيء) نكتفي بذكرهما لبعدهما الجغرافي .

يجدر التنويه اننا اعتمدنا في المرحلة الاولى وضمن "عنوان السكن" توزيع الطلاب حسب المحافظات . اما في المرحلة الثانية ، فقد قسمنا المناطق وتحديدًا محافظتي جبل لبنان ولبنان الشمالي الى ثلاث مستويات جغرافية : ساحلية ، وسطى وجبلية . فنلاحظ ان اكبر نسبة تواجد للطلاب تكمن في المنطقة الساحلية حيث تشير الى نسبة ٦٨ ٪ في محافظة جبل لبنان ، ونسبة ٣ ، ٢ ٪ في محافظة لبنان الشمالي . اضافة الى نسبة ١٥ ٪ في المنطقة الوسطى في محافظة جبل لبنان ونسبة ١٢ ٪ في المنطقة الجبلية للمحافظة عينها .

جدول رقم ٢ :الاسئلة I ٤٠ I و I ٥٠ - توزيع الطلاب حسب الطائفة بالنسبة للجنسية .

الطائفة	الجنسية	لبناني	غير لبناني	المجموع
مسيحي		% ٩٦	% ٢	% ٩٨
		٢٩٠	٥	٢٩٥
مسلم		% ٢	١	% ٢
		٥	.	٦
درزي		-	-	-
غيره		-	-	-
المجموع الاول		% ٩٨	% ٢	% ١٠٠
		٢٩٥	٦	٣٠١
المجموع الثاني		% ١٠٠		
		٣٠١		

سبق وذكرنا ان العينة قد شملت طلابا اختيروا ضمن بقعة جغرافية معينة أي المنطقة الساحلية الممتدة من جونية حتى الدور . وتعود أهمية هذه المنطقة كونها تضم عددا من المعاهد المهنية والتقنية المشهود لها بمستواها وحتى يقدمها عند البعض . أضف الى ذلك انها منطقة في غالبيتها الساحقة من المسيحيين وهذا يفسر وجود هذه النسبة الطاغية ٩٨ % من الشباب المسيحي . كما ان تواجد ٢ % من الشباب المسلم يبشر بانفتاح الجيل الجديد على بعضه البعض ويكسر طوق الحواجز الطائفية . فينظر الطالب الى الآخر اولا "كانسان" وثانيا "كابن الوطن الواحد".

اما بالنسبة الى الجنسية ، فالأكثرية الساحقة أي ٩٨ % من الطلاب هم من حملة الجنسية اللبنانية "هويتهم المحلية وجواز سفرهم العالمي" . كيف لا ولبنان هو وطنهم الام ومسقط رأسهم ومقر اقامتهم . بينما تبقى أقلية غير لبنانية أي ٢ % تحمل جنسيات اجنبية :كالجنسية الفرنسية (طالبان) ، والجنسية السورية (ثلاثة طلاب) والجنسية الفنزالية (طالب واحد). وهذا أمر طبيعي في بلد كلبنان عرف بانفتاحه الدائم في كافة المجالات على بلدان العالم أجمع .

يتبين لنا من خلال هذا الجدول ان معظم طلاب العينة حوالي ٩٨ ٪ تتراوح اعمارهم بين سن الـ "١٧" و"سن الـ ٢٥" أي من ١٩٧٢/ ١ حتى ١٩٨١/ ١٢ وهو العمر الطبيعي للمرحلة التعليمية وبالتالي مرحلة التخصص . كما تبرز جلية "ظاهرة تكافؤ الفرص ضمن قطاعات التوجيه المهني والتقني دون أي تمييز في "الجنس" حيث نلاحظ ان نسبة الفتيات ٥, ٤٨ ٪ توازي تقريبا نسبة الذكور ٥, ٥١ ٪. وهذه المناصفة العفوية بين الذكور والاناث دليل قاطع على "وعي" و "ادراك" الجيل الصاعد لأهمية الميدان المهني والتقني ودوره الفعال في حياته المستقبلية .

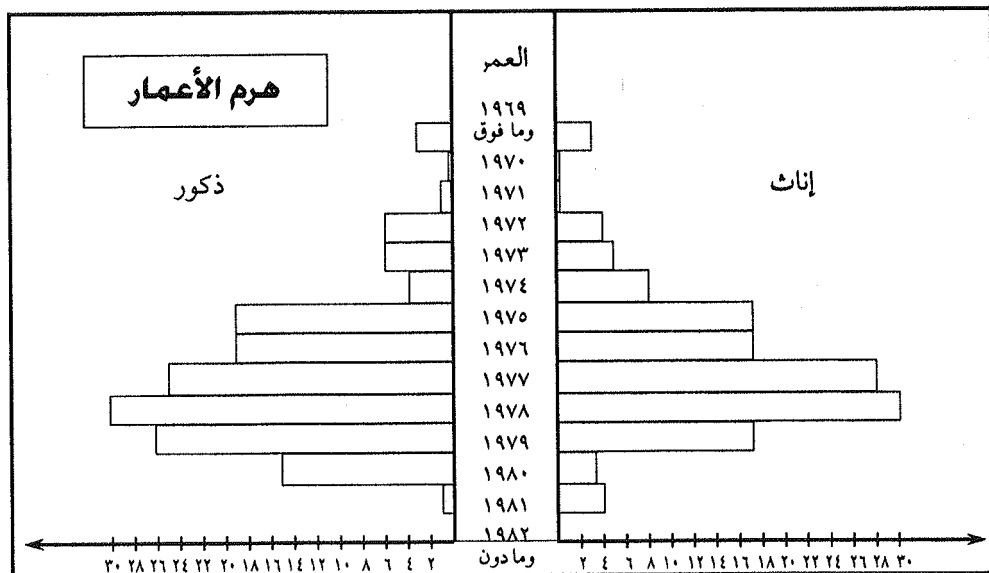
والملفت المشجع ضمن هذا الاطار ، هو تواجد اشخاص ولو اقلية ٢ ٪ تعدوا سن الـ "٣٠" أي من مواليد "١٩٦٩" وما فوق "وهذا يزيد الطمأنينة في النفوس ويشير الى أن التخصص المهني والتقني لا يتقيد بعمر معين . كذلك من يقدم على هذا الميدان المتخصص ومواكبة لتطور المجتمعات الاقتصادي والاجتماعي يم . . العالمي والمحلي ، يرى نفسه مجبرا وباستمرار على تحديث معلوماته وتطوير خبراته العملية خاصة في ميدان عمله حفاظا على سمعته وديمومة وظيفته .

وهنا يتبادر الى اذهاننا هذا البيت لابي النواس :

فقل لمن يدعي في العلم معرفة حفظت شيئا وغابت عنك اشياء.

رسم بياني رقم ١ تابع

هرم الاعمار : هذا الهرم يبرز ظاهرة تكافؤ الفرص عند الجيل الصاعد واقباله ذكورا واناثا على ميدان التخصص المهني والتقني .



٣ - فرز المعطيات وتحليلها

I - الحالة الشخصية

جدول رقم ١ : الاسئلة I ٢٠ و I ٣٠ : توزيع الطلاب حسب تاريخ الولادة بالنسبة للجنس

تاريخ الولادة/الجنس	ذكر	انثى	المجموع
١٩٦٩ وما فوق	٣	٣	٢٦٪
٧٠ / ١٢ - ٧٠	-	-	-
٧١ / ١٢ - ٧١	١	-	١
٧٢ / ١٢ - ٧٢	٦	٤	١٠
٧٣ / ١٢ - ٧٣	٦	٥	١١
٧٤ / ١٢ - ٧٤	٤	٨	١٢
٧٥ / ١٢ - ٧٥	١٩	١٧	٣٦
٧٦ / ١٢ - ٧٦	١٩	١٨	٣٦
٧٧ / ١٢ - ٧٧	٢٥	٢٨	٥٣
٧٨ / ١٢ - ٧٨	٣٠	٣٠	٦٠
٧٩ / ١٢ - ٧٩	٢٦	١٧	٤٣
٨٠ / ١٢ - ٨٠	١٥	٣	١٨
٨١ / ١٢ - ٨١	١	٤	٥
١٩٨٢ وما دون	-	-	-
المجموع الاول	٥١,٥١٥٥٪	٤٨,٥١٤٦٪	١٠٠,٣٠١٪
المجموع الثاني	٣٠١	١٠٠٪	

II . ١١ - اذ انعم ، ما هو هذا الاختصاص ؟

III . ما هي توقعاتك لمدى تلبية حاجات سوق العمل اللبناني على ضوء التوجيه المهني والتقني ؟

اسم المحقق : _____

مدة ملء الاستمارة : _____

لم تواجهنا فعليا صعوبات تذكر خلال ملء الاستمارات . فانت أجوبة الطلاب واضحة ، عفوية وصريحة باستثناء ما يتعلق بالسؤال الاخير أي "مدى تلبية حاجات سوق العمل اللبناني لله . فبدت الدهشة على وجوههم وكأن السؤال بحد ذاته مفاجأة لطلاب اعتقدوا انهم ملكو الدنيا بحيازتهم على شهادة مهنية او تقنية جاهلين تماما مدى فعالية دورهم في الانعاش الاجتماعي -الاقتصادي لسوق العمل اللبناني ، وامكانية مساهمتهم في تطوير وانماء الوطن ودفعه قدما نحو الافضل .

بعد مرحلة العمل الميداني ، جاءت مرحلة فرز المعطيات :أي استخراج الجداول وتحليلها .

II . ٤ / ٥ - صدفة : ☐

II . ٥ / ٥ - غيره ، حدد : _____

II . ٦ - هل انت راض عن اختصاصك ؟ نعم : ☐ كلا : ☐

II . ٦ / ١ - لماذا ؟ _____

II . ٧ - هل تعاني من نقص في المعدات في معهدك ؟ نعم : ☐ كلا : ☐

II . ٧ / ١ - اذا نعم ، ماهي هذه المعدات ؟ _____

II . ٨ - هل تواجه مشاكل مع الجهات المعنية ؟ نعم : ☐ كلا : ☐

II . ٨ / ١ - اذا نعم ، مانوع هذه المشاكل ؟ _____

II . ٩ - ماذا تتوقع من شهادتك بعد التخرج ؟

II . ٩ / ١ - الحيازة على شهادة اختصاص فقط : ☐

II . ٩ / ٢ - العمل بموجب شهادة الاختصاص : ☐

II . ٩ / ٣ - الحصول على ترقية في ميدان عملك : ☐

II . ٩ / ٤ - العمل في غير ميدان الاختصاص الحالي : ☐

II . ٩ / ٥ - البطالة : ☐

II . ٩ / ٦ - غيره ، حدد : _____

II . ١٠ - هل كنت ترغب في اختصاص آخر غير متوفر ؟

نعم : ☐ كلا : ☐

II - الحالة التعليمية

II . ١ - نوع المدرسة التي تعلم فيها الطالب :

حكومية : ☐ غير حكومية : ☐

II . ٢ - اللغات التي يتقنها :

جيد مقبول لاشيء

II . ٢ / ١ - العربية :

II . ٢ / ٢ - الفرنسية :

II . ٢ / ٣ - الانكليزية :

II . ٢ / ٤ - الارمنية :

II . ٢ / ٥ - غيرها ، حدد :

II . ٣ - نوع الاختصاصات التي ينتمي اليها :

II . ٣ / ١ - الاختصاصات الرسمية : ☐

II . ٣ / ٢ - الاختصاصات الخاصة : ☐

II . ٤ - ما هو الاختصاص الحالي للطالب ؟ وفي أي سنة ؟

II . ٥ - كيف تم اختيارك لهذا الاختصاص ؟

II . ٥ / ١ - عن قناعة : ☐

II . ٥ / ٢ - قضية وراثية : ☐

II . ٥ / ٣ - تأثير المحيط : ☐

عينه من " ٣٠١ " طالب مهني وتقني اختيرت عشوائيا من عدة معاهد ضمن وحدة جغرافية معينة أي المنطقة الممتدة من الدورة حتى جونية .

على ضوء الهدف الاساسي ، تضمنت الاستمارة متغيرين رئيسيين فقط :

I - الحالة الشخصية

II - الحالة التعليمية وهي تحتوي على الاسئلة التي تسلط الاضواء على :

١ - أسباب اختيار الطلاب لتلك المهنة وليس لآخرى .

٢ - توقعاتهم من مستقبلهم المهني كشباب لبناني

أما III وهي الخاتمة تتضمن مدى فعالية الطالب المتخصص في سوق العمل اللبناني

تبرز الاستمارة على الشكل التالي:

استمارة خاصة بالطالب المتخصص في التوجيه المهني والتقني

I - الحالة الشخصية :

I . ١ - اسم العائلة : _____ الاسم الشخصي : _____

I . ٢ - الجنس : ذكر : ☐ أنثى : ☐

I . ٣ - تاريخ الولادة : _____

السنة

I . ٤ - الجنسية : _____

I . ٥ - الطائفة : _____

I . ٦ - عنوان السكن : _____ / _____

المنطقة

المحافظة

ثلاثة تحدد هذا الاختيار : الصدفة ، العادات والتقاليد او القضية الوراثية ، وتأثير المحيط . لكن لكل عنصر تأثيره المباشر او الغير مباشر على الفرد وعلى تبريراته الخاصة في الخيار ؛ ونرد ذلك لنظرة المجتمع الى "المتدرب - المهني" او "L'apprenti-professionnel".

ففي البلدان النامية او في طور النمو ، كان التوجيه المهني والتقني وتحديد العمل اليدوي مرتبطا حكما بالوضع الاجتماعي -الاقتصادي المذري للفرد أي "الفقر " ، "وبالفشل المدرسي" ، و "بالذل والاحقار" الاجتماعي . فصورة "المتدرب المهني" هي انعكاس للمستوى الاجتماعي -الاقتصادي للعائلة . وعدم اعتبار "المتدرب - المهني" هو نتيجة الذهنية الخاطئة عند ابناء المجتمع في غياب التخطيط والاعلام المقنع من قبل السلطات المختصة حول أهمية ميدان التوجيه المهني والتقني "ومنافعه" إن على الصعيد الوطني أم على الصعيد الشخصي .

اما حاليا في لبنان ، وبعد نكسات الحرب المؤلة ، وانعدام البنية التحتية ، وتماشيا مع تطور الدول الصناعية المتقدمة ، نلاحظ "الوعي المدرك" او "اليقظة" المنافع التوجيه المهني والتقني عامة "ولليد العاملة المتخصصة خاصة" في كافة المجالات والقطاعات دون استثناء - "ان خيار مهنة الاختصاص "عند الجيل الصاعد وان بدا للوهلة الاولى وليد "القناعة الذاتية "عند الفرد ، كان وما يزال يتفاعل في الاوساط العائلية والاجتماعية ويحدث إرباكا "عند الفرد نفسه فيما يخص : ماذا نختار ، وكيف نختار ومن اجل ماذا نختار ؟ .

هنا تساؤلات عديدة تطرح نفسها :

- ١ - هل هذا الخيار يتوافق وقدرات الطالب الذاتية؟
 - ٢ - هل هذا الخيار يتلاءم وطموحات الطالب؟
 - ٣ - هل هذا الخيار يوفر سبل العمل للطالب؟
- ردا على هذه التساؤلات وحرصا على المنهجية العلمية كان لابد من الانتقال الى المرحلة الميدانية .

٢ - المرحلة الميدانية

أهمية هذه المرحلة تكمن في كونها تؤمن الاتصال المباشر بالشباب في مرحلة التخصص المهني والتقني والتعرف عليه في واقعه الحالي .

لذا تم تحضير "استمارة خاصة بالطالب المتخصص في التوجيه المهني والتقني وقد طبقت على

٣ - استخلاص النتائج وتحليلها بغية التعرف على حقيقة واقع التوجيه المهني والتقني ومدى علاقته بسوق العمل في لبنان.

٤ - الخاتمة.

التعريف عن التوجيه المهني والتقني عامة

يقول جون ديوي (John Dewey)

" Learning ? Certainly , but living primarily , and learning through and in relation to this living".⁽³⁾

من هنا أهمية مفهوم " الواقعية " في التعاطي مع ديناميكية الظواهر الاجتماعية . فالإنسان " العملي " هو إنسان " واقعي " . " والواقعية " خير مقياس لقدرة الإنسان على استخدام المعلومات النظرية في الممارسة العملية . هكذا ظهرت أهمية التوجيه المهني والتقني ؛ هذا التوجيه الذي يعتمد على قاعدة " نظرية - تطبيقية " Sillamy Norbert⁽⁴⁾ يعطي تحديداً أولياً لمفهوم التوجيه المهني مشدداً على الناحية السيكلولوجية قائلاً : " التوجيه المهني والتقني يعني إرشاد المواطن وتحديد الشاب نحو المهنة التي تتلاءم أكثر مع طاقاته الفكرية والجسدية ومع أهوائه وشخصيته مع الأخذ بعين الاعتبار امكانيات العمل والوضع العائلي . " فبدأ التوجيه كانه "إرشاد" وليس "نحت" أو "قوالب" (Modelage) مرتكزا على العناصر الأساسية لشخصية الفرد مع ذكر ميادين العمل في المجتمع والوضع العام لسوق العمل . عندها اعتبر التوجيه قضية "مزاج" أكثر مما هو "قضية توافق وتواصل وتنسيق" بين قدرات الفرد الشخصية وحاجات محيطه الاجتماعي - الاقتصادي - التربوي . . .

اما C. Benassy⁽⁵⁾ فينظر الى التوجيه من منظور أكثر عقلانية وأكثر واقعية قائلاً : " هدف التوجيه المهني هو مساعدة الشاب على التكيف مع الحياة وتحديدًا مع حياة العمل . . . " ، مما يساعده على الانخراط في المجتمع ويسهل تفاعله مع المجتمع العملي . فاذا اعتبرنا " التكيف الاجتماعي " هو تقييم المجتمع لابنائه عندها نشير ان التوجيه المهني والتقني ليس فقط "علما" انما " تقنية اجتماعية " تعلم الإنسان كيفية الانخراط الاجتماعي ومن ثم الاندماج وكيفية التعاطي مع متطلبات الحياة الاجتماعية وتعقيدها . وهنا تجدر الإشارة الى تفعيل دور المؤسسات التربوية ليس في "تخزين" المعلومات او في "تغيب" الكتب انما في " تحضير " الاجيال المستقبلية للحياة العملية .

اما Pascal وبلسان Pierre Naville⁽⁶⁾ فيقول : "أهم شيء في الحياة هو اختيار المهنة " ، شرط ان يكون هذا الاختيار عقلانيا ومنسجما مع ميول الإنسان وطاقاته الشخصية . كما يعتبر ان عناصر

والغريب في الامر ، أننا نشهد اعدادا هائلة من الطلاب "تندفع" نحو معاهد التعليم المهني والتقني. كيف نفسر هذا الاندفاع؟ أهو اندفاع الوعي والاختيار السليم لمهنة المستقبل ؟ ام اندفاع اللاوعي للحصول على الشهادة الورقية ؟

وهنا تأتي ال "ما" الاستفهامية الكبرى؟

- ما فائدة العلم اذا بقي علما بحثنا ولم يقترن باعمال حسية؟

- ما نفع الشهادة مهما علا شأنها اذا ما تبلورت في مهنة عملية ؟

- ما أهمية التوجيه اذا لم يكن فاعلا ومتفاعلا ، اذا لم يعيش مع الانسان ويتعايش معه ليتجسد عملا مهنيا وتقنيا مفيدا للانسان ولمجتمعه ؟

- ما سبب الهروب سابقا من التوجيه المهني والتقني أهو عدم التخطيط العلمي والتأهيل العملي لمعاهد هذا التوجيه بما يتماشى مع التقدم المهني والتقني عالميا من ناحية وضروريات المجتمع من ناحية اخرى ، أم داء "الخنجل" الناتج عن قلة الاعتبار لهذا التوجه في مجتمعنا ؟

- ما أهمية التوجيه اذا اقترن بعقلية بالية ؟

اسئلة عديدة نطرحها ونبقى عاجزين عن الاجابة عليها اذا ما قمنا بدراسة ميدانية لعينة من طلابنا في التوجيه المهني والتقني لنستشف :

١ - واقع التوجيه المهني والتقني في لبنان .

٢ - كيفية تعامل الشباب مع هذا الواقع الجديد.

٣ - حقيقة الواقع المهني والتقني في لبنان ونتائجه العملية.

حفاظا على مصداقية البحث العلمي وموضوعيته كان للدراسة هدف أساسي هو :

" التوجيه المهني والتقني هو ضمانة مستقبل الشباب "

هكذا اعتمدنا خلال بحثنا حول التوجيه المهني والتقني وعلى ضوء الهدف الاساسي على التصميم التالي :

١ - التعريف عن التوجيه المهني والتقني عامة .

٢ - القيام بدراسة ميدانية يتم خلالها تطبيق استمارة خاصة بالطالب في التوجيه المهني والتقني.

أكثر واقعية. من هنا كانت نشاطات التلاميذ اللاصفية تفسح لهم المجال للاتصال المباشر بالواقع الاجتماعي الأوسع والأشمل وتكسبهم "النضج الاجتماعي" وبالتالي "النضج التربوي". بمعنى آخر تكسبهم "ثقافة حياتية واسعة ومهمة". لم يعد العلم إذا مقتصرًا على المؤسسات التربوية ولم تعد المدارس سوى مرحلة انتقالية تعد الأجيال الصاعدة للانخراط بشكل أفضل في مدرسة الحياة ألا وهي "المجتمع". أن عملية الصلة والتواصل بين المدرسة والمجتمع عملية مهمة لتأمين الاستمرارية الجدلية بين الفرد والمجتمع. فاللامبي الذي سبق وتكلمنا عنه لا لوم عليه، ولكن اللوم يقع على "الأمي بالفكر" أو الجاهل "إذا صح التعبير. إذا على كل فرد، غنيا كان أم فقيرا، قويا أم ضعيفا، وبغض النظر عن انتمائه الاجتماعي - الاقتصادي، أن يكون عنصرا فاعلا ونافعًا ومنتجًا في مجتمعه ومساهما في تطوير هذا المجتمع. من هنا نستشهد بقول ل J,Rostand: " Le monde sera ce que l'homme fera" (2) " Que l'homme sera demain ce qu'il fera du monde" وهو صنيع يده.

فالتعليم إذا "وسيلة" تنسق بين الحاجات والوسائل من أجل تحقيق غايات عامة أو فردية في المجتمع. والمتعلم هو المحرك الأساسي لهذه العملية.

يعتبر لبنان، اليوم، من الدول التي تحظى بأكبر نسبة من المتعلمين. ورغم ذلك نرى الوضع الاقتصادي والاجتماعي وحتى التربوي في تقهقر مستمر. اين المشكلة؟ تكمن المشكلة في العلم نفسه: في نوعية هذا العلم، ومستوى استيعابه وكيفية تطبيقه ومدى الاستفادة منه. هناك صراع بين المتعلم المنظر والمتعلم المتخصص الممارس. صراع قائم منذ القدم بين التوجيه العام والتوجيه المهني والتقني. صراع بين منهجين مغايرين في الشكل انما متكاملين في المضمون. صراع وهمي بين ذهنتين متناقضتين: واحدة متأصلة، تقليدية تنظر باحتقار بالتوجيه المهني والتقني وتعتبره الحل المنشود لمن هم دون المستوى الاجتماعي - الاقتصادي والتربوي المطلوب. وأخرى تراه المفتاح السحري للأجيال القادمة للانخراط في سوق العمل.

اعتبرت البلدان المتقدمة وما زالت تعتبر اليد العاملة المتخصصة والمتخرجة من التعليم المهني والتقني "ضمانة" أساسية لتأمين مستقبل الأجيال الصاعدة "ومنفذ" محكم لحاجات سوق العمل.

أن مستقبل لبنان يركز على شبابه. ومستقبل الشباب يكمن في اختياره الصحيح للمهنة المفيدة التي تتماشى مع طاقاته وقناعاته والفائدة الوطنية. لكن اختيار المهنة في الطرف الحالي مهمة صعبة جدا رغم كل الجهود التي تبذل والاضواء التي تسلط على أهمية ميدان التوجيه المهني والتقني الذي يفسح أمام الشباب آفاقا جديدة لخيارات أكبر في اختصاصات شتى تعتبر ركيزة أساسية ومضمونة لحياة اجتماعية اقتصادية، تربوية، سياسية. أفضل وذلك مع غياب التوجيه العلمي الصحيح والارشاد المهني المعمق.

التوجيه المهني والتقني

بين النظري والتطبيقي

تراز رزق عطا الله *

المقدمة

يحكم المجتمع قوانين وأنظمة تحدد سلوكية الانسان ضمن بيئته وكيفية تعامله مع الآخرين من أفراد مجتمعه ، كما تنظم التعاطي مع الامور الحياتية من اجتماعية وتربوية واقتصادية . ويحكمه من ناحية أخرى عادات وتقاليده ومعارف وانماط سلوكية تظهر نتيجة تطور المجتمع .

انطلاقاً من هذا التحديد يمكن القول أنه يعتبر "أميا" من يجهل هذه المعلومات الاساسية الضرورية للتعامل اليومي مع أفراد المجتمع كالقراءة والكتابة وبديهيات المستلزمات الحياتية والوظيفية التي تسهل التعاطي مع الامور وتحسن من نوعية الانتاجية ولها بالتالي الدور الاكبر في تنمية الاقتصاد الفردي والجماعي ومن ثم في تطوير المجتمع .

هنا يمكن الاستشهاد بالبروفسور "جان فوراستيه" Jean Fourastié "الذي قال : Un pays sous-développé est un pays sous-enseigné"⁽¹⁾

أي "ان البلد المتخلف هو المتخلف تعليمياً"

فالتعليم وبحسب رأي "بيار جاكارد" Pierre Jaccard "هو من أهم الظواهر الاجتماعية الاساسية . انه تواصل افكار وفنون وتقنيات ؛ باختصار انه طرائق افعال وتفكير وتعامل ."

لم يع الانسان عامة أهمية العلم الا عندما واجه صعوبات التواصل في المجتمع من جهة ، وعندما حثه هذا المجتمع على مواكبته في تطوره وحل مشاكله من جهة اخرى فاصبحت الحياة الاجتماعية متشابكة لدرجة لا تسمح "لغير المتعلم" بالتعاطي معها بشكل سليم ومنتج .

من هنا اقتبس العلم معنى (Connotation) جديداً . لم يعد عنصراً وراثياً ولا عنصراً تفاخرياً بل اصبح ضرورة حتمية وعنصر تغيير ونقل وتطوير في المجتمع . فنشاهد العلم يكسر طوق الحواجز المادية والفكرية والاخلاقية التي تحيط بالفرد وتحطمه ليدفع به نحو قيمة انسانية أرفع ، وتثبيت ذاتي

هذا العدد

بات لمعهد العلوم الاجتماعية (الفرع الثاني) مجلته ، سوسيتاس التي تصدر لتتوج مرحلة من الجهود الكبيرة . بعد عشرين سنة من التعليم والعمل الحقلية الميداني يباشر الفرع الثاني من معهد العلوم الاجتماعية بإصدار مجلته العلمية التي يريد لها انعكاسا لنشاطه وحفز آله .

يعكس هذا الإصدار الأول لمجلتنا الجهود الفردية لأفراد الهيئة التعليمية والأبحاث التي غامروا الغوص فيها بمفردهم أو خارج أطر الجامعة الأكاديمية . لكن طموحنا ونحن نطلق أيضاً مركز الأبحاث التابع لمعهدنا تأطير وتنسيق الأبحاث من داخل مؤسستنا الأكاديمية . إن مضمون هذا العدد خير تعبير عن مرحلة في طور الإنتهاء ، مرحلة البحث الفردي المعزول . عندما سنتطلق مجلتنا سوف يكون دورها الرئيسي إطلاق المبادرات ذات الطابع الجماعي ودفع العمل ليكون من صنع فرق عمل .

أما على صعيد المضمون ، يجول هذا العدد الأول في متاهات النسيج الاجتماعي اللبناني . يفتتح مع سالم زبليط بنقاش حول صعوبة «الفكر الإحصائي والواقع اللبناني» يلي ثلاثة مقالات حول السلوكيات النفسية - الاجتماعية للبنانيين مع جوزف خوري (سلوك المستهلك اللبناني) وجورج سوتيري (أثر العنف المتلفز على الأطفال) وماري خوري (عقدة أبراهام والتربية في لبنان) . يلي ثلاثة بحوث حول الحيز العام والمؤسسات العامة : سامي داغر يحلل وضعية الجي والسياسة في لبنان ، جبرائيل صالبا يفتح موضوع البلديات وحاجات المدن في لبنان ، وتريز رزق عاطالله تطرح مسألة التعليم المهني من خلال عمل ميداني شامل . أخيراً خارج الفسحة اللبنانية وبارادة طرح معرفة الآخر أنيس أبي زيد دفور تبحث في موضوع الموت والإنسان الأفريقي . يأخذ الشق الأنكليزي منحى نظري مع شارل شرتوني في موضوع «سياسات الاختلاف» وكميل الحاج في عرض حول «ثقافة ما بعد الحداثة» .

نأمل أن تطور هذه التجربة الأولى لتمكين هذه النشرة من أن تصبح مجالاً للتفكير والتبادل والنقاش حول مجتمعنا ومجتمعات العالم العربي .

ملحم شاوول

سوسييتاس

١٩٩٧ العدد رقم واحد

- ٥ التقديم
شاوول (ملحم)
- ٧ صعوبة التفكير «إحصاء» و«لبنان»
(من اليسار) زبليط (سالم)
- ٢١ المستهلك اللبناني: الدوافع، الاتجاهات، التوقعات
خوري (جوزف)
- ٣٩ أثر العنف المتلفز على الأولاد
سوتيري (جورج)
- ٤٩ عقدة ابراهام والتربية في لبنان: من اليد الموضوعة إلى اليد المدودة
خوري (ماري)
- ٦٩ الجيش والسياسة: علاقة تتطلب إعادة نظر
داغر (سامي)
- ٨٢ بحث استقصائي حول المدن اللبنانية : وثيقة استنتاجية
صليبا (كابي)
- ١٠٠ الرجل الأفريقي امام الموت
ابوزيد دوفور (انياس)
- ١١٤ تقارير
- ١٢٤ سياسات الاختلاف
شرتوني (شارل)
- ١٧٠ ثقافة ما بعد الحداثة
حاج (كميل)
- ٧ التوجيه المهني والتقني: بين النظري والتطبيقي
(من اليمين) رزق عطاالله (تريز)